

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

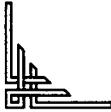
Bulletin de liaison et d'information

N°176-177

NOVEMBRE - DECEMBRE 1999



*Toute l'équipe de l'Institut kurde
vous souhaite
une bonne et heureuse
année 2000*



Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

SOMMAIRE :

- SOMMET D'HELSINKI : L'EUROPE ACCORDE À ANKARA LE STATUT DE CANDIDAT À L'UNION
- DEVANT LE PARLEMENT TURC LE PRÉSIDENT CLINTON PLAIDE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET "LES DROITS NATURELS DES KURDES"
- NEW-YORK : L'ONU DÉCIDE DE CRÉER UN NOUVEAU SYSTÈME D'INSPECTION DES ARMEMENTS IRAKIENS
- L'INTERNATIONALE SOCIALISTE RÉAFFIRME QUE LA QUESTION KURDE RESTE PRIMORDIALE POUR LA PAIX RÉGIONALE
- LA COUR DE CASSATION TURQUE CONFIRME LA CONDAMNATION À MORT D'ÖCALAN
- ERBIL : FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT
- L'ANCIEN PREMIER MINISTRE YILMAZ PLAIDE POUR LES DROITS DES KURDES TANDIS QUE LE PRÉSIDENT DEMIREL Y RESTE OPPOSÉ
- LE MUR DE LA NÉGATION : UNE ÉTUDE AMÉRICAINE SUR LES KURDES DÉPLACÉS EN TURQUIE
- LU DANS LA PRESSE TURQUE : LES MALHEURS DU CHANTEUR KIRMIZIGÜL
- AINSI QUE...

SOMMET D'HELSINKI : L'EUROPE ACCORDE À ANKARA LE STATUT DE CANDIDAT À L'UNION

Les dirigeants des quinze pays de l'Union européenne ont décidé le 10 décembre 1999 d'octroyer officiellement à la Turquie le statut de candidat à l'adhésion, à l'occasion du sommet d'Helsinki. L'accord a été obtenu après la levée par la Grèce de ses dernières réserves et d'ultimes discussions sur la formulation présentant cette candidature. " *La réaction [à Ankara] n'est pas très positive* " a reconnu un porte-parole de la présidence finlandaise de l'UE, faisant allusion aux réserves émises par la Turquie après la décision des Quinze de la considérer conditionnellement comme candidate. Javier Solana, haut

représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE, s'est immédiatement envolé pour la Turquie accompagné de Günter Verheugen, le commissaire européen chargé de l'élargissement, pour aplanir les dernières divergences concernant la proposition des Quinze.

Comme préalable à l'adhésion, les Quinze souhaitent un règlement de la question chypriote, un meilleur respect des droits de l'homme par la Turquie et un arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye à propos de la souveraineté sur les îles de la mer Egée. Or, la Turquie a jusqu'à présent estimé que sa candidature devait être

examinée strictement selon les critères fixés au sommet de Copenhague qui s'imposent sans distinction à tous les pays postulants. Elle a toujours rejeté l'idée que l'Union pouvait lui imposer des conditions particulières, et notamment des concessions sur le dossier chypriote et les îles de la mer Egée. Les Quinze affirment en outre que les litiges territoriaux, comme ceux qui opposent régulièrement la Grèce et la Turquie pour la souveraineté de certaines îles, doivent être résolus selon la Charte des Nations unies, et donc par des négociations bilatérales. Sinon, l'affaire devra être portée devant la Cour internationale de justice de La Haye dans " *un délai raisonnable* ". L'Union européenne se contente de dire qu'elle réexaminera la situation à la fin de 2004 sur ce point.

Les Quinze exigent en outre le " *plein*

respect ” des critères politico-économiques fixés à Copenhague, notamment les droits de l'homme, mais les Européens se gardent bien de le rappeler. Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre turc Bülent Ecevit, déclarait le 11 décembre. “ je suis bien conscient que nous avons encore du chemin à faire ” en citant les droits de l'homme et l'état de l'économie turque qu'il a mis sur le compte du “ terrorisme ”. B. Ecevit s'est déclaré prêt à poursuivre “ les réformes en cours ”, se déclarant décidé à abolir la peine de mort “ aussi vite que possible ”.

La Turquie a largement crié victoire après l'acceptation de sa candidature après 36 ans d'attente. “ Enfin, nous sommes Européens ! ” s'est exclamé à la Une le quotidien *Sabah*. “ Le premier candidat musulman ”, a titré le journal *Hurriyet*. Cela étant, nombreux sont ceux qui notent que pour poursuivre le chemin européen, Ankara devra établir un Etat de droit stable se traduisant notamment par une révision du rôle des militaires dans la vie politique. La Turquie est aujourd'hui le seul pays

candidat où le chef d'état-major passe avant le ministre de la défense et cela même d'un point de vue protocolaire. C'est aussi le seul pays candidat qui occupe militairement un autre pays candidat qui est Chypre. Par ailleurs, la question de la torture et des droits de l'homme reste criante en Turquie.

À l'occasion d'une visite à Istanbul, le député vert Daniel Cohn-Bendit président de la commission parlementaire mixte Turquie-Europe, a souligné que la Turquie devra “ réformer sa constitution en profondeur ” et modifier son “ idée de l'Etat ” pour adhérer à l'UE. M. Jack Lang, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, a fait part de son incompréhension devant la décision des Quinze, alors que la Turquie “ ne respecte pas toutes les règles de la démocratie, ni les droits culturels du peuple kurde ”. Francis Wurtz, député européen a, quant à lui, estimé que “ l'Europe a ainsi apporté, de fait, une singulière caution politique aux représentants d'un Etat notoirement antidémocratique ”. Des personnalités

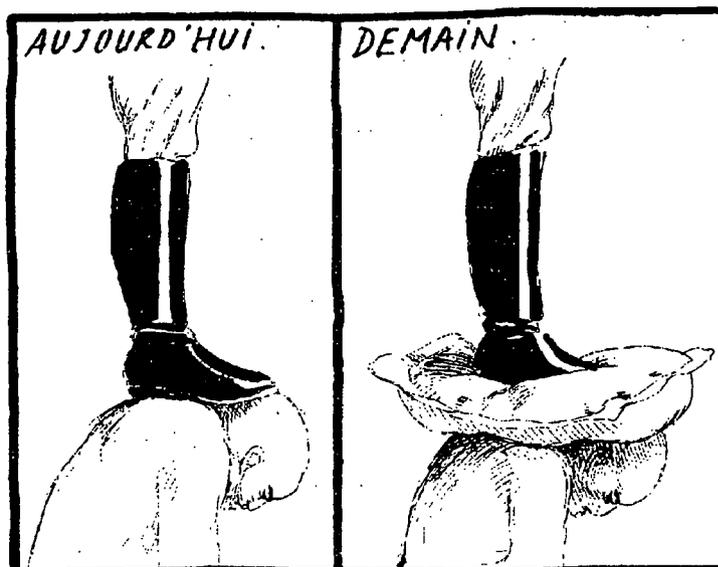
de droite comme l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing et Alain Lamassour ont également critiqué la décision du sommet d'Helsinki au prétexte que seule une portion infime de la Turquie fait géographiquement partie de l'Europe. Il ne faut pas rendre celle-ci floue et discutable dans ses contours. Sinon pourquoi ne pas accepter à l'avenir un pays eurasiatique comme la Russie, ont-ils demandé. Tandis que le ministre français des Affaires européennes Pierre Moscovici rétorque que l'Union ne doit pas rester un “ club chrétien ”, le Premier ministre turc invite celle-ci à élargir ses frontières au Caucase et à l'Asie centrale “ turcophone ”.

Présente à l'arrière-plan du débat la question kurde n'a pas été publiquement mentionnée à Helsinki. Cependant nombre d'Européens, de Kurdes et de Turcs espèrent que l'inclusion de la Turquie dans la liste officielle des candidats à l'Union européenne va ouvrir un processus de démocratisation des institutions turques et une prise en compte sérieuse des droits culturels et linguistiques kurdes.

Le Canard enchaîné

15 décembre 1999

DÉMOCRATIE : LA TURQUIE VA FAIRE DES EFFORTS



DEVANT LE PARLEMENT TURC LE PRÉSIDENT CLINTON PLAIDE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET POUR “ LES DROITS NATURELS DES KURDES ”

Le président américain Bill Clinton a plaidé le 15 novembre 1999 à Ankara, pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne tout en la rappelant à l'ordre sur la question des droits de l'homme. Le chef de la Maison Blanche s'est entretenu le même jour avec le Premier ministre Bülent Ecevit et son homologue turc Suleyman Demirel qui a reconnu que la torture existait en Turquie mais n'était pas “ la politique de l'Etat ”. Il a affirmé soutenir l'adhésion de la Turquie à l'UE et invité les Quinze à “ se concentrer sur ce sujet dans une perspective appropriée ”. Le président Clinton s'est ensuite adressé au Parlement turc mettant l'accent sur la question des droits de l'homme et la différence et évoqué “ les droits naturels des citoyens kurdes à mener une vie normale ”. “ Pouvez-vous vous imaginez le président des Etats-Unis venir et prononcer le mot Kurde, parler de la démocratie et des droits de l'homme dans l'enceinte du Parlement turc et être applaudi ! Il y a quelque temps cela ne nous serait même pas passé par l'esprit ” écrivait Hasan Cemal, l'éditorialiste du quotidien turc *Milliyet* le 17 novembre 1999. Selon d'autres éditorialistes, le sort des Kurdes en Turquie aurait également été évoqué lors de l'entretien du président Clinton avec le président et le Premier ministre turcs. Voici de larges passages de l'intervention télévisée de B. Clinton devant le Parlement turc :

“ L'avenir que nous voulons construire ensemble commence par le progrès de la Turquie dans l'approfondissement de la démocratie sur son sol. Personne ne désire cela plus que le peuple turc. Vous avez créé une force vive et des

dispositions contre la torture dans une nouvelle loi qui protège les droits des partis politiques (...). Des voies s'ouvrent pour les citoyens kurdes de la Turquie pour réclamer ces droits naturels dus à la naissance—une vie normale (...)

Nous sommes d'accord sur un point qui n'a jamais été aussi clairement formulé que par le fondateur de la République turque—La souveraineté ne devrait pas être construite sur la peur. Ni les Etats-Unis et ni l'Europe ou tout autre personne n'a le droit de diriger votre destinée pour vous. Vous êtes les seuls à avoir ce droit (...) Nous soulevons ces problèmes à cause de toutes ces raisons que j'ai mentionnées. Nous avons un intérêt profond dans votre succès et nous nous considérons comme vos amis.

Rappelez vous, je viens d'une nation qui a été fondée sur le credo que l'on est tous égaux ; et pourtant, lorsque nous avons été bâtis, nous avons l'esclavage, les femmes ne pouvaient pas voter, ni les hommes, à moins qu'ils aient été propriétaires. Je sais quelque chose sur la réalisation imparfaite des idées d'un pays. Nous avons eu un long parcours en Amérique, depuis notre fondation jusqu'aujourd'hui (...)

(...) Nous avons clairement appris que lorsque des écrivains et journalistes s'expriment librement, ils n'exercent pas seulement leur droit fondamental, mais nourrissent l'échange des idéaux, essentiel à la prospérité et au développement. Lorsque les solutions pacifiques existent pour exprimer des différences humaines normales, la paix est préservée, et non brisée. Quand les gens peuvent célébrer leur culture et foi sans pour autant empiéter sur les droits d'autrui, les modérés ne deviennent pas

des extrémistes et les extrémistes des héros mal inspirés.

Il reste encore des personnes qui voient l'Europe dans des termes rigides. Leur Europe pourrait s'arrêter au niveau de cette chaîne de montagne ou ce cours d'eau (...) Mais il y a un consensus en puissance et encourageant que l'Europe connaît : c'est l'idée aussi bien que le lieu—l'idée que le peuple peut se renforcer dans la diversité des opinions, cultures, et des fois religieuses, aussi longtemps qu'ils sont collectivement engagés sur la voie de la démocratie et des droits de l'homme ; l'idée que ce peuple peut être unifié sans être uniforme, et que si la communauté que nous appelons sans précision l'Ouest est une idée, elle n'a pas fixé de frontières. Elle s'étend aussi loin que les frontières de la liberté peuvent s'étendre. ”

Les médias turcs ont mis en relief les passages de ce discours vantant les mérites de la Turquie et d'Atatürk sous le titre. “ il a parlé comme un Turc ” en occultant les aspects relatifs aux Kurdes et aux droits de l'homme.

Le fait que le président américain ait reçu à sa table pour le petit-déjeuner les dirigeants des principales organisations de la société civile, qu'il ait soigneusement évité d'avoir le moindre entretien avec les puissants chefs militaires du pays a également été passé sous silence par les médias turcs.

Arrivant dans une Turquie en deuil, frappée par un nouveau séisme dans la région de Duzce le 12 novembre 1999 qui a fait au moins 452 morts et près de 2 400 blessés Bill Clinton a tenu à se rendre dans un camp de réfugiés et il a rappelé à cette occasion que Washington avait accordé après le séisme d'août des garanties de crédits pour un montant total de 1 milliard de dollars à douze banques turques pour des projets de reconstruction.

Quelques jours avant cette visite 23 membres du Congrès américain avaient adressé une lettre datée du 10 novembre 1999 au président Bill Clinton en lui demandant d'intervenir pour une solution à la question kurde en Turquie :

“ En Turquie, le peuple kurde continue de subir des atrocités commises par les troupes turques. Leur terre est devenue le théâtre de la guerre, malgré des cessez-le-feu répétés et appels à la négociation des rebelles kurdes. La langue kurde est interdite dans le pays et les dissidents kurdes ne sont pas tolérés par les autorités. Le Kurdistan turc, jadis de 18 millions d'habitants, ne peut aujourd'hui nourrir que 4 millions personnes. Sur les terres kurdes, plus de 3000 villages ont été détruits ; plus de 3 millions de Kurdes sont devenus des déplacés. 37 000 personnes sont mortes.

Le cas du leader kurde, Abdullah Öcalan, projette la situation difficile des Kurdes et avec prévoyance, offre le meilleur espoir pour une solution au

conflit turco-kurde. En détention en Turquie depuis le 15 février 1999, M. Öcalan est l'unique détenu de l'île prison d'Imrali. Accusé de trahison, il a été condamné à la peine de mort le 29 juin 1999. À l'heure où ces lignes sont écrites, son appel est en jugement. Refusant le procès, Amnesty International a demandé un nouveau procès. Human Rights Watch a noté qu'il y avait “ des imperfections graves ” dans la cour turque.

Cette moquerie de la règle de loi et un tel abus des droits des Kurdes et l'exécution imminente de M. Öcalan sont des ingrédients d'un conflit majeur avec des implications sérieuses pour la stabilité régionale et turque.

M. Président, en 1962, le gouvernement des Etats-Unis, dans un cas similaire de celui de M. Öcalan, a aidé le système d'Apartheid d'Afrique du Sud pour appréhender Nelson Mandela. Des années plus tard, les leaders d'Apartheid ont négocié avec lui pour soigner la plaie saignante qu'était

devenu leur pays. Avec notre appui, la Turquie et ses leaders peuvent emprunter le même chemin pour discuter avec M. Öcalan et prendre la voie de la paix pour les peuples qui composent la Turquie. (...)

Les Etats-Unis ont été une lueur d'espoir pour les Kurdes d'Irak. Nous croyons que les Kurdes de Turquie ont également le droit de vivre sans persécution, et que l'Amérique peut jouer un rôle majeur en apportant son aide dans la solution de ce conflit tragique. ”

La lettre a été signée par Bob Filner. John Edward Porter. Maurice D. Hinchey. Sharrod Brown. Carolyn B. Maloney. Cynthia A. McKinney. Jim Maloney. Patrick J. Kennedy. Rush Holt, George E. Brown Jr, Lynn C. Woolsey. David E. Bonior. Franck Pallone Jr. Neil Abercrombie. Wayne T. Gilchrest. Jesse Jackson Jr.. Henry Waxman. Darlene Hooley. Michael R. McNulty. Robert A. Underwood. Mary Bono. John Lewis. John F. Tierney.

NEW-YORK : L'ONU DÉCIDE DE CRÉER UN NOUVEAU SYSTEME D'INSPECTION DES ARMEMENTS IRAKIENS

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé le 17 décembre de créer un nouveau système d'inspection des armements irakiens. La résolution de conception anglo-néerlandaise a été adoptée par 11 voix sur 15 ; 4 Etats (Chine, France, Malaisie et Russie) ont émis des votes d'abstention.

Ainsi, sur les cinq permanents du Conseil de sécurité seulement deux (Etats-Unis et Grande-Bretagne) ont voté en faveur de la résolution ce qui a encouragé l'Irak à la rejeter d'emblée.

Selon cette nouvelle résolution 1284 l'Irak pourra exporter autant de pétrole

qu'il vaudra ou pourra. Cependant les produits de ces ventes seront toujours déposés sur des comptes placés sous le contrôle de l'ONU et dépensés conformément à la résolution 986 dite pétrole contre nourriture. Une partie en sera affectée au Koweït au titre de réparations de guerre et 13% aux trois gouvernements du Kurdistan sous administration kurde.

Si le régime irakien accepte de coopérer pleinement avec le nouveau système d'inspection, la résolution prévoit une suspension des sanctions internationales contre l'Irak d'ici un an, puis dans un avenir non précisé, leur levée. Les périodes de suspension seront de 120 jours renouvelables par

le Conseil de Sécurité si celui-ci constate que Bagdad “ coopère à tous égards ” avec les inspecteurs de désarmement de l'ONU.

D'après Sir Jeremy Greenstock, président du Conseil en décembre et l'un des parrains de la résolution, l'adoption de celle-ci constitue “ un succès exceptionnel ” car elle concilie les besoins humanitaires de la population civile avec les impératifs du contrôle des armements irakiens. “ Nous regrettons que sur ce point certains aient été plus enclins à écouter la direction irakienne que les besoins du peuple irakien ” faisant une allusion claire aux membres qui s'étaient abstenus. Les diplomates américains se sont d'ailleurs efforcés de minimiser la portée de ces abstentions affirmant que l'important est qu'aucune nation

n'a voté contre. Pour Peter Burleigh, représentant adjoint des Etats-Unis au Conseil, qui travaille depuis un an à l'élaboration de cette résolution, le vote de celle-ci est " *un moment profondément important pour le Conseil de Sécurité* ". " *Ce vote n'a pas été unanime mais aucun membre ne prétend que l'Irak a rempli ses obligations découlant des résolutions du Conseil. Aucun membre du Conseil ne prétend que l'Irak a désarmé comme requis* " a-t-il déclaré devant le conseil de Sécurité.

Le représentant de l'Irak à l'ONU Saeed Hassan a immédiatement déclaré que son gouvernement rejetait le nouveau système d'inspection parce qu'il n'est pas accompagné de la levée préalable des sanctions. Pour leur part, les dirigeants kurdes irakiens sont satisfaits de cette résolution qui préserve le quota du 13% des revenus affectés aux régions qu'ils administrent. Ce quota avait, un moment, été menacé.

Selon le Herald Tribune du 18 décembre, nombre d'experts en armements irakiens estiment que le régime irakien accepte ou non le nouveau système d'inspection, prévoyant des inspecteurs sur place et des installations de contrôle sophistiquées, les dégâts sont déjà faits. En plus la résolution en augmentant sensiblement le volume des exportations pétrolières irakiennes fournira aux proches de Saddam Hussein et à leur clientèle de disposer des ressources accrues pour consolider leur contrôle sur le pays et acheter tout ce qu'ils voudront à l'exception des armes.

En fin de mandat, le président Clinton aurait, par cette résolution prévoyant la suspension des sanctions d'ici un an en cas de coopération de Bagdad avec le nouveau système d'inspection, décidé d'empêcher que la question irakienne

ne vienne " *polluer* " la campagne électorale présidentielle de l'an 2000. Calcul peu réaliste car Saddam Hussein a toujours su se rappeler à l'attention de ceux qui voulaient le reléguer aux oubliettes.

Il faut dire qu'il dispose encore des moyens de pression non négligeables en particulier sur ses créanciers. Ainsi, dans les semaines qui ont précédé le vote sur la résolution 1284, les médias irakiens ont lancé une campagne de presse véhémement contre la France, accusée de duplicité, la menaçant de rupture de tous les contrats avantageux déjà signés avec les compagnies pétrolières françaises si elle suivait " *les puissances ennemies de Bagdad* "

à savoir les Etats-Unis et la Grande Bretagne.

Le président Chirac a bien essayé de convaincre ses homologues américain et britannique d'envisager l'adoption d'une résolution susceptible de recueillir les suffrages de tous les membres permanents du Conseil pour lui donner plus de force. Cependant Washington et Londres ont qualifié cette proposition de dilatoire et destinée à vider la résolution de sa substance. Finalement leur point de vue a prévalu et Paris s'est retrouvé dans la compagnie peu gratifiante de la Russie et de la Chine, amies et clientes du régime irakien. (Voir notre revue de presse).

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE RÉAFFIRME QUE LA QUESTION KURDE RESTE PRIMORDIALE POUR LA PAIX RÉGIONALE

L'internationale socialiste réunie à Paris du 8 au 10 novembre 1999 dans le cadre de son XXIème congrès a réaffirmé " *sa conviction qu'aucune paix réelle et durable ne pourra être établie dans la région si la question kurde n'est pas réglée. La communauté internationale devra faire pression sur les gouvernements concernés pour démarrer des réformes profondes démocratiques et pour favoriser des solutions politiques, négociées et pacifiques garantissant les droits légitimes des Kurdes dans le cadre des frontières des pays concernés* ".

Au cours du XXème congrès, l'Internationale socialiste avait adopté une résolution demandant les droits fondamentaux pour les Kurdes et la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie. Trois partis kurdes ont participé au congrès de l'Internationale : le parti démocratique du Kurdistan iranien, qui est membre de plein droit, le PDK irakien et l'Union patriotique du Kurdistan qui ont un statut d'observateur. Chaque délégation kurde a pu prendre la parole et s'adresser aux congressistes représentant plus de 170 partis politiques venus du monde entier.

LA COUR DE CASSATION TURQUE CONFIRME LA CONDAMNATION À MORT D'ÖCALAN

La cour de cassation turque a confirmé, le 25 novembre 1999, la sentence de mort pour trahison et séparatisme contre Abdullah Öcalan. La cour, composée de cinq magistrats et présidée par le juge Demirel Tavil, a décidé à l'unanimité que la sentence *était "conforme à la loi et à la procédure"*. La décision a été accueillie par une explosion de joie de centaines de manifestants, la plupart des proches de soldats tués lors des combats, qui ont organisé une exécution symbolique d'A. Öcalan en pendaison sur une potence son effigie présentée comme un vampire sanguinaire. Les avocats du chef du PKK, qui avait demandé que la sentence soit commuée en prison à vie, ont également annoncé qu'ils allaient déposer l'ultime recours possible en justice, une demande de *"rectification de la sentence"* auprès de Vural Savas, procureur près de la Cour de cassation. Cependant ce dernier ayant lui-même recommandé à la Cour de confirmer la peine, un éventuel recours a peu de chance d'être accepté.

Saisie en urgence de l'affaire la Cour européenne des droits de l'homme a, le 7 décembre décidé un sursis à exécution de la peine de mort. La Cour demande aux autorités turques de prendre cette décision au titre de *"mesure provisoire"* en attendant la décision sur le fond des juges des droits de l'homme. L'examen de la recevabilité de la requête sur le fond aura lieu dans un délai de un à quatre mois et elle décidera ensuite de tenir ou non une audience à ce sujet et d'examiner la requête au fond. L'ensemble de cette procédure de recours pourrait prendre de 12 à 18 mois. Cependant, la Turquie n'est pas obligée d'attendre le verdict de la Cour

de Strasbourg. Elle pourrait, en fonction de ses propres considérations de politique intérieure et extérieure, faire ratifier par son Parlement la condamnation à mort d'Öcalan et l'exécuter. Elle peut aussi retarder ou bloquer cette ratification. Le président et le Premier ministre turcs souhaiteraient, pour des raisons diplomatiques, gagner du temps et attendre le verdict de la Cour européenne. Cependant de nombreuses voix dans la coalition gouvernementale exigent une exécution rapide du chef du PKK et affirment que l'exécution d'Öcalan aura des conséquences limitées : remous diplomatiques de quelques semaines avec l'Union européenne et une condamnation de pure forme de la Cour européenne assortie éventuellement d'une amende financière de quelques milliers d'euros.

Il reste que l'octroi à la Turquie du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne éloigne la perspective de la mise à mort d'Öcalan, la peine de mort étant abolie dans tous les pays de l'Union. D'autant que le 17 décembre l'armée, par la voix de son chef d'état-major, a indiqué qu'elle ne s'opposerait pas à l'abolition éventuelle de la peine de mort.

Cependant, M. Suayip Üsenmez, ministre d'Etat du parti MHP, a déclaré à ce sujet : *"l'UE a donné jusqu'en 2004 à la Turquie pour qu'elle puisse résoudre certains problèmes. Nous prendrons Apo d'ici là. Ensuite nous ferons les réformes nécessaires pour la peine de mort"*. Il a également ajouté que son parti était opposé à une quelconque télévision kurde en soutenant obstinément : *"la langue de la République turque est le turc. Le kurde n'est pas une langue. En outre il n'a même pas d'alphabet propre."*

Comment pourrait-on (leur) donner des droits d'émissions ?". M. Üsenmez a par ailleurs plaidé pour la République de Chypre du Nord (KKTC) et a déclaré qu' "on ne peut pas cacher le fait qu'il y a deux peuples en Chypre". Un autre député MHP, Sefkat Çetin, a demandé la pendaison d'Abdullah Öcalan quel qu'en soit le prix et a ajouté que si les condamnations précédentes non exécutées posaient un problème il faudrait alors les exécuter. M. Çetin a ponctué en disant que si "Abdullah Öcalan n'est pas pendu on ne trouvera pas d'hommes à envoyer au service militaire". D'autres ont été plus loin dans leur propos. Mehmet Gül, député MHP d'Istanbul, n'a pas hésité à proférer des menaces : "Il n'y aura pas de député qui dira 'non' à la pendaison d'Apo au Parlement (...) Celui qui dira 'non' sera tabassé dans les toilettes".

ERBIL : FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le Parlement kurde d'Erbil a, le 21 décembre, investi un nouveau gouvernement dirigé par Nechirvan Barzani. Ce cabinet de coalition comprend 23 membres représentant outre le PDK, cinq petits partis alliés de celui-ci dont le parti Islamiste et des formations des minorités assyro-chaldéenne et yézidie ainsi que des personnalités indépendantes.

Le président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, dans une intervention devant le Parlement a appelé au respect de la loi par tout un chacun. *"Maintenant que nous, Kurdes, avons la chance de faire nous-mêmes nos lois, nous devons les respecter quel que soit notre rang dans la société. Nous devons tous veiller à ce que la loi soit le pouvoir suprême"*

sur notre territoire. qu'elle soit égale pour tous et que nul ne puisse se considérer au dessus des lois" a-t-il ajouté.

Dans sa déclaration d'investiture le nouveau Premier ministre. N. Barzani. a indiqué que son gouvernement se donnait pour mission prioritaire la lutte contre le chômage et un effort d'envergure pour la reconstruction et le développement de la région dans le cadre d'une économie de marché. Il a ajouté qu'il allait très prochainement annoncer une série de projets concrets en ce sens.

Le gouvernement d'Erbil administre plus de la moitié de la zone protégée kurde d'Irak dont la superficie totale est de 36296 km² (l'ensemble du territoire du Kurdistan irakien est d'environ 74000 km². Le régime irakien contrôle toujours " la partie utile " de ce territoire. à savoir les zones pétrolières de Kirkouk. Khanaqine. ainsi que la région de Sinjar). D'après le décompte établi par les Nations unies. en mai 1998. la zone

protégée kurde comptait 3.310.878 habitants (sur une population kurde irakienne estimée à 5.5 millions d'individus). 1.868.391 personnes vivaient dans la zone administrée par le gouvernement d'Erbil. 1.442.797 dans celle du Sud. administrée par le gouvernement de Souleimanieh dirigée par M. Kosrat Rassoul. de l'Union patriotique du Kurdistan.

A la suite des changements intervenus lors du 12^e Congrès du PDK. en octobre dernier. le chef du gouvernement d'Erbil. Dr. Roj Shaweish avait présenté au Parlement la démission de son cabinet. Nechirvan Barzani avait été chargé de la mission de former un nouveau cabinet. Après près de 2 mois de tractations et l'élection de Dr. Roj Shaweish à la présidence du Parlement N. Barzani a donc pu présenter son gouvernement qui se compose comme suit :

Vice Premier Ministre : Sami Abdulrahman (PDK) ; Ministre de l'Intérieur : Fadhil Mirani (PDK) ; Ministre des Affaires de Peshmerga (Défense) : Omar Osman (PDK) ;

Ministre de la Coopération et des Affaires humanitaires : Dr. Shafiq Qazaz (indép.) ; Ministre de l'Education : Abdelaziz Tayib (PDK) ; Ministre de la Justice : Hadi Abdulkarim (Islamiste) ; Ministre de l'Economie et des finances : Sarkiz Agacan (Assyrien) ; Ministre des Travaux publics et du logement : Mme. Nazanin Mohamed Wasou (indép.) ; Ministre de la Reconstruction et du développement : Mme Nesrin Berwari (PDK) ; Ministre de la Culture : Falakadin Kakanji (PDK) ; Ministre des Municipalités et du tourisme : Mamoun Brifkani (PDK) ; Ministre de l'Agriculture : Saad Osman (PDK) ; Ministre des Affaires religieuses : Sheikh Adnan Naqshabandi (PDK) ; Ministre des Transports et du commerce : Dr. Hamid Aqravi (PDK) ; Ministre de la Santé et des affaires sociales : Dr. Jamal Abdulhamid (PDK) ; Ministres régionaux sans portefeuille : Yousif Hena Yousif (assyrien) ; Jewdet Najar (turcoman) ; Mahmoud Hafid (indép.) ; Namir Kochar Hesam (yézidi) ; Abduljalil Faily (PDK).

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE MESUT YILMAZ PLAIDE POUR LES DROITS DES KURDES TANDIS QUE LE PRESIDENT DEMIREL Y EST OPPOSE.

Mesut Yilmaz. ancien Premier ministre turc et partenaire de la coalition actuelle. a déclaré au cours d'un voyage à Diyarbakir le 15 décembre 1999 que la Turquie ne peut adhérer à terme à l'Union européenne sans avoir réglé le conflit kurde. " Appelez-le. soit conflit kurde. soit problème du sud-est anatolien. la Turquie ne peut devenir un grand Etat au XXI^e siècle et adhérer à l'UE sans avoir réglé cette question (...) La conjoncture actuelle est très propice à un règlement " a-t-il affirmé. Le chef du parti de la Mère-patrie (ANAP) qui demandait ces derniers temps " plus de

démocratie et plus de liberté " a souligné que " la route de l'Union européenne passe par Diyarbakir ". Il a ainsi demandé la levée de l'état d'urgence (OHAL). en vigueur depuis 20 ans dans la région et a indiqué la nécessité de réformer le fameux article 8 de la loi anti-terreur qui s'oppose tant à la liberté d'opinion. Mesut Yilmaz a également précisé que le retour des villageois déplacés de force devrait être assuré en toute sécurité.

L'intervention de M. Yilmaz a soulevé des réactions vives de la part de son

partenaire de coalition le parti de l'Action nationaliste (MHP— néo-fasciste) mais la plupart des journaux ont salué les propos de l'ancien Premier ministre sans toute fois oublier de souligner qu'aucune des propositions n'a été à l'ordre du jour du gouvernement de Mesut Yilmaz pendant son mandat. Ainsi une caricature publiée le 21 décembre 1999 à la Une du quotidien turc Sabah avec comme légende " Un matin Mesut se réveille... ". représente Mesut Yilmaz au réveil balbutiant " Démocratie. droits de l'homme. la question kurde " et une voix lui répond seulement : " Bonjour ! ".

M. Ismail Cem. ministre turc des affaires étrangères. a déclaré le 13

décembre 1999 à la chaîne de télévision CNN Turk. que la Turquie ne s'opposerait pas aux revendications de la population kurde d'avoir des émissions télévisées en langue kurde. *"Chaque citoyen turc doit pouvoir parler sa propre langue à la télévision. Nous le pensons et l'Union européenne attache à cela une grande importance (...) Si notre peuple veut diffuser des émissions dans sa propre langue, nous ne l'en empêcherons pas, notamment si nous voulons démarrer des négociations [avec l'Union européenne] (...) Nous avons réduit la liberté individuelle dans certains cas et il nous faut maintenant lever ces restrictions"*. Le ministre a noté que des associations faisaient déjà de la télévision dans des langues autres que la langue kurde, sans autorisation officielle.

Cependant le président Süleyman Demirel, a, pour sa part, de nouveau

refusé le 11 décembre 1999, sur la même chaîne de télévision, l'idée d'accorder une autonomie culturelle aux Kurdes, y voyant un danger pour l'unité du pays. Le 1^{er} novembre, dans le quotidien *Hürriyet*, il avait déclaré une nouvelle fois son opposition pour l'autorisation des radios et télévisions en langue kurde. *"Le turc est un véhicule national de communication (...) Nous continuerons à accepter le turc comme la seule langue et à dispenser l'enseignement en turc (...) L'important est d'être citoyen de la République turque et membre de la nation turque. Mais toutes les routes menant à un Etat séparé sont bloquées"* a-t-il déclaré. M. Demirel soutient qu'accorder le droit d'utiliser leur propre langue pourrait provoquer des demandes similaires d'autres groupes ethniques en Turquie, c'est pourquoi il avance avec une mauvaise foi à toute

épreuve qu' *"il y a huit langues connues comme étant kurdes"* et que *"la plupart des Kurdes ne comprennent pas la langue de l'autre"*.

Le jour même de la déclaration de M. Cem, un jeune chanteur kurde âgé de 24 ans, Askeri Tan, a été placé en garde-à-vue pour avoir chanté en kurde dans une cérémonie de circoncision organisée conjointement par la municipalité de Baglar et la direction de la santé de la province de Diyarbakir en faveur de 75 jeunes enfants défavorisés. Alors qu'Askeri Tan, accusé de "séparatisme", a été envoyé à la prison de Diyarbakir, cinq autres musiciens qui ont participé aux festivités ont été libérés après avoir été interrogés par le procureur. Ces derniers se sont cependant plaints d'avoir été torturés par la police lors de leur détention.

LE MUR DE LA NÉGATION : UNE ÉTUDE AMÉRICAINE SUR LES KURDES DÉPLACÉS EN TURQUIE

A la suite d'une enquête menée à la fin de l'année 1998 au Kurdistan turc par l'organisation américaine, US Committee for Refugees, un rapport intitulé *"Le mur de la négation"* a été rendu public en novembre 1999 sur le déplacement de la population kurde en Turquie. Dans sa présentation introductive, le comité souligne que *"la Turquie est le second pays au monde pour le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières, et pourtant, la communauté internationale humanitaire n'a, de fait, rien entrepris pour leur compte. Ni le comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui dispose d'un mandat explicite pour la protection de personnes déplacées, et ni le Haut Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR), qui a*

étendu ses "bons offices" au nom des déplacés dans de nombreux pays, n'ont entrepris d'action pour les déplacés de la Turquie, une population ignorée de fait par les autres organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, traditionnellement œuvrant pour la protection des personnes déplacées qui se trouvent dans des situations similaires. Cette défaillance internationale ne résulte pas du fait que le gouvernement turc remplit ses responsabilités dans l'assistance et la protection de ses propres citoyens déplacés. Tout au contraire, la Turquie continue de nier le problème existant et a fortiori ignore les déracinés".

"Aujourd'hui, près de la moitié des Kurdes de Turquie ne vit pas dans le Sud-Est (...). Les plus grandes villes

kurdes en Turquie sont Istanbul, Izmir, et Ankara (...). À Diyarbakir, la capitale non-officielle du Kurdistan turc, la population comptait 30 000 habitants en 1930, 65 000 en 1956, 140 000 en 1970, 400 000 en 1990 pour finalement attendre en 1997 le chiffre de 1,5 millions d'habitants (...) Alors que certains déplacements étaient spontanés, l'armée turque a systématiquement expulsé les villageois kurdes du Sud-Est entre 1993 et 1995 (...). Les chiffres les plus récents (...) viennent de la commission parlementaire de migration, publiés en juin 1998. Toutes les statistiques reprises dans le rapport sont issues du bureau de la région de l'état d'urgence (OHAL), c'est pourquoi cela devrait être considéré comme les chiffres officiels du gouvernement [ndlr : les chiffres du rapport sont 401 328 personnes déplacées de force. 3 428 dont 905 villages et 2 523 hameaux évacués. Les chiffres ont été vivement contestés et cela par des députés mêmes qui les

estiment largement en deçà de la réalité] (...) Le précédent recensement en 1990 avait estimé à 133 000 personnes habitant la province de Tunceli ; en 1997 il avait chuté jusqu'à 85 047 dont environ 20 000 militaires turcs (10 000 soldats stationnés en 1990)."

Le rapport précise d'autre part que l'accès de la région est restreint aux étrangers et que " l'armée turque bloque également ces plus hauts

dignitaires civils lorsqu'ils veulent visiter la région pour évaluer les causes et les conditions des personnes déplacées de force [ndlr : Tansu Çiller en 1993 interdite d'accès à Lice et en 1994 Murat Karayalçın, vice-Premier ministre à l'époque etc...] (...) Lorsque les sources officielles du gouvernement reconnaissent un déplacement forcé, ils rejettent carrément la responsabilité sur le PKK (...) Le gouvernement va très loin pour nier les allégations, y compris en fabriquant des preuves, rejetant la

responsabilité sur le PKK des abus commis par les forces militaires et de police (...) La forme la plus extrême pour contrôler les personnes déplacées est le meurtre ou la disparition de ceux qui parlent ouvertement de leur malheur (...) En général, le gouvernement ne paye pas de compensation aux personnes déplacées de force du fait du conflit dans le Sud-Est, y compris celles qui sont évacuées à la suite de l'action directe des forces de sécurité et militaires turques".

LU DANS LA PRESSE TURQUE : LES MALHEURS DU CHANTEUR KIRMIZIGÜL

Le journaliste et musicien turc Zülfü Livaneli dans son éditorial du 5 novembre du quotidien *Sabah* relate la chasse aux sorcières lancée en Turquie contre les Kurdes et déplore le climat d'insécurité qui y règne. En voici de larges extraits.

" Mercredi soir, Mahsun Kirmizigül a réussi par l'intermédiaire de la télévision à se débarrasser d'une grande calamité. Une rançon de 300 000 dollars a pu être ainsi déjouée. Vous connaissez l'histoire : Mahsun Kirmizigül a participé en 1992 à un concert à Hambourg organisé par des immigrants originaires de Bingöl [ndlr : province kurde].

Le fait qu'il chante en kurde, embrasse une écharpe aux couleurs kurdes offerte par le public, et puis sous l'effet de l'ambiance fasse le signe de la victoire en réponse aux spectateurs, a donné aux détenteurs de la cassette vidéo l'idée de lui faire du chantage. L'horreur est là. Est-ce qu'il peut avoir une chose plus naturelle pour un homme que de chanter avec la langue utilisée par sa mère, son père ou son grand-père ? Comment ceci peut-il devenir objet de chantage ? Et puis le fait qu'il embrasse en guise de remerciement l'écharpe aux

couleurs locales offerte par le public ? Quel est le crime ? Quant au signe de la victoire, comme a expliqué Mahsun lui-même, c'est le signe que font des millions de personnes en Turquie. Peut-on trouver raisonnable le fait d'accuser une personne ayant affiché ce signe, alors qu'il symbolise la première lettre du mot "victory", signifiant la victoire anglaise, et attribué à Churchill ? Mais la Turquie veut être traînée vers un terrain tel que, certaines personnes peuvent avoir l'idée de faire du chantage du fait de ces gestes innocents.

Si une telle émission avait été préparée par un journaliste de mauvaise foi, il aurait pu en finir avec Mahsun en une seule nuit. Et comme il l'a précisé, si des images de certains drapeaux ou pancartes avaient été montées alors que serait-il advenu ? Tout ce passe comme si nous vivions la chasse aux sorcières de Salem. Ou encore la période McCartyste. Dans quel pays avez-vous rencontré un musicien, écouté par des millions de personnes, accusé pour ce genre de choses et qui pour s'innocenter jurerait à tue-tête devant les écrans son attachement au drapeau, à la nation et à la patrie (turques) ?

La mentalité des malfaiteurs révèle en tout cas un réalité bien horrible : Nous

devenons petit à petit une société réactionnaire. Les résultats des élections de 1998 n'étaient que le fruit de ces réactions. Les gens ont voté non pas pour la politique économique et sociale des partis mais pour celui qui affichait le plus de réactions radicales contre leurs ennemis. Si Öcalan n'avait pas été capturé pendant le gouvernement d'Ecevit, le DSP (Parti de la Gauche Démocratique de B. Ecevit) n'aurait pas récolté autant de voix. Si les lamentations au cours des funérailles des martyrs n'avaient pas touché le peuple au plus profond de lui-même, le MHP (le Parti de l'Action nationaliste, néo-fasciste) non plus n'aurait pas pu atteindre les 18 %. Ce parti doit ce score qui l'a même surpris à la réaction éprouvée contre le PKK. Le complot contre Mahsun Kirmizigül devrait ouvrir les yeux de tout le monde. Actuellement les chanteurs les plus appréciés en Turquie sont d'origine kurde et leur langue maternelle est le kurde. Le peuple sait aussi bien leurs origines, leur langue, leurs spécialités culinaires que d'où ils viennent. Et ils préfèrent depuis des années les chanteurs d'origine kurde. Et ils les aiment.

Il faut tirer une leçon de toute cette histoire ! Alors que le gouvernement est reçu à Diyarbakir par des drapeaux blancs et des slogans fraternels, que personne ne vienne dynamiter la paix."

AINSI QUE...

• **ABDULLAH ÖCALAN APPELLE TOUS SES MILITANTS À RENTRER EN TURQUIE.** Abdullah Öcalan a appelé le 5 novembre 1999, tous les membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan à revenir à leur " lieu de naissance " pour y poursuivre leur " lutte démocratique et politique ". Dans un communiqué diffusé par l'intermédiaire de ses avocats, il a déclaré : " tout le monde doit revenir à son lieu de naissance (...) Le lieu de règlement des conflits sont ces terres (...) Je lance un appel pour la poursuite de la lutte démocratique et politique sur les terres natales (...) quelles que soient les conséquences : la mort ou l'incarcération ".

Öcalan avait jusqu'ici appelé des " groupes symboliques " de militants du PKK à se rendre pour témoigner de la volonté de paix de leur parti. Il étend désormais son appel à tous les membres du PKK et cela suscite de vives contestations au sein de cette organisation.

Le 21 décembre, le PKK a déclaré qu'il allait poursuivre son cessez-le-feu et le retrait de ses derniers combattants. " Nous sommes décidés à honorer notre engagement de mettre un terme aux combats et de retirer notre guérilla de la zone des combats (...) Jusqu'à présent, nous ne pouvions pas évacuer complètement, en raison des opérations militaires de l'armée turque et des conditions hivernales. Quand les conditions seront réunies, le petit nombre de nos troupes encore présentes partiront " précise un communiqué de la direction du PKK. Des sources turques et kurdes soutiennent que depuis que le chef du PKK a ordonné à ses troupes d'arrêter de se battre et de se retirer de Turquie à partir de septembre, les combats ont diminué de 90 % d'intensité dans la région.

Par ailleurs un procureur de la cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Istanbul a inculpé le 9 novembre 1999, cinq membres du PKK qui s'étaient rendus le 29 octobre 1999 à la Turquie pour " démontrer la volonté de paix " du parti. Haydar Ergül, le leader du groupe et deux autres membres sont accusés d'être des hauts responsables du PKK et encourent une peine d'au moins 22,5 ans de prison. Deux autres membres du groupe sont accusés d' " appartenance à une organisation terroriste " et risque 15 à 22,5 ans de prison. Le parquet d'Istanbul s'est cependant déclaré incompétent concernant trois autres membres du groupe, à l'encontre desquels une procédure judiciaire est en cours à Ankara pour " appartenance au Parlement kurde en exil ".

• **À QUELQUES JOURS DE L'AN 2000 LE BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.** Le rapport de l'association turque des droits de l'homme (IHD) établissant un bilan des violations des droits de l'homme pour les neuf premiers mois de l'année 1999, montre que la Turquie va entrer en l'an 2000 avec un bilan déplorable. Le rapport a été rendu public à l'occasion du 51^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui se tenait le même jour que le sommet d'Helsinki :

- Nombre de meurtres non élucidés : 177
- Nombre d'exécutions extra-judiciaires ou morts à la suite de tortures subies en détention : 174
- Nombre de personnes torturées en garde-à-vue : 472
- Nombre de personnes disparues : 21
- Nombre de morts aux combats : 786
- Nombre de villages ou hameaux évacués ou incendiés : 27
- Nombre d'associations, de partis

politiques et d'organes de presse, interdits : 127

- Nombre de prisonniers d'opinion : 120

• **LA COUR EUROPÉENNE CONDAMNE POUR LA TROISIÈME FOIS LA TURQUIE POUR L'INTERDICTION D'UN PARTI POLITIQUE PRO-KURDE.** La Cour européenne des droits de l'homme a condamné le 8 décembre 1999 la Turquie pour avoir interdit en juillet 1993 le parti de la liberté et de la démocratie (ÖZDEP- pro-kurde). La Cour a estimé à l'unanimité qu'Ankara avait violé le droit à la liberté d'association protégé par l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme. Mevlüt İlik, président fondateur de l'ÖZDEP, qui s'était auto-dissout quelques mois avant la décision de la justice turque, obtient au nom de son mouvement, 30 000 F au titre de " dommage moral " et 40 000 F pour les frais et dépens.

La Cour européenne des droits de l'homme dispose dans son arrêt qu'elle " ne voit rien qui, dans le programme de l'ÖZDEP, puisse passer pour un appel à la violence, au soulèvement " qui aurait pu légitimer la décision de dissolution. Or, la Cour constitutionnelle turque avait prononcé la dissolution de ce parti qui prônait " le droit à l'autodétermination " du peuple kurde en soutenant que ses statuts étaient contraires à la Constitution turque et que l'ÖZDEP s'attaquait à " l'indivisibilité de la nation " et revendiquait une " discrimination fondée sur l'appartenance ethnique ". La Cour européenne précise que le fait que le programme de l'ÖZDEP " passe pour incompatible avec les principes et les structures actuelles de l'Etat turc ne le rend pas contraire aux règles démocratiques ".

C'est la troisième fois que la Cour européenne des droits de l'homme

condamne Ankara pour l'interdiction d'un parti politique : le 30 janvier 1998 pour la dissolution du parti communiste unifié de Turquie et le 25 mai 1998 pour celle du parti socialiste. Les deux partis interdits se prononçaient en faveur du droit à l'autodétermination du peuple kurde. D'autres affaires concernant des partis politiques sont encore pendantes devant la Cour.

• **LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME BATTU PAR DES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE.** Un groupe de militants d'extrême droite turque a fait irruption le 25 novembre 1999 au siège de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Ankara, battu son président Hüsni Öndül et blessé Avni Kalkan, secrétaire général adjoint de l'IHD. M. Öndül a déclaré que les militants, dont une femme, ont été " amenés " à l'IHD " à bord de quatre autocars de la police " qui n'a " rien fait pour empêcher l'attaque ". Il a ajouté que les assaillants ont saccagé le bureau avant de quitter les lieux, et que la police les attendait en bas de l'immeuble.

Akin Birdal, le précédent président de l'IHD, avait été grièvement blessé en mai 1998 dans un attentat au siège de l'IHD à Ankara. Ses agresseurs étaient également militants d'extrême droite turque.

• **DEUX ADOLESCENTES KURDES ÂGÉES DE 19 ET 16 ANS ACCUSENT LA POLICE TURQUE DE TORTURES ET DE VIOLS.** Âgées réciproquement de 16 et 19 ans, l'une étudiante à l'Université et l'autre encore lycéenne, les deux jeunes filles avaient été placées en garde-à-vue le 6 mars 1999 à la direction de sûreté d'Iskenderun après avoir été accusées de " séparatisme ". L'affaire a été rendue public lorsque le père de l'une des adolescentes a rendu visite à sa fille actuellement emprisonnée à la prison Kürkcüler d'Adana. Accusées

d'avoir " participé à un attentat à la bombe incendiaire pour manifester leur soutien à A. Öcalan ", les deux adolescentes ont été condamnées par la cour de sûreté de l'Etat d'Adana : L'aînée à 12 ans et 6 mois de prison pour " appartenance à une organisation illégale " et 5 ans, 6 mois et 20 jours pour " avoir lancé un cocktail molotov " et la cadette, bénéficiant de la " clémence " du tribunal du fait de son jeune âge à 8 ans et 4 mois pour le premier chef d'accusation et à 8 mois et 13 jours pour le second. Le syndicat des médecins turcs d'Adana a rendu un rapport accablant après consultation des adolescentes : attouchements et viols (matraque introduite dans l'anus), enfermement dans des cellules glaciales, affamées et assoiffées pendant deux jours, forcées à boire de l'eau contenant du crachat, empêchées d'aller sur la selle, de s'asseoir ou de se lever, menaces... Leur calvaire a duré pendant sept jours au cours desquels la famille n'a eu aucun contact avec les jeunes filles. Un précédent rapport médical émis par plusieurs médecins soutenait qu'il n'y avait eu aucun sévice. L'Union des médecins turcs et les familles des victimes ont déclaré qu'ils allaient porter plainte contre cinq médecins et le syndicat (indépendant) des médecins turcs réclame une nouvelle et complète évaluation médicale, estimant que l'examen ordonné par les tribunaux était " incomplet et erroné ".

Le viol est une pratique courante dans les commissariats turcs. Invitée à un séminaire en Allemagne, Me Eren Keskin, responsable de la section d'Istanbul de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), a déclaré qu'en 2.5 ans 106 femmes violées pendant la garde-à-vue ont fait appel à l'Association. M. Keskin a déclaré que peu sont nombreuses les femmes qui osent venir parler du viol et qu'elle s'était rendue compte de l'importance de ce phénomène lorsqu'elle s'était, elle-même, retrouvée emprisonnée.

• **SIX ENFANTS DE 11 À 14 ANS RISQUENT TROIS ANS DE PRISON POUR AVOIR PORTÉ DES PANCARTES DEMANDANT PLUS DE PROFESSEURS POUR LEUR ÉCOLE.** Six enfants âgés de 11 à 14 ans risquent trois ans de prison pour avoir tenu des pancartes " nous voulons des professeurs ". Terrifiés, les enfants ont été présentés à la justice le 16 décembre 1999 pour répondre de l'accusation de " manifestation illégale ". Ils ont simplement répondu candidement qu'ils étaient loin de se douter que cela pouvait constituer un crime. Le parquet turc a considéré ces enfants, élèves à l'école primaire d'Atatürk Çiftligi dans le quartier Gazi d'Istanbul, comme des " éléments perturbateurs ".

• **LA MORT SUSPECTE DU PORTE-PAROLE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'AFFAIRE DE SUSURLUK.** Un accident de voiture à Ankara vient une nouvelle fois de jeter le trouble sur la scène politico-judiciaire turque. Mehmet Bedri Incetahtaci, député du parti de la Vertu (Fazilet) de Gaziantep, porte-parole de la commission d'enquête parlementaire sur l'accident de Susurluk, vient de mourir le 21 novembre 1999 dans un accident de voiture. Connue pour ses idées plutôt réformatrices, ce député de 39 ans, était justement en route pour se rendre à Cologne afin de participer à une conférence sur l'affaire de Susurluk avec Mehmet Elkatmis, président de cette commission parlementaire. Cette commission avait essayé de tirer au clair les liens entre les bandes mafieuses et certains services de l'Etat turc, liens révélés au grand jour lors d'un accident de voiture survenu le 3 novembre 1996 près de la localité de Susurluk au cours duquel un chef de la mafia turque d'extrême droite et un policier de haut rang avaient été tués et un député blessé. M. Incetahtaci était un des membres les plus actifs de la

commission et la rédaction d'un livre sur le sujet était en projet selon ses proches. La police a très vite conclu à un accident en précisant que la responsabilité lui incombait à cent pour cent et le véhicule a très vite été dégagé des lieux.

Cependant, personne ne semble croire à la thèse de l'accident. Le quotidien *Milliyet* titrait à la Une le 22 novembre 1999 " le 3^{ème} accident de Susurluk : d'abord la Mercedes, puis le rapporteur, ensuite le porte-parole de la commission ". Un sombre accident de voiture avait déjà coûté le 29 août 1997 la vie d'Ertugrul Berkman, retraité des services de renseignements turcs (MIT), qui avait enquêté sur la bande mafieuse de Susurluk. En décembre 1999 un autre accident avait causé la mort d'Akman Akyürek, rapporteur de la commission qui, après avoir démissionné de la commission, avait préparé un rapport alternatif.

Fikri Saglar, ancien député et ancien ministre de la culture, membre de la même commission, a également émis de sérieux doutes sur l'accident et a déclaré qu'il y a une quinzaine de jours, il avait lui-même été serré par un camion sur la route et précédemment, avait étrangement et brusquement perdu ses pneus toujours sur la route de l'aéroport. Il a accusé la direction de la sûreté de négligence et de dissimulation. " *Ce n'est pas normal 'ces hasards'. De toute façon Susurluk n'est qu'une chaîne de hasards. Je ne sais pas si le désir de nous éliminer est dû au fait que nous savons des choses et que nous ne voulons pas les dire. Mais en tout cas il y a beaucoup de choses que nous savons et que nous ne pouvons pas prouver.* "

Tout le monde s'accorde pour dire que si l'affaire de Susurluk n'était pas restée totalement impunie, elle ne susciterait pas autant de questions.

• **LE PROCÈS D'AHMET KAYA REPORTÉ AU 29 DÉCEMBRE.** Le 17 novembre, la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul a, à nouveau, entendu l'affaire du chanteur kurde Ahmet Kaya, accusé de séparatisme et passible de 10,5 ans de prison pour avoir déclaré vouloir faire une chanson en kurde. En l'absence du chanteur, actuellement en Europe, le procureur a demandé aux juges de décider de son arrestation et d'émettre un mandat d'arrêt international. En pleine période de sommet de l'OSCE à Istanbul, les juges ont choisi une solution d'attente en renvoyant l'affaire au 29 décembre 1999.

• **UN COMMANDANT DU PKK DEMANDE L'ASILE AUX PAYS-BAS.** Murat Karayilan, un des principaux chefs militaires du Parti des Travailleurs du Kurdistan avec Cemil Bayik et Osman Öcalan, a demandé le 20 novembre 1999 l'asile politique aux Pays-Bas. Charlotte Menten, porte-parole du ministère de la Justice à La Haye, a confirmé l'information le 24 novembre. Le ministère néerlandais de la Justice vérifierait actuellement si M. Karayilan avait commis des actes criminels ou des violences.

Murat Karayilan était commandant de la région Botan, comprenant les provinces de Siirt et de Sirnak. Il est aussi l'un des accusés dans un procès contre une centaine de membres du PKK, dont Abdullah Öcalan, qui doit s'ouvrir le 15 décembre 1999 à Ankara, pour trahison, meurtre, port d'arme illégal et appartenance à un groupe armé.

• **ACCUSÉ D'HOMICIDE. M. DURMUS EST AUJOURD'HUI MINISTRE TURC DE LA SANTÉ !** Le quotidien turc *Hurriyet* affirme dans son numéro du 23 novembre 1999, que le ministre turc de la santé, Osman Durmus, membre du parti de l'Action nationale (MHP- néo-fasciste), est un des accusés impunis de l'assassinat le 13 avril 1970 du Dr. Necdet Güçlü.

Poursuivi pour homicide, kidnapping et port d'arme illégal, M. Durmus est déclaré introuvable à l'époque du procès bien que son assiduité à la faculté de médecine peut être constatée aujourd'hui. Il bénéficie en 1974 de l'amnistie décrétée par le Premier ministre de l'époque, M. Bülent Ecevit, et est aujourd'hui devenu ministre de la santé de M. Ecevit !

• **ONZE MEMBRES DU PARTI HADEP ARRÊTÉS À URFA.** Onze membres du parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), dont quatre dirigeants locaux, ont été interpellés le 15 décembre 1999 lors d'une descente de la police au siège provincial du parti à Sanliurfa. La police a soutenu que les interpellations sont intervenues après la découverte dans le bureau du parti de nombreux documents " interdits " qui sont de " nature à faire l'éloge du PKK ", visent " l'intégrité territoriale de l'Etat " et " insultent " en outre les forces de sécurité.

Le HADEP a, quant à lui, condamné un acte de " provocation " visant à saboter l'"atmosphère de paix et de fraternité " qu'il cherche à établir dans la région. Il est menacé de fermeture par les autorités turques alors qu'il avait remporté lors des élections d'avril 1999, 38 municipalités dont Diyarbakir.

• **L'UNION DES BARREAUX TURCS DEMANDE LE DROIT À L'ENSEIGNEMENT EN KURDE.** Le conseil d'administration de l'Union des barreaux turcs (TBB) a rendu public, le 11 décembre 1999, son " rapport sur le Sud-est " à Urfa. Eralp Özgen, président de l'Union, a dénoncé le double système juridique dans le pays du fait du régime d'exception en vigueur dans la région. " *L'Etat voit comme des coupables potentiels des citoyens qui vivent dans la région. Devant les événements, il accuse de*

nombreuses personnes coupables ou non..." a-t-il déclaré.

Le rapport demande que " tous les citoyens ethniques puissent avoir toutes les libertés permettant l'expression de leur culture, de leur langue et de leur identité " mais également " la reconnaissance de l'enseignement privé et le droit à l'éducation en leur propre langue ". Il critique ouvertement l'attitude des fonctionnaires des services publics de la région qui voient les citoyens de la région comme des ennemis de l'Etat et souligne que 3 428 villages et hameaux ont été évacués d'après les chiffres datant de fin 1997. Le rapport réprovoque également le système des protecteurs de village qui se trouvent très souvent en position de hors-la-loi. Plus de 39 000 élèves et étudiants ne peuvent pas aller à l'école, 20 000 classes et 10 000 professeurs manquent à la région kurde sous état d'urgence (OHAL) selon le rapport.

• LA JUSTICE TURQUE SE PRONONCE CONTRE LE VOILE ISLAMIQUE À L'UNIVERSITÉ. La Cour d'appel turque a statué le 9 décembre 1999 qu'une université avait le droit d'interdire aux étudiantes de porter le voile islamique en classe. La Cour devait se prononcer sur un jugement rendu par un tribunal turc à Samsun qui avait alloué \$200 dommages et intérêts à la demanderesse en qualifiant de " *droit démocratique* " le droit de porter le voile. La Cour d'appel d'Ankara qui devait rendre un jugement définitif a infirmé le verdict en soulignant que la décision violait la Constitution séculaire turque.

• MEHMET AGAR SERA JUGÉ DANS LE CADRE DE L'AFFAIRE DE SUSURLUK. L'assemblée plénière des chambres administratives du Conseil d'Etat turc a statué le 8 décembre 1999, que Mehmet Agar, député indépendant d'Elazig, ancien directeur

de la sécurité nationale, ancien ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Çiller, devait être jugé par la Cour de sûreté nationale (DGM) d'Istanbul dans le cadre de l'affaire de Susurluk [ndlr : affaire mettant en lumière les liens entre la mafia et l'Etat turc et causant la mort d'Abdullah Çatli chef de bande lié à l'extrême droite turc]. Mehmet Agar avait pu esquiver la justice, peu encline à lui demander des comptes, alors que son immunité parlementaire avait été levée le 11 décembre 1997. L'assemblée plénière devait se prononcer à la suite de la saisine de l'ancien ministre qui contestait la levée de son immunité. Le Conseil d'Etat turc a estimé que M. Agar devait effectivement être jugé pour avoir apporté " *son soutien à l'obtention par Abdullah Çatli d'une carte d'officier spéciale de la sécurité* ", d'avoir " *aidé A. Çatli à se cacher* " mais aussi pour " *association de malfaiteurs* ". La décision a été ensuite envoyée au cabinet du Premier ministre en précisant la nécessité de juger en connexité cinq directeurs de la sécurité pour ce même dossier.

Le Premier ministre devrait redemander la levée d'immunité parlementaire de Mehmet Agar, fraîchement réélu aux élections législatives d'avril 1999, au nouveau Parlement. Un véritable imbroglio juridique avait permis à l'ancien ministre d'échapper jusqu'à présent à la justice.

• INCIDENTS DANS LES PRISONS TURQUES. De nouveaux incidents ont éclaté le 13 décembre 1999 à la prison de Bayrampasa à Istanbul pour protester contre le délai de transport des détenus malades à l'hôpital. Selon les informations fournies par l'administration pénitentiaire, la tension est retombée lorsqu'un prisonnier a été envoyé aux soins. Ces derniers mois de nombreuses révoltes ont éclaté dans les prisons turques dont

deux rien que la semaine dernière à Istanbul et à Ankara. Selon les milieux politiques, le délai de mise en application de la loi d'amnistie est la raison de ces vives tensions.

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse le 13 décembre 1999 devant la prison Ulucanlar d'Ankara - prison où sont incarcérés de nombreux prisonniers politiques dont les députés kurdes- la section d'Ankara de l'association turque des droits de l'homme (IHD) a attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme dans les prisons turques. L'association a dénoncé le fait que même les responsables politiques avouent aujourd'hui leur manque de contrôle des prisons. L'association a également accusé le gouvernement d'être responsable de la tuerie de 10 détenus en 1996 à la prison de Diyarbakir et de l'assassinat après torture de 10 autres prisonniers à la prison d'Ulucanlar le 26 septembre 1999.

• ALAATTIN ÇAKICI EXTRADÉ EN TURQUIE PAR LA FRANCE. Alaattin Çakici, une des plus importantes figures de la mafia turque, qui purgeait une peine de 6 mois de prison en France, a été rapatrié en Turquie, le 13 décembre 1999, accompagné de quatre hommes d'Interpol et sous étroite surveillance. Une cellule privée duplexe, aménagée tout spécialement, lui a été d'ores et déjà réservée à la prison de Kartal. A. Çakici lui-même, avait fait part aux autorités françaises de son désir de repartir " *dans son pays* ". Le Premier ministre français, M. Lionel Jospin a signé son extradition après avoir obtenu la garantie d'Ankara, pays où la peine de mort n'est pas abolie, de ne pas l'exécuter.

Çakici a huit affaires pendantes engagées contre lui à Istanbul et une dernière à Bursa dont l'assassinat de sa propre femme. S'il est condamné pour ces neuf procès, cinq peines de mort pourront être prononcées à son encontre. La France

dans son accord d'extradition n'a seulement reconnu que deux affaires – association de malfaiteurs et accusation d'avoir tiré aux jambes du journaliste Hincal Uluç— toutes les autres affaires ne sont pas prises en considération par les autorités françaises afin de faciliter l'extradition. Résultat, A. Çakici n'encourait qu'une peine de 13 ans et 5 mois de prison.

Or, la 6^{ème} chambre du Tribunal correctionnel d'Istanbul a statué le 20 décembre 1999 qu'une de ces affaires tombait pour prescription. En l'espèce, A. Çakici, était poursuivi pour avoir commandité la fusillade sur la personne de Hincal Uluç, journaliste au quotidien turc *Sabah*. Le 4 mars 1994, ce dernier avait été pris à partie par les hommes d'A. Çakici dans une station d'essence et avait reçu des balles à la jambe. Le chef mafieux n'avait pas apprécié un article de H. Uluç qui mettait en cause Alaattin Çakici dans le meurtre de sa femme. L'affaire avait débuté le 25 mars 1994 et la législation turque en vertu de l'article 102, 103 et 104 du code pénal turc, fixe à 5 ans le délai de prescription. Interrogé sur la question le ministre turc de la justice, Hikmet Sami Türk, rétorque que l'ancien procureur en charge de l'affaire, avait fixé le délai de prescription à 7,5 ans alors que l'actuel affirme que ce délai est de 5 ans. À ce rythme-là, A. Çakici ne sera jugé que pour " *association de malfaiteurs* " risquant une peine maximale de 3 ans de prison. Il ne lui restera plus qu'à purger 21 mois conformément à la loi d'application des peines sans compter l'application d'une éventuelle loi d'amnistie. La presse turque accuse le ministre de la justice d'impéritie et d'avoir obstrué la tâche du ministère de l'intérieur qui avait chargé une équipe de la direction de la sécurité nationale de l'interrogatoire à l'arrivée d'A. Çakici.

• LA MISE SUR ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES ILLEGALES VAUT \$5 D'AMENDE EN TURQUIE.

Un des policiers accusés d'avoir effectué des écoutes téléphoniques a été, le 6 décembre 1999, condamné par un tribunal turc à une peine d'amende de \$5. Zafer Aktas, chef adjoint des services secrets de la police, a été déclaré coupable d'avoir ordonné la destruction des enregistrements téléphoniques et condamné à une peine de 6 mois de prison, commuée ensuite en une peine d'amende de 2.7 millions de livres turques soit \$5. Des policiers avaient été accusés d'avoir écouté les conversations téléphoniques des partis politiques et officiers militaires mais également le domicile du Premier ministre Bülent Ecevit. Les crimes et délits commis par les policiers turcs ne semblent toujours pas être sanctionnés par la justice turque.

• LES RUSSES VEULENT TROQUER LEURS ARMES CONTRE LE REMBOURSEMENT DE LEUR DETTE ENVERS ANKARA. Dans son numéro du 3 novembre 1999, le quotidien turc *Milliyet* annonce que la Russie va proposer à la Turquie d'acquitter ses dettes en lui troquant des armes. Selon le journal turc, les autorités russes offriraient au Premier ministre Bülent Ecevit en visite officielle en Russie à partir du 4 novembre, de rembourser les 700 millions dollars de dette par des livraisons d'armes russes. Endettés auprès de la banque turque Eximbank durant la période de l'URSS, les Russes n'ont pas pu acquitter leur dette et ses intérêts. Le club de Paris qui avait décidé de geler jusqu'en 2011 le remboursement des dettes de l'ex-URSS avait pourtant convenu le paiement des intérêts en cours. La Turquie aurait proposé d'être payée par le gaz naturel russe mais Moscou opérerait pour les armes.

• LA NORVÈGE DÉCIDE D'EXPORTER 16 MISSILES ANTI-NAVIRES PENGUIN À LA TURQUIE. L'ALLEMAGNE EST EN LICE POUR LA VENTE DES CHARS. La Norvège a

décidé le 20 décembre 1999 d'autoriser la vente de missiles anti-navire à la Turquie, mettant ainsi un terme à quatre ans d'interdiction de vente d'armes à Ankara, principalement pour la situation des droits de l'homme. Le ministre norvégien des affaires étrangères a déclaré que la société Kongsberg Gruppen a obtenu une licence pour la vente de 16 missiles anti-navire Penguin à l'armée turque d'un montant de \$ 37.49 millions. Le ministère norvégien a indiqué que " *toute demande d'export de matériel de défense à la Turquie sera traitée au cas par cas* " et que la décision d'autorisation avait été prise en considération du fait que la situation actuelle dans le Kurdistan n'était pas comparable à la guerre civile d'il y a cinq ans et que la Turquie avait arrêté ses opérations militaires dans le nord de l'Irak. [ndlr : quelque 5000 soldats turcs appuyés par des hélicoptères avaient lancé une incursion militaire le 27 septembre 1999 au Kurdistan irakien—]

Par ailleurs, Rudolp Scharping, ministre allemand de la défense, en visite officielle les 21 et 22 décembre 1999 en Turquie, a annoncé le désir de son gouvernement de prendre part à l'offre publique d'achat lancée par la Turquie voulant acquérir 1000 chars d'un montant de 14 milliards de DM. Gerhard Schroder, le chancelier allemand, avait lui-même argumenté, il y a peu, que ce contrat garantirait 6000 emplois en Allemagne. La livraison d'un char Leopard allemand à la Turquie pour des essais avait suscité une crise dans la coalition gouvernementale entre les Verts et le SPD. Rudolp Scharping a déclaré au cours de sa visite : " *Je pense que les Kurdes devraient avoir le droit de parler leur langue, d'avoir un enseignement en leur langue et d'exprimer leur culture en leur langue. C'est une question de droits de l'homme et non d'autonomie de l'Etat.* "

Iran's Reform Movement on Trial

Hard-Liners Are Out to Get Cleric Who Has Sided With Khatami

By John F. Burns
New York Times Service

TEHRAN — Iran's ruling Muslim clerics have begun the trial of one of the country's most popular politicians, Abdullah Nouri, a cleric who has gone from being one of the most trusted aides to Ayatollah Ruhollah Khomeini to taking a key leadership role in a campaign to end the clerical dictatorship the ayatollah imposed after the Islamic revolution in 1979.

As turbaned clerics gathered Saturday in a courtroom ringed by commandos, few Iranians doubted that the outcome of the trial, before the much-feared Special Court for the Clergy, will go a long way toward determining whether the country moves toward greater democracy or to a new era of clerical repression. A guilty verdict could carry the death penalty, although a prison term is more likely.

For many of Iran's 65 million people, the trial has become a test of irreconcilable views about the future of a society and its beliefs, with huge social, philosophical and political stakes resting on the outcome.

In the Tehran trial, which could last weeks, reformers and hard-liners will battle over issues that only a few years ago were taboo, the most crucial of them over whether the right to rule rests with the Iranian people or with the clergy.

But other, more tangible questions are on trial, too, including Iran's relations with the United States. High on the list of charges outlined in a 44-page indictment of the defendant is that the newspaper he publishes has advocated re-establishing relations with the United States. The prosecutor, a cleric, said that by running an article quoting another high-ranking cleric as saying that relations with the United States are "now a possible, not impossible, thing," Mr. Nouri had betrayed the revolution and the Islamic principles that underpinned it.

Although it is Mr. Nouri who is on trial, the 50-year-old cleric is widely regarded in Iran as a surrogate for the man many powerful clerics would like to see as the defendant, President Mohammed Khatami. But for the time being, Mr. Khatami, 53, another cleric, is untouchable, having won a landslide victory in the presidential election in 1997 over the hard-liners' candidate.

Hours before Mr. Nouri's trial began, Mr. Khatami landed back in Tehran from an official visit to Paris, part of his campaign to break Iran's isolation and open what he calls "a dialogue of civilizations" with the world.

Although most Iranians expect Mr. Nouri to be convicted, many say the trial could be costly for the hard-liners, un-

derlining an intolerance that could strengthen reformers' support. Even in the courtroom, the sense of the hard-liners' isolation from the society around them was reinforced by signs of the rapid changes afoot in Iran — in the ringing mobile phones of reporters and clerics, and in the high-rise block of luxury condominiums rising across the road, evidence of a new business class that has thrown its support behind the reformers.

Mr. Nouri, dressed in a cleric's collarless white shirt, black robe and white turban, appeared to stun peers appointed to sit in judgment over him — a judge and a nine-man jury, all of them clerics — by taking the witness stand immediately after the indictment was read to say that it was they, not he, who had betrayed the revolution. More than that, he rejected their right to judge him, saying that the clergy court itself was illegal,

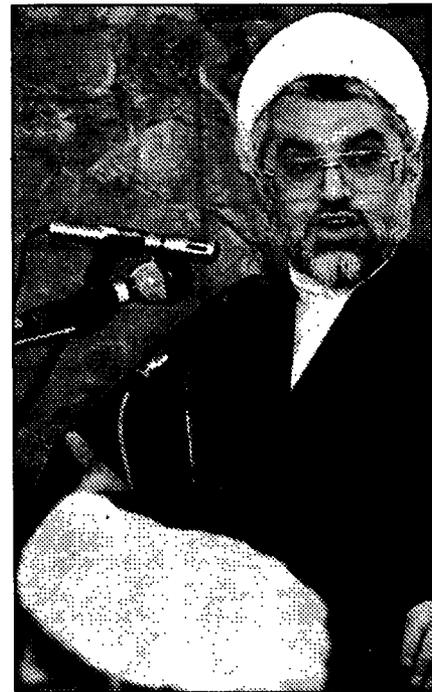
having no place in the Islamic Constitution that was drawn up in 1980.

"I totally reject the court, its membership and its competence to conduct this trial, and any verdict you reach will have no legitimacy," he said, in a clear, steady voice. "What I was thinking as I listened to the indictment being read out was, 'This is not a court, this is a self-appointed cabal.'" He added: "I ask myself, what has happened to us, to our revolution, to our faith, that it has come to this, that one group of clerics can make allegations against another like this?"

By challenging the court's legitimacy, Mr. Nouri came close to doing something virtually unheard of in Iran, even among reformers: questioning the legacy of Ayatollah Khomeini, the stern-faced cleric who became an absolute ruler in the years between the upheaval that ousted the shah and his death in 1989. Ayatollah Khomeini established the clergy court by personal decree to deal with rising resistance to Islamic rule, but Mr. Nouri, citing the 1980 constitution, said that not even "the leader," a reference to Ayatollah Khomeini, had the right to establish courts outside the framework of the constitution. "Are we supposed to accept that the law applies to everybody except the leader?" he said.

With that, Mr. Nouri opened the key issue in the trial, and in the wider political struggle across Iran: whether power will be vested in the people, through the president and Parliament they elect, or will it continue to rest, as it effectively does now, with a group of deeply conservative clerics who take their authority from Ayatollah Khomeini's successor as the country's spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei.

By holding Mr. Nouri's trial now, and



Hasan Sarbakhsian/The Associated Press

Abdullah Nouri standing in the dock in Tehran as his trial started for opposing clerical dictatorship.

many other trials in which newspaper editors, reporters, student protesters and clerics who have joined the reform movement are defendants, the clerical elite apparently hopes to strike a blow against the reformers ahead of parliamentary elections that are scheduled in February. The reformers' political strategists, prominent among them Mr. Nouri, hope that by winning a landslide victory in the elections they can move on to constitutional reforms that will vastly reduce the clerics' arbitrary powers.

But if Mr. Nouri is convicted, or even if his trial is not concluded, he will automatically be disqualified from competing in the elections, in which he has been expected to be the reformers' biggest vote-getter.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MONDAY, NOVEMBER 1, 1999

Les opposants irakiens invités à New York

L'Amérique leur a versé 8 millions de dollars.

Washington

de notre correspondant

Les Etats-Unis sont sérieux quand ils disent vouloir un changement de régime à Bagdad. C'est pour faire passer le message qu'ils ont accueilli pendant le week-end à New York ce qui est décrit comme «la plus importante réunion d'opposants à Saddam Hussein depuis 1992». La réunion a en fait marqué la résurrection du Congrès national irakien (CNI), une coalition basée à Londres allant des organisations kurdes aux monarchistes, et dont Ahmed Chalabi, un ex-banquier, se pose en figure de proue. Les autorités américaines ont déjà fourni aux opposants irakiens pour 8 millions de dollars (autant d'euros, 50 millions de francs) d'aides logistiques. A la veille de la réunion de New York, un haut responsable du département d'Etat avait révélé que quatre ex-officiers irakiens allaient suivre des cours de formation à Hurlburt Field, base des services spéciaux de l'US Air Force à Pensacola (Floride), et que des équipements militaires «non-offensifs» (matériel de communications, lo-



Les opposants à Saddam Hussein réunis samedi à New York.

gistique) avaient été livrés aux opposants. «Nous n'excluons pas de leur fournir des armes par la suite», a précisé le porte-parole du Département d'Etat, James Rubin.

Radio anti-Saddam. La loi sur la libération de l'Irak, votée en 1998 par le Congrès, a prévu de verser une aide totale de 97 millions de dollars aux opposants irakiens, et les Etats-Unis mènent contre Saddam une guerre larvée depuis que le dictateur irakien a chassé la commission de désarmement des Nations unies, à l'été 1998. Ils bloquent au Conseil de sécurité de l'ONU toutes les tentatives (proposées par la France et la Russie) pour relâcher l'embargo contre l'Irak. Depuis décembre dernier, l'US Air Force a mené 89 jours de

bombardements, et largué 1200 bombes, sur des installations militaires dans le nord de l'Irak. Il y a un mois, une radio anti-Saddam, Radio Irak libre, a commencé d'émettre en ondes courtes. Et l'ambassadeur américain chargé des crimes de guerre, David Scheffer, confirme avoir fourni des éléments à charge (en même temps que des fonds) aux groupes qui veulent porter plainte contre Saddam Hussein et ses proches pour crimes contre l'humanité - selon le schéma employé contre l'ex-dictateur chilien Pinochet.

«Cirque scandaleux». Les encouragements, et l'aide financière, apportés au Congrès na-

tional irakien font donc partie, assure un membre de l'administration, d'une «stratégie cohérente» dont l'objectif serait de miner le régime irakien afin d'en provoquer l'effondrement à terme. Mais dans l'opposition républicaine comme parmi les démocrates, ils sont nombreux à émettre des doutes. Le magazine *Time* a d'ailleurs publié lundi une en-

quête qui décrit l'aide à l'opposition irakienne comme «un cirque scandaleux». La quasi-totalité de cette aide, révèle le *Time*, a été versée à des sociétés de relations publiques américaines pour des locations de locaux luxueux à Londres, des voyages de responsables, séminaires et «études» diverses.

Marionnette. Clinton n'est en fait pas très chaud pour s'engager en Irak dans le genre de soutien clandestin que Reagan avait apporté aux «contras» du Nicaragua, ou Kennedy aux anticastristes à Cuba. D'autant qu'une opération clandestine montée dans le Nord irakien par la CIA (services secrets américains) s'est déjà soldée par une débâcle en 1996. Un haut responsable américain avouait en avril au *Washington Post* qu'«il n'y a pas un gouvernement au Moyen-Orient qui prenne cette opposition au sérieux». La réunion de New York n'a pas vraiment dissipé ces doutes. Elle a été boycottée par une dizaine de groupes (en particulier par le Conseil supérieur de la révolution islamique, qui représente les chiïtes du Sud irakien, et qui a l'appui de l'Iran) qui accusent le CNI de n'être qu'une marionnette des Etats-Unis. L'élaboration d'une éventuelle stratégie de lutte armée a été finalement reportée ●

PATRICK SABATIER

Disputed UN Envoy to Stay in Iraq

Reuters

UNITED NATIONS, New York — Secretary-General Kofi Annan is keeping the UN humanitarian coordinator in Iraq for another year, despite U.S. and British efforts to have him fired over his opposition to sanctions against Baghdad, UN officials and diplomats said Tuesday.

The chief UN spokesman, Fred Eckhard, said Hans von Sponeck, a German whose term expires early next year, was renewed in his post.

U.S. and British sources have privately criticized Mr. von Sponeck, who has once openly spoken against the nine years of UN sanctions on Iraq. His predecessor, Denis Halliday of

Ireland, did this on frequent occasions. Diplomats confirmed that U.S. and British officials wanted Mr. von Sponeck dismissed, as first reported in the *Financial Times* of London.

“There were similar complaints about his predecessor, and I think the secretary-general feels that there will be complaints about his successor as well,” Mr. Eckhard said. “It kind of comes with the territory of his job.”

The sanctions were imposed on Iraq in August 1990 shortly after Baghdad's troops invaded Kuwait.

Mr. Eckhard said Mr. Annan had discussed with Mr. von Sponeck concerns raised by the U.S. and British envoys to the UN and encouraged Mr. von Sponeck to speak to them

and “try to clear up any misunderstandings.”

Diplomatic sources said Mr. von Sponeck had been told not to give his opinion in public about the sanctions, which was a task of the Security Council. The United States and Britain want to keep most of the embargoes in place until Iraq clears up questions about its weapons of mass destruction. They also said there had been remarks attributed to Mr. von Sponeck that were false.

Mr. von Sponeck is the fifth coordinator of the program under which Baghdad is allowed to sell \$5.26 billion worth of crude oil over six months to buy food, medicine and other supplies to ease the impact of the sanctions.

He urged Security Council members last week to separate relief for ordinary Iraqis from disarmament.

IRAN

Nouvelles "Lettres persanes" sur Khatami, la France et la démocratie

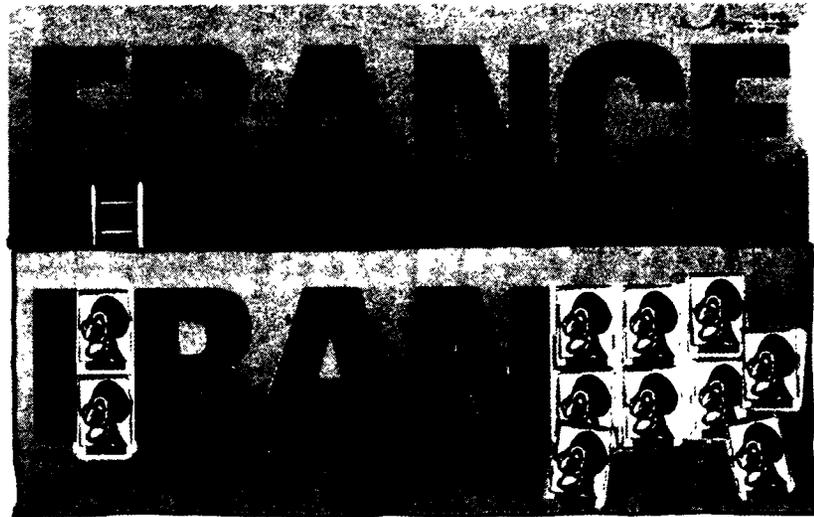
Les conservateurs n'ont cessé de critiquer le voyage du président iranien à Paris. Ils ont tort, explique le nouveau quotidien réformateur *Assr-e Azadegan*. Et peu importent les opposants qui ont manifesté sur son passage.

ASSR-E AZADEGAN

Téhéran

Bien avant que la date de la visite officielle du président Khatami en France n'ait été fixée et confirmée, les conservateurs iraniens ont trouvé à redire à ce voyage à propos de tout et de rien. On a entendu dire, entre autres, que Salman Rushdie allait être l'invité officiel de la France en même temps que Mohamad Khatami ; on a demandé pourquoi Khatami allait être accueilli à l'aéroport par telle personne et non telle autre ; pourquoi on permettrait aux opposants de Khatami de se manifester ou même de respirer ; pourquoi les rues aux alentours de la résidence du Président ne seraient pas barrées ; et pour quelles raisons la presse française avait écrit telle ou telle chose... Les conservateurs concluaient finalement que, puisque les Français ne respectaient pas comme il le fallait la dignité et le rang du président Khatami et qu'ils agissaient intentionnellement, le voyage ne devait pas avoir lieu. Comme si messieurs les conservateurs avaient eux-mêmes respecté la dignité et le rang du Président depuis deux ans... Il est inutile de préciser que ces questions n'étaient que des prétextes infondés.

On aimerait savoir où, quand et par quelle autorité officielle française a été invité Salman Rushdie. Salman Rushdie a la nationalité britannique et, comme tout citoyen membre de l'Union européenne, il peut, quand bon lui semble, voyager dans les pays de l'UE sans avoir besoin d'une invitation officielle ou officieuse des responsables français. En quoi cela regarde-t-il le gouvernement français ? Evidemment, cela doit être difficile à saisir pour certains : pour des propos tenus par son époux, nous venons d'interdire à M^{me} Christiane Amanpour [journaliste de CNN, d'origine iranienne] de mettre le pied sur le sol iranien. Il peut nous sembler naturel, alors, de s'attendre que les Français sanctionnent Salman Rushdie de la même manière !



◀ Dessin de Stavro paru dans le Daily Star, Beyrouth.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS NE PEUT SE SUBSTITUER À LA LOI

Quant aux réceptions officielles, les conservateurs doivent comprendre que si nous avons une série de principes et de critères qui sont valables pour nous, les autres en possèdent d'autres qui devraient mériter notre respect.

En France, deux groupes s'opposent à la visite de Khatami : le premier comprend un large éventail d'opposants iraniens, depuis les royalistes jusqu'aux Moudjahidin du peuple ; le second est composé de Français de gauche, des libéraux, des Verts et des militants des droits de l'homme. Le gouvernement français ne peut pas faire obstruction aux critiques formulées par la presse, ni interdire des rassemblements autorisés critiquant cette visite. Il est évident que c'est difficile à imaginer ou à digérer par certains en Iran. En effet, ici, nous sommes capables d'interdire sans aucune hésitation la parution d'un quotidien, de traduire en justice tout contestataire, d'inventer de toutes pièces des actes d'accusation, de freiner les activités des opposants et même de priver certains de la possibilité de prononcer un discours devant une assemblée de quelques personnes. Il n'est pas étonnant que l'on ne comprenne pas que les citoyens d'un pays aient le droit de manifester contre un invité officiel de leur propre gouver-

nement, car cela paraît impensable en Iran. Même si nos rassemblements ne finissent pas dans un bain de sang, les manifestants seraient aussitôt accusés de "menacer les intérêts nationaux", d'"entretenir des relations avec les étrangers" et de "porter atteinte à la sécurité nationale". Il est possible, évidemment, que nous ayons raison et que les Français se trompent en octroyant tant de liberté à leurs citoyens. Mais, au-delà de savoir quelle méthode est la meilleure, il faut constater que le gouvernement français ne peut se substituer à la loi, museler la presse et enchaîner les groupes politiques parce que le pays accueille une personnalité étrangère.

Je suis certain que les conservateurs se souviennent de l'automne 1978, quand l'ex-chah d'Iran, en visite officielle aux Etats-Unis, avait fait face à des milliers d'opposants iraniens manifestant devant la Maison-Blanche contre sa présence. Jimmy Carter - qui, comme le chah et son épouse Farah, avait les larmes aux yeux en raison du gaz lacrymogène - déclara en plaisantant que le chah, malgré ses défauts, avait au moins l'art de mobiliser les foules. Mais le chah considéra cette manifestation comme un indice révélateur d'un changement politique à son égard et le jugea insultant de la part des Américains. Ne répétons pas son erreur.

Saddogh Ziba Kalam



Abdullah Ocalan salue l'arrivée en Turquie d'un deuxième groupe du PKK

ANKARA, 2 nov (AFP) - 17h08 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a salué mardi l'arrivée en Turquie d'un deuxième groupe de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui s'est rendu, demandant implicitement aux autorités de répondre à ce geste.

"Je salue l'arrivée en Turquie du deuxième groupe de paix (...) Ses membres sont les militants héroïques de la paix", a-t-il dit dans un communiqué diffusé par ses avocats et reçu à l'AFP.

"J'appelle tout le monde à remplir ses responsabilités pour la reconstruction de la République démocratique qui est maintenant devenue nécessaire (...) L'importance historique du deuxième groupe doit être bien comprise", a-t-il souligné.

Un groupe de huit membres du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), aile politique du PKK, en provenance de Vienne, s'est rendu vendredi aux autorités à Istanbul, le jour du 76ème anniversaire de la proclamation de la République turque. Ils avaient été immédiatement emmenés par des policiers pour être interrogés.

Les membres du groupe ont été mis en état d'arrestation après avoir comparu mardi soir devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour "appartenance à une organisation terroriste" et écroués, a indiqué à l'AFP l'un de leurs avocats, Irfan Dunder.

Me Dunder a précisé que ses clients n'avaient participé à aucune action armée.

Un premier groupe de huit militants du PKK s'était rendu le 1er octobre aux autorités à Semdinli (sud-est), en provenance d'Irak, répondant à un appel d'Ocalan. Les membres de ce groupe avaient été écroués après avoir comparu devant un tribunal à Van (est).

Abdullah Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la justice turque. La Cour de cassation doit se prononcer le 25 novembre sur son sort.

Il a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix comme de la "propagande" et affirmé sa détermination à pourchasser le PKK.



Ocalan appelle tous les militants du PKK à retourner en Turquie

ANKARA, 5 nov (AFP) - 13h21 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a de nouveau appelé vendredi tous les membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan à revenir à leur "lieu de naissance" pour y poursuivre leur "lutte démocratique et politique".

"Tout le monde doit revenir à son lieu de naissance (...) Le lieu de règlement des conflits sont ces terres (turques)", a-t-il dit dans un communiqué diffusé par ses avocats et reçu à l'AFP.

"Je lance un appel pour la poursuite de la lutte démocratique et politique sur les terres natales (...) quelles que soient les conséquences: la mort ou l'incarcération", a précisé le chef du PKK.

Il a qualifié de "symbolique" l'arrivée en Turquie de deux groupes du PKK qui se sont rendus aux autorités turques afin de "démontrer la volonté de paix" du parti.

Ocalan a en outre renouvelé son appel à une amnistie totale couvrant tous les membres du PKK.

Un groupe de huit membres du PKK, en provenance de Vienne, s'est rendu le 29 octobre aux autorités à Istanbul, le jour du 76-ème anniversaire de la proclamation de la République turque. Le groupe a été écroué après avoir comparu devant un tribunal d'Istanbul.

Un premier groupe de huit militants du PKK s'était rendu le 1er octobre aux autorités, en provenance d'Irak, répondant à un appel d'Ocalan. Les membres de ce groupe avaient été écroués à Van (est).

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la justice turque. La Cour de cassation doit se prononcer le 25 novembre sur son sort.

Il a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix comme de la "propagande" et affirmé sa détermination à pourchasser le PKK.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

Il y a 20 ans, le siège de l'ambassade américaine à Téhéran

Les preneurs d'otages se sont convertis

Les jeunes fanatiques de l'époque, partis à l'attaque sur un « malentendu » avec Khomeyni, racontent au « Figaro » pourquoi ils ont rejoint aujourd'hui le camp des réformes démocratiques.

TÉHÉRAN :
Serge MICHEL

Il y a 20 ans, Abdi, Askar-zadeh et quelque trois cents « étudiants de la ligne de l'Imam » épouvantaient la planète. Hissés sur les murs de l'ambassade américaine à Téhéran, ils vociféraient des slogans islamiques et anti-impérialistes. Aujourd'hui, les meneurs de ce mouvement radical luttent pour les réformes et l'ouverture de l'Iran sur le monde aux côtés du président Khatami.

« Tout a commencé par un malentendu, explique Abbas Abdi, qui fut l'un des cerveaux de l'attaque. Nous voulions prendre l'ambassade durant quelques jours pour protester contre l'arrivée du shah aux Etats-Unis. Afin d'être sûr que l'ayatollah Khomeyni était d'accord, nous lui avons fait poser la question. Le matin du 4 novembre, l'ayatollah a déclaré à la radio que les étudiants devaient lutter contre l'impérialisme. Nous avons cru que c'était sa réponse et avons donné l'assaut vers 10 h 30. Ce n'est que plus tard que

nous avons appris que notre question n'était jamais parvenue à Khomeyni. »

Au lieu de quelques jours, l'occupation de l'ambassade va durer 444 jours, avec 52 otages américains. Une poignée de chanceux ont réussi à s'enfuir grâce à de faux passeports canadiens, alors que les femmes et les Noirs ont été libérés rapidement. En Iran, l'événement fut une aubaine pour ceux qui voulaient islamiser complètement une révolution encore un peu pluraliste. Le 5 novembre, le gouvernement Bazargan, représentant la bourgeoisie libérale, démissionnait en bloc. Le champ était libre pour les religieux qui ont vite transformé l'ambassade en kermesse populaire afin de renforcer leur assise, qui commençait à s'effriter. Ces images ont rangé l'Iran au ban des nations.

Aujourd'hui, Abbas Abdi a rasé la barbe qu'il arborait sur les murs de l'ambassade et remplacé ses slogans d'islamiste luttant contre l'impérialisme en faveur de la liberté d'expression. Journaliste, il dirigeait Salam avant que la fermeture de ce quotidien par la

justice ultra-conservatrice ne déclenche en juillet dernier les plus grosses émeutes depuis la révolution.

L'occupation de l'ambassade était-elle une erreur, comme le soufflent en privé beaucoup de responsables iraniens ? « On ne peut pas dire si c'était bien ou mal, répond Abdi, embarrassé. Nous avons agi sur la base de ce que nous connaissions : le despotisme. Aujourd'hui, nous avons beaucoup appris. »

Gauchistes et musulmans

L'an dernier, Abbas Abdi s'est rendu à Paris pour y rencontrer Barry Rossen, ancien otage devenu professeur à l'université de Columbia et ardent avocat de l'Iran aux Etats-Unis. « On s'est serré la main et on s'est parlé », raconte-t-il sommairement.

Or la trajectoire d'Abdi vers le camp des réformateurs est celle de tous les preneurs d'otages, du moins ceux qui ne sont pas morts sur le front irakien. « Etudiants, nous étions à la fois gauchistes et musul-

mans, dit l'un d'eux. Nous luttions contre l'oppression, la perversion, nous étions idéalistes. Il est normal que vingt ans plus tard, nous soyons du côté de Khatami pour changer un régime qui a déçu nos espoirs démocratiques. » Ainsi, Massoumeh Ebtekar, porte-parole des étudiants à l'ambassade, est devenue vice-présidente en charge des questions d'environnement, le poste le plus élevé occupé par une femme en Iran. Mohammad Khoenia, le religieux qui accompagnait les étudiants, publiait le journal Salam jusqu'à sa fermeture cet été et dirige l'Association du clergé combattant, favorable au président.

Quant à Ibrahim Askar-zadeh, l'un des responsables de l'opération, il a invité l'an dernier les otages américains à revenir en Iran pour une « grande réconciliation ». Mais à peine avait-il prononcé ces mots que des fanatiques du Hezbollah se sont rués sur lui, armés de bâtons. « Notre intérêt national est d'avoir des relations économiques et commerciales avec les Américains », dit Askar-zadeh, aujourd'hui conseiller municipal de Téhéran. « Je serais plus prudent sur d'éventuelles relations politiques, car les Etats-Unis veulent revenir dans le jeu en vainqueurs de la guerre froide et nous mettre dans la position des coupables. »

Mais, pour les conservateurs, les Etats-Unis restent tabous. Ce matin, devant l'ambassade, les fanatiques brûleront un drapeau américain.

S. M.

LE FIGARO

JEUDI 4 NOVEMBRE 1999

L'histoire iranienne de Chams, journaliste résistant jusqu'à la prison

« JE CRAINS d'être le bouc émissaire de la visite du président Khatami en France » : Chams ne croyait pas si bien dire lorsqu'il confiait, mercredi 20 octobre au Monde, qu'il pourrait être arrêté dans les jours qui suivraient le retour de Paris du président iranien. Le rédacteur en chef du tout nouveau quotidien, Asr é Azadegan, proche des réformateurs, faisait déjà l'objet, à la mi-octobre, d'un mandat d'amener « avec effet immédiat », délivré par le juge chargé du tribunal de la presse, Saïd Mortazavi. Et il ne comprenait pas pourquoi on n'était pas venu le chercher de force, après qu'il eut refusé d'obtempérer à la convocation du magistrat. « Sans doute qu'avant la visite en France de M. Khatami ça fait tache », ironisait-il. C'est à présent chose faite : Machaollah Chamselwaezine - « Chams », disent affectueusement les Iraniens - a été arrêté mardi 2 novembre, par « deux hommes dépêchés par le juge », selon son fils. Ils l'ont conduit « au service de renseignement de la police », a précisé à l'AFP l'un de ses collègues.

Chams a une longue histoire avec les tribu-

naux et la police depuis qu'en 1998, avec une équipe de journalistes résolus à prendre au mot M. Khatami, ils ont lancé un quotidien, Jamee, qui se voulait le porte-voix des préoccupations de la « société civile ». Ils en sont aujourd'hui à leur cinquième titre, les trois premiers ayant été interdits par des décisions de justice. En septembre 1998 déjà, Chams et trois autres responsables de Tous, leur deuxième titre, avaient été arrêtés sur ordre du tribunal révolutionnaire, accusés de publier des articles « contre la sécurité et l'intérêt général ». Ils furent relâchés en octobre. Et c'est pour avoir publié dans le dernier des trois titres, Néchat, un article jugé contraire au Coran - ce dont il se défend - que Chams est aujourd'hui inquiété.

Ainsi va l'Iran. Dans un rapport publié en octobre sur la liberté d'expression en République islamique - rapport judicieusement intitulé : « Aussi fragile que le cristal » -, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) rappelle que, depuis septembre 1998, le tribunal de la presse a ordonné la fermeture de six quoti-

diens indépendants et d'un mensuel. Mais, soulignait HRW, à l'exception de Tous, « ils continuent de paraître, sous le prétexte qu'ils n'ont pas reçu formellement l'injonction » du juge.

Le tribunal de la presse n'est pas la seule instance qui pose problème. Le Conseil de supervision de la presse a aussi le pouvoir d'interdire par décision administrative, rappelait HRW. Un hebdomadaire, Chalamcheh, et un mensuel, Fakour, ont subi ses foudres. Des instances telles que les tribunaux révolutionnaires ou le tribunal spécial pour le clergé se mêlent elles aussi des délits de presse. Toutes ces juridictions sont fermement tenues en main par les conservateurs. Journalistes, écrivains, quotidiens, mensuels et hebdomadaires ont essuyé leurs foudres.

Chams savait qu'il avait peu de chances de passer à travers les mailles du filet. Et il était sûr d'une chose : il refuserait toute liberté sous caution. « Ce sera, disait-il, la liberté inconditionnelle ou les verrous. »

Mouna Naim

In Iran, U.S. Image as 'Great Satan' Is Fading

By Geneive Abdo

Special to the International Herald Tribune

TEHRAN — As Iran marks the 20th anniversary of the takeover of the U.S. Embassy with ritual anti-American rhetoric, many Iranians are slowly embracing the culture of the country they have been taught to hate.

While officials are repeating familiar revolutionary propaganda to characterize the United States as the "Great Satan" and "World Arrogance," young Iranians indulge in fried chicken, hamburgers and home videos of American films.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, delivered the official line in a speech to young people on Wednesday: "The aim of imperialist America is world domination, and this is not something which is hidden. It is very overt.

"Even European governments are unhappy with the cultural aggression of the Americans," he said.

A major obstacle preventing restored relations, Mr. Khamenei added, is Israel. "The issue is the issue of Zionists," he said, "the issue of the occupying presence of Israel in the heart of the Islamic nations. This has been the biggest calamity for the Islamic people. It has been like a cancer."

Rallies to mark the annual day of "Struggle Against World Arrogance" on the anniversary Thursday were expected to center on the old slogan "Down with America."

But students from a once-radical group held a rally Wednesday at Tehran University, not at the gates of the former U.S. Embassy. Only a few hundred people

attended and no flags were burned, as they were in other years.

The fire has also gone out of the militants who occupied the embassy and took 52 Americans hostages for 444 days. One hostage-taker is now a member of the Tehran city council and calls himself a reformer.

Another was the editor of the newspaper Salam, a publication that symbolized freedom of speech and civil liberties, until it was closed by hard-liners in

July. The newspaper was an influential force in the election of President Mohammed Khatami, a moderate, in 1997.

At least one hostage-taker, a former Marxist, now charges for interviews with American journalists, capitalizing on his past fame.

The shift in attitude is apparent in a young generation eager to integrate Iran into the international community.

"I am a doctor, and my field has suffered from a lack of relations with the United States," said a 30-year-old man who was eating onion rings at Country Chicken.

"We don't know about the advanced medical research conducted in America," said the man, who identified himself as Mohammed and asked that his last name not be used.

Not all Iranians are ready to embrace America so enthusiastically.

The image of the United States as a great imperialist power determined to destroy the Islamic Republic is spread from pulpits across Iran each week during Friday prayers. Newspapers are

filled daily with criticism of U.S. policy toward not only Iran, but the world at large.

Official hatred is so pronounced that few Americans visit Iran.

Last year, hard-liners attacked a bus carrying a group of U.S. business executives and their spouses.

No one was injured, but the group fled the country.

But even those conservatives who continue to perpetuate the rhetoric acknowledge that it is primarily for domestic purposes.

In a rare admission, the newspaper Jomhuri-ye Eslami said in an editorial this week:

"Struggling against arrogance is part of the essence of the Islamic revolution, and if this struggle is taken away from it, then the revolution will lose its real identity."

An American who has lived in Iran for 40 years said that after the 1979 revolution that toppled the shah, her neighbors along the border with Turkmenistan were impressed by the image of the "Great Satan."

"One young girl living near me asked to see my tail," recalled Louisa Firouz, a horse breeder.

"I lifted up my skirt to show her that Americans were not devils and I didn't have a tail.

"But since then, I have never experienced any animosity because I am an American."



Henghamch Fahimi/Agence France-Press

An Iranian woman walking past an anti-American mural at the former U.S. Embassy in Tehran on Wednesday.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

NOVEMBER 4, 1999

Gore Says Iraq Must Change For Sanctions To End

Reuters Nov 07, 1999 By Todd Nissen

DEARBORN, Mich. (Reuters) - Vice President Al Gore told a group of Arab-American leaders Saturday that the United States had "deep sympathy" for the suffering of Iraq's civilians but would not end sanctions on the country until there was a change of government. Gore, who is campaigning for the Democratic presidential nomination, said the United States ultimately wanted peace with Iraq and its leader, Saddam Hussein. "We in the U.S. are willing to look at ways to improve the effectiveness of the humanitarian programs in Iraq, and we look forward to friendly relations between our two countries -- as soon as Iraq has a government worthy of its people," the vice president said. Gore, campaigning in New Hampshire, made his remarks via satellite hookup to about 150 people at the Arab American Institute's National Leadership Conference in Dearborn, Michigan.

Gore pointed to his contributions to Clinton administration efforts to bring peace to the Middle East and expressed confidence Congress would approve funding for the Wye River peace accord between Israel and the Palestinians. He was applauded when he said he opposed racial profiling and after he spoke of Arab-American contributions to U.S. cultural diversity.

LISTENERS WORRIED ABOUT TOLL

But after Gore's comments, several members of the audience voiced concern about the toll that the administration's tough policy toward Iraq had had on civilians. Andy Amid, a Lebanese-American from Columbus, Ohio, and a registered Democrat, said he wanted to know the administration's plans for putting a halt to bombing and for lifting sanctions on Iraq. "I need to see a demonstration from this administration for alleviating the suffering of the Iraqi people," he said.

Eric Gustafson, the founder of Education for Peace in Iraq, a Washington-based nonprofit group, said at least 600,000 Iraqi civilians had died since the sanctions were imposed. Several presidential hopefuls or members of their organizations were scheduled to address the Arab American Institute group this weekend. Arizona Sen. John McCain, who is seeking the Republican nomination, was to speak by satellite later Saturday. The goal of the nonprofit institute, whose headquarters are also in Washington, is to get Arab-Americans more involved in the American political process.

The United States is home to 3.5 million Arab-Americans, concentrated largely in the states of New York, Michigan and California. They include about 1 million eligible voters, or 1 percent of the electorate. Political pollster John Zogby, a founding board member of the group, said Arab-Americans had no special tendency to support one political party or another.

•••••

India signs \$280 mln contracts with Iraq

Reuters Nov 07, 1999

BAGHDAD, Nov 7 (Reuters) - India has signed \$280 million worth of contracts with Iraq under its so-called "oil-for-food" deal with the United Nations, the Indian ambassador to Iraq said in press remarks published on Sunday. R. Dayaker said that his country had so far signed 150 contracts with Iraqi companies under the oil pact which allows Iraq to sell \$5.26 billion worth of crude oil over six months to food, medicine and other humanitarian needs for the Iraqi people. The pact, which went into effect in December 1996, is in its phase six.

He said the U.N. sanctions imposed on Iraq for its 1990 invasion of Kuwait had suspended several joint trade projects between the two states. He said some 100,000 Indian workers used to work in Iraq before the sanctions. In July, India's Oil Minister V.K. Ramamurthy signed in Baghdad a trade and commerce agreement under which India would supply Iraq with 100,000 tonnes of wheat that would be paid under the oil-for-food pact.

Some 71 Indian firms are currently displaying their products at a Baghdad international trade fair which is in session now. Ramamurthy sparked international concern when he reportedly said that India would begin implementing some oil contracts with Iraq shortly, suggesting that India would do so despite international sanctions slapped on Iraq.

•••••

British MP attacks UN bids to ease Iraq sanctions

Reuters Nov 08, 1999

BAGHDAD, Nov 8 (Reuters) - A British member of parliament on Monday dismissed efforts at the U.N. Security Council to ease the embargo on Iraq as a cover-up for what he called the "crime" of sanctions. Efforts to ease the sanctions were intended to conceal their continuing impact on Iraq, George Galloway of Britain's ruling Labour Party, said.

"This is why they are engaged in this grisly dance in the Security Council in New York to try to repackage this crime in a way which the world will find

more attractive," Galloway said. The U.N. ambassadors of the United States, Britain, France, Russia and China -- the five permanent members of the Security Council -- met in New York on Friday to discuss a potential resolution.

Galloway arrived in Baghdad on Saturday at the head of a convoy of supporters after a two-month journey across Europe, North Africa and the Middle East on a double-decker London bus to drum up support for the lifting of the U.N. embargo. The stringent economic sanctions were imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait. Galloway spoke to reporters after briefing the Iraqi parliament on his trip. The convoy, which left London in early September, is dubbed the "Mariam Convoy" after Mariam Hamza, a six-year-old Iraqi girl whom Galloway arranged to be taken to Scotland in 1997 for leukaemia treatment.

She returned home last year after recovering but suffered a relapse in August. Blinded and apparently suffering brain damage, she was sent to Amman for treatment last month. "One of the purposes to bring Mariam Hamza to Britain was to show the British people that Iraqis are people just like us and their children are like ours," Galloway said. Iraq says the U.N. sanctions have caused well over one million deaths. It says it has complied fully with resolutions related to the ceasefire that ended the 1991 Gulf War over Kuwait and that the sanctions should be scrapped entirely.

Galloway visited a Baghdad hospital on Sunday and was told that the U.N. embargo killed three children every day. He also visited the Amiriya Shelter in Baghdad where hundreds of people were killed when U.S. forces bombed it during the Gulf war.

* * * * *

32ND BAGHDAD INTERNATIONAL FAIR - TURKEY COMES AMONG FIVE COUNTRIES MOSTLY REPRESENTED IN FAIR

ANKARA, Nov 8 (AA) - The Turkish firms which come among the five countries which are mostly represented in the 32nd Baghdad International Fair, are pleased with the interest shown in the fair. Forum Fair company, which organized the Turkish firms' participation in the fair, said that the Baghdad international fair started last Monday and it will end on November 10. The Turkish pavilion in which the Iraqi high ranking officials are also interested, has been founded in an area of nearly 1500 square meters.

Meanwhile representatives of Turkish firms and Iraqi officials came together at the "Turkish Day" dinner held by the Iraqi Embassy on November 3. The two sides noted in that meeting that the commercial relations between the two countries have to be upgraded to the level before the Gulf Crisis. The fair is a good opportunity to reach this goal, they stressed. The number of those who visit the 32nd International Baghdad fair, is expected to exceed two million people. Meanwhile a "Turkey Export Products Fair" will be held in April, 2000 in Baghdad after the interest shown to the Turkish firms in the fair was taken into consideration.

.....

Iraq Says U.N. Twists Rights Facts

By Scott Neuman, Associated Press Nov. 8, 1999

UNITED NATIONS -- Iraq defended its ban on human rights monitors Monday, saying the United Nations had exaggerated and twisted facts in a report that said the situation in the country was worsening. Iraq's undersecretary for foreign affairs, Nizar Hamdoon, accused U.N. special investigator Max van der Stoel of using human rights to achieve "political objectives."

In a report to the General Assembly's human rights committee last week, van der Stoel described the rights situation in Iraq as having "few comparisons ... since the end of the Second World War." Repression of civil and political rights had continued unabated, said van der Stoel, the special investigator on Iraq for the U.N. Commission on Human Rights. Bacre Waly Ndiaye, the New York director of the U.N. High Commissioner for Human Rights, presented the report Friday on behalf of van der Stoel, saying Saddam Hussein's "arbitrary wielding of total power renders fundamentally no rule of law." "Extreme and brutal force is threatened and applied without hesitation," Ndiaye said.

Hamdoon made no apologies for continuing the ban on visits by van der Stoel, who was last in Iraq in 1992. "If cooperation means spreading human rights monitors in Iraq ... we would like to stress here that Iraq utterly refuses the idea," Hamdoon told the committee. Hamdoon accused van der Stoel of using his mission "to defame the Iraqi government" and achieve political objectives.

He said the report failed to highlight the suffering that has resulted from U.N. sanctions, imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990. The sanctions cannot be lifted until the Security Council says Iraq has scrapped its efforts to build weapons of mass destruction. "How can the special coordinator who is entrusted with the status of human rights in Iraq ignore the reality that the full range of sanctions are a punishment for the Iraqi people?" Hamdoon asked. Van der Stoel's report, however, said Iraq had not complied with its obligations under the sanctions, and had failed to take measures to alleviate the suffering.

UAE/Iraq ferry gets UN backing for more routes-INA

Reuters Nov 08, 1999

BAGHDAD, Nov 8 (Reuters) - The United Nations has approved the expansion of a ferry service which now runs between Iraq and the United Arab Emirates to include Qatar and Bahrain, the official Iraqi News Agency (INA) quoted the ferry operator as saying on Monday. Salem Mubarak, general manager of the Dubai-based Naif Marine Services, said the U.N. Sanctions Committee had approved using his company's Jabal Ali 1 ferry to transport passengers and goods between Iraq, Qatar and Bahrain. Mubarak said his company would use a new ferry bought from Greece to run between the Iraqi port of Umm Qasr and Port Rashid in Dubai. The ferry is due to arrive in Dubai and will go into service early next year.

Company officials in Dubai, the UAE's commercial hub, could not confirm the U.N. approval but said discussions were still ongoing with the Bahraini and Qatari governments about starting the service to Iraq. They said Mubarak was currently in Iraq. "We have not got a firm commitment from the two governments, or authorisation, to go ahead with the plan," one official told Reuters.

The ferry service began weekly trips between Dubai in the UAE and Umm Qasr late last year after its owners secured U.N. approval for the service. According to INA the ferry has so far carried out 50 trips carrying 13,842 passengers from the UAE to Iraq and vice versa. Iraq has been largely cut off from the outside world under sanctions imposed by the United Nations over its 1990 invasion of Kuwait. The UAE has been at the forefront of calls to bring Iraq out of its isolation and back into the Arab fold

IRAQI HEALTH MINISTER IN TURKEY

ANKARA, Nov 8 (AA) - Iraqi Health Minister Umid Mithad Mubarak visited on Monday Health Minister Osman Durmus. Addressing the meeting, Durmus said Turkey will assist Iraq in the services like food, medicine, medical treatment and preventive medicine. "However, this can be possible only with cooperation. I hope Iraq will show understanding," he said.

Minister Mubarak said Iraq could receive medicine and food from other countries in return for food due to the embargo imposed by the United Nations (U.N.) Mubarak said the health services couldn't be given properly and the potable water was not clean in Iraq due to the embargo. Noting that the Iraqi children were facing the risk of polio as the health services were insufficient, Mubarak said the Iraqi children, at least, had to be protected with vaccine. Recalling that their relations with the Turkish companies were good before the embargo, Mubarak said they were in favor of cooperation between Turkey and Iraq.

Health Minister Osman Durmus said they attached importance to polio in Iraq, and they thought it could be taken under control. Pointing out that the relations between Turkey and Iraq had reached a specific level before the resolution for oil-for-food and medicine, Durmus said the trade between the two countries decreased from 90 million U.S. dollars to 30 million U.S. dollars due to the embargo. Turkey and Iraq will sign an agreement on "Cooperation in Health and Medical Field" on Tuesday.

Iraq and Yugoslavia vow to resist Western siege

Reuters Nov 08, 1999, By Hassan Hafidh

BAGHDAD, Nov 8 (Reuters) - Iraq and Yugoslavia, both internationally isolated and under sanctions, pledged to work together to resist the United States and its Western allies. "Iraq and Yugoslavia have to work together...against the aggression which is still continuing," Monday's Baghdad press quoted Yugoslav Foreign Trade Minister Borislav Vukovic as saying during a meeting with President Saddam Hussein.

Baghdad has rolled out the red carpet for Vukovic and Yugoslav deputy prime minister Maja Gojkovic. They are visiting the Arab state to strike trade contracts under Baghdad's oil-for-food deal with the United Nations. Vukovic was the only official received by President Saddam Hussein among several visitors from other countries attending the current international Baghdad trade fair. The Iraqi News Agency INA quoting Vukovic as telling Saddam during the meeting on Sunday that Iraq and Yugoslavia should work together in order to end international sanctions on their respective countries. Both Iraq and Yugoslavia suffer sanctions, Baghdad because of the 1990 invasion of Kuwait and Belgrade over its role in a series of Balkan wars over the past decade.

INA said Vukovic delivered to Saddam a message from Yugoslav leader Slobodan Milosevic "on bilateral relations and means to develop them." "We are with you... and both Baghdad and Belgrade are fighting imperialism." Saddam said in a clear reference to the United States and its Western allies.

Parallels were drawn between the Yugoslav crisis and Iraq's own confrontations with the United States. "In their aggression against Iraq and Yugoslavia, the aggressors have used the same tactics," Saddam told the Yugoslav visitor. U.S.-led multinational forces drove Iraqi troops out of Kuwait in 1991. In December last year the United States and Britain unleashed a four-day-long air campaign against Iraq over weapons inspections, similar to NATO bombings of Yugoslavia.

Baghdad newspapers quoted Iraq's Vice-President Taha Yassin Ramadan as saying the bombing of Iraq and air strikes against Yugoslavia were intended to impose control of the two countries. The papers said Ramadan made the remark while receiving Gojkovic.

On Sunday, INA said Iraq and Yugoslavia started trade talks to cement economic cooperation. Many Yugoslav firms were involved in industrial and construction projects in Iraq before its 1990 invasion of Kuwait. Earlier this year the Belgrade press said Yugoslavia had signed contracts with Iraq worth \$18 million to supply food in exchange for oil. "The Iraqi market is open wide for Yugoslav companies to resume business in Iraq," the Iraqi press quoted Saleh as saying.



The Kurdistan Observer, Nov 8, 1999

Interview with Dr. Shirzad Alkadhi, who participated in the National Assembly of the Iraqi National Congress met in New York from Friday October 29-November 1, 1999.

Q (Kurdistan Observer): What was the purpose of the recent meeting held in New York by the National Assembly of the INC?

A (Dr. Alkadhi): It was to expand the political base of the Iraqi National Congress, elect a new leadership and outline its future course.

Q: Would you please tell us about the National Assembly?

A: Approximately 350 Iraqis participated in the conference, including members who joined the INC in 1992 and a substantial number of new members and political groups. At the first plenary session of the conference on Saturday October 30, the members from the 1992 National Assembly voted to expand the Assembly to include the new participants.

The participants included the KDP, the PUK, the (Kurdish) United Islamist Movement, the Iraqi National Accord, the Constitutional Monarchy Movement, the Iraqi Democratic Party, Assyrian and Turkoman movements, independent Islamists, independent Arab nationalists and a large number of independent liberals. Absent from the conference were, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) and the Da'wa Party, as well as the Communist Party. Additionally, the newly-formed Centrist Democratic Movement was absent, as the Constitutional Monarchists participated in their own capacity rather than as representatives of the Centrist Democrats.

Q: What were the topics that were discussed at this meeting?

A: During the course of the conference and often in heated debate, the participants discussed the structure of the INC, its by-laws, the political program, and financial management. The structure proposed to the conference, and agreed by the participants, includes a Leadership Council of seven and a Central Committee of 65, the latter taking over the powers and responsibilities of the National Assembly. The Leadership Council will have a rotating presidency.

Q: Who are the members of the new leadership?

A: It was agreed to re-confirm the five members of the Provisional Leadership Council that was established in Windsor in April 1999, and to add two members. Thus the seven members of the new Leadership Council are: Hoshiyar Zibari (KDP), Latif Rashid (PUK), Ahmad Chalabi (independent), Ayad Allawi (Iraqi National Accord), Riyadh Al-Yawar (independent), Sharif Ali Bin Hussein (Constitutional Monarchy Movement), and Mohammad Ali (independent Islamist).

The membership of the Central Committee is not known and will be determined by the Leadership Council. However, the available seats were apportioned as follows: Kurds 15, Iraqi National Accord 5, Islamists 12, Arab nationalists 4, Turkoman 4, Assyrians 3, Iraqi Democratic Party 3, Constitutional Monarchy 5, liberals 6, Tribes 2, independent democrats 2, United Islamist movement (Kurds) 4.

Q: What were some of the decisions that were agreed upon at this meeting?

A: The Assembly formed five working groups over the weekend to recommend strategies in different policy areas. Each working group produced a report that was submitted to the main plenary session of the Assembly for its approval. The five working groups covered the following subjects: A vision for the future of Iraq; political issues; fundraising and finance; human rights and humanitarian matters; and constitutional issues and a new charter. Amongst the decisions taken were the launch of a major fundraising drive and the establishment of a transparent financial mechanism to administer INC resources. In addition, the National Assembly amended the constitution emphasizing collective leadership and openness to new members. The Assembly also agreed to aggressively pursue the indictment of Saddam Hussein and his inner circle.

Q: Dr. Alkadhi, what role did the representatives of Southern Kurdistan play in the discussions of the Assembly?

A: It is essential to mention that the Kurds (parties and individuals) were playing a major role in the Assembly. They were united over the issue of Federalism as a system for the future in Iraq, democracy, and human rights, and other issues. It was clear that the Kurds were able not only to play an important role in the meeting itself, but also willing to help other Iraqi opposition parties and groups now and in the process of the future developments in Iraq. It is becoming clear more than ever that because there's a unity, and a relative stable situation in Iraqi Kurdistan the Kurds are in a better position in the decision making processes.

Q: What about the role of the US government?

A: As you know, the Iraq Liberation Act, sets aside \$97 million to help develop and support opposition to Saddam Hussein. President Clinton and the American administration, pursuant to Section 4 (d) of the Iraq Liberation Act of 1998 (P. L. 105 - 338) ("the Act"), have just made the first two decisions to start using some of that money. The first decision is to spend \$2 million on equipment that will be used to set up a headquarters by the Iraqi National Congress, to buy desks fax machines, telephones, computers, file cabinets and other office infrastructure that's necessary to set up and manage a headquarters.

Second, \$3 million has been earmarked for training support- five types of training. This is leadership training; management and administration training for setting up a civil society; legal issues; that's human rights, peacekeeping, basic legal approaches to setting up a democracy; and political opposition skills, which involve everything from organizing to communications to media training.

Also at the meeting, some of the prominent guest speakers were: David J. Scheffer, U.S. Ambassador at Large for War Crimes, and U.S. Senator Sam Brownback (R-KS), Chairman of the Senate Foreign Relations Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs, U.S. Congressman Benjamin Gilman (R-NY), Chairman of the House International Relations Committee.

As you know the US has its interests in the region, but as Thomas R. Pickering (Under Secretary of State for Political Affairs) assured the opposition leaders when he wrote a letter to them a few days before the National Assembly meeting, "We Americans who wish to support Iraqi aspirations are so eager to support the rebirth of a strong, unified liberation movement and organization. We, and most of all the Iraqi people, need such a partner with which to cooperate- both to help liberate Iraq from its current nightmare, and to help rebuild it when Iraqis reclaim their freedom and national dignity. "It is neither the right nor the responsibility, nor is it within the power of the United States, to select or promote Iraqi leaders, now in the Opposition or for a future liberated Iraq." Mr. Pickering added in his letter.

.....

U.S. Pilots Have Close Calls in Iraq

By Robert Burns, AP Nov. 9, 1999

WASHINGTON — American pilots patrolling "no-fly" zones over Iraq have reported "a couple of close calls" with anti-aircraft fire in recent days, the Pentagon said Tuesday. "We think that's just dumb luck" on the part of Iraqi anti-aircraft gunners rather than intensified resistance to U.S. and British air patrols, Pentagon spokesman P.J. Crowley said. The Iraqis have been trying for months to hit a U.S. or British warplane enforcing the flight-interdiction zones, which are meant to protect minority Shiites in southern Iraq and Kurds in the north. Iraq considers the patrols violations of its sovereignty and has offered a financial reward for the capture of a pilot.

Crowley did not say where the close encounters occurred, but he said no planes were hit with anti-aircraft fire. He said he could not discuss it further without jeopardizing pilot safety. A defense official speaking on condition of anonymity said the incidents had occurred over southern Iraq.

Iraq has moved much of its most effective anti-aircraft weaponry and radars out of the northern and southern zones to shield them from attack. As a result, their gunners have been using a relatively crude approach - "ready, aim, fire, just trying to put as much flak up in the sky in hopes of a one-in-a-million shot," Crowley said. In the latest of what have become almost daily occurrences, U.S. planes drew artillery fire during patrols Tuesday over northern Iraq. They responded by bombing an Iraqi air defense system near the town of Bashiqaq, about 250 miles north of Baghdad, the U.S. European Command reported.

U.S. jets bombed the same area Monday after coming under Iraqi fire. The Iraqi News Agency charged that "evil U.S. and British warplanes" struck "residential areas and service installations" in Tuesday's attack. It was not clear if there were any casualties or damage. U.S. and British planes have been patrolling "no-fly" zones over northern and southern Iraq since shortly after the 1991 Persian Gulf War. Iraq's resistance stiffened after a four-day bombing assault by U.S. and British planes last December.

* * * * *

Iran Shouts and Smiles at America

By Howard Schneider
Washington Post Service

TEHRAN — The crowd of boys looked smug. They wore ninja-style headbands, an affectation associated with Iran's unofficial and occasionally head-knocking revolutionary patrols. They carried anti-U.S. posters. They shouted death to America.

They seemed to be harmless.

"Where are you from?" they holler to a visitor.

"The U.S."

"Ah. Very good. Welcome to Iran."

In the middle of a boisterous march Thursday commemorating the 20th anniversary of the takeover of the U.S. Embassy here, a march of chest-beating and burning effigies and fists in the air and hard unshaven faces, it is difficult, between handshakes, to tell how deep the venom really runs.

Iran today is in the midst of a society-wide discussion about how to reshape its strict, and generally anti-U.S., theocracy in favor of civil democratic institutions, a struggle played out daily in the courts, the press, and the Parliament, in tea-shop discussions and in theological debates. And even at the gates of one of the Iranian revolution's central sanctities, the U.S. "den of spies" that was occupied by students for 444 days in an act that emboldened the society's harsher side, the search for a new way can be felt.

"I agree we should have economic relations with America," said Jaffar Liyavi, a petroleum engineer, who would like to see his industry escape U.S. sanctions and be revitalized with new investment. But "we should not pay any price," he added. "Up until the Islamic revolution, there were thousands of American consultants in Iran, and they were not supporting the benefit of Iran." (He was referring to consultants in the oil industry.)

**'Where are you from?' 'The U.S.'
'Ah. Very good. Welcome to Iran.'**

The march before the embassy has become an annual event, part of what conservative Iranian leaders have dubbed their "Anti-Arrogance Campaign" in support of the revolution that toppled the ruling shah and brought a hard-line clerical state to power.

The takeover, and the ensuing crisis over the U.S. hostages inside, was a turning point in relations between two once closely allied nations. It generated stereotypes that persist in the politics of each, of the United States as a "great Satan" and enemy of Islam, of Iran as lawless and unpredictable.

Although the election of the reformist President Mohammed Khatami brought hints of a dialogue to come, progress has

been minimal. Thursday, the now familiar rhetoric and props were back on display: skeletal Uncle Sams, shovels to bury President Bill Clinton, drawings with vampirish fingernails.

"America, blood is dripping from your hands," read the text.

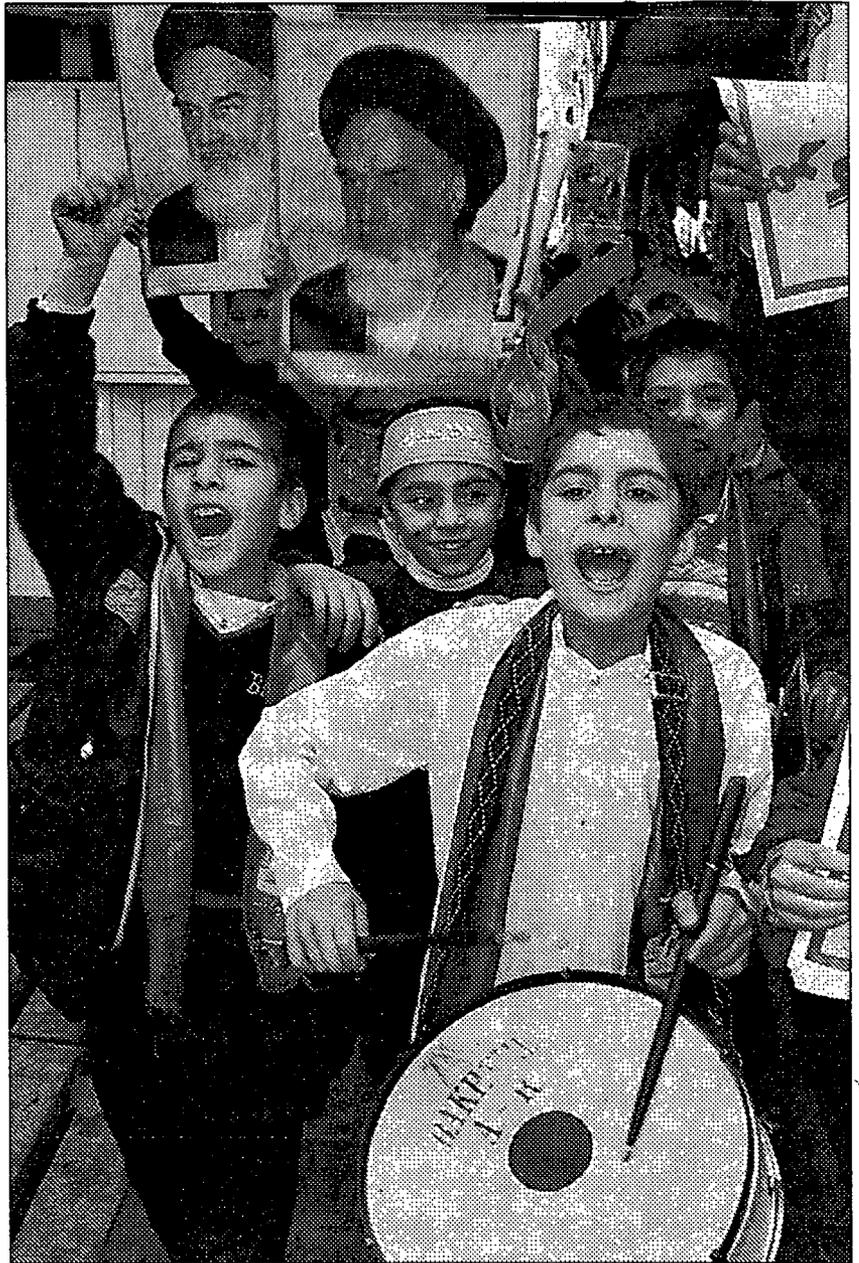
"Iran will never compromise," said one speaker, his amplified voice echoing along Talerani Street, in front of the embassy compound walls still decorated with anti-U.S. paintings and slogans.

A burning Israeli flag was raised. Three men carried a large, blood-red bald eagle. Just a day before, the country's supreme clerical leader, Ayatollah Ali Khamenei, said that anyone who advocated improved ties with the United States was

either a "traitor" or a "simpleton."

Yet, while the chant of "bargmar America" (death to America) was at times earsplitting among the several thousand Iranian men, women and children who gathered here, eye contact usually brought a smile, and conversation a more finely shaded opinion, signs of how broad public opinion here has become, and how much it is diverging from the former orthodoxy.

To be sure, there were no blanket calls for renewed relations with the United States, although that opinion is a common one now in Iran, and is shared by Mr. Khatami. And there was plenty of specific criticism, particularly when it



Hasan Sarbakshian/The Associated Press

Iranian boys chanting "Death to America" in a demonstration Thursday in Tehran to mark the 20th anniversary of the takeover of the U.S. Embassy.

INTERNATIONAL
Tribune
Herald

NOVEMBER 5, 1999

came to American support for Israel, a country Iran feels should not exist.

But neither, in this seemingly absolutist setting, was the thinking monolithic or unreasoned.

There were hard feelings bound to events long past, from the era when the United States helped remove a democratically elected president from office in the early 1950s, and reinstalled a monarchy that became notorious for its lavish spending and brutal security tactics.

"Forty-eight years ago, I was a soldier in the army, and my boss, a general, had to answer to an American sergeant. It was an insult," said a gray-bearded man who was among a group that pressed in to talk to a U.S. journalist.

A girl, studying English at nearby Tehran University, brought no such past baggage to the conversation.

"I love the American nation," she said, flashing a thumbs-up, "I am happy you are here." Still, she and her friends said, "this is the duty of each Iranian to

come and pay tribute" to the sacrifices the country made over the last 20 years, from the revolution that toppled the shah to the hundreds of thousands lost in war with Iraq.

Others were typically quick to distinguish between their feelings about the American government and the American people. There were requests for photos. People asked to be interviewed. One slipped a picture of an Iranian cleric into a reporter's hand and smiled, a bit of goodwill proselytizing.

Iraqi Bars Compromise on Lifting of UN Sanctions

By Elizabeth Olson
New York Times Service

GENEVA — Iraq would reject any move by the United Nations to suspend economic sanctions in return for cooperation with a new weapons-monitoring program, according to the Iraqi foreign minister.

"They are saying they might suspend sanctions but Iraq has to accept a long list of new conditions," the minister, Mohammed Said Sahhaf, told reporters. "No Iraqi would accept that."

Baghdad insists that the sanctions be completely lifted, not suspended, Mr. Sahhaf said. France, Russia and China have submitted a draft resolution to the Security Council calling for the suspension of sanctions if Iraq accepted a new commission to monitor its weapons programs. Security Council resolutions "say clearly that sanctions are to be lifted," he said Wednesday. "Now they want to rewrite the resolutions for their own purposes."

He also denied that Iraq had any forbidden weapons, declaring that it had

met its obligations to eliminate biological, chemical and nuclear weapons. "Nothing in Iraq has anything to do with prohibited weapons," he said.

The 15-member Security Council is trying to decide how Iraq must account for its weapons of mass destruction to win an end to the sanctions, imposed after its invasion of Kuwait in 1990.

Intensive negotiations have been going on among the five permanent Security Council members — Britain, China, France, Russia and the United States — on whether to reconstitute an arms-inspection commission as a step toward easing sanctions.

The UN inspection program in Iraq was suspended in December. A short time later, the United States and Britain began a bombing campaign against Iraq for its refusal to cooperate with international inspectors. "The monitoring system was there since 1994," Mr. Sahhaf said. "Then they came and bombarded it. They destroyed the system they built."

The United States and Britain had also been pressing for the dismissal of the UN relief coordinator in Iraq, Hans von Spon-

neck of Germany, although Secretary-General Kofi Annan decided this week to reappoint him. U.S. and British officials have criticized Mr. von Sponneck, who oversees programs that allow Iraq to sell oil to buy food and medicine as exceptions to the sanctions, on the ground that he has allowed Iraqis to stockpile these goods.

■ UN Report Cites Repression

The human rights situation in Iraq is worsening and repression of civil and political rights continues unabated, a UN investigator said in a report to the General Assembly. The Associated Press reported.

"The prevailing regime in Iraq has effectively eliminated the civil rights to life, liberty and physical integrity and the freedoms of thought, expression, association and assembly," Max van der Stoep, investigator for the Commission on Human Rights, said Wednesday.

Two Tunes From Iran

Iran's conservative clerics tried to use Thursday's 20th anniversary of the seizure of American hostages in Tehran to whip up renewed hostility toward America, to discredit Iran's political reformers and to mock the vision of a more tolerant Islam advocated by President Mohammed Khatami. They did not succeed.

Today's Iran resists easy categories. It cannot be reduced to the fundamentalist fervor of 1979 or to Mr. Khatami's reassuring reformism. It has elements of both, in uneasy coexistence, with neither side now strong enough to prevail. Parliamentary elections next year will help decide the outcome of the contest between Mr. Khatami and his conservative opponents, and will thus be an important factor in deciding whether the United States and Iran can begin rebuilding their relationship.

The 444-day hostage drama was the emblematic event through which Iran's Islamic revolution defined itself to the world. By storming the U.S.

Embassy compound and imprisoning the American diplomats they found there, militant students declared symbolic war on the United States, which they blamed for steadfast support of the shah's dictatorship. The hostage taking marginalized more moderate and secular elements in the revolutionary coalition, handing total power to Ayatollah Ruhollah Khomeini and his fundamentalist allies.

For the next decade, official pronouncements bristled with hostility to the Great Satan, America. But Iran, with its 65 million people and 2,500 years of recorded history, is too complex and diverse a country to be summed up by cartoonish slogans. After Ayatollah Khomeini died in 1989, the fanaticism of Iran's political leadership began to moderate. But Iran will remain a pariah in American eyes until it renounces terrorism, abandons nuclear weapons development and accepts peace negotiations between Israel and Arab leaders.

There has been encouraging progress on these issues since Mr. Khatami, a reform-minded cleric, became president two years ago. But while he is Iran's highest elected official and immensely popular, he is subordinate to the country's religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khomeini, a conservative who seems reluctant to move beyond the simplistic refrains of 1979. He recently led students in chants of "Death to America" and "Death to Israel," and condemned clerics, politicians and journalists who seek reconciliation with Washington.

But an officially sponsored march on Thursday commemorating the hostage taking drew at most 7,000 participants. Many, John Burns of The New York Times reported, seemed to bear no personal antipathy to the United States.

Washington can take no decisive steps to rebuild relations until Iranian leaders give a clear message that they want American friendship. Right now, the message from Tehran is characterized by confusion and conflict.

— THE NEW YORK TIMES.

Malgré le matraquage médiatique des conservateurs

Téhéran n'a plus peur du Grand Satan

Pour le vingtième anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine, les « durs » du régime iranien n'ont pu mobiliser que 4 000 manifestants.

TÉHÉRAN :
Serge MICHEL

Voilà enfin l'Iran que l'on connaissait ! Des barbus armés de mitraillettes qui hurlent « Mort à l'Amérique ! », des bataillons de mères de martyrs en tchador qui souhaitent longue vie au Guide Ali Khamenei, des enfants qui n'y comprennent rien mais trouvent tout cela assez amusant.

Hier, quelque 4 000 personnes se sont rassemblées devant le « nid d'espions » (l'ancienne ambassade américaine) pour célébrer les vingt ans de la prise d'otages, le 4 novembre 1979, de 52 diplomates durant 444 jours. Cet anniversaire est férié en Iran, appelé « jour de la lutte contre l'Arrogance globale » (surnom officiel des Etats-Unis). Femmes d'un côté et hommes de l'autre ont conspué les « complots impérialistes », souhaité la mort du « régime sioniste usurpateur » (Israël) et brûlé des drapeaux américains, israéliens et britanniques.

« Les Etats-Unis veulent restaurer leur domination. Leurs complots sont permanents. Le Grand Satan ne change jamais », a lancé l'orateur, un brigadier général du nom de Mohsen Rezaï, ancien commandant des Gardiens de la Révolution limogé il y a deux ans pour excès de zèle révolutionnaire. Ce que tout le monde sait dans la foule, c'est que le propre fils de ce brigadier s'est enfui aux Etats-Unis. A son habitude, Rezaï dénonça alors un complot sioniste. Mais le garçon, dans une interview à une radio américaine, déclara qu'il en avait tout simplement assez de l'Iran...

La célébration de la prise d'otages est un rituel bien rodé. Mais, cette année, quelques détails laissent à penser que la machine est en train de se gripper. D'abord, cela fait des années que le régime n'a pas pareillement battu le rappel. Tous les quarts d'heure, ces derniers jours, la radio et la télévision ont appelé les Iraniens à se rendre

massivement devant l'ambassade américaine. Du coup, pour une capitale de 12 millions d'habitants, ne réunir que 4 000 personnes peut être considéré comme un échec.

Ensuite, les associations d'étudiants, héritières de celle qui attaquait l'ambassade il y a vingt ans, ont boycotté pour la première fois la manifestation. Elles avaient même organisé, la veille, un petit rassemblement appelant à reprendre avec les Etats-Unis des relations fondées sur « le respect mutuel ».

Inéluctable détente

Dans le même temps, la radio diffuse à haute dose des citations anti-américaines du Guide de la révolution Ali Khamenei, telles que : « L'appareil de propagande américain et certains journalistes iraniens,

des mercenaires, prétendent que reprendre nos relations avec le Grand Satan fera disparaître tous nos problèmes économiques. Quelle erreur ! Pendant des années, notre nation a été liée à cet oppresseur et n'en a tiré aucun profit ».

Tout se passe comme si la majorité conservatrice du régime, aux abois, tentait de conjurer l'inéluctable détente internationale dont bénéficie l'Iran depuis l'élection du président Khatami, en mai 1997. Les voyages à Rome et à Paris ont été de grands succès, les relations ont été rétablies avec la Grande-Bretagne et les gestes se multiplient du côté de Washington, où l'on est prêt à « discuter de tout, sans condition préalable ».

Cette nouvelle donne divise le camp conservateur, tout comme la perspective d'une défaite électorale en février

2000 où les réformateurs pourraient rafler 80 % des voix. Plusieurs personnalités conservatrices ont déclaré ces derniers temps avoir l'intention de quitter la vieille garde religieuse révolutionnaire pour fonder un nouveau parti, défenseur de l'Etat de droit et du pluralisme politique.

Pendant ce temps, le procès du chef de file des réformateurs, Abdullah Nouri, se poursuit au Tribunal spécial du clergé. Hier, il devait s'expliquer pour avoir « encouragé la reprise de relations avec les Etats-Unis ». Il risque cinq ans de prison.

S. M.



Célébration, hier à Téhéran, de la prise d'otages à l'ambassade américaine le 4 novembre 1979. Cette manifestation était devenue une machine bien rodée qui, aujourd'hui, est en train de se gripper. (Photo Hasan Sarbakhshian/AP.)

Le ministre de la Défense ne croit pas au message de paix du PKK

ANKARA, 6 nov (AFP) - 12h31 - Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a estimé samedi que la promesse des rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) de mettre un terme à leurs 15 années de guérilla contre Ankara "n'était pas sincère".

"Des membres de l'organisation terroriste, ici et à l'étranger, ont envoyé des messages disant qu'ils étaient favorables à la paix, à la fraternité, aux droits de l'Homme", a déclaré M. Cakmakoglu, cité par l'agence Anatolie. "Ils ont changé d'avis après l'arrestation par l'Etat (turc) de leur leader ramené en Turquie", a-t-il encore dit, ajoutant: "Je ne crois pas que ces messages soient sincères".

Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a de nouveau appelé vendredi de sa prison tous les membres du PKK à revenir à leur "lieu de naissance" pour y poursuivre leur "lutte démocratique et politique".

Plus de 31.000 personnes ont été tuées depuis que le PKK a pris les armes pour réclamer l'autonomie de la région située dans le sud-est de la Turquie.



Inculpation des membres d'un groupe du PKK qui s'est rendu

ANKARA, 9 nov (AFP) - 12h48 - Un procureur d'Istanbul a inculpé mardi cinq membres d'un groupe du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui s'est rendu le mois dernier à la Turquie pour "démontrer la volonté de paix" du parti, a indiqué le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Istanbul.

Haydar Ergul, le leader du groupe, et deux autres membres sont accusés d'être des hauts responsables du PKK et encourrent une peine d'au moins 22,5 ans de prison, selon un communiqué du procureur cité par l'agence Anatolie.

Deux autres membres du groupe sont accusés d'"appartenance à une organisation terroriste" et risquent de 15 à 22,5 ans de prison s'ils sont reconnus coupables.

Le groupe de 8 membres du PKK, en provenance de Vienne, s'était rendu le 29 octobre à Istanbul, le jour du 76-ème anniversaire de la proclamation de la République turque. Le groupe avait été écroué après avoir comparu devant la DGM d'Istanbul.

Le parquet de la DGM s'est cependant déclaré incompétent concernant trois autres membres du groupe, à l'encontre desquels une procédure judiciaire est en cours à Ankara pour appartenance au "Parlement kurde" en exil, une émanation du PKK, selon Ankara, qui s'est dissous en septembre pour rejoindre le Congrès national du Kurdistan.

Un premier groupe de 8 militants du PKK s'était rendu le 1er octobre aux autorités, en provenance d'Irak, répondant à un appel du chef du PKK Abdullah Ocalan. Les membres de ce groupe avaient été écroués à Van (est).

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la justice turque. La Cour de cassation doit se prononcer le 25 novembre sur son sort.

Ocalan a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix comme de la "propagande" et affirmé sa détermination à pourchasser le PKK.



72 Kurdes arrêtés pour entrée illégale au Liban

TRIPOLI (Liban), 11 nov (AFP) - 13h23 - Soixante-douze personnes d'origine kurde ont été arrêtés jeudi, en tentant d'entrer illégalement en territoire libanais à partir de la Syrie, a-t-on appris de sources de sécurité libanaises.

Ces Kurdes en provenance de Syrie, d'Irak et de Turquie ont été arrêtés tôt jeudi à la frontière libanaise, et transférés au quartier de la sécurité générale à Tripoli (nord), selon les mêmes sources.

Ces infiltrations à partir des frontières syriennes sont courantes. Selon, les réfugiés, les passeurs sont payés près de 200 dollars et la somme de 2.000 à 4.000 dollars est nécessaire pour que chacun d'entre eux puisse être transféré clandestinement en Europe par la mer.

En octobre dernier, le capitaine d'un navire et son assistant ont abandonné en mer 72 passagers, qui ont réussi à atteindre les côtes du sud Liban.

mardi 9 novembre 1999, 18h35



Europe - Ankara invité à donner des droits aux Kurdes

STRASBOURG, 9 novembre - Un comité d'experts du Conseil de l'Europe, dans un rapport publié mardi, invite Ankara à assouplir sa conception de la nation et à reconnaître un droit d'expression culturelle et politique à la minorité kurde.

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri) estime que "l'un des principaux problèmes auxquels est confrontée (la Turquie) semble être la nécessité de concilier d'une part un fort sentiment d'identité nationale et le désir de préserver l'unité et l'intégrité de l'Etat avec d'autre part le droit des différents groupes minoritaires à exprimer leur propre sentiment d'identité ethnique".

Pour autant, "l'origine ethnique ou religieuse n'est généralement pas, en tant que telle, un facteur de discrimination à l'encontre des individus ou jouant en leur défaveur en Turquie", estiment les experts.

La commission insiste néanmoins sur l'absence de "statut" des minorités et notamment de la plus importante, la minorité kurde qui forme 10 à 20% de la population.

Elle suggère à Ankara d'autoriser à l'école l'enseignement "d'autres langues maternelles que le turc" sans contester pour autant que l'enseignement du turc puisse être obligatoire.

Elle estime que les émissions de radio ou de télévision en d'autres langues que le turc doivent être autorisées.

L'Ecri propose encore d'amender la loi antiterroriste de 1991 selon laquelle "nul ne peut faire de propagande écrite ou orale visant à troubler l'intégrité indivisible de l'Etat, du pays et de la nation turcs, ni organiser des réunions, manifestations ou défilés à cette fin".

Selon l'Ecri, cette définition est trop large dans la mesure où elle permet de "supprimer un large éventail d'activité non violentes".

La Cour européenne des droits de l'homme, qui dépend aussi du Conseil de l'Europe, a condamné plusieurs fois Ankara au nom de la liberté d'expression pour avoir interdit des mouvements ou publications se réclamant d'une minorité kurde.

Ankara invoque la "terreur séparatiste"

Le rapport de l'Ecri est suivi d'un commentaire des autorités turques qui contestent les conclusions des experts en leur reprochant notamment d'occulter "la terreur séparatiste" qui sévit dans le sud-est du pays.

L'insurrection du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) y a fait 30.000 morts depuis 1984, toutes victimes confondues (rebelles, forces de sécurité, population civile).

Ankara note que "plusieurs chaînes de radio et de télévision diffusent des programmes musicaux" (en kurde).

Surtout, la Turquie met en garde le comité européen contre une montée en puissance du fondamentalisme islamique en réaction à un développement des identités ethniques.

"Une identité kurde, non seulement ne présente aucun fondement historique, psychologique ou légal, mais est perçue en outre comme une grave menace par l'homme de la rue et avive davantage les expressions du nationalisme ethnique turc, comme en témoignent les élections du 18 avril", précise le texte.

Ankara manie aussi l'humour quand l'Ecri recommande l'adoption d'une législation contre les discriminations "dans des domaines tels que le logement, l'emploi ou l'accès aux biens et aux services".

"La Turquie n'a jamais eu besoin de telles dispositions légales car il n'y existe pas de discrimination raciale (...) Dans la situation actuelle, cela équivaldrait à interdire la chasse aux kangourous en Turquie", estime le gouvernement.

L'Ecri a été créée en 1994 pour évaluer les phénomènes de racisme et d'intolérance du point de vue juridique et politique au sein des 41 Etats membres du Conseil de l'Europe. /GR

Öcalan ou la fin d'un mythe *par Chris Kutschera*

HAL par ses ennemis, qui le qualifiaient de terroriste sanguinaire et de « tueur de bébés », adulé par ses partisans, qui poussaient le culte de la personnalité jusqu'à le considérer comme un « Soleil » (sic !), sinon comme un prophète, Abdullah Öcalan, dit « Apo », n'était en tout cas pas un personnage ordinaire. Cet homme qui a incarné les espoirs d'une large fraction de la population kurde a incontestablement été un chef de guérilla exceptionnel : il restera dans l'Histoire comme l'homme qui a su organiser une force de plusieurs milliers de combattants kurdes. S'il n'a jamais vraiment pu créer de « zones libérées », il a fait vaciller le pouvoir de l'Etat turc dans plusieurs régions du Kurdistan de Turquie au début des années 90 ; et c'est seulement en mobilisant 300 000 hommes équipés des moyens de lutte antiguerrilla les plus modernes que l'armée turque a réussi à rétablir la situation – en employant des moyens (destruction de villages, déportation de populations, sévices) qui laisseront à jamais leur marque dans le cœur et sur le sol des Kurdes. Inventeur de la télévision sans frontière avec MED-TV, mobilisant des milliers de jeunes filles kurdes qui ont participé à la lutte armée aux côtés des hommes, Öcalan relègue Che Guevara au rang d'un théoricien qui n'a jamais su mobiliser qu'une poignée de fidèles pour une minable aventure en Bolivie...

Mais le mythe Öcalan a soudain volé en éclats : capturé au Kenya après une cavale tragique qui a mis en évidence la lâcheté des pays européens, qui ont tous refusé de lui donner asile, « Apo » ne s'est pas comporté héroïquement. Bien au contraire. Il a immédiatement renoncé à la défense politique qu'il envisageait encore d'adopter à Rome s'il devait être jugé par un tribunal italien.

Renonçant à faire de son procès celui de l'Etat turc, renonçant à plaider la cause du peuple kurde pour laquelle il s'est battu pendant vingt ans, Öcalan a renié tout ce pour quoi il avait envoyé des milliers de jeunes Kurdes à la mort ou en prison. Reniée, la lutte armée,

reniée, l'indépendance du Kurdistan. Désarçonnant ses avocats, qui se désistent les uns après les autres, Öcalan donne les ordres les plus surprenants : il ordonne à ses troupes de déposer les armes, puis de se retirer du Kurdistan ; enfin, il ordonne à un de ses anciens lieutenants, qu'il avait limogé, de prendre la tête d'un détachement symbolique et de se rendre aux troupes turques ! Et il envoie un deuxième détachement de ses partisans à partir de Vienne se rendre aux autorités turques le jour anniversaire de la proclamation de la République.

Comment en est-il arrivé là ? Le sujet est tabou chez les Kurdes, mais il faut se rendre à l'évidence : Öcalan a peur, il a peur de mourir, et il est prêt à faire n'importe quoi pour sauver sa peau. « Nous, nous

logne, en Allemagne, Kemal Burkay, secrétaire général du « Parti socialiste du Kurdistan » de Turquie, a qualifié son comportement de « désastreux » et a déclaré qu'il ne « fallait jamais sacrifier un peuple pour la vie d'une personne », ajoutant qu'il souhaitait cependant lui aussi qu'Öcalan soit remis en liberté... Mais l'appareil du PKK a suivi ; et non seulement le « conseil présidentiel », qui dirige le PKK pendant l'internement d'Öcalan, a approuvé ses déclarations, mais il les applique : les combattants du PKK ont commencé de se retirer de Turquie (vers le Kurdistan irakien), et un groupe de huit combattants, dirigé par Ali Sapan, ancien représentant en Europe, s'est rendu. La presse du PKK suit ses mots d'ordre à la lettre.

Comment expliquer cet aveugle-

Renonçant à faire de son procès celui de l'Etat turc, renonçant à plaider la cause du peuple kurde pour laquelle il s'est battu pendant vingt ans, Öcalan a renié tout ce pour quoi il avait envoyé des milliers de jeunes Kurdes à la mort ou en prison

avons été arrêtés et torturés, nous avons peur, mais nous avons résisté », dit un de ses anciens avocats, qui a renoncé à le défendre ; « Öcalan n'a pas été torturé, mais ce n'est pas un homme courageux : il est mort de peur... et il fait tout ce que lui dicte la cellule de crise qui gère son dossier : l'Etat turc va l'utiliser pour détruire le PKK [le Parti des travailleurs du Kurdistan]. »

Quelques rares personnalités kurdes ont publiquement dénoncé son comportement : des dissidents du PKK, comme Selahettin Celik, qui a rappelé qu'à la « belle époque » du PKK ce parti dénonçait comme « traîtres » tous les détenus qui, dans les prisons turques, acceptaient seulement de porter l'uniforme de la prison ou de chanter l'hymne national turc...

Célébrant récemment le 25^e anniversaire de son parti près de Co-

ment ? On ne place pas impunément tous ses espoirs dans un chef charismatique. En 1975 déjà, quand, à la suite des accords d'Alger (6 mars 1975), le chah d'Iran a interrompu du jour au lendemain toute l'aide militaire qu'il fournissait au général Barzani, les Kurdes irakiens ont cru pendant quelques jours qu'il y aurait « quelque chose pour les Kurdes » dans ces accords – comme aujourd'hui les Kurdes de Turquie espèrent qu'il y a « quelque chose pour eux » dans ce qui s'accomplit à la prison d'Imrali ; ils sont convaincus que des négociations secrètes entre « Apo » et les généraux turcs vont déboucher sur une solution du drame kurde... En 1975, aussi, quand le général Barzani décida d'arrêter la lutte armée, aucun de ses lieutenants n'osa prendre la décision de continuer... Et pourtant le général

Barzani n'a jamais été l'objet d'un culte de la personnalité comparable à celui qui était voué à Öcalan...

Et il fallut attendre plusieurs mois pour que d'anciens lieutenants de Barzani reprennent la lutte : parmi eux un certain Jelal Talabani, bientôt suivi par les fils du général Barzani...

Cet aveuglement des Kurdes de Turquie est aussi à la mesure de leurs espoirs – et de leur désespoir : est-il possible de regarder en face son destin quand on a tout sacrifié pour la cause ; quand on a perdu son village, sa maison, son travail ; quand on a donné la vie de deux ou trois enfants, cas qui est loin d'être rare, tout cela pour la liberté du Kurdistan... quand cela se termine en tragi-comédie ; quand le chef qui est à l'origine de tout cela dit : « La lutte armée a été une erreur... nous allons trouver une solution pacifique par le dialogue dans une république démocratique » !

Déjà, les premiers murmures se font entendre parmi les cadres du PKK de la diaspora. A l'intérieur, deux chefs militaires, dont celui du Dersim, un des bastions du PKK, se seraient prononcés contre cette reddition sans condition. Mais il leur est d'autant plus difficile de prendre publiquement position contre « Apo » qu'ils savent que la dernière phase du plan des généraux turcs consiste justement à amener les combattants du PKK à s'affronter entre eux, entre partisans de la reddition, fidèles à Öcalan jusqu'au bout, et partisans de la poursuite de la lutte. La tragédie serait alors complète – et la décision de la haute cour d'appel d'Ankara de reporter l'examen de la condamnation à mort d'Öcalan jusqu'au 25 novembre a justement cet objectif : donner le temps au chef kurde détenu à Imrali de finir de détruire son œuvre...

Kris Kutschera est journaliste indépendant.

Turquie-Europe : névrose de répétition ?

par Nora Seni

J'espère fermement que mes efforts incessants pour le bonheur de tous mes sujets seront couronnés du succès désiré, et que mon empire, devenu, désormais, un des membres de la grande famille européenne, prouvera à l'univers entier qu'il est digne d'occuper une place importante dans le concert des nations civilisées. »

Il suffit de remplacer, dans ces lignes les mots « empire » et « sujets » par « République » et « citoyens » pour que ce fragment d'un discours prononcé en 1855 par le sultan Ottoman Abdülmedid (devant l'ambassadeur français auprès de la Sublime Porte) puisse être confondu avec une déclaration d'aujourd'hui, faite par le président de la République Süleyman Demirel par exemple, lorsqu'il souhaite rappeler les orientations fondamentales de son pays et la volonté d'intégrer l'Union européenne. Les relations turco-européennes s'organisent selon un vocabulaire, un imaginaire et une structure qui se sont établis au milieu du siècle dernier et qui continuent de distribuer aux protagonistes les mêmes rôles qu'en 1855. Les périphrases questionnant la place de la Turquie au sein de « la famille européenne » et dans « le concert des nations civilisées » sont encore en service, sans avoir pris une ride dans le bréviaire des métaphores politiques du pays.

Tout aussi constante est la façon dont l'Europe s'adresse à la Turquie et tricote ses conditions. Ainsi, contemplez ! A ma gauche, l'Empire ottoman en 1856, dans le rôle du pays conscient de l'obsolescence de ses structures étatiques et qui craint de se laisser engloutir par l'archaïsme de ses institutions. Aujourd'hui, la Turquie contemporaine incarne face à l'Europe une nation anxieuse de ne pas rater les tournants de l'Histoire et de pas régresser vers ses ténèbres. Dans le rôle des forces qui entraînent vers ces ténèbres, aujourd'hui comme au XIX^e siècle, le fondamentalisme religieux, l'islamisme politique. Une métaphore préside à toutes ces représentations ; celle d'un train, le train de la « modernité » que l'on risque de laisser filer et qui peut vous laisser sur le quai.

Poursuivons ! A ma droite, 1856, l'Europe de « l'entente cordiale »

c'est-à-dire principalement la France et l'Angleterre, alliées des Ottomans pendant la guerre de Crimée et contre les Russes, une Europe rajeunie par ses révolutions politique et industrielle et qui piaffe d'impatience d'aller porter la civilisation ailleurs qu'en ses frontières. Cette Europe-là consent à aider les Turcs et à prévenir le démembrement de l'empire. Elle tient à casser la prétention de la Russie à se considérer héritière naturelle d'un territoire ottoman dont elle escompte le

de l'Union européenne, qui la conduise vers une démocratie plus aboutie, un mécanisme capable de fédérer, de créer une synergie entre les volontés démocratiques réelles mais dispersées ?

Le 12 octobre, dans son rapport sur l'élargissement de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles a proposé que le statut de candidat soit pleinement reconnu à la Turquie. Si au prochain sommet de l'Union européenne en décembre, à Helsinki, cette recommandation était suivie, serait

Les relations turco-européennes s'organisent selon un vocabulaire, un imaginaire et une structure qui se sont établis au milieu du siècle dernier et qui continuent de distribuer aux protagonistes les mêmes rôles qu'en 1855

morcellement prochain. Elle contribue aux réformes institutionnelles entreprises par les Ottomans dès 1839.

Elle pose, en contrepartie, une condition : la reconnaissance par la Sublime Porte des droits individuels et l'égalité de tous les sujets, sans distinction de religion. Ceux qu'il fallait alors protéger, depuis Paris et Londres, et dont il fallait rétablir les droits étaient les chrétiens de l'Empire ottoman. Aujourd'hui à l'ère de la république et de la citoyenneté, l'Union européenne exige de la Turquie qu'elle respecte les droits de l'homme et qu'elle achève de se démocratiser (qu'elle éradique la torture, supprime le délit d'opinion, qu'elle apporte une solution non militaire à la question kurde). Dans le rôle de la « communauté victime-objet de la vigilance européenne » les Kurdes ont remplacé les chrétiens d'Orient.

Pointer la permanence de ces formes relationnelles oblige à interroger la nature de cette répétition comme on analyse les symptômes d'une névrose (de couple), comme on tente de lever les « malentendus » qui reposent sur ce qui est obstinément gardé sous silence. Avec au bout du compte le souhait de pouvoir répondre à la question suivante : la Turquie dispose-t-elle d'un moteur propre, autre que le désir de faire partie

réparée, alors, la blessure infligée en 1997 à la Turquie par son exclusion de la liste des candidats. Un sentiment d'urgence domine, depuis, le personnel politique et les médias.

Le lendemain de la décision de Bruxelles, Ankara a convoqué officiellement une réunion sur la question des droits de l'homme à laquelle furent conviés les militants, responsables d'associations et universitaires, tous défenseurs des droits fondamentaux et qui n'avaient eu l'heur de se faire entendre jusque-là par les hautes sphères gouvernementales. La réunion tenait sans doute autant de la mobilisation sincère, version méthode Coué, que de la mise en

scène pour spectateur européen. Il suffit de décliner le titre officiel de l'instigateur de cette réunion, le ministre des droits de l'homme et de l'Europe, pour saisir à quel point la question de la démocratie et des droits reste dans l'orbite d'un rapprochement avec le Vieux Continent.

L'Europe avait choisi, au XIX^e siècle, de ne pas ignorer l'ouverture de l'Empire ottoman et de s'introduire dans la brèche qui s'offrait puisque les Ottomans avaient décidé d'abandonner leur « splendide isolement ». Ils s'y étaient claquemurés pendant des siècles au point de ne pas daigner envoyer d'émissaire permanent, ni d'établir des ambassades dans les capitales de cette Europe dont leur empire dessinait les confins géographiques et identitaires. Les Turcs (terme qui dans l'imaginaire européen englobait indistinctement arabes, turcophones, persans) représentaient une altérité radicale et irréductible.

Il faut se garder de faire comme si aucune trace de cette histoire « ancienne » ne subsistait dans la mémoire et l'imaginaire européens. Une vigilance intellectuelle est nécessaire pour ne pas faire de l'image de la Turquie une espèce de condensé de toutes les entorses à la démocratie. On peut faire confiance aux institutions. La réglementation bureaucratique-juridique, les institutions de l'UE n'ont pas d'états d'âme. Une fois établies, elles s'appliquent automatiquement et déploient leur efficacité normative et homogénéisante sur les entités qu'elles encadrent. Une façon d'être concerné par la Turquie est d'œuvrer pour que les institutions de l'Europe y induisent leur logique (de démocratie) et leurs normes.

Nora Seni est maître de conférences à l'Institut français d'urbanisme de l'université Paris-VIII.

Une vigilance intellectuelle est nécessaire pour ne pas faire de l'image de la Turquie une espèce de condensé de toutes les entorses à la démocratie

Le Monde

10 NOVEMBRE 1999



Reporters sans frontières

Secrétariat international
Bureau Maghreb Moyen-Orient Turquie

5, rue Geoffroy Marie
75009 Paris - France
Tél : (33) 1 44 83 84 71
Fax : (33) 1 45 23 11 51
E-mail : moyen-orient@rsf.fr
Web : www.rsf.fr

URGENT - LIBERTE DE LA PRESSE

10 novembre 1999

RSF saisit le président Clinton de la situation de la presse en Turquie

Dans des courriers adressés au président américain, M. Bill Clinton, et aux commissaires européens aux Relations extérieures et à l'Elargissement, MM. Chris Patten et Gunther Verheugen, à l'occasion de leur visite du 18 au 19 novembre en Turquie pour le sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Reporters sans frontières (RSF) a souhaité attirer leur attention sur la situation de la liberté de la presse en Turquie.

Malgré les engagements du gouvernement de M. Bülent Ecevit, la pression contre les médias pro-kurdes et d'extrême gauche s'est intensifiée, notamment lors de la tenue du procès d'Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en mai et juin 1999. Les autorités turques utilisent trop souvent les textes législatifs mis en œuvre pour lutter contre le terrorisme pour, en fait, réprimer la liberté de la presse et censurer le débat démocratique. En vertu du Code pénal et de la loi antiterroriste, environ une centaine de journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie, la plupart étant accusés de liens avec des groupes terroristes. Les arrestations arbitraires, les passages à tabac, voire les tortures, de journalistes pro-kurdes sont monnaie courante.

RSF a également rappelé qu'en 1998, une dizaine de journalistes ont été torturés lors de leur détention et au moins soixante ont été agressés. Depuis le début de l'année 1999, une cinquantaine de journalistes ont été interpellés, parfois brutalisés. Malgré quelques tentatives pour renforcer la législation sanctionnant la torture et les mauvais traitements infligés par des agents de l'Etat, ces pratiques sont toujours fréquentes. La condamnation des violences policières par la justice demeure tout aussi rarissime.

Le 28 août 1999, une loi d'amnistie a été votée, qui a permis notamment la libération de six journalistes. Cependant, RSF considère que la suspension des poursuites contre les journalistes pendant une période de trois ans est insuffisante et risque de les contraindre à l'autocensure. En effet, si les bénéficiaires de cette loi étaient à nouveau inculpés dans une affaire de presse pendant la période probatoire, ils devraient alors purger les peines de prison dont ils ont été dispensés. Tout en insistant une nouvelle fois sur la nécessité de voir annulées des peines de prison pour des délits de

presse, RSF a demandé l'abrogation des articles 8 et 7.2 de la loi antiterroriste n°3713, relatifs au délit de "propagande", et la suppression des peines d'emprisonnement, prévues par les articles 312 et 159 du Code pénal, qui sanctionnent des journalistes ayant exprimé leurs opinions pacifiquement. RSF continue de demander la libération immédiate et inconditionnelle de deux journalistes - Yalçın Küçük, de l'hebdomadaire de gauche *Hepileri*, arrêté le 29 octobre 1998 et Hasan Özgün, du quotidien d'extrême gauche *Özgür Gündem*, arrêté le 10 décembre 1993 -, ainsi que la tenue d'un procès juste et équitable pour Asiye Zeybek Güzel, des hebdomadaires d'extrême gauche *İşçinin Yolu* et *Atilim*, arrêtée le 22 février 1997, et Nureddin Sirin, de l'hebdomadaire islamiste *Selam*, arrêté le 6 février 1997.

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte sept sections nationales (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Londres, Washington, Abidjan et Istanbul et plus de cent correspondants dans le monde.

ONU: démission du rapporteur aux droits de l'homme pour l'Irak



Jeudi 11 Novembre 1999 - 11h45 heure de Paris

GENEVE (AFP) - Le rapporteur aux droits de l'homme de l'ONU pour l'Irak, le Néerlandais Max van der Stoel, 76 ans, qui a publié la semaine dernière un rapport accablant pour le régime irakien, a démissionné.

Il a remis sa démission le 5 novembre à la présidente en exercice de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Ann Anderson, a indiqué le bureau de celle-ci, interrogé jeudi par l'AFP. M. van der Stoel n'a pas avancé de raisons dans sa lettre de démission, a précisé le porte-parole de la Commission des droits de l'homme, Jose Luis Diaz.

M. van der Stoel, qui exerçait ses fonctions depuis neuf ans, avait été à plusieurs reprises empêché d'entrer en Irak, où ses positions fermes sur les violations des droits de l'homme s'étaient heurtées à l'hostilité du régime irakien, fait-on valoir dans les milieux de l'ONU pour expliquer sa démission. Le régime de Bagdad avait refusé catégoriquement le déploiement sur son territoire d'observateurs des droits de l'homme de l'ONU, comme il l'avait proposé dans son rapport.

Le rapporteur avait accusé aussi le régime du président Saddam Hussein d'exercer une répression impitoyable des droits civils et politiques des Irakiens. Il avait demandé à Bagdad de "libérer immédiatement" toutes les personnes qu'il détient et de révéler les noms de celles mortes en détention.

"L'Irak refuse le déploiement d'observateurs des droits de l'homme car cela porte atteinte à sa souveraineté" et la proposition du rapporteur des droits de l'homme de l'ONU "constitue une ingérence flagrante dans (ses) affaires intérieures", avait répondu mardi le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Nizar Hamdoun, à Bagdad. Il avait ajouté que "M. van Stoel ne serait pas invité en Irak tant qu'il ne reviendrait pas sur son attitude qui est loin d'être objective et partielle".

Warmer Greek-Turk Ties Still Leave Cyprus Out in Cold

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

ATHENS — When a Turkish delegation toured a Greek museum's display of the painter El Greco's religious masterpieces here a few weeks ago, the museum director suddenly addressed Faruk Logoglu, the Turkish deputy undersecretary of foreign affairs, with a message from "a common person," as she described herself.

"We feel friendly with the Turkish people, as brothers," Marina Lambraki-Plaka told Mr. Logoglu. "I hope this feeling will impose its will on the politicians, to give people the possibility of living in brotherhood and friendship in a good neighborhood."

Her remarks reflected a recent shift in public opinion here about relations with Turkey, which have been soured for centuries by strategic rivalry, conflict and political opportunism. The Turkish earthquake in August, followed the next month by one in Athens, kindled an outpouring of pent-up goodwill from Greek and Turkish civilians.

The United States and other Western powers have cheered this new comity, saying it creates an opportunity to tamp down tensions between the two North Atlantic Treaty Organization allies and help stabilize Southeastern Europe.

But U.S. and allied officials point out that reconciliation will be difficult. U.S. efforts to break a logjam on the divided Mediterranean island of Cyprus have met firm resistance by the Turkish government, whose Turkish Cypriot allies have held northern Cyprus since a 1974 conflict. Greek and Turkish officials acknowledge that little of substance has emerged from stepped-up talks between their foreign ministers.

Opposition Greek politicians are again pressuring the governing Panhellenic Socialist Movement in Athens to block Turkey's bid for membership in the European Union at a December EU meeting.

Partly because of the citizen diplomacy of humanitarian aid after the earthquakes, "this is the best moment in the past 25 years" to improve relations, said George Papandreou, the Greek foreign minister. "But is it enough?"

"There has been movement," he said, "a dialogue, a sense of something new happening." Regarding concrete achievements, however, he said, "We'll see."

Hopes for warmer relations were first raised by Turkey's mild public reaction last February when it was revealed that Greece was sheltering the Kurdish guerrilla leader, Abdullah Ocalan, the most wanted man in Turkey, at its embassy in Nairobi. Deeply embarrassed, Prime Minister Costas Simitis of Greece ordered Mr. Ocalan expelled from the embassy, a decision that led to his capture and arrest. Mr. Papandreou said the lesson for Athens was "that we must avoid these types of crises."

In June, the Turkish government dropped its long-standing demand for a pact on combating terrorism as a condition for expanded dialogue. Mr. Papandreou and Ismail Cem, his Turkish counterpart, quietly began the first high-level meetings between senior officials in five years.

Diplomats say that accords spelling out how contacts will proceed on tourism, trade, environmental, cultural, regional and terrorism issues are likely to be signed by Mr. Simitis and Prime Minister Bulent Ecevit of Turkey when they meet in Istanbul next Thursday or Friday.

But on a range of issues, such as the future of Cyprus and competing territorial claims in the Aegean Sea, diplomats say no progress has occurred or is expected.

Turkey in particular is uninterested in making concessions, according to officials on both sides.

"So far, I don't see any rapprochement between the two sides," said a European ambassador in Athens. "Their bilateral talks have been stuck for the past 18 years."

"The Turks don't understand the give-and-take of negotiations," said another Western diplomat. Still, he added, "the scene is being set for things to happen. There is a change in tone."

Cyprus has been a divided island for the past 25 years, with UN peacekeepers sandwiched between hostile Greek and Turkish zones.

"We're working very hard in trying to move the Cyprus issue forward," said a senior U.S. official in Ankara, the Turkish capital. "Our objective is to get negotiations going this year."

But a series of high-level U.S. discussions with officials from both countries has failed to produce even a plan for direct talks on Cyprus.

Although Greece agreed, Turkey continues to insist that it will sit down only when Athens accepts that Northern Cyprus, an entity populated by Turks that is recognized only by Turkey and North Korea, is an independent republic. "The south, populated by Greeks, must admit it has no authority in the north," Sukru Gurel, Turkey's minister for Cypriot issues, said in an interview.

Greece rejects the condition because it would effectively lock in place the territorial separation imposed by Turkish troops in 1974.

Officials here and in Turkey say the principal reason Ankara is content to avoid a permanent solution is that any deal would almost certainly lead to a reduction in Turkey's force of 30,000 troops on Cyprus. The Turkish military, which is highly influential, finds this prospect unappealing.

Turkish officials are also doubtless aware that, even without a Turkish concession on Cyprus, Greece is likely to withdraw its opposition to Turkey's nomination to the EU. Otherwise, Western officials say, Greece faces isolation amid a strong European consensus that Turkey should be declared a candidate for membership.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, NOVEMBER 11, 1999

**MATCH DE
PARIS**

11 novembre
1999

Amira Casar l'actrice qui "perse"



De mère russe et de père kurde, Amira Casar possède l'âme et la beauté d'une étrange étrangère. Avec «Tiré à part», Bernard Rapp l'a fait entrer dans la grande écurie cinématographique. «La vérité si je mens !» l'a mise en selle et «Pourquoi pas moi?» de Stéphane Giusti a achevé de pousser sa carrière au galop. Mais c'est au Petit Théâtre de Paris, dans «Hedda Gabler», d'Ibsen, une véritable course d'obstacles, qu'elle montre son vrai tempérament de comédienne pur-sang.

le temps nourrir mon texte, mon imaginaire.» Si la Casar répugne à évoquer sa carrière (« Je trouve un peu pénible que, dans les interviews, on me ramène toujours à "La vérité si je mens !" »), à s'appesantir sur ses origines (la tragédie kurde fait immédiatement jaillir des larmes au coin de ses grands yeux sombres), si elle enfouit son jeune âge dans le harem de ses pudeurs, elle est intarissable sur son travail. « Le théâtre est un art organique. Dirk Bogarde disait qu'il commençait à construire ses personnages par les pieds. Chez moi aussi, souvent, ça passe par les chaussures, parce que j'aime trouver le corps de mon rôle. Dans la vie, je suis très physique. Je ne supporte pas le dilettantisme. Je prends mon métier comme un art sérieux. Il ne s'agit pas de jeter comme ça ses phrases au public. On n'est jamais à l'abri des mauvaises habitudes. Parfois, je me trouve exécrable. » C'est pour progresser qu'elle s'est ici jetée à l'eau : « Quand j'ai reçu la pièce, que j'avais déjà vue, interprétée par Dominique Valadié, je me suis dit que c'était épouvantable, que j'étais beaucoup trop jeune pour assumer ce rôle. » Sur scène, de sa voix grave aux accents qui évoquent Fanny Ardant, l'affection en moins, elle est éblouissante de présence, d'humour et de passion contenue. Si Hedda Gabler est un aigle, Amira Casar, elle, est un drôle d'oiseau dont il sera passionnant de suivre le vol... ■

ALAIN SPIRA

Sa personnalité aussi tranchante que franchisée s'affirme dès qu'elle pénètre dans le hall de l'Hôtel Pont-Royal. Longtemps fermé, ce palace au moderne meublé subtilement suranné semble avoir ouvert sa porte-tambour spécialement pour cette comédienne à cheval entre deux pays et en équilibre sur les deux derniers siècles. Vêtue avec une sobre extravagance d'une jupe longue et haute, fermée d'une imposante fermeture Eclair, cette citoyenne du monde théâtral partage sa passion des planches entre Londres et Paris. Sa vitalité, elle semble la nourrir d'un mélange contre nature d'eau glacée et de feu. D'ailleurs, son prénom flamboyant (amira signifie « souveraine » en persan) possède une consonance maritime. « Souvent les journalistes me questionnent sur mon accent, comme si le fait d'être particulière était gênant, lâche-t-elle d'entrée, en guise de coup de semonce. Je n'ai pas envie d'être un clone des standards français ! Je suis moi, et puis voilà. Pourquoi vouloir me couler dans un moule, une vie carrée ! » C'est à cette existence dont tous les côtés sont égaux et désespérément lisses, où le plaisir est à jamais enfoui sous l'ennui pesant des conventions bourgeoises, qu'Hedda Gabler, l'héroïne d'Ibsen, tente, sans succès, de se soustraire. Fille d'un général, cette femme fière mais enlignée dans les convenances de son époque ne peut se résoudre à voler de ses propres ailes à la mort de son père. Soucieuse de s'assurer un train de vie digne de

ses origines, elle se laisse épouser par un universitaire insipide (Jean-Michel Portal). Froide et pâle, Hedda-Amira dissimule en son sein un magma incandescent qui ne trouve aucune issue pour jaillir. Seules quelques piques cinglantes parviennent à franchir le cratère de sa bouche écarlate. Le retour au pays d'un ami d'enfance (Fabrice Michel) au génie anarchique et à l'esprit rebelle, le harcèlement insidieux et lubrique d'un juge (Jean-Claude Dauphin), les confidences d'une femme amoureuse (Marie Adam), tous ces ingrédients vont mettre le feu aux poudres des pistolets qu'affectionne Hedda. Ibsen nous fait escalader sa pièce par la face

noire du vaudeville. Ici, le mari, la femme, l'amant composent une galaxie dangereuse qui finira par exploser à la façon d'une supernova couleur de trou noir. Hedda a la force de tordre ses barreaux, mais pas le cran de franchir l'enceinte confortable de sa prison. Alors, en proie à une souffrance monstrueuse, elle deviendra elle-même un monstre. « Hedda, c'est un aigle en cage, affirme avec conviction une Amira Casar possédée par son rôle. Je vis toute la journée avec cette pièce. Je vis toute la journée avec cette pièce, j'en rêve la nuit. Parfois même, ça me réveille et je me demande si j'ai bien compris telle ou telle réplique. Il m'arrive que des phrases ne me parlent plus. Alors, je dois tout



Amira en Emma Bovary nordique subit les assauts du juge Brack (le remarquable Jean-Claude Dauphin, qui revient sur scène après quinze ans d'absence).

Iranian Defendat Turns Prosecutor

Moderate Cleric Is Using His Trial to Challenge Hard-Liners

By John F. Burns
New York Times Service

TEHRAN — After the first 10 days of a trial that has transfixed Iran, a prominent Muslim cleric who is accused of betraying the Islamic revolution has infuriated the ruling hierarchy by using the courtroom as a pulpit to promote the democratic principles that caused him to be put on trial in the first place.

The cleric is Abdullah Nouri, one of the most popular of a new generation of reform-minded politicians.

He has, in effect, turned the courtroom into a seminar, not only on democratic freedoms, but also on the question of whether Islamic teachings are compatible with a society that elects its governments, tolerates freedom of speech and respects human rights.

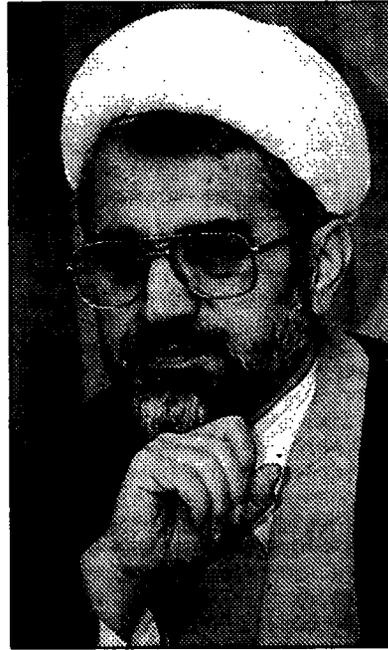
That question underlies the political debate here, as it does in many parts of the Islamic world. Speaking with an intellectual nimbleness that has appeared to overwhelm the judge and prosecutor, the 50-year-old cleric has dominated the hearing, to the point that the judge, Mohammed Salimi, was driven in exasperation Tuesday to remind the court that it was Mr. Nouri who was on trial, not the ruling clergy.

"I want to remind you that the purpose of this court is not to provide the accused with a platform to cross-question those who sit in judgment on him," Mr. Salimi, himself a Muslim cleric, said after interrupting one of Mr. Nouri's monologues. He added: "It is the court's right to hear the evidence, review it and pronounce a verdict. If we listen to what Mr. Nouri has to say, it is not because we agree with him, it is only because we are prepared to give him a hearing."

The judge, in his 30s, appeared to be responding to harsh criticism from newspapers controlled by clerical hard-liners, some of which have implied that Mr. Nouri has been allowed to hijack the trial with his lengthy, often-eloquent discourses on democratic values.

Some papers have called for the trial to be cut short, as happened last year when another leading political reformer, Gholamhossein Karbaschi, who was the mayor of Tehran, turned his trial, much of it carried on Iranian television, into a showcase for the reform movement. Mr. Karbaschi was convicted on corruption charges, which many Iranians regarded as dubious, and sentenced to two years in jail and a 10-year ban on political activity.

Mr. Nouri, a *hojatolislam*, or cleric of the second-highest rank after the ayatollahs, was a vice president of the



Behrouz Mehri/Agence France-Press

Abdullah Nouri, a moderate cleric who is now on trial in Tehran.

Islamic republic until he resigned to run in a Tehran city election this year, in which he won the highest number of votes. The charges against him are more serious than those that Mr. Karbaschi faced.

Among other things, Mr. Nouri is accused of "insulting Islam" and, equally serious, of "insulting" and "refuting the values" of Ayatollah Ruhollah Khomeini, known here as the Imam, who led the Islamic Revolution of 1979 and was the country's absolute ruler until he died in 1989.

The judge's outburst Tuesday came as Mr. Nouri once again took over the day's proceedings.

Standing at a lectern in his cleric's white turban and black cloak, he rebutted the prosecution's case with arguments drawn from his years as a close aide to Ayatollah Khomeini, from the Koran and from Iran's Islamic constitution, drawn up in 1980.

In effect, he was telling the court that he, better than they, understood the principles that underpinned the Islamic Revolution.

Although that was not at all what the ruling clerics intended when they ordered Mr. Nouri to be tried, it is what they are now getting in the trial, which is being closely followed across this nation of 65 million through the blanket coverage it is receiving in Iranian newspapers.

Many of Mr. Nouri's exchanges Tuesday with Mr. Salimi and with the prosecutor, Mohammed Nikunam, also a cleric, turned on conflicting interpretations of the teachings and instructions of Mr. Khomeini, whose stature, among those contending over Iran's future, is akin to that of Mao Zedong in China before he was denounced after his death in 1976.

As in China, conservatives and reformers alike squabble over the dictums of Mr. Khomeini, each

claiming to be his true legatees, each scouring the record for anything that can be quoted in support of their cause.

At one point, the judge accused Mr. Nouri of "apostasy" for running articles in *Khordad*, a reformist newspaper controlled by Mr. Nouri, about two banned political groups, the Freedom Movement of Iran and the National Front of Iran. The two groups were prominent in the struggle against the shah, then supported the Islamic Revolution, only to be proscribed by the clerics, with many of their leading members imprisoned or driven into exile.

After Mr. Salimi cited statements by Mr. Khomeini condemning the groups, Mr. Nouri countered with competing quotations in which Mr. Khomeini praised them.

"What I'd like to know is this," he said, referring to one of Mr. Khomeini's letters. "Would you say that the person who wrote this was against the revolution, against Islam and against the leadership? Because that person was the Imam."

At another point, he said that those who attempt to suppress freedoms, not those who seek to widen them, are against the Koran.

Quoting an ayatollah who until his assassination shortly after the revolution was close to Mr. Khomeini, Mr. Nouri said, "He reminded us that one of the Koran's greatest teachings was to give the people freedom within a just society."

Failing an extraordinary and unexpected acquittal by the Special Court for the Clergy, the arch-conservative clerical tribunal that is hearing the case, Mr. Nouri could be sentenced to as many as 10 years in jail, possibly even more, and to dozens of lashes, which are administered to offenders in Iran with a plaited leather whip.

For the reform movement, there is also the prospect of losing Mr. Nouri as a candidate in parliamentary elections in February, which are developing as a showdown between the ruling conservatives and the reformers.

Convicted criminals, or those caught up in criminal proceedings, are banned from running.

The last two elections — the only elections generally considered to have been conducted fairly since the 1979 revolution — resulted in landslide victories for the reformers.

In May 1997, another Muslim cleric, Mohammed Khatami, who is 53, won the presidency, an office with limited executive powers, with nearly 70 percent of the 29 million votes cast. In February, when nearly 200,000 seats on village, town and city councils were opened to election for the first time, reformers supporting Mr. Khatami won by landslides of similar proportions.

Herald INTERNATIONAL Tribune

NOVEMBER 11, 1999

Equilibre de la peur en Iran

L'ÉCHÉANCE est obsédante : les élections législatives du 18 février 2000 sont à l'origine de grandes tensions en Iran, au point de devenir, pour nombre d'Iraniens, le seul prisme à travers lequel ils tentent de comprendre ce qui se passe dans leur pays. Réformateurs contre conservateurs, chaque camp compte ses points à mesure que se rapproche le scrutin. C'est à qui gagnera à sa cause le Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khameneï, qui, en sa qualité d'autorité suprême, aura toujours le dernier mot.

Le conflit n'agit pas la seule sphère politique, il contamine aussi les cercles religieux et le pouvoir judiciaire, mais c'est une bataille entre membres d'un même sérail et d'une même génération – la première génération de la République islamique, même si les réformateurs se sont érigés en porte-voix des générations suivantes, qui n'ont pas encore directement voix au chapitre. « *Le commun des mortels demeure exclu, commente un intellectuel à l'esprit libre. La société civile à qui on a tant fait appel ne peut encore intervenir dans quoi que ce soit.* » Le président réformateur, Mohamad Khatami, et ses amis, ajoute-t-il, « *n'ont pas su ou voulu laisser se créer des espaces mixtes : syndicats, partis, formation présidentielle, qui pourraient peser sur la vie politique.* »

De fait, c'est « *un équilibre de la peur* » – pour reprendre l'expression d'un journaliste local – qui gouverne aujourd'hui l'Iran. Les conservateurs – du moins les plus ultras d'entre eux –, qui se savent de plus en plus impopulaires, mais qui continuent de contrôler les princi-

pales institutions, cherchent à juguler un échec électoral dont ils craignent qu'il ne devienne une cuisante défaite. Et les réformateurs – ou plutôt les plus exaltés parmi eux –, qui redoutent de se voir voler l'écrasante victoire qu'ils espèrent, se manifestent activement.

Dans cet affrontement, M. Khatami et ses amis ont indubitablement marqué des points, y compris auprès du Guide. De fait, sans l'aval de l'ayatollah Khameneï, disent les connaisseurs, M. Khatami n'aurait jamais pu accuser publiquement le ministère des renseignements d'être impliqué dans le meurtre d'opposants politiques et d'intellectuels, ni obtenir le changement du chef du pouvoir judiciaire. Le chef de la police de Téhéran n'aurait pas été démis de ses fonctions après la répression de la révolte des étudiants en juillet. Des policiers et miliciens ultraconservateurs et violents, présumés responsables ou coresponsables des troubles, n'auraient pas été traduits en justice.

LES POSITIONS DU GUIDE

Le Guide est même allé jusqu'à proclamer, tout récemment, son appui au président de la République, qu'il a ostensiblement étreint à l'occasion d'une cérémonie officielle. Mais rien n'est jamais acquis en République islamique. Les positions du Guide demeurent contradictoires. « *Il ne faut pas oublier, explique un homme politique, que M. Khameneï a été élu par des conservateurs [le conseil des experts] et qu'il n'a pas la même stature que le fondateur de la République, l'ayatollah Khomeiny. Il doit donc tenir compte du point de vue de ceux qui l'ont porté à la magistrature*

suprême, d'où sa valse-hésitation entre les uns et les autres. »

Dans les deux camps, et au sommet de l'Etat, des appels à l'apaisement des tensions se font entendre. Des rencontres entre *khodis*, c'est-à-dire entre gens qui se comprennent, même si des divergences les séparent, auraient récemment eu lieu à Qom, ville sainte du chiisme. Les conséquences possibles du véritable « *fossé* » qui s'est creusé jusques et y compris au sein de la hiérarchie chiite, ne peuvent être que domma-geables pour une « *société musulmane comme la nôtre* », notait, en substance, l'ayatollah conservateur Rasti Kachani. Nous devons donner l'exemple, ajoutait-il.

En toute logique – iranienne s'entend –, des compromis devraient donc être conclus, comme d'autres l'auraient déjà été, selon certains, après la révolte des étudiants. Les conservateurs ne sont pas tous aussi obtus et partisans de la violence que le sont les ultras violents des *Ansar Hezbollah* (Partisans du parti de Dieu). Même ces derniers ont récemment connu une scission dans leurs rangs. De nombreux conservateurs auraient compris qu'il ne servirait à rien et qu'il serait même suicidaire de ne pas lâcher un peu de lest dans l'intérêt de l'ensemble du système.

LA DEUXIÈME GÉNÉRATION

Alors que la lutte entre clans est à son zénith, les *hezbollahis*, contrairement aux années précédentes, n'ont pas perturbé les cours du penseur islamiste moderniste Abdolkarim Sorouch à l'université de Téhéran – mais il est vrai aussi que l'université, d'après la presse, a reçu des menaces téléphoniques d'inter-

locuteurs exigeant l'arrêt de ces cours.

Du côté des partisans de réformes, nombreux sont ceux qui disent, y compris parmi les opposants dont l'existence est seulement tolérée et non officiellement autorisée – tel le Mouvement pour la liberté de l'Iran (MLI) de feu Mehdi Bazargan, premier ministre de la République islamique –, que le poids des conservateurs ne peut pas être négligé. « *Il ne faut pas oublier qu'à l'élection présidentielle-clé de 1997, ils ont obtenu quelque 8 millions de voix, fait remarquer Ibrahim Yazdi, secrétaire général du MLI. Aux prochaines législatives, ils perdront la majorité dont ils disposent actuellement au Parlement, mais ils existeront quand même.* » Le secrétaire général du MLI ajoute qu'ils ne sont pas tous des jusqu'aboutistes déchaînés. Dans la mesure où les conservateurs détiennent le pouvoir de l'argent, rappelle un journaliste, les amis du président devront, bon gré, mal gré, les inclure dans leur projet politique.

Le prochain scrutin législatif apparaît comme une étape importante de l'évolution positive de la République islamique, mais elle ne devrait pas marquer de véritable rupture. D'autant que même en cas de victoire écrasante des *khata-mistes*, leurs adversaires continueront de détenir le pouvoir au sein de plusieurs des institutions-clés de la République islamique. La vraie question qui se posera concerne la place qui sera accordée, en politique, à la deuxième génération de la révolution qui ne voudra pas se contenter des équilibres actuels.

Mouna Naim

Noureddine Kianouri

Un dirigeant emblématique du Parti communiste iranien

NOUREDDINE KIANOURI, dirigeant emblématique du Parti communiste iranien, le Toudéh, est mort vendredi 6 novembre à Téhéran d'une crise cardiaque. Sa disparition consacre celle d'une formation politique influente sous le régime du shah, mais qui sombra dans les années 80 quand elle fut rejetée par les islamistes.

Kianouri, qui vivait en régime de semi-liberté depuis 1989, était

un homme charismatique. Il avait formé et séduit des générations de communistes qui lui ont fait confiance, malgré un long éloignement de son pays sous le règne du shah. Né en 1912, fils d'un religieux très célèbre en Iran, l'ayatollah Medi Nuri, il avait adhéré en 1940 au Toudéh, après des études en Europe.

Arrêté par la police du shah en 1949, il avait été condamné à

quinze ans de prison, mais parvint à s'évader en 1952. Il vécut clandestinement en Iran, traqué par la Savak, la police du shah, avant de gagner, en 1956, la République démocratique allemande. Pendant vingt-trois ans d'exil, il a exercé une influence croissante au Toudéh, dont il a été élu secrétaire général en septembre 1978. Mais il n'a regagné son pays qu'après la victoire de la révolution, en 1979, avec son épouse Firouz, elle aussi dirigeante importante du Toudéh. Il s'est alors rallié à l'imam Khomeiny.

En 1982, dans le cadre d'une violente propagande antisovié-

tique des dirigeants iraniens, la presse du Toudéh a été interdite. L'année suivante, Kianouri était arrêté, accusé de trahir son pays au profit de l'Union soviétique. Une centaine de dirigeants du Parti, dont le trésorier Taghi Kaymanech, et Aboutorab Bagherzadeh, étaient également arrêtés et jugés, dix étant condamnés à mort. Le Toudéh fut interdit, et Kianouri, sans condamnation précise, demeura en prison jusqu'au 7 février 1989. Il fut libéré provisoirement par une amnistie de Khomeiny, décrétée pour le dixième anniversaire de la République islamique.

Bagdad met en garde les Kurdes contre le risque de "perdre leur identité"



BAGDAD, 12 nov (AFP) - 11h38 - Le ministère irakien de l'Education a mis vendredi en garde les parents kurdes contre le risque de "perdre leur identité" en envoyant leurs enfants dans des établissements autres que kurdes au Kurdistan.

Le ministère de l'Education "met en garde les établissements éducatifs, les parents dans le Kurdistan (irakien) contre le fait d'envoyer leurs enfants dans des écoles turques (..) ou autres que kurdes", dans un communiqué publié par les journaux irakiens.

Selon le texte, ces "écoles non-kurdes ont été fondées dans le Kurdistan (..) dans le cadre de complots tramés par les malfaiteurs (américains et britanniques) pour faire perdre à notre peuple kurde son identité".

De nombreuses écoles ont été fondées dans le Kurdistan irakien, qui échappe totalement au contrôle du pouvoir central en Irak depuis la guerre du Golfe (1991).

L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani, contrôle la partie orientale du Kurdistan d'Irak frontalière de l'Iran, alors que son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barazani tient le secteur proche de la Turquie.

En octobre dernier, le président irakien Saddam Hussein avait envoyé trois millions de manuels scolaires aux élèves des provinces kurdes du nord de l'Irak.

Depuis l'année scolaire 1994/1995, les autorités irakiennes ont envoyé quelque 8,5 millions de manuels scolaires aux élèves des régions autonomes kurdes, selon des chiffres officiels.

FOCUS - Clinton plaide pour les droits de l'Homme en Turquie

Par Randall Mikkelsen

15 novembre 1999, 17h31

ANKARA, 15 novembre - Le président américain Bill Clinton a plaidé lundi à Ankara pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne tout en la rappelant à l'ordre sur la question des droits de l'Homme.

Bill Clinton, qui effectue une visite officielle de cinq jours en Turquie, s'est en outre engagé à aider les autorités turques après le nouveau séisme meurtrier survenu vendredi dernier dans la province de Bolu. Un bilan provisoire fait état de 452 morts.

Le chef de la Maison Blanche s'est entretenu lundi avec son homologue turc Suleyman Demirel et le Premier ministre Bulent Ecevit.

Il a affirmé soutenir l'adhésion de la Turquie à l'UE et invité les Quinze à "se concentrer à ce sujet sur une perspective appropriée".

"La Turquie est la clé" d'une Europe unie, démocratique et pacifique, mais elle doit pour se faire démocratiser ses pratiques et respecter les droits de l'Homme, a déclaré Bill Clinton lors d'une conférence de presse commune avec le président turc.

"Des avancées impressionnantes se sont fait jour ces dernières années et j'espère que les progrès continueront, particulièrement dans le domaine de la liberté d'expression", a-t-il ajouté.

Clinton mardi à Izmit

La question chypriote, l'intégration européenne de la Russie, la stabilisation des Balkans, le rapprochement entre l'Ouest et le monde islamique, constituent les autres grands défis de demain et la Turquie et les Etats-Unis doivent "agir en partenariat" sur ces dossiers, a estimé Bill Clinton.

Suleyman Demirel a déclaré qu'Ankara et Washington partageaient "la même foi en la démocratie, la liberté et la paix".

Bill Clinton se rendra mardi dans la région d'Izmit, épice de du séisme meurtrier du 17 août dernier (17.000 morts). Ce sera ensuite Istanbul pour le sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui s'ouvre jeudi.

Le président américain a rappelé lundi que les Etats-Unis avaient dépêché une équipe de secouristes en Turquie et fourni des tentes pour 10.000 personnes. Washington a également débloqué pour un milliard de dollars de prêts afin d'aider à la reconstruction de l'économie turque.

"Nous allons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour accélérer la reconstruction, encourager les investissements privés, et vous aider à vous préparer à d'autres catastrophes naturelles", a-t-il dit.

Une manifestation anti-américaine a été dispersée lundi à Ankara par la police anti-émeutes. Des manifestants ont été arrêtés.

La Turquie est la première étape de la tournée de dix jours de Bill Clinton en Méditerranée orientale et dans les Balkans. Il est attendu en Grèce, en Italie, en Bulgarie, en Macédoine et au Kosovo. /SL

REUTERS



US President Bill Clinton ends his speech in the Turkish parliament Monday, 15 November, 1999, watched by Turkish Prime Minister Bulent Ecevit (2nd R) and deputy Prime Minister Devlet Bahçeli (2nd L). AFP/TARIK TINAZAY/tt-so-mr

Associated Press Photo

Monday 15 November 1999



Standing beneath a likeness of Turkey's founder Kemal Ataturk, U.S. President Bill Clinton makes a toast to Turkish President Suleyman Demirel, right, and the people of Turkey during a state dinner at the presidential palace in Ankara, Turkey, Monday, Nov. 15, 1999. At far left is the wife of the president, Nazmiye Demirel. Clinton praised Turkey on Monday for improving its human rights record and declared strong support for Turkish membership in the European Union. (AP Photo/J. Scott Applewhite)

Les réformateurs font front en Iran

Une coalition présentera des candidats communs aux législatives de février 2000.

LIBÉRATION 15 NOVEMBRE 1999

Les forces favorables à la politique de réformes du président iranien, Mohammad Khatami, ont précipité la campagne électorale en créant une coalition qui présentera des candidats communs dans les 290 circonscriptions du pays. Objectif avoué: ravir aux conservateurs le bastion du Majlis (Parlement) lors des élections législatives de février 2000. Dix-huit formations au total – parmi lesquelles se retrouvent d'anciens «radicaux» – ont signé cet accord, révélé hier, alors que la campagne officielle n'est prévue que courant janvier. L'ARC (Association des religieux combattants), parti dont est issu l'actuel président et adversaire de la conservatrice ACC (Association du clergé combattant), est l'axe principal de cette coalition baptisée «Front du 2 khordad», en référence à la date de la victoire de Khatami en 1997.

Ce «Front» peut se targuer du

ralliement du Kargozoran, créé par l'ancien président Hachémi-Rafсандjani, dont l'influence demeure très forte dans le pays. La «société civile», sur laquelle Khatami s'est toujours appuyé, y figure aussi en force avec plusieurs associations d'étudiants – et notamment la principale d'entre elles –, de professeurs de lycée, d'université, de médecins, de chefs d'entreprise et de femmes. Cette initiative des réformateurs vise à prendre leurs adversaires de vitesse et à montrer que Khatami demeure toujours un espoir. Une telle rapidité dans la création des structures de campagne est sans précédent dans les annales politiques de la République islamique.

D'ores et déjà, le Front a fait part de son soutien unanime à la candidature de l'ancien ministre de l'Intérieur, Abdollah

Nouri, dont la participation au scrutin constitue l'un des enjeux majeurs de l'élection. Traduit en justice en tant que directeur du quotidien *Khordad* pour «propagande anti-islamique», Abdollah Nouri attend actuellement le verdict du tribunal clérical qui a déjà rendu un avis de

«culpabilité». Mais le verdict et les peines éventuelles seront annoncés cette semaine. La candidature de l'ex-ministre de l'Intérieur peut être empêchée soit par une condamnation, soit par une décision du Conseil de surveillance

de la Constitution, qui juge de la conformité des candidats à l'islam. Cette institution, qui avait rejeté nombre de candidatures de réformateurs en 1996, est largement dominée par les conservateurs.

Pendant ce temps, les sanctions continuent de tomber

contre les étudiants qui avaient participé aux manifestations de juillet dernier et avaient suivi l'interdiction de parution du journal *Salam*, proche du président Khatami. Cinq d'entre eux ont ainsi été condamnés à des peines de huit mois à huit ans de prison ferme à Tabriz. (D'après AFP)

Shell signe à Téhéran. Après les français Total, en 1995, et Elf, début 1999, le géant anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a signé hier à Téhéran un contrat pétrolier de 800 millions de dollars avec l'Iran, réduisant plus encore l'isolement de Téhéran et défiant la loi américaine D'Amato, qui tente d'interdire tout investissement pétrolier en Iran supérieur à 20 millions de dollars. Les Etats-Unis ont annoncé dès hier qu'ils allaient «enquêter» sur ce contrat. Pendant ce temps s'ouvrait à Téhéran la première foire commerciale saoudienne en Iran.

A Tabriz, cinq étudiants ont été condamnés à des peines de huit mois à huit ans de prison ferme pour avoir participé aux manifestations pro-Khatami de juillet.

Bill Clinton met en avant le soutien américain à la Turquie

ISTANBUL

de notre correspondant

Sous une pluie torrentielle et dans le froid, le président Bill Clinton a rendu visite aux survivants du tremblement de terre meurtrier d'Izmit (17 août) installés dans un village de tentes abritant 9 000 sinistrés mis sur pied par les Marines américains. A quelques dizaines de kilomètres plus à l'est, de nombreux rescapés du séisme du 12 novembre grelotaient, sans même une tente pour les protéger des éléments.

Arrivé en Turquie deux jours après ce récent sinistre, Bill Clinton a annoncé que les Etats-Unis enverraient immédiatement 10 000 tentes. Des garanties de crédits d'une valeur totale de 1 milliard de dollars seront également fournies par l'Eximbank américaine pour aider à remettre sur pied les entreprises turques affectées par les tremblements de terre.

Pour les Turcs, cette visite, qui précède le sommet de l'OSCE auquel Bill Clinton participera les 18 et 19 novembre à Istanbul, marque un moment important pour une relation à laquelle ils at-

tachent une importance particulière: contrairement aux Européens, qui soulèvent fréquemment la question des droits de l'homme, l'intérêt des Américains est motivé largement par la position stratégique de la Turquie, un pays allié qu'ils considèrent comme un acteur important sur l'échiquier politique régional.

Devant les membres de l'Assemblée nationale turque, rassemblés à Ankara, Bill Clinton a fait un tour d'horizon des relations entre les deux pays et affirmé que «le futur de la Turquie serait déterminant pour façonner le XXI^e siècle». Le président américain a voulu mettre en valeur l'image d'une future Turquie «forte, laïque, une nation moderne, fière de ses traditions, faisant entièrement partie de l'Europe», une nation, membre de l'OTAN, qui pourrait servir de modèle à d'autres pays musulmans. Il a cependant insisté que des progrès étaient encore nécessaires dans le domaine des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

MANŒUVRES CONJOINTES

Le président américain s'est indirectement adressé aux diri-

geants européens, qui se réuniront à Helsinki prochainement et discuteront de la possibilité d'inclure la Turquie sur la liste officielle des pays candidats, et il a rappelé qu'il avait toujours soutenu l'idée d'une «intégration européenne qui irait plus loin, plus rapidement, et qui inclurait la Turquie».

Depuis la guerre du Golfe, au cours de laquelle Turgut Ozal, alors premier ministre, avait fermement pris position en faveur du camp allié, la Turquie a fidèlement appliqué la politique régionale des Etats-Unis même si, comme dans le cas de l'Irak, les Turcs ne sont pas toujours convaincus qu'elle réponde à leurs intérêts nationaux.

Presque oubliée depuis le conflit du Kosovo, l'opération «Northern Watch» se poursuit à partir de la base aérienne d'Incirlik: des avions s'envolent, presque quotidiennement, pour patrouiller les cieux du nord de l'Irak et, au cours des mois écoulés, ont fréquemment bombardé des objectifs irakiens. De nombreux Turcs estiment cependant que la politique américaine à l'égard de Saddam Hussein a peu de chances de porter ses fruits, et souhaitent la levée

des sanctions, qui portent également atteinte à leur propre économie.

L'appui des Américains a d'autre part contribué à développer les relations entre la Turquie et Israël, et les trois pays devraient d'ailleurs prochainement procéder à de nouvelles manœuvres navales conjointes. L'administration américaine a également usé de tout son poids pour faire approuver le projet de pipe-line pétrolier entre Bakou et le terminal turc de Ceyhan. De nouveaux accords concernant ce projet seront signés à Istanbul cette semaine, mais malgré la pression américaine, les compagnies pétrolières hésitent toujours à s'engager dans ce projet coûteux alors que les réserves pétrolières dans le Caucase semblent moins importantes qu'initialement estimées.

Nicole Pope

Le Monde

JEUDI 18 NOVEMBRE 1999

Iraq Developments at United Nations

November 15-19, 1999, Global Policy

If Friday, November 19, seemed a bit odd, it was no accident. According to information we received over the internet, that particular day had unique properties. Its date, expressed as 11/19/1999, was entirely composed of odd numbers, a very rare occurrence. Our source affirmed that the next time such a calendrical quirk will occur will be 1/1/3111 -- more than 1111 years in the future. Perhaps it was the oddness of the day on Friday that put the Security Council in such bad humor. Observers scarcely remember such a rancorous open meeting of the Council during the post-Cold War era. "Tempers flared," said New York Times reporter Barbara Crossette. The Council's elected members gave the public a rare glimpse of their annoyance with the permanent members, and permanent members clashed openly among themselves. Such drama, usually confined to the privacy of the consultation sessions, showed the Council in a decidedly non-consensual mood. The Council was meeting to renew the "Oil-for-Peace" program for Iraq, a process that usually takes place once every six months. But this time renewal came amid stalled negotiations for a comprehensive new agreement on Iraq. An accord could lead to suspension or lifting of sanctions, in exchange for a new UN disarmament monitoring program. But permanent members have been negotiating in private, among themselves, for many months and remain deeply divided over a possible resolution. The ten elected members of the Council have had virtually no voice in this process.

Netherlands Ambassador Peter van Walsum, Chairman of the Iraq Sanctions Committee, spoke to the meeting of the anger and impatience of the Council's elected members at the P-5. His words (taken here from the verbatim record) are worth quoting at length:

"We have been too intimately involved in the process for us to underestimate the difficulties," he said, "but we cannot conceal the fact that my delegation is far from happy with the way the Iraq file is being handled in the Security Council today. While the P-5 have been struggling with this issue for almost six months, we, the nonpermanent members, have had no more than approximately one progress report per month, courtesy of the United Kingdom delegation. It is possible that this way of functioning and this speed is acceptable to the permanent five. But we, the elected members, simply cannot go on telling the other United Nations members that elected us that we are content to sit and wait for white smoke to emerge from the 'H-5' chambers. I use the expression 'H-5' because in my delegation we have started to call the permanent five 'the hereditary five,' which makes a better contrast with the elected ten.

"We have been happy to go along with the roll-over for two weeks, but for two weeks only, because we hope that this will be a way to keep the pressure on the permanent five to complete their work on an omnibus draft resolution on Iraq within that time period." And the new resolution followed precisely the ambassador's formula. Though the United States lobbied for a six-month renewal of the program, the final resolution gave just a two-week extension -- a clear deadline for US concessions and P-5 action. The stinging moniker "hereditary five" served as a warning and a measure of the depth of discontent with the permanent members and their special power and privileges. Recalling the recent abolition of hereditary peerage in the British House of Lords, the term has a mocking quality that will give it great power to undermine P-5 claims to special, invulnerable status. By Friday afternoon, UN corridors buzzed with jocular references to "hereditary" members. It was an odd moment to remember.

The humanitarian emergency in Iraq, created by the general UN trade sanctions, deepens periodically when the United States (and sometimes also the UK) blocks approval of contracts for Iraq imports under the UN program, claiming that imports may be destined for weapons programs (so-called "dual use"). Most observers believe that the US imposes these blocks (or "holds") for purely political reasons. Sanctions critics point out that the blocks prevent imports of urgently-needed goods, such as water-treatment machinery, electrical generating spare parts, medicines and hospital equipment. Recently the US has blocked an especially large number of contracts, against the wishes of all other Council members. Ambassador van Walsum's Sanctions Committee inevitably gets the blame.

On Thursday, after an Iraqi complaint, UN sources told Reuters News Agency that \$1042 billion worth of contracts were listed as blocked -- 337 by the United States, 29 by the UK and 23 by both countries. Last spring, UK Ambassador Jeremy Greenstock admitted that these "holds" had been politically abused in the past, but gave assurances that his government was now ready to take a new and more selective approach. United States "holds" show that Washington has been little inclined to follow the lead of its Brittanian junior partner. As the two-week Council deadline begins to tick, the US government must contend not only with the opinion of the "international community" but also domestic public opposition. Pickets and protesters have dogged Secretary of State Madeleine Albright of late. At a major policy speech she gave in Chicago recently, protesters rose indignantly in the hall, including a number of Catholics in religious orders. Even controversy-shy public television aired a show that raised serious doubts about US policy.

To conclude with other matters, we call your attention to late-breaking developments on the financing of the UN. We have posted various articles on the subject to the site this week. Of note -- not only the Faustian bargain between the Clinton administration and Congress, but also the failure of the grandiose NetAid scheme to fund UNDP. Additionally -- the long awaited report of the Secretary General on NGOs has now been released, after many weeks of delay and months of drafting. We wonder why such a timorous document could have taken such a long time to produce and where it leaves the vexed question of NGO access. We will have more to say in future on the report and its consequences and on UN financial matters as well.

U.S. POLICY TOWARD KURDS DEPENDS ON GEOGRAPHY

CHICAGO TRIBUNE November 18, 1999, by John Diamond, Washington Bureau.

The Kurdish people of the Near East live in an in-between world, seeking their own political and ethnic identity but bending under governments that, at best, tolerate them and, at worst, seek to drive them out. U.S. military forces are still fighting to protect Kurds in northern Iraq who burst onto the international scene after the 1991 Persian Gulf war. An offensive that year by Iraqi leader Saddam Hussein's forces routed more than half a million ethnic Kurds from their homes and villages, leaving them shivering in the hills along the Turkish border.

In Turkey, where President Clinton made his first visit this week, some 14 million Kurds are caught up in a 15-year civil war that pits the Turkish government against a Kurdish rebel group, the PKK, known for its ruthless methods. But no U.S. fighter planes patrol the skies for the Turkish Kurds. Instead, rebel Kurds in Turkey and Kurdish civilians caught in the middle face an arsenal of U.S.-made weapons used by Turkey in a war that has claimed 37,000 lives. Most of those killed have been Kurds. Thus, the U.S. policy on Kurdish peoples depends in part on which side of the Iraqi-Turkish border they live. While there are many nuances in this divided approach, the bottom line is that the Kurds in Iraq are the enemy of a U.S. enemy; in Turkey, they are the enemy of a U.S. friend.

In a speech to the Turkish Parliament, Clinton praised Turkey for making progress in human rights, including new laws banning the use of torture. He sounded optimistic about the fate of Turkish Kurds, who have struggled against laws restricting their language and suffered in the crossfire of Turkey's war against the PKK. "Avenues are opening for Kurdish citizens of Turkey to reclaim that most basic of birthrights, a normal life," Clinton said. "But there is still far more to be done."

Turkish President Suleyman Demirel said at a news conference with Clinton, "There is torture, but torture is not state policy." He said those who commit such abuses are investigated and punished. Clinton has been criticized for justifying U.S. commitments, such as the Kosovo mission, on moral grounds. Turkey, however, is an example of how the pressures of realpolitik, of national self-interest, can determine whom the United States fights to protect and whom it merely wishes well.

While the Clinton administration has repeatedly pressed the Turkish government to use restraint in its campaign against rebel Kurds, more important to Washington is that Turkey is a NATO member, an ally in the fight against Iraq and a key moderating influence among Muslim nations. In Iraq, U.S. military protection for the Kurds stems from the longstanding U.S. enmity toward Saddam Hussein's regime and from the potential Kurdish role in forming an opposition that could topple him from power.

"The question is, will we let our allies engage in killing and violation of human rights while we condemn it when it involves our adversaries?" said William Hartung of the World Policy Institute, a New York-based foreign policy think tank. The Clinton administration says critics overlook a key distinction—that the PKK engages in terrorism, including targeting Americans, while Kurds in Iraq are focused on forming viable political opposition to the regime in Baghdad.

Kurds, a largely Muslim group indigenous to the Near East region, represent a fifth of the Turkish population, about 14 million people largely concentrated in the southeastern section of the country. The PKK is a splinter group within this population that enjoys some, but not universal, support. An additional 15 million to 20 million Kurdish people are spread over parts of several neighboring countries, including Syria, Iraq and Iran. Some among the many Kurdish political groups seek an entirely independent nation, with territory carved out of these countries. Others merely seek a greater political role within the nations where they live. Since the 1991 Persian Gulf war, U.S. warplanes have flown patrols over northern Iraq to protect Kurds threatened by Iraqi forces. This year, the U.S. Air Force has stepped up the campaign, called Operation Northern Watch, conducting nearly 100 air attacks in northern Iraq on air defenses that have challenged the patrolling warplanes.

Turkey has come under pressure from neighboring Islamic states for allowing U.S. planes to fly out of Incirlik Air Base against Iraq, another Muslim nation. Because denial of access to Incirlik would spell the end of Northern Watch, the Clinton administration has moderated its human-rights criticism of the Ankara government. Clinton, in his speech Monday, praised Turkey for its support of the mission. He also praised Turkey for supporting the U.S.-led effort to protect the oppressed Kosovar people of Yugoslavia, whose plight closely resembles that of the Turkish Kurds.

Kurds in Turkey / Breathing 'the Scent of Peace'

Weary of Fighting Ankara, New Crop of Leaders Urges Moderation

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

DIYARBAKIR, Turkey — Turhan and Merve held hands and swayed to the sounds of two drums and two Turkish lutes as they celebrated their union under the streetlights in front of their apartment. As one of the lute players sang a traditional Kurdish song of longing, the newlyweds followed the ritual dance of three steps forward, then three back.

Kurdish music is officially banned at public gatherings, but almost every evening it spills out of halls and apartments holding wedding receptions and swirls into the cool night air of this city of 600,000 residents in southeastern Turkey.

Police are still stationed in booths at virtually every intersection in the city, but after nearly two decades, passers-by pay them little heed. Local media are strictly controlled by the government. Police still videotape speeches by Kurdish leaders for use in potential trials.

But a tentative air of calm has settled over Diyarbakir in the aftermath of recent peace overtures by the outlawed Kurdistan Workers Party, which has waged a 15-year guerrilla war against the Turkish state.

Long at the heart of the campaign by Turkey's Kurdish minority for greater rights, Diyarbakir is today a city of contradictions, caught between the old routine of police crackdowns and mass arrests and a future that Kurdish leaders here predict will be marked by more tolerance and less violence.

The Turkish government has yet to pick up the Workers Party's olive branch, and its local representatives still vow to finish off the rebels. Indeed, in the mountains north of here, thousands of army troops are attempting to hunt down remnants of the Kurdish rebel army, albeit with limited success. Even so, many Kurds said they were confident that the hard-line approach of the government could not be sustained. They also openly express their exhaustion at the toll taken by the years of conflict, which has impoverished the region. Local officials estimate that 3 million people were uprooted and 35,000 killed — most of them civilians — at the hands of rebels or government forces.

With the imprisoned Workers Party leader, Abdullah Ocalan, calling for an end to fighting, a new generation of Kurdish officials, such as Feridun Celik, 33, is urging patience and moderation. Mr. Ocalan is being held in an island prison outside Istanbul pending appeal of a death sentence handed down by a military court in June.

Mr. Celik was elected Diyarbakir's mayor in April on the ticket of the pro-Kurdish People's Democracy Party. He won 63 percent of the vote despite a government ban on party posters, flags and political speeches. Kurds "can breathe the scent of peace," he said. "Everybody now believes there will be a political solution."

Mr. Celik and other Kurdish leaders said they had not abandoned their goal of gaining official approval of the Kurdish language, so they can teach and publish in Kurdish as well as stage Kurdish cultural events and broadcast Kurdish music. Some said they wanted the southeastern region declared a state within Turkey, allowing limited self-governance for the 12 million Kurds in the country.

The government has not

abandoned its insistence on keeping the area under tight control and blocking wider use of Kurdish. Gokhan Aydiner, the governor appointed a month ago by the central government in Ankara, 650 kilometers (400

miles) to the northwest, said adamantly about Kurdish: "It's useless to think of this. We have an official language."

BUT FOR THE MOMENT, this dispute has been sidelined while Kurdish leaders press for narrower goals such as an end to the government's autocratic, emergency rule here and to the mass resettlement of hundreds of villages cleared and often burned by army troops to deny refuge to rebels of the Kurdistan Workers Party. They also have stressed their loyalty to the Turkish state. "Since the beginning, we've tried to tell the government their paranoia is unwarranted, that we never wanted or demanded a division," said Ahmed Demir, chairman of the People's Democracy Party.

In the new atmosphere, Cabbar Leygara, a party member and mayor of the nearby town of Baglar, said that when he and his mayoral colleagues get together "we talk about trade and the economy, not about how to protect ourselves." Their immediate aim is to pull the region out of grinding poverty, reflected in average monthly wages of \$60.

Private investment has been slack for decades, with the result that the largest employer in Diyarbakir is the government. Unemployment is estimated at nearly 75 percent.

At a meeting of Turkey's National Security Council in Ankara on Oct. 27, top officials began planning accelerated economic development of the region. "We have to give the people reason to think that their situation will improve,"

Many Kurds believe that the hard-line approach of the government cannot be sustained.

said Sukru Gurel, who was the acting foreign minister at the meeting. "This is not new thinking. The only difference is that everyone in the leadership now shares this view."

The Kurdistan Workers Party has surrendered 16 of its European leaders to Turkish authorities in the past month to convince the government of the sincerity of its pledges to end the uprising and to win amnesty for an estimated 4,000 jailed rebels. Acting at Mr. Ocalan's instructions, most of the party's fighters still in Turkey — estimated at about 1,500 — have evidently been trying to cross the border into northern Iraq, where there is a large Kurdish population.

To date, the authorities have largely dismissed these overtures. General Dogan Temel, who commands the army's 7th Corps with responsibility for four southeastern provinces, said the fight against the rebels would be continuing "unless this organization is finished totally." He said this would not take long, and that sometime next year the army may be able to withdraw most of its troops from the region and turn their job over to local police.

Herald INTERNATIONAL Tribune

NOVEMBER 17, 1999

Union européenne

Attention, Turquie en vue

Les Quinze envisagent sérieusement d'accepter la candidature d'Ankara le mois prochain. Et tant pis pour la résolution du Parlement européen sur le génocide arménien...

Cette fois, c'est du sérieux. Lors du prochain Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement les 10 et 11 décembre prochains à Helsinki (Finlande), les Quinze pourraient bien franchir le pas et considérer officiellement la Turquie comme candidate à l'Union. Si cette décision ne signifiait pas pour autant le début de négociations d'adhésion, cette reconnaissance hautement symbolique de la vocation européenne des Turcs couronnerait plus de trente ans d'efforts de la part d'Ankara pour tenter de se donner un visage respectable aux yeux des Occidentaux. Au grand dam de ses détracteurs.

Le 13 octobre dernier, la Commission européenne dirigée par Romano Prodi a publié un rapport que les dirigeants turcs n'espéraient plus. "La Turquie a exprimé le souhait d'être un pays candidat et devrait maintenant être considéré comme tel", souligne le texte. L'exécutif européen effectue donc un virage à 180° par rapport aux conclusions du sommet de décembre 1997 où la Turquie n'avait même pas été jugée apte à postuler. Histoire de ménager certaines susceptibilités, la Commission rappelle cependant que "les négociations ne pourront être ouvertes qu'une fois les critères politiques (exigés pour l'adhésion) atteints". En clair, de sérieuses améliorations sur les droits de l'homme sont fortement sou-

haitables. Le comble, c'est que le rapport note par ailleurs que, dans ce domaine, la situation "n'a pas évolué de manière significative" et que "la torture, les disparitions et les exécutions sommaires" existent toujours...

Trous de mémoire

Négocier avec un pays qui n'a pas éradiqué ses problèmes politiques les plus graves, voilà qui a fait bondir Klaus Hensch, ancien président du Parlement européen et membre du groupe socialiste. "C'est la première fois que l'UE accepte de considérer un pays comme candidat alors qu'il ne remplit pas les critères essentiels." D'une manière générale, les eurodéputés s'inquiètent de ce chèque en blanc donné à un Etat aussi peu démocratique. L'effet "tremblement de terre" du mois d'août en Turquie a-t-il joué ? En fait, la Commission a surtout été sensible aux récentes réformes du système judiciaire de ces derniers mois, et notamment la suppression du juge militaire dans les cours de sûreté de l'Etat, comme cela a été le cas lors du procès d'Abdullah Ocalan. Un "signe encourageant de démocratisation" pour Bruxelles qui en attend désormais d'autres avant le mois prochain. Cela tombe bien : la Cour de cassation turque doit se prononcer le 25 novembre sur la

confirmation ou non de la peine de mort pour le chef du PKK. Si la justice se montrait plus clémente, Ankara engrangerait des points précieux. Reste que dans ce dossier, il y a pour l'instant un oubli de taille : le génocide arménien. Dans le débat actuel, la résolution du 18 juin 1987 du Parlement européen conditionnant l'entrée de la Turquie à la reconnaissance des événements de 1915 est en train de passer par profits et pertes. Le pire, c'est que l'instance à l'origine du texte a elle-même de gros trous de mémoire. Dans une autre résolution votée le 6 octobre "sur l'Etat des relations entre la Turquie et l'Union européenne", le Parlement énumère toute une série de recommandations à Ankara (renforcement du dialogue avec la Grèce sur le statut de Chypre, solution pour la question kurde, pas de peine capitale pour Ocalan, etc.), mais pas une ligne sur le vote d'il y a douze ans. Seule la Française Martine Roure (PSE) a eu le bon goût de rappeler qu'il existait "des obstacles incontournables à l'examen d'une éventuelle adhésion de la Turquie à la Communauté", dont "le refus du gouvernement turc de reconnaître le génocide commis autrefois contre les Arméniens". Un préalable qui, s'il n'est pas fermement posé à nouveau, risque d'être envoyé dans les oubliettes de l'Histoire.

Christophe Diremszian

Walter Schwimmer demande à la Turquie l'abolition de la peine de mort

ANKARA, 18 nov (AFP) - 16h42 - Le secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'Autrichien Walter Schwimmer, a demandé jeudi au président turc Suleyman Demirel l'abolition de la peine de mort, une semaine avant une décision de la Cour de cassation turque sur le sort du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan.

M. Schwimmer, a demandé "clairement la suppression de la peine de mort (...) dans la perspective d'une décision la semaine prochaine de l'affaire Ocalan", lors d'une rencontre avec M. Demirel en marge du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) à Istanbul, selon un communiqué de son organisation reçu à l'AFP.

Ankara est actuellement sous surveillance du Conseil de l'Europe après la condamnation à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque le 29 juin du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan. La Turquie n'a procédé à aucune exécution depuis 1984, appliquant un moratoire de fait, mais la peine de mort y reste en vigueur.

La Cour de cassation doit se prononcer le 25 novembre sur son sort.

Ocalan a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix comme de la "propagande" et s'est dit déterminée à pourchasser le PKK.



UN Nears Agreement On Inspections in Iraq

By John Lancaster
and Colum Lynch
Washington Post Service

UNITED NATIONS, New York — Nearly a year after the Iraqi leader, Saddam Hussein, ejected international arms inspectors from his country, members of the UN Security Council are nearing agreement on a resolution that could lead to the resumption of inspections aimed at preventing Baghdad from acquiring illegal weapons, according to U.S. and allied officials.

The administration of President Bill Clinton has been trying for months to find a formula under which Mr. Saddam would allow the inspectors to return to Iraq. If the Iraqis cooperate with the inspectors, the Security Council then would suspend the nine-year-old trade sanctions that have shattered the Iraqi economy and barred the country from using its oil revenue to purchase anything other than food and humanitarian supplies.

Russia and France had pushed competing proposals that would be more lenient in interpreting Iraq's disarmament obligations under the cease-fire that ended the 1991 Gulf War. As permanent members of the Security Council — along with the United States, Britain and China — Russia and France have the power to veto any plan that is not to their liking.

After concessions from the United States, France in recent weeks has

signaled its willingness to accept a U.S.-backed proposal. Originally floated by Britain and the Netherlands, the plan envisions suspending — but not lifting — sanctions after an unspecified period of Iraqi compliance. The Security Council would have to vote to continue the suspension every 100 days, so the United States would be able to reimpose sanctions unilaterally by vetoing a continued suspension.

U.S. officials say they expect Russia to follow the lead of France rather than risk being isolated on the council. China, which has not played a major role in the discussions, traditionally has followed Russia's lead on matters relating to Iraq.

"We've broken through the shell," said a senior State Department official in discussing the negotiations, which were to resume Tuesday in New York among the five permanent council members. But the official acknowledged that success is not yet assured. Nor is it clear that the resolution would be accepted by Mr. Saddam, who thus far has refused to allow the resumption of weapons inspections.

U.S. officials say that the Iraqi leader has a pattern of reversing course when confronted with unanimity on the Security Council. Given the alternative — continued sanctions with no hope of reprieve — he is likely to do the same in this case, they maintain.

Until last autumn, Iraq had been subject to inspections and monitoring by the UN Special Commission, or Unsc, which was charged with rooting out and

destroying Iraq's programs to develop nuclear, chemical and biological weapons. Mr. Saddam's decision to expel the inspectors followed a series of confrontations over giving them access to sensitive government sites and led to several days of U.S. cruise missile attacks.

Under the proposal favored by the Clinton administration, Iraq would have to permit the return of an inspection team and demonstrate its willingness to disarm before sanctions could be suspended. Russia, by contrast, had argued for a far more lenient standard that essentially would have suspended the sanctions as soon as inspections resumed.

In either case, Iraqi oil revenue would remain under UN control and could not be used to purchase military or "dual-use" equipment that might have military as well as civilian purposes. Iraq would be able to use its oil revenue for civilian imports, subject to UN approval.

American officials say the plan satisfies the key U.S. objectives of maintaining outside control over Iraqi oil revenue, restoring the inspection program and providing for the humanitarian needs of civilians in Iraq — a matter of enormous concern among allies of Washington in the Arab world.

"The outcome potentially before us would do those things in a way that meets our national interest," the senior official said.

A breakthrough on a Security Council resolution also would advance the U.S. goal of patching up the faltering international coalition that forced Iraq to withdraw from Kuwait in the Gulf War.

Turkey Shaken Up Turns Out to Be a Turkey Thrust Forward

By Ajay Chhibber

ANKARA — Just as Turkey was starting to get its recovery and reconstruction efforts into high gear after the devastation caused by the Marmara earthquake in August, yet another major tremor has struck, with grievous loss of life and extensive damage.

Once more Turkey needs to help people rebuild and survive through the coming winter.

The government has moved more quickly this time to assist the affected region, and the international community is responding.

As Bill Clinton, Kofi Annan and other world leaders meet in Istanbul this week for a summit of the Organization for Security and Cooperation in Europe, they will find that Turkey's recent devastating experience may have created a turning point that pushes it toward

adopting a modern, dynamic economy, as well as closer relationships with its neighbors and Europe.

The August earthquake physically pushed the Turkish landmass 1.2 meters closer to Europe. At the same time it may well have built a symbolic bond that could draw Europe and Turkey much closer in spirit.

Greece has lifted its veto on European Union loans to Turkey after blocking them for many years. Turkish and Greek rescue teams joined forces to rescue people buried under rubble. Turkey's entry into the European Union still faces a long road ahead, but the thaw in Turkish-Greek and Turkish-European relations will help smooth the path.

Turkey has been shocked by

the earthquakes into deep introspection about the way it builds its cities and the effectiveness of its institutions. Turks now realize that there is an urgent need to protect themselves more effectively from the impact of future tremors. Corruption and weak building enforcement systems are being blamed for the heavy loss of life and property.

As a result, there is strong pressure on the political system to adopt or intensify a series of long-overdue institutional reforms. The government and the military have already responded much faster to the second quake than they did to the first.

Preliminary assessments by the World Bank of the August earthquake damage indicate that it cost Turkey from \$3 bil-

lion to \$6.5 billion in lost infrastructure, housing and other assets, from \$1 billion to \$2 billion in lost output, and from \$3.6 billion to \$4.6 billion in additional government spending for 1999 and 2000. The second earthquake will add to these costs. For a \$200-billion-a-year economy, these are heavy burdens.

Since taking office in June, the government of Prime Minister Bulent Ecevit has carried out a policy of fiscal discipline to stabilize the economy, reduce interest rates and revive growth. More structural reforms were enacted in three months under Mr. Ecevit than in the previous 10 years.

Since the mid-1980s, for example, Turkey had postponed much needed structural reforms

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, NOVEMBER 17, 1999

to its pension, banking and utilities sectors. But in a burst of legislation this summer Parliament enacted a new banking law, pension reform and a constitutional amendment to allow international arbitration in cases of commercial disputes. With these reforms and remaining fiscal actions, Turkey was moving rapidly toward an economic recovery when the August earthquake struck.

The government's response to the emergency was judged to be slow, but its initial economic response has been swift and effective. The central bank intervened in the days immediately

after the tremors to calm the markets and prevent a financial panic. Passage of pension reform in the week after the disaster struck showed the government's intent to continue with its structural reform program. A tough budget for 2000 has been sent to Parliament.

If Turkey continues to pursue reform in the same determined manner, even more international assistance could be made available for its economic recovery. International and bilateral agencies have already promised at least \$3 billion for the reconstruction effort.

The World Bank is working closely with an international co-

alition of partners from the European Union, the International Monetary Fund, the United Nations and bilateral agencies, not just to help pay for the costs of the earthquakes but to introduce more effective systems to guard against natural disasters.

The Turkish government, with World Bank support, is now establishing a National Disaster Insurance System. It will ensure that Turkey will be able to respond much faster to future emergencies and thus save lives.

Such assistance will not be enough. Turkey must address a number of institutional weak-

nesses that were exposed in these tremors, such as the failure to enforce building codes, corruption, the slow response to the August emergency and inadequate insurance systems.

Nongovernmental organizations, with their ability to mobilize social pressure for reform, can play an important role, but ultimately it is strong, modern national institutions that are needed in Turkey.

The writer is the World Bank's country director for Turkey, based in Ankara. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

Le Monde

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 NOVEMBRE 1999

Le sommet de l'OSCE s'est achevé à Istanbul sans aucun résultat définitivement acquis

Les Occidentaux ne s'engagent pas sur la ratification du traité de désarmement

Les participants au sommet de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe se sont séparés, vendredi 19 novembre, sans avoir

engrangé de résultats décisifs. Les Occidentaux ont indiqué qu'ils feraient dépendre la ratification du traité sur le désarmement conventionnel

de l'attitude de Moscou. Ils se sont montrés très prudents sur les engagements pris par la Russie à propos de la Tchétchénie.

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Les dirigeants occidentaux ont exprimé une satisfaction très mesurée, vendredi 19 novembre à Istanbul, au terme du sommet de l'OSCE tout entier dominé par la crise du Caucase. La guerre que mène Moscou en Tchétchénie affaiblit en effet la portée des deux documents qui ont été signés vendredi - un traité sur la réduction des armes conventionnelles et une Charte sur la sécurité en Europe - et qui, en d'autres circonstances, auraient été salués comme des avancées historiques.

En ce qui concerne le traité CFE, Bill Clinton, Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont précisé, à la fin du sommet, que s'ils l'avaient signé, ils n'entendaient le soumettre à ratification chez eux que lorsque la Russie s'y conformerait. « La Russie a promis de respecter les dispositions du traité (...), en réduisant ses forces dans le nord du Caucase. Ceci doit être effectué le plus rapidement possible. Je ne soumettrai cet accord pour ratification au Sénat que lorsque les forces russes auront été

ramenées aux plafonds autorisés par le traité », a déclaré M. Clinton. « Il va de soi que l'évolution de la situation en Tchétchénie conditionnera le comportement des différents pays pour ce qui concerne la soumission à la ratification de leurs Parlements », a indiqué pour sa part le président français.

Pas de triomphalisme non plus à propos de la Charte pour la sécurité en Europe, bien que les Occidentaux aient finalement obtenu qu'y figure un droit de regard de la communauté internationale sur les affaires intérieures d'un Etat en cas de conflit interne. Cette victoire contre la Russie - de même que d'autres principes de la Charte - est tellement contredite par le comportement de Moscou en Tchétchénie que le texte s'en trouvait totalement décrédibilisé. Il a fallu, pour sauver l'exercice du non-sens, arracher à la délégation russe quelques engagements à propos de la crise du Caucase qui figurent dans la déclaration finale du sommet d'Istanbul. Il y est dit notamment qu'il faut « créer les organisations interna-

tionales fournissant une aide humanitaire » en Tchétchénie, « qu'une solution politique est essentielle et que l'aide de l'OSCE contribuerait à atteindre ce but »; enfin, que la Russie a donné son accord « pour une visite du président en exercice de l'OSCE dans la région ».

COMMENTAIRES PRUDENTS

Mais ces engagements obtenus du ministre russe des affaires étrangères Igor Ivanov, resté à Istanbul après le départ de Boris Eltsine, ont aussi fait l'objet de commentaires très prudents. « Tout le problème est maintenant de savoir quelles conséquences les Russes vont en tirer concrètement et sur le terrain, a ainsi admis Jacques Chirac; autrement dit, si les opérations militaires vont cesser au profit d'une approche politique. » La « pression » va être maintenue sur Moscou dans les jours et semaines qui viennent, ont indiqué les dirigeants français, l'un des objectifs étant que le président en exercice de l'OSCE, le Norvégien Knut Vollebaek, puisse se rendre rapidement en Tchétchénie. « Nous aurions préféré que la date de la

mission soit fixée; elle ne l'est pas mais nous espérons qu'elle aura lieu rapidement », a dit le président français. Au même moment, Igor Ivanov déclarait qu'il n'était pas question de « médiation politique » de l'OSCE.

Interrogé sur ce que l'on envisageait de faire si Moscou ne changeait rien à son attitude en Tchétchénie, le président français a répondu qu'on « en tirerait les conséquences » le moment venu. Il a clairement exclu le recours à des sanctions économiques. « La première chose était de s'assurer que l'aide internationale ne soit pas utilisée à des fins militaires. Le FMI l'a fait, c'est réglé. Mais je ne connais personne qui souhaite aggraver les difficultés du peuple russe. »

« Il y a en Russie aujourd'hui une fièvre nationaliste, de grands problèmes économiques et sociaux, a insisté M. Chirac; notre politique n'est pas de faire payer le peuple russe; ce serait monstrueux, personne n'y a songé. »

Claire Tréan

Le Conseil de sécurité s'emploie à suspendre sous conditions les sanctions imposées à l'Irak

Reconduction pour quinze jours du programme « Pétrole contre nourriture »

Le Conseil de sécurité a reconduit pour quinze jours, au lieu de six mois, vendredi 19 novembre, le programme « Pétrole contre nourriture » qui

autorise l'Irak à vendre des quantités limitées de brut pour subvenir aux besoins de sa population. Cette entorse à la règle tient au fait que le

Conseil tente d'adopter une résolution associant la suspension des sanctions imposées à l'Irak à la reprise du contrôle de son désarmement.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Les négociations entre grandes puissances sur l'Irak s'accroissent. Essouffées depuis des mois, voire des années, elles ont pris une nouvelle vitalité lors de réunions marathons, la semaine dernière à New York. Bien qu'à ce jour les discussions n'aient abouti qu'à l'adoption, vendredi 19 novembre, d'une résolution technique reconduisant pour quinze jours seulement le programme humanitaire « Pétrole contre nourriture », et en dépit de nombreuses incertitudes, de réels progrès ont été accomplis.

Si, au printemps encore, Washington faisait de la chute du président Saddam Hussein la condition *sine qua non* de la levée des sanctions imposées à l'Irak il y a dix ans, aujourd'hui, les Etats-Unis examinent sérieusement l'idée de suspendre ces sanctions et accentuent les pressions pour parvenir rapidement à un accord global sur l'Irak.

Les raisons en sont multiples. L'une des plus évidentes est le remplacement, à la fin de l'année, de cinq des dix pays membres non permanents du Conseil, ce qui risque de faire pencher l'équilibre en faveur de l'Irak. Cela signifie que si aujourd'hui le projet de résolution proposé par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sur le contrôle du désarmement et la suspension concomitante des sanctions pourrait recueillir onze, voire douze des quinze voix, il n'en serait probablement pas de même l'an prochain. La Slovaquie, Bahreïn, le Brésil, le Gabon et la Gambie, qui étaient acquis au texte anglo-néerlandais, seront remplacés par l'Ukraine, la Jamaïque et trois pays musulmans, la Tunisie, le Bangladesh et le Mali, dont on ignore les vues sur le dossier irakien.

La volonté de Washington de régler l'affaire irakienne « d'une façon ou d'une autre », avant la fin de

l'administration Clinton, explique elle aussi la nouvelle impulsion donnée aux débats au sein du Conseil, sans oublier les pressions croissantes des pays membres non permanents, qui, à en croire l'ambassadeur des Pays-Bas, Peter Van Walsum, « n'acceptent plus de rester les bras croisés pour que la fumée blanche se dégage de la salle fermée des cinq puissances héréditaires ». Londres et Washington ont même tenté de faire des deux prochaines semaines le délai maximal pour l'adoption d'une résolution globale sur l'Irak, mais le représentant russe, Sergueï Lavrov, a rejeté cette échéance « artificielle ».

LE RÔLE DE MOSCOU

L'atmosphère « plutôt amicale » qui a prévalu aux réunions des Cinq ces derniers jours a été quelque peu perturbée vendredi par un article du *New York Times* faisant état de l'existence d'une lettre russe promettant une certaine « flexibilité » sur le dossier irakien « en échange » d'une « non-ingérence » américaine au Conseil de sécurité à propos de la guerre que la Russie mène en Tchétchénie. M. Lavrov affirme pour sa part qu'il n'existe « aucun lien » entre les deux sujets. Mais certains diplomates qualifient d'énigmatique le rôle de Moscou. « On a du mal à comprendre, disent-ils. Les Russes sont tantôt coopératifs, et tantôt très durs... »

Les discussions portent sur un projet de résolution dit « omnibus », qui aboutirait à la suspension des sanctions, en échange de la reprise du contrôle de l'armement irakien, interrompue depuis décembre 1998. Un grand nombre de points doivent encore être réglés, mais les positions des Cinq se sont sensiblement rapprochées. Tous

conviennent que le seul moyen d'obliger Bagdad à accepter la décision du Conseil est de l'adopter à l'unanimité. Les Cinq sont également d'accord pour que la suspension des sanctions s'applique, comme le propose Paris, à la fois aux exportations et aux importations de biens par l'Irak.

Il reste à s'entendre sur la condition de cette suspension. Washington et Londres insistent sur « le plein respect des obligations de l'Irak ». La France, la Russie et la Chine préfèrent parler de la « coopération » de Bagdad avec les inspecteurs de l'ONU chargés de le désarmer. Selon des diplomates, un compromis serait toutefois envisageable. Des divergences existent en revanche sur la période probatoire de coopération entre les inspecteurs de l'ONU et le régime irakien. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne optent pour 180 jours, et Moscou veut les ramener à 60. La structure et la composition d'un nouvel organisme du désarmement font, elles aussi, l'objet de tractations.

LA NÉCESSITÉ D'UN CONSENSUS

Sur le volet humanitaire, la Russie et la France proposent de supprimer le plafond des ventes de pétrole imposé à Bagdad, de doubler, en la portant à 600 millions de dollars, la somme allouée à l'achat de pièces détachées destinées à l'industrie pétrolière, et d'établir une liste de biens qui n'auraient pas besoin d'être approuvés par le Comité des sanctions. Ces propositions ne seraient acceptables par Washington que si une résolution « omnibus » était adoptée ; d'où la décision de renouveler pour deux semaines seulement le programme « Pétrole contre nourriture ».

Interrogé par *Le Monde*, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a mis l'accent sur la nécessité d'un consensus au sein du Conseil, qui ne serait possible, a-t-il dit, que si « la France et la Russie démontrent rigoureusement leur volonté de désarmer l'Irak ; auquel cas, Washington serait prêt à accepter la suspension des sanctions, tout en maintenant un strict contrôle sur les revenus pétroliers de Bagdad ».

Notant un changement d'attitude « assez courageux » de l'administration Clinton envers le dossier irakien, un diplomate américain qui a requis l'anonymat estime que Washington poursuit désormais une « double politique » : d'une part, obtenir la chute du régime irakien en aidant l'opposition « de façon très publique et très sérieuse » ; et, d'autre part, négocier la suspension des sanctions avec pour objectif d'imposer un « contrôle financier strict sur les revenus pétroliers [de Bagdad], mais seulement si l'Irak remplit les exigences du désarmement ».

Pour les diplomates, il est « tout à fait compréhensible » que Washington cherche à minimiser sa disponibilité à négocier la suspension des sanctions. « Il est évident que si la résolution est adoptée, Washington sera obligé de la vendre à son opinion publique - pour qui Saddam Hussein reste le Hitler des temps modernes - comme une victoire américaine. » Le problème, explique un diplomate, sera de trouver alors le moyen de convaincre l'Irak du contraire. « Comme toujours, ajoute-t-il, le diable est dans les détails. » Bagdad, qui n'est pas consulté, réclame la levée inconditionnelle des sanctions.

Afsané Bassir Pour

Le Monde

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 NOVEMBRE 1999

Les enfants d'Irak paient le plus lourd tribut à l'embargo

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Ils sont mendiants, vendeurs de riens ou voleurs d'occasion. Ils ont échappé aux statistiques, aux distributions de rations alimentaires autorisées par la résolution « Pétrole

REPORTAGE

La mortalité des moins de cinq ans a doublé dans le centre et le sud du pays, selon l'Unicef

contre nourriture », et aux derniers vestiges de l'encadrement social qu'assurait l'Etat irakien avant l'embargo. Aujourd'hui, ils dorment et vivent dans les « garages », les gares routières, lieux de passage et de trafics, ou dans les cimetières, pour échapper aux ramassages et à la violence réputée des centres de rétention comme celui de Topchi, à Bagdad. Les enfants des rues sont devenus désormais une réalité sociale de l'Irak.

Pour les membres de l'organisation non gouvernementale Enfants du monde, qui y consacre l'un de ses programmes, grâce à un financement de l'Unicef, « un nouveau problème apparaît alors que l'Etat ne dispose plus des moyens nécessaires pour y répondre ». « La prise de conscience est là, mais c'est la suite qui ne vient pas. Dans l'idéal, il fau-

drait pouvoir affecter un travailleur social pour 30 enfants en détresse, dans les centres de rétention, mais, dans certains cas, on en compte 3 pour 900 !, précise Farida, qui coordonne ce programme. Il faut savoir que les effectifs du ministère des affaires sociales ont chuté de 14 000 à 5 000 personnes au cours des dernières années. Plus personne ne veut travailler pour des salaires aussi bas. » Un fonctionnaire de base gagne entre 2 et 3 dollars par mois, ce qui le contraint à multiplier les petits boulots pour pouvoir subsister.

Enfants du monde est parvenu à mettre en fonction une maison d'accueil permettant aux enfants d'échapper à l'univers des délinquants qu'ils sont amenés à côtoyer dans les prisons, après avoir été ramassés dans les rues, selon des critères tels que l'absence de chaussures ou le degré de saleté. Une soixantaine d'enfants y sont aujourd'hui installés, autant dire une goutte d'eau, aussi encourageante soit-elle. « Il est très difficile ensuite de ramener ces enfants dans leurs familles. S'ils viennent d'une ville un peu éloignée, il nous est pratiquement impossible de remonter jusqu'aux parents, faute de moyens », regrette Farida.

SCOLARISATION EN BAISSÉ

Le problème des enfants des rues confirme que l'embargo décrété

contre l'Irak afin de faire plier Saddam Hussein frappe surtout les populations les plus fragiles, dont les enfants. L'étude démographique publiée par l'Unicef au mois de juillet a souligné le doublement de la mortalité des moins de cinq ans dans les zones centre et sud du pays. Cette mortalité régresse dans le Nord, le Kurdistan irakien autonome de fait et où les populations kurdes reçoivent, en vertu de la résolution « Pétrole contre nourriture », en moyenne 30 % de biens alimentaires et sanitaires en plus que dans le reste du pays. La résolution permet à l'Irak de vendre des quantités limitées de pétrole pour acheter des biens alimentaires et sanitaires. Renouvelée tous les six mois, elle permet à peine de limiter les dégâts.

L'effondrement du taux de scolarisation continue à un rythme inquiétant, faute de moyens de la part des autorités comme des familles. Alors que le pays connaissait un taux proche de 100 % il y a près de dix ans, il serait aujourd'hui de 70 %. « D'ici un an ou deux, la scolarisation ne touchera plus qu'un enfant sur deux », s'inquiète un diplomate.

Dans son bureau de Bagdad, le coordinateur des Nations unies pour le programme « Pétrole contre nourriture », Hans von Sponeck, tire de ses dossiers un classeur rempli de clichés pris dans une école de Saddam City, l'une des banlieues les

plus pauvres de Bagdad. On y voit des salles de classe entièrement vides, à l'exception de parpaings posés à même le sol en guise de sièges. « Ces photos, je les ai montrées au Conseil de sécurité. Dans cette école, les instituteurs gagnent 3 000 dinars par mois (entre 2 et 3 dollars) et le directeur, après trente ans de service, 3 500 dinars », ajoute M. von Sponeck. Instrumentalisés par le régime qui n'a jamais rechigné à organiser, pour sa propagande, des funérailles publiques de petits malades morts faute de moyens appropriés, les enfants d'Irak, pour la plupart nés après le début de l'embargo, en 1990, continuent de lui payer le plus lourd tribut.

Gilles Paris

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU devait reconduire, mercredi 17 novembre, la résolution « Pétrole contre nourriture » pour une nouvelle période de six mois. Par ailleurs, les discussions ont « beaucoup progressé » au sein du Conseil pour parvenir à l'adoption d'une résolution à l'ONU sur les sanctions imposées à Bagdad. Les cinq membres permanents essayent depuis des mois de refaire leur unité sur les moyens de réinstaurer un contrôle sur l'arsenal irakien, en échange d'une suspension de l'embargo économique en place depuis neuf ans. - (AFP)

3 Nations Sign Pipeline Deal, Shunning Iran And Russia

Compiled by Our Staff From Dispatches

ISTANBUL — In a policy victory for the Clinton administration, Turkey, Azerbaijan and Georgia signed a deal on Thursday to build a pipeline that would send the oil of the Caspian Sea to international markets without going through Russia or Iran.

President Bill Clinton looked on as leaders of the three nations signed a series of accords to build a pipeline from the oil fields of Azerbaijan through Georgia to Turkey's Mediterranean port of Ceyhan. In addition, a gas pipeline will be built from Turkmenistan through Turkey.

The 1,730-kilometer (1,080-mile) oil pipeline is expected to cost \$2.4 billion. It



would cross through Georgia to Turkey.

Mr. Clinton said the pipeline would help ensure that no country could choke off the global energy supply. "These pipelines will be an insurance policy for the entire world by helping to ensure our energy resources pass through multiple routes instead of a single chokepoint," he said.

Most Azerbaijani oil is exported through Russia. Much of the Middle East's oil passes through the narrow Straits of Hormuz that separates Iran from the Arabian Peninsula.

Mr. Clinton called the agreements "truly historic," adding that "they will

advance the prosperity and security of a region critical to the world."

President Eduard Shevardnadze of Georgia said the accord heralded new cooperation between "reliable partners" in the Caspian region.

Russia has been a chief competitor for the proposed deal and had been trying to persuade Azerbaijan to agree to a pipeline through Russia. One problem there, however, was pipeline security, because the proposed Russian route went through war-torn Chechnya.

Iran had favored an oil swap deal in which Azerbaijani oil would be sold in northern Iran and oil from fields in southern Iran would be sold on Azerbaijan's behalf. That deal would have saved transportation costs for both countries.

Earlier, Samuel Berger, Mr. Clinton's national security adviser, denied that the United States was supporting the pipeline because it objects to Russia's stand in Chechnya.

The pipeline "is not directed against Russia in any way," Mr. Berger said. "I think not only the United States but, more importantly, the countries in the region and the international oil companies have believed that it's important" to

create other routes for transporting oil.

The signing came on the sidelines of a summit of the Organization for Security and Cooperation in Europe, where Russia faced sharp criticism for its brutal fight against Chechen rebels.

There are still questions as to whether the deal is economically viable.

Officials at BP-Amoco PLC, the main

Western oil company working in the Caspian oil fields, have said that early estimates of massive oil reserves in the region may have been overstated.

Azerbaijan now produces some 100,000 barrels of oil a day, about one-tenth of the 1 million barrels a day needed to make the project viable, experts say.

Some experts point out that it could

cost billions of dollars in infrastructure to bring the country's oil industry up to the level where it could fully utilize the proposed pipeline.

Critics also note that, even with the accords now signed, the hard negotiations between governments and oil companies over financing are still to come. (AP, NYT)

Iraqis Are Rebuilding Military Sites, U.S. Says

Pentagon Official Also Warns on China

By Steven Lee Myers

New York Times Service

New York Times Service

WASHINGTON — The Pentagon's senior intelligence officer says that Iraq has begun to rebuild military installations that the United States and Britain destroyed last December and that he cannot rule out the possibility that President Saddam Hussein has resumed building chemical or biological weapons.

Vice Admiral Thomas Wilson, the director of the Defense Intelligence Agency, said Wednesday that U.S. intelligence officials continued to monitor Iraq closely but that it was easy to hide weapons production inside legitimate commercial factories.

"I can't say authoritatively there is no work going on," he said in an interview with reporters at the Pentagon on Wednesday. "In fact, we assume that there is."

Admiral Wilson's assessment underscored the Clinton administration's quandary as the UN Security Council struggles to reach agreement on resuming international weapons inspections in

Iraq more than 15 months after Mr. Saddam expelled inspectors, setting off a confrontation that culminated in air strikes last December.

In a rare interview by the Pentagon's top intelligence officer, Admiral Wilson also said that China had embarked on a significant effort to modernize its military. China's military is the world's largest, with about 3 million soldiers, but it is thought to be far behind the United States in technology and firepower.

Having seen U.S. military might prevail in the Gulf War of 1991 and during NATO's air war against Yugoslavia, China has begun actively seeking advanced aircraft, missiles and other weapons, he said.

"They have clearly made that an economic priority," he said. And as China's economy expands, "it will become more significant in the future."

Last week, U.S. officials disclosed that the administration and the Pentagon had raised serious objections to Israel's decision to sell China a sophisticated, \$250 million radar jet similar to the U.S. military's Airborne Warning and Control System, or AWACS, fearing that the

technology would increase China's ability to threaten Taiwan.

Admiral Wilson said that in his estimate China still lacked the ability to make an all-out attack on Taiwan because of its weakness in transporting significant amounts of heavy weapons over long distances. But he added, "They are clearly on track to become a stronger regional or greater-than-regional competitor in the future."

On Iraq, he said he knew of "no significant, precise evidence" proving that the country had resumed its weapons programs, which would be a violation of the cease-fire agreement that ended the Gulf War.

Admiral Wilson, who visited the Gulf last week, said the raids last December had set Mr. Saddam back militarily, while regular strikes by U.S. and British jets patrolling the no-flight zones over northern and southern Iraq since then had significantly damaged Iraqi air defenses.

But he said that Mr. Saddam remained firmly in power, despite the administration's declared policy of seeking his overthrow. The administration recently announced its first, \$5 million contribution of military equipment and training to opponents of Mr. Saddam, but Admiral Wilson sounded pessimistic about the chances for success.

"I don't see any great prospects for any of the insurgent activities being able to effectively move against Saddam right now," he said.

"He appears to be relatively secure."

35,000 Jews Across Iran Are Watching Nervously As 13 Await Trial as Spies

By Howard Schneider

Washington Post Service

SHIRAZ, Iran — The wall outside the Rabizdeh Synagogue, five meters of masonry and iron spikes, bears nothing to mark the place as a house of worship, but it does carry two slogans that reflect the situation facing Iran's 35,000 Jews. One offers protection to religious minorities, the other denounces the country's foreign enemies.

With 13 of their number awaiting trial

in a local jail on charges of spying for Israel, members of Iran's Jewish community are understandably nervous about which hand Iran will play.

"We really don't know what is going on in their file," said Manucher Eliassi, a Tehran doctor and member of Parliament elected to a seat allocated by law to Iran's Jews. "We hope we can keep the good name that we have always had."

"This is not a good point for the Jewish community."

Israel and Iran were allies before Shah

Mohammed Reza Pahlavi was overthrown by an Islam-based revolution in 1979, and relations now are hostile. Espionage in either direction is not improbable.

But the arrest of the 13 Jews eight months ago, coming as conservatives and reformers in the Iranian government are jousting for control of basic institutions like the judiciary, has led many to question the case. Foreign critics in particular have denounced the charges as fabricated, the latest in a series of efforts by hard-liners in the justice system to show that the nation is not secure under the reformist leadership of President Mohammed Khatami.

Although the likely guilt of those arrested was pronounced quickly in conservative circles, Mr. Khatami has pledged a fair trial and declared it is his job to protect minorities. The fact that several Muslims were also accused, he has said, shows the case is not rooted in

religion.

Mr. Eliassi said he was given such assurances by the president personally, and noted that the harsh rhetoric that initially surrounded the case has softened.

Diplomats, moreover, said a search appears to be on for a political solution that may free the accused while saving face for Iran. The case is being handled by the Revolutionary Court, a bastion of conservative power and the venue reserved for alleged crimes against the Islamic revolutionary movement.

Whatever the resolution, Jews here said they fear the case could disrupt a workable peace with the Islamic government and endanger a relationship that dates back 2,500 years.

More than 80,000 strong before the Islamic revolution, the Jewish population has lost tens of thousands since then. Still, the Jewish community here remains one of the more substantial in the Islamic world — Jewish populations in Syria, Iraq and elsewhere have largely disappeared — and residents say the number appears to have stabilized at 35,000.

"We are Iranian Jewish, not Jewish Iranian," said Mr. Eliassi, reflecting what he said is a basic loyalty Jews here feel toward a nation in which they are engaged economically, as doctors, engineers, merchants and laborers, and where they are able to practice their faith freely.

At the same time, the espionage case "doesn't have any logic," he said, shrugging his shoulders and smiling at the notion that Israel would recruit more than a dozen spies from an outlying city like Shiraz, hundreds of kilometers from the capital and better known as the birthplace of mystic poets than as a center of state secrets.

Many basics of the case have not been made public, including the exact charges and when a trial might be held. The accused, three of whom are from Esfahan, to the north, include several teachers in Jewish religious schools and, reportedly, a teenager.

The mother of one of the accused, who did not want to provide her name, said she thinks the chances are good that her son will be released. She has been allowed to visit him and provide kosher meals in jail.

and she believes that the climate surrounding the case has improved.

"Today it's O.K.," she said. "Tomorrow, it may change."

She said that she, like other relatives, is unsure about the origins of the case. Her son was a teacher in one of the community's religious schools, and she said the assumption is that the arrests were triggered by "some small thing" that perhaps sparked the perception of something larger.

Speculation abounds as to what that may have been. A phone call or e-mail message, perhaps. It could even be travel to Israel, which is forbidden under Iranian law. The case could be rooted in a dispute in the Jewish community itself.

Other governments have toned down their initial criticism, apparently concluding that public pressure from the outside could make the politics inside Iran that much more difficult to untangle.

Isaac Niknava, a leader of the Jewish community in Shiraz, said there was no feeling that the arrests represent a general crackdown on his people.

Iraq's Halt of Oil Sales Shakes Markets

By Martha M. Hamilton

Washington Post Service

WASHINGTON — Iraq's suspension of oil exports has thrown already nervous oil markets into turmoil, with analysts predicting that prices may hit \$30 a barrel in coming weeks.

Iraq canceled its exports Monday after rejecting a two-week extension of the United Nations program that allows it to sell limited quantities of crude oil to buy food and medicine.

"If you basically have no Iraqi oil for two to three weeks, you have a major problem in the oil markets," said Roger Diwan, managing director for markets and countries for the Petroleum Finance Corp., an industry consulting and research firm.

Iraq's decision sent oil to its highest level since the end of the Gulf War on Monday, with the price for January delivery on the New York Mercantile Exchange closing at \$27.07 a barrel, up nearly 2 percent. But on Tuesday, oil fell back to close at \$26.44 a barrel.

Oil experts said Iraq's decision to cut off supply comes at a time when oil-producing countries are enjoying increased leverage. Global demand for oil is increasing now that several Asian economies are rebounding from last year's crisis and production cutbacks orchestrated by the Organization of Petroleum Exporting Countries are sticking.

Members of the UN Security Council had been seeking a broader agreement with Iraq, but were not able to reach an accord by the time the oil-export agreement expired Sunday.

Diplomats said Baghdad appeared to be trying to put pressure on the Security Council to ease the sanctions. But they also said they expected Iraq, the world's second-largest oil exporter, to resume

the sale of more than 2 million barrels of oil a day in two weeks.

The UN spokesman in New York, Fred Eckhard, said that "on the humanitarian side supplies are continuing to arrive normally."

"More than \$2 billion worth of humanitarian supplies and oil spare parts and equipment which had been approved by the sanctions committee" was awaiting delivery to Iraq, he said.

The U.S. State Department also said that Baghdad's decision to stop exporting oil would not cause an immediate humanitarian crisis. "We do not believe that this is a crisis situation," said the department spokesman, James Rubin.

"If Iraq does, indeed, fail to implement the oil-for-food program, it will be thumbing its nose at the international community again," he said, "and showing its utter disdain and utter lack of concern for the people of Iraq."

Stable oil prices have been the norm for much of this decade and have been one of the fundamental factors underlying the longest-ever economic expansion in the United States. But oil prices have swung sharply in the past year. Last December they were at a 12-year low of just under \$11 per barrel. Since the beginning of November, prices are up 20 percent.

Cynthia Latta, DRI-McGraw Hill's principal U.S. economist, noted that low energy prices have insulated the U.S. economy from other price pressures during the long economic boom, helping to damp overall inflation. She said those higher energy costs could slow the U.S. economy and add to inflation pressures, though how much depends on how long the price spike lasts.

Transportation fuel costs already have increased substantially, she added, although not all of the increase has been

passed on yet in the prices of goods and services.

Iraq has been exporting 2.2 million barrels of crude oil per day, or about 3 percent of total global supplies. OPEC members had been debating whether to extend production cuts beyond March 30, out of concern that higher oil prices at some point might diminish demand, but more recently indicated a willingness to keep the cutbacks in place until June.

"What better time to squeeze the market than when inventories have been drawn down and OPEC is creating all kinds of uncertainty?" said Philip Verleger Jr., an oil industry consultant.

Ann-Louise Hittle, director of world oil for Cambridge Energy Research Associates, said the balance between supply and demand was sufficiently tight that just the uncertainty over how long Iraq may be out of the market is enough to raise prices. In the fourth quarter, supply is expected to be 75.1 million barrels a day, with demand of 77.4 million barrels a day.

Where prices end up will depend not just on how long Iraq stays out of the market, and what OPEC decides to do in response, but also on the winter weather and on whether any supply glitches develop at the end of the year as a result of year 2000 problems.

The U.S. Labor Department reported last week that so far this year, prices of gasoline and home heating oil in the United States have increased at a 30.9 percent annual pace.

Trilby Lundberg, publisher of the Lundberg Survey of gasoline costs, said gasoline prices increased 2.5 cents over the past two weeks to reach a nationwide average price of \$1.2774 for self-serve regular. If oil prices were to climb to \$30 a barrel, the price could increase by an additional 8 cents per gallon, she said.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PRINTED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

NOVEMBER 24, 1999

L'angoisse du journaliste devant la censure

En six mois, cinq quotidiens ont été interdits de parution et dix-sept autres journaux ont dû fermer pour des raisons financières ou politiques. Les journalistes iraniens vivent au jour le jour.

AKHBAR-E EQTESSADI (extraits)

Téhéran

L'information tombe comme une bombe : "On vient d'interdire un quotidien !" Intellectuels, journalistes et écrivains sont sous le choc. Les plumes tombent, les feuilles restent blanches. Attente et angoisse... Il est évidemment important de connaître les raisons qui ont conduit à l'interdiction d'un journal. Mais il est également primordial de se rendre compte des retombées négatives qui en résultent pour les journalistes et le personnel du titre sanctionné. Depuis six mois, cinq quotidiens ont été fermés par décision d'instances extérieures au monde de la presse. Les quotidiens (réformateurs, pro-Khatami) *Jamé-e, Tous, Zan, Salaam* et *Neshat* ont été interdits l'un après l'autre. En outre, dix-sept autres publications (quotidiens, hebdomadaires et mensuels) ont dû s'arrêter pour des raisons financières ou à la suite des décisions de telle ou telle instance du pouvoir. Si un nombre aussi important d'usines fermaient successivement sur une aussi courte durée, on demanderait certainement des comptes aux responsables du pays.

A présent, nous pouvons rapidement chiffrer l'étendue des dégâts. Parlons d'abord du chômage et regardons de plus près les pertes financières que chaque interdiction impose aux responsables de la presse. Il y a actuellement 560 personnes au chômage, et on estime les pertes financières à plus de 114 milliards de rials [76 millions de FF]. L'un des journalistes du quotidien *Zan* raconte : "Quand je travaillais pour *Zan*, je touchais 900 000 rials [600 FF] par mois. Je faisais des études en même temps et je comptais payer l'école avec mon salaire. Cela fait maintenant six mois que je suis sans travail. J'ai dû arrêter mes études car il n'y a aucune allocation chômage pour les journalistes. En plus, on n'avait pas d'assurance... Même si je suis embauché par un autre journal, quelle garantie aurai-je qu'il ne sera pas interdit du jour au lendemain ?"

"CERTAINS COLLÈGUES ONT LAISSÉ TOMBER CE MÉTIER"

Selon Saïd Hachemi Tabatabaï, responsable des pages publicité du quo-

► Dessin de Noor paru dans La Nation, Alger.

■ Au cœur des luttes

L'Iran compte plus de 1 000 titres de presse, qui tirent au total à 2 millions d'exemplaires par jour, pour une population de 65 millions d'habitants. En l'absence de multipartisme en Iran, la presse réformatrice indépendante joue un rôle primordial dans la vie politique du pays. Elle est aujourd'hui au centre des luttes entre les conservateurs et les réformateurs. Les titres interdits sont accusés de "menacer la sécurité nationale". Dans ce contexte, on comprend que 200 journalistes soient récemment descendus dans la rue pour protester contre cette politique d'étouffement de la presse.



tidien *Neshat*, "le personnel qui travaillait pour la publicité n'avait pas de salaire, mais touchait un pourcentage sur

les ventes. La vie de mes collaborateurs est complètement bouleversée après la fermeture du journal. Quand *Jamé-e* a été interdit nous avons aussitôt lancé un autre titre, le quotidien *Tous*. Nous avons réembauché la plus grande partie du personnel. Mais, en dépit du fait que nous travaillons avec la même équipe et que nous avons de bonnes relations de travail avec les annonceurs, ces derniers exigent maintenant des garanties sur la parution régulière du quotidien. Nous avons ainsi perdu 80 % de nos contrats de publicité, alors que nous avions pu, à l'origine, attirer et fidéliser une très bonne clientèle en moins de deux mois. Tout le monde en a souffert. En outre, certains clients ont reçu des menaces anonymes qui les mettaient en garde contre toute relation avec notre journal. Certains clients ont donc rompu avec nous par peur, et nous n'avons plus reçu de commandes pour nos pages de publicité. Quand nous avons pu finalement restructurer cette section vitale de notre activité et attirer à nouveau des annonceurs, l'ordre de fermeture nous a frappés. Certains collègues ont laissé tomber ce métier. Comme vous savez, *Neshat* a connu le même sort. Les pertes financières sont énormes..."

Quand il y a rumeur de fermeture d'un quotidien par ordre des autorités, tout le monde en profite. Outre les clients qui ne respectent plus leurs engagements financiers, les distributeurs de presse en province ne paient plus leurs dettes aux journaux qui ne paraissent plus. C'est ainsi que le journal, au moment de déposer son bilan, est gravement en déficit. Un quotidien, pour démarrer, doit avoir un budget permettant de couvrir au moins trois mois de parution. Il faut au moins cinquante numéros avant que les publicités n'arrivent. Chaque fois qu'on ferme un journal, une équipe de vingt personnes impliquées dans la vente des pages publicitaires et la distribution voit tomber à l'eau trois mois de travail acharné. Qui peut rembourser ces efforts ?

Le prix le plus élevé est néanmoins payé par les journalistes et les fondateurs de titres de presse. Les journalistes font partie d'un groupe social défavorisé. Comparés aux fonctionnaires, ils n'ont pour la plupart pas d'assurance maladie et ne touchent pas d'allocation chômage. En plus, ils ne savent pas se manifester et se défendre d'une manière efficace. Cette situation, en les privant de leur travail, les rend encore plus vulnérables.

Mohrad Khalili

Peshmergas, guérilleros du PKK et soldats turcs se disputent la route de Barzan

Jeux troubles dans les montagnes d'Irak

L'armée turque poursuit, par-delà les frontières, sa guerre inachevée d'Anatolie. Au Kurdistan irakien, tous les mauvais coups sont permis.

A l'heure où le Conseil de sécurité s'échine à trouver une solution au casse-tête irakien (contrôle de l'armement et tragédie humanitaire), le destin du pays de Saddam Hussein se joue également, presque à huis clos, dans les trois provinces du Kurdistan d'Irak.

Cette région, où vit un Irakien sur trois, échappe à l'autorité de Bagdad depuis plus de neuf ans. Emue par l'exode des populations kurdes fuyant la soldatesque irakienne, durant le terrible hiver de 1991, les Nations unies prirent le Kurdistan sous sa protection.

Les chasseurs-bombardiers américains et britanniques – qui continuent d'interdire à l'aviation irakienne le survol des zones septentrionales (kurde) et méridionales (chiite) du pays – le surveillent, à partir de la base d'Incirlik en Turquie. Leur pugnacité au sud, où ils bombardent les sites radars et les batteries de missiles de Saddam Hussein, a valeur de mise en garde contre un improbable raid aérien irakien sur le nord.

Profiteurs d'embargo

Les Nations unies, qui aident davantage le Kurdistan que le reste de l'Irak, lui ont notamment permis de reconstruire ses

routes et ses ponts. Le trafic de produits pétroliers raffinés irakiens vers la Turquie donne même un vernis de prospérité à des villes comme Dohuk et Zacko, où les « profiteurs d'embargo » se construisent des mini-palais.

L'histoire du Kurdistan d'Irak ressemble fort à un grand gâchis. Après la déroute des armées de Saddam Hussein, les Occidentaux offrirent aux Kurdes la chance rare d'élire librement un Parlement et un gouvernement.

Mais les rivalités tribales et les querelles des chefs – Massoud Barzani du PDK et Jalal Talabani de l'UPK – firent dérailler ce projet. Les deux factions se firent la guerre, jusqu'à l'intervention de l'armée gouvernementale envoyée par Saddam Hussein pour dégager les combattants de Massoud Barzani. La guerre civile s'est calmée, mais l'unité des Kurdes, reste du domaine du rêve.

L'Irak, en harcelant ses opposants kurdes campés en territoire irakien, la Turquie, en poursuivant sa guerre contre les séparatistes du PKK, et les Etats-Unis, en tentant d'en faire le tremplin de la résistance armée à Saddam Hussein, ont transformé le Kurdistan d'Irak une sorte de no man's land, où tous les mauvais coups sont

permis.

Les complots et les manœuvres des puissances se tramaient à l'abri des regards. La présence étrangère se limitait aux Nations unies et à de rares organisations humanitaires, tenues à la discrétion. Ni Téhéran ni, sauf exception, Damas n'ont laissé les journalistes passer par leur territoire pour s'y rendre. Les postes de contrôle irako-kurdes, proches de Kirkouk et de Mossoul, leur étaient fermés. Depuis près de trois ans, Ankara interdit aux correspondants étrangers de passer de Turquie en Irak. Le huis clos était total.

En autorisant, depuis peu, des reporters à visiter le Nord, les autorités irakiennes ont éclairci l'atmosphère. L'envoyé spécial du Figaro a profité de l'ouverture.

C. L.



L'armée turque – ici lors d'une précédente opération – a mené fin octobre une « nouvelle incursion » en Irak du Nord, selon Bagdad. (Photo A. A./Sipa Press.)

SAMEDI 20 - DIMANCHE 21
NOVEMBRE 1999

LE FIGARO

Sur les pistes du Kurdistan irakien

L'envoyé spécial du « Figaro » a pu pénétrer en territoire kurde, là où l'Iran, la Turquie et Saddam Hussein cherchent à accroître leur influence.

SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 NOVEMBRE 1999

LE FIGARO

IRBIL (Kurdistan d'Irak) : de notre envoyé spécial **Claude LORIEUX**

Entre les Turcs qui y mènent la guerre, les Iraniens qui poussent leurs pions, et Bagdad qui attend son heure, l'Irak du Nord reste un champ de manœuvres contesté.

La « Barzan Road », la plus septentrionale des transversales du Kurdistan, s'est taillée, comme à la pioche, un chemin tortueux à travers la montagne frontalière de l'Iran et de la Turquie. Les canyons surplombés de rocs déchiquetés débouchent sur des vallées herbues, où le temps semble s'être arrêté.

Des réfugiés, tout juste rapatriés de Bagdad ou d'Iran, déchargent des camions de madriers et montent des murs de briques. Rasés en 1988 par Saddam Hussein pour neutraliser la collusion entre la guérilla kurde et l'ennemi iranien, des centaines de hameaux ont resurgi du sol, non loin des cimetières épargnés naguère par les bulldozers irakiens. Au petit matin, les troupeaux de moutons qui s'acheminent vers les pâturages forcent l'illusion de normalité.

Mais quand la nuit tombe, vers 18 heures, le trafic s'arrête entre Barzan, fief du clan Barzani, dont le nom symbolise la lutte des Kurdes d'Irak, et le nid d'aigle d'Amadiya, où l'aviation du général Kassem, le dictateur de l'époque, écrasa, en 1961, l'une des premières révoltes. Le vieux minaret porte encore les cicatrices de la répression. La circulation ne reprend qu'à six heures du matin, quand les risques de croiser les maquisards du PKK (guérilla kurde de Turquie) ont disparu.

« Punitons »

Le PKK et les militaires turcs poursuivent en effet, dans les trois provinces d'Irak du Nord, en rupture de ban avec Saddam Hussein (Dohuk, Irbil et Souleimanieh), l'affrontement qu'ils n'ont pu définitivement trancher dans le sud-est de l'Anatolie. Laminés par une armée qui, depuis 1984, a eu le temps d'apprendre son métier, les maquisards sont progressivement passés de Turquie en Irak.

Ils s'y sont maintenus au fil

des ans, et malgré les « punitons » que leur infligèrent les Kurdes irakiens de Massoud Barzani, alliés des Turcs. Les partisans d'Abdullah Ocallyan, le condamné à mort le plus fameux des prisons turques, n'ont pu devenir le « joker » du jeu nord-irakien, comme l'OLP au Liban dans les années 60-70. Ils n'en continuent pas moins de peser sur la vie des zones frontalières, qui, depuis plus de trente ans, n'ont guère connu de paix durable.

D'effectifs limités, les commandos du PKK opèrent dans les secteurs d'Haji-Omran, de Diana et de Barzan, aux portes de l'Iran, jusqu'à Dohuk et Zacko, que traversent jour et nuit les camions-citernes destinés à la Turquie.

Les gendarmes de l'ONU sillonnent les routes pour éviter de mauvaises surprises aux convois humanitaires. Les patrouilles recensent les escarmouches et les explosions de mines. Il s'agit le plus souvent d'incidents opposant des combattants kurdes de Turquie (PKK) aux peshmergas de Massoud Barzani. Les combats sont généralement plus bruyants que meurtriers, les blessures par balles, rares. Quand il veut faire mal, le PKK utilise des mines télécommandées.

Impôt révolutionnaire

Les victimes sont ces combattants kurdes, que Massoud Barzani tente, mais c'est une autre histoire, de transformer en soldats de métier. On les croise à Irbil, capitale de la zone kurde, en tenue camouflée et tirés à quatre épingles. Du jamais vu au pays kurde !

Résolue à interdire au PKK d'utiliser le Kurdistan comme sanctuaire, l'armée d'Ankara a, à son tour, franchi la frontière, d'abord timidement, puis massivement et systématiquement. La première grosse opération remonte à février 1995. D'autres se sont succédé de-

puis avec la régularité saisonnière des travaux des champs...

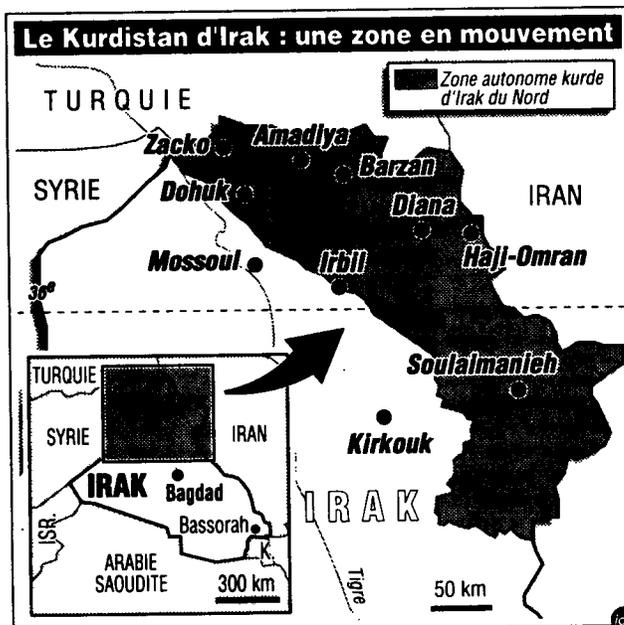
Contrairement aux idées reçues, le reflux de la plus puissante armée de la région n'est jamais complet. L'état-major maintient des unités en Irak, le long de la frontière, sur une bande profonde de vingt à quarante kilomètres : un millier d'hommes au total, selon des observateurs locaux, 5 000 selon des diplomates. Les étrangers qui sillonnent ces montagnes repèrent aisément les positions tenues par les sections et, plus rarement, les compagnies turques. Un char planté derrière les barbelés tient lieu d'artillerie de campagne.

Saddam au cinéma...

Le cinéaste le plus en vue en Irak, Mohammed Choukri Jamil, met la dernière touche à un film-documentaire racontant l'épopée de Saddam Hussein. « C'est une réponse directe à la vaste campagne de dénigrement menée contre la direction de l'Irak », déclare le directeur général du cinéma irakien Farouk Salloum. Le film, qui présente des scènes des guerres des époques ottomane, britannique et contemporaine, n'offre aucun éclairage sur le véritable caractère de Saddam Hussein, qui se tient ces dernières années à l'écart de la population, se réfugiant derrière un culte de la personnalité qui a atteint des sommets. (AFP.)

Entre les militaires d'Ankara et les autres expatriés, les relations sont surprenantes. Un gendarme de l'ONU n'a toujours pas compris comment, le toisant du regard, un officier turc a pu lui demander : « Et vous ? Que faites-vous ici ? »

La population civile se plaint moins des soldats turcs que de leurs adversaires. Les Turcs, au moins, sont autosuffisants. L'intendance les approvisionne. Les maquisards, en revanche, vivent sur le pays. Les gendarmes onusiens recueillent les doléances des villageois. Dès qu'une zone est « infestée » par le PKK, Massoud Barzani (chef du « gouvernement » kurde irakien) n'y livre plus la nourriture et les médicaments qu'au compte-gouttes, pour limiter l'« impôt révolutionnaire ». Comptable de la sécurité de ses agents, l'ONU retarde également la livraison des secours dès que des combats sont signalés dans un secteur. Les



maquisards né « réquisitionnement » pas seulement les sacs de riz et les boîtes de sucre. Ils descendent, de nuit, sur les habitations, enlevant « jusqu'à cinquante à cent têtes de bétail, vaches ou moutons, selon l'occasion ».

Les paysans renâclent. Mais ils sont désarmés face au PKK, une des organisations révolutionnaires les plus efficaces et les plus brutales du Proche-Orient. En juin, huit enfants étaient enlevés dans un village proche de Barzan. Quatre étaient libérés après deux jours, quatre corps étaient retrouvés ensuite. « Les autorités locales accusent le PKK. Elles ont sans doute raison », note un fonctionnaire international. Six chrétiens de Mengesté, dans la province de Dohuk, ont été abattus par le PKK.

A l'aune du Proche-Orient, l'affaire peut sembler bien modeste. C'est pourtant de l'unité de l'Irak, exigence de la plupart de ses voisins, qu'il s'agit. La Turquie se présente d'ailleurs comme « défenseur du statu quo », et décrit son armée comme la seule force « capable de contrôler une situation » particulièrement fluctuante...

La « guerre de l'argent », qui oppose Barzani et Talabani, les deux chefs des Kurdes d'Irak, a cessé. Mais le contentieux n'est pas apuré pour autant.

Royal cadeau

Certains humanitaires redoutent que, réduisant son activité en Turquie, où son chef Ocallyan risque la mort, le PKK ne se renforce en Irak. Les

Etats-Unis viennent de réaffirmer leur soutien à une opposition à vrai dire éclatée. Autant de variantes qui incitent les responsables des ONG basées au Kurdistan à s'interroger sur l'avenir.

Saddam Hussein prépare en souplesse une réunification Nord-Sud qui finira bien par arriver. Le docteur Human Abdul-Khalik, ministre irakien de l'Information, se veut rassurant. Il assure : « Nous sommes déterminés à ne pas utiliser la force pour résoudre ce problème. » Et quand on lui rappelle l'intervention massive de l'armée irakienne aux côtés de Barzani, en 1996, le docteur Abdul-Khalik répond : « Il fallait contrer l'intervention de l'Iran. »

Les Kurdes se plaignaient de subir un double embargo : celui des Nations unies et celui de Saddam Hussein. Le décor a bien changé. Les points de passage de la ligne de démarcation Nord-Sud grouillent de véhicules et d'hommes qui vont et viennent, allant visiter leur famille ou faire du commerce. Dohuk est alimenté en électricité par Bagdad. En laissant les camions-citernes turcs s'approvisionner à la raffinerie de Kirkouk, le gouvernement irakien offre à Massoud Barzani l'occasion de prélever des droits de douane sur leurs cargaisons. Le cadeau est royal.

Les autorités kurdes ne sont pas ingrates. Les tentes de laine brune des nomades du Sud sont un spectacle insolite dans l'automne des montagnes kurdes. Menacés par une sécheresse persistante de devoir abattre leurs moutons et leurs chèvres, les tribus arabes ont

Menaces contre l'ONU

C'est un rituel. Qu'ils soient au travail, sur le court de tennis, ou attablés devant une bière, les expatriés doivent, à heure fixe, contacter par radio le poste de l'ONU. Sécurité oblige. Quand il prend sa voiture pour aller manger des brochettes au restaurant, Jim emmène « son » pechmerga, un combattant kurde qui l'escorte pendant toute la soirée.

En Irak du Nord, les « humanitaires » sont tenus à rester sur leurs gardes. Aucun Kurde digne de ce nom ne sortant de chez lui sans sa kalachnikov, le pays a toujours eu un faux air de Far West. A Dohuk, une affichette prie les visiteurs d'une ONG de laisser leur arme au vestiaire.

Le quotidien, cette année, dépasse le folklore. L'explosion d'une poubelle coûta sa jambe à un employé de l'ONU. Un Néo-Zélandais fut assassiné en avril en faisant son jogging.

Le mois suivant, un véhicule du Haut-Commissariat aux réfugiés essayait des tirs sur une route de la région, rappelant aux anciens une série d'attaques meurtrières analogues, en 1992-1993. D'autant que, d'avril à septembre, trois représentations humanitaires subissaient des tirs de grenades, la dernière, en pleine nuit, contre la permanence de l'Unicef à Irbil. Il n'y eut pas de victime.

Le colonel Jorgen Sethsson a demandé à son personnel d'être plus strict, de rouler en convoi, d'éviter de circuler le soir. « La situation sécuritaire est stable mais imprévisible », confesse le chef des 80 gendarmes de l'ONU. On sent bien une menace, mais on ne sait pas d'où elle vient. »

C. L.

sollicité et obtenu l'hospitalité des tribus kurdes. Environ 1 250 000 têtes de bétail ont pu ainsi brouter l'herbe verte de l'Irak du Nord. Il n'y a pas si longtemps, le Kurdistan se sentait menacé d'arabisation forcée par Bagdad !

Et pour rappeler encore que leur zone autonome appartient à la patrie irakienne, Saddam Hussein vient d'envoyer trois millions de livres de classe aux écoliers d'Irbil et de Soulaïmanieh... C. L.

Les opposants irakiens toujours exposés à la torture et aux exécutions sommaires, selon un rapport d'Amnesty International



24 novembre 1999,

LE CAIRE (AP) -- L'Irak continue de violer les droits de l'homme, arrêtant des opposants sans mandat d'arrêt, les torturant et en exécutant certains après des « procès inéquitables », affirme Amnesty International dans un rapport rendu public mercredi.

« Les personnes soupçonnées d'être impliquées dans des activités de l'opposition peuvent s'attendre à être arrêtées sans mandat d'arrêt, détenues secrètement, torturées brutalement (...) et finalement risquent d'être exécutées », précise l'organisation de défense des droits de l'homme.

Le rapport, remis au bureau de l'Associated Press au Caire, cite le cas d'un suspect dont l'oeil a été arraché pendant une séance de torture. « Cela montre jusqu'où les forces de sécurité irakiennes sont prêtes à aller pour identifier les opposants et les réduire au silence », observe Amnesty International.

Selon le rapport, la majorité des victimes sont des musulmans chiites vivant dans le sud de l'Irak et dans certains quartiers de Bagdad, ainsi que des Kurdes dans le nord du pays.

L'ambassadeur irakien à l'ONU, Saeed Hasan, a qualifié le rapport de propagande américaine sans fondement. « La vraie violation des droits de l'homme en Irak, c'est les sanctions », a-t-il affirmé mardi.

Peu avant de démissionner de ses fonctions au début du mois de novembre, Max van der Stoel, l'enquêteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Irak, a déclaré que la situation dans ce domaine avait empiré et que la répression des droits civils et politiques restait inchangée.

Turkey finds itself a realm apart

US News & World Report 11/22/99

BY FOUAD AJAMI

A character in Turkey's most popular work of fiction in many years, *The New Life*, by the writer Orhan Pamuk, catches the pain of his country's relation to Europe and the West: "The West has swallowed us up, trampled on us in passing But someday, someday perhaps a thousand years from now, we will avenge ourselves; we will bring an end to this conspiracy by taking them out of our soup, our chewing gum, our souls." Turkey has always been the place where Europe trails off, and another reality, another world, begins. It is poignant then that a summit of the Organization for Security and Cooperation in Europe—a group built around the theme of human rights—convenes in Istanbul this week. Two years ago, at a summit of the European Union in Luxembourg, the host of that meeting, Prime Minister Jean-Claude Juncker, expressed an old European aversion to Turkey, saying that he could not sit "at the European Union table with a country where torture is an everyday affair." For Turkey, there is no easy resolution to the pain of living under Western eyes and judgment.

We don't know with confidence when the realm of the Grand Signor (the Great Sultan) became, for Europeans, a realm apart. There had once been another view of Turkey—a power among the powers, a rival to the Hapsburgs for mastery over the Mediterranean. That view long scattered to the wind, and the modern Turkish state remains in a cultural no man's land. At that 1997 summit in Luxembourg, Turkey was singled out for rejection when 11 other countries—ranging from the Czech Republic and Poland to Bulgaria, Romania, and Slovakia—were given the promise of eventual EU membership. For the Turks, the matter of their exclusion was in the main cultural and religious, and the pretexts Europe offered—the treatment of the Kurdish minority, the state of civil liberties, the balance between the prerogatives of the Turkish state and the rights of political dissidents—mere alibis.

Cultural borders. In truth, Turkey has no choice but to persist with its Western vocation. Though EU membership is not in the cards, the country has a customs union with Europe and a special place in the American imperium in the Balkans and the Middle East. An "invisible magnet," one Turkish-born historian observes, has pushed the Turks relentlessly westward from the Central Asian steppes. It was that impulse that drove Turkey's remarkable state builder, Mustafa Kemal Atatürk, early this century when he saw no other choice but "contemporary civilization." There is a view now that would have Turkey turn its back on Europe and find a new vocation in Central Asia and in the world of Islam. This view was put forth in a stark way by Harvard political scientist Samuel Huntington in his controversial work on civilizational fault lines. In the emphatic way Huntington drew his cultural borders, Turkey is a "torn country: whose elite had opted for Europe but had been rebuffed, and will now have no choice but to head eastward" to the Caucasus and Central Asia, the "historic home" of the Turkic people.

But this view misreads Turkey's history and belittles the modernizing drive of its vast secular mainstream. True, the political structures that Atatürk built in the 1920s and '30s have aged. What the Turks dub *devlet baba* (the daddy state) is in need of serious overhaul. The recent earthquakes buried, along with the victims, the myth of the state's invincibility and competence. And no less a figure than the Turkish state's leading jurist, Sami Selçuk, served notice that "Turkey should not enter the new millennium with a constitution the legitimacy of which is very close to zero."

The Kemalist edifice was simple and uncompromising—for the people, despite the people. The Turks put in place an authoritarian model where nationalism allowed little room for difference or ethnicity, and where the military officers in their barracks were the final arbiters of political life. It reflected anxiety about its modernity, fearful of the religious temptation, fearful that what remained of a vast multinational empire might yet undergo another partition, another loss of territory. The structure worked; paradoxically, it was modernity and success that undid it. The Kurds, remade by urbanization and exposure to the culture and factories of Western Europe, now wanted their culture and language acknowledged; a devout bourgeoisie feared religion less and wanted to give it freer run. Turkey had grown wealthier and more confident, and the heirs of Atatürk wanted to build their own edifice. The Western leaders who have come to Turkey have come to a country in the path of powerful crosswinds. It is fair enough that Turkey's shortcomings be recognized. But in its habitat with radicalism all around—in Syria, Iran, and the Caucasus—the caution of the Turkish state and its dread of playing with fire are no small gifts of that old Kemalist inheritance.



Albright: Iraq 'Cynical' to Reject Oil Deal

Nov 22, 1999

BRATISLAVA, Slovakia (Reuters) - The United States said on Monday Iraq's rejection of a U.N. oil-for-food program was a cynical move, but that a suspension of Baghdad's oil exports would not result in an immediate crisis. "To me it's a sign of the great cynical approach that Iraq -- Saddam Hussein -- has taken, both toward his own people...(and) vis a vis the international community, because all that resolution wants is for Saddam Hussein to live up to his obligations to disarm," Secretary of State Madeleine Albright said on a visit to Slovakia. Iraq said it was stopping oil exports Monday after rejecting a two-week extension of a U.N. program allowing the sanction-bound country to sell its main resources in return for food and other humanitarian supplies.

State Department spokesman James Rubin said there was no immediate crisis resulting from Iraq's decision. "There is a lot of oil in the system, and food stocks, so this is not a crisis situation," Rubin said.

Iraq spurned the extension Saturday, saying the United States was using the plan to pressure other U.N. Security Council members into accepting a resolution on Iraq. The Security Council is currently divided over a draft resolution, proposed by Britain and the Netherlands.

Under the resolution, the U.N. would lift sanctions against Iraq in return for a new weapons inspection regime, but Baghdad says the sanctions must be lifted without any conditions. Albright said the extension would have helped Iraqis by allowing more oil to be sold for food and medicine. "I think Iraq has shown its true colors once again by turning down the possibility of having more food and medicines for its people by selling more oil," Albright said in the Slovak capital. Iraqi Oil Minister Amir Muhammed Rasheed said earlier on Monday that Iraq had finished the sixth phase of the oil-for-food program with the delivery of 390 million barrels. The Iraqi decision Monday pushed oil prices to heights not seen since the Gulf War.

Saddam Hussein appoints his son as leader of the army in northern Iraq

Arab News - Nov 22, 1999

Saudi sources stated yesterday that Iraqi President Saddam Hussein appointed his youngest son, Qusai as the leader of the army units authorized to respond to the Turkish invasions in northern Iraq. The sources quoted an Iraqi official as saying that Saddam formed a special force from the Iraqi army, which he called "the great retaliation" and he authorized it to confront any danger in northern Iraq. The sources added that Qusai has recently occupied many serious posts in the Iraqi leadership, among which is the deputy commander of the Iraqi armed forces, due to cancer from which Vice President Izzat Ibrahim suffers.

* * * * *

Fair for petroleum industries in Baghdad

Arab News - Nov 22, 1999

The Iraqi Petroleum Ministry is preparing to organize the second specialized fair for petroleum industries during the last week of this month, in which 56 Arab and foreign companies will participate. The most recent inventions in the fields of production, extracting raw petroleum and petroleum industries will be displayed. Special symposiums for Baghdad's programs for developing industry in Iraq will also be displayed in the fair.

This came in a press statement issued by Iraq's embassy in Cairo. Dutch, Russian, British, Chinese, Italy, United Arab Emirates, Qatari and French companies are participating in this fair.

Albright: Iraq 'Cynical' to Reject Oil Deal

Reuters - Nov 22, 1999

BRATISLAVA, Slovakia (Reuters) - The United States said on Monday Iraq's rejection of a U.N. oil-for-food program was a cynical move, but that a suspension of Baghdad's oil exports would not result in an immediate crisis. "To me it's a sign of the great cynical approach that Iraq -- Saddam Hussein -- has taken, both toward his own people...(and) vis a vis the international community, because all that resolution wants is for Saddam Hussein to live up to his obligations to disarm,"

Secretary of State Madeleine Albright said on a visit to Slovakia. Iraq said it was stopping oil exports Monday after rejecting a two-week extension of a U.N. program allowing the sanction-bound country to sell its main resources in return for food and other humanitarian supplies. State Department spokesman James Rubin said there was no immediate crisis resulting from Iraq's decision. "There is a lot of oil in the system, and food stocks, so this is not a crisis situation," Rubin said.

Iraq spurned the extension Saturday, saying the United States was using the plan to pressure other U.N. Security Council members into accepting a resolution on Iraq. The Security Council is currently divided over a draft resolution, proposed by Britain and the Netherlands.

Under the resolution, the U.N. would lift sanctions against Iraq in return for a new weapons inspection regime, but Baghdad says the sanctions must be lifted without any conditions. Albright said the extension would have helped Iraqis by allowing more oil to be sold for food and medicine.

"I think Iraq has shown its true colors once again by turning down the possibility of having more food and medicines for its people by selling more oil," Albright said in the Slovak capital. Iraqi Oil Minister Amir Muhammed Rasheed said earlier on Monday that Iraq had finished the sixth phase of the oil-for-food program with the delivery of 390 million barrels. The Iraqi decision Monday pushed oil prices to heights not seen since the Gulf War.

HASSANZADEH, Secretary-general KDP-I: Islamic Republic opposes Middle East peace process

Kurdish Media - Nov 23, 199

This is the text of the speech by Mr. Abdullah HASSANZADEH, Secretary-general of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDP-I), at the XXIst Congress of the Socialist International On 8, 9 and 10 November 1999 in Paris Mr. President, Dear Comrades, Dear Friends, Thank you for giving me the opportunity to express myself on our Party 's position on peace in general and on peace in the Middle East in particular. I beg to inform you that the policy of the Democratic Party of Iranian Kurdistan, which has been fighting for over half a century for freedom and democracy, has always been to search for peace and to reject violence.

The search for a solution to problems by way of dialogue and the action for peace and friendship between peoples have always been part of our basic principles. And I am very pleased to reassert once more, here before you all, that my Party remains irreversibly attached to these principles. As regards the issues of the Middle East and of the dispute between the Arab countries and the State of Israel, although my Party stresses the need for recognition of the legitimate rights of the Palestinian people, it has always advocated settling these problems by dialogue and in a peaceful manner, definitely not by force and violence. Consequently, we are very pleased to see that the interested parties have at long last understood that it is necessary to look for a solution in direct negotiations - a just solution which will guarantee the interests and legitimate rights of all interested parties. Unlike the regime of the Islamic Republic of Iran which fiercely opposes the peace process in the Middle East and does everything possible to impede its progress, my Party and many other popular forces in Iran ardently wish for this process to succeed and for ties of friendship and cooperation to be established at last between the peoples of the region.

But one must not forget that the disputes between the Arab countries and the State of Israel are not the only problems on the road to lasting peace in the Middle East. There exists another problem in the region: the problem of the Kurds whose fatherland, after the First World War, was divided between four States, i.e. Iran, Turkey, Iraq and Syria.

Although these States are trying to minimize its significance by keeping silent about it, the Kurdish problem is as important as the Palestinian problem. It is the problem of over 30 million human beings deprived of their most elementary rights. With the exception of the Iraqi Kurds who, since the beginning of the XXth Century, have gained the possibility of being taught in their mother tongue, in all the other parts of Kurdistan the Kurds are deprived of all their human rights, even of their essential right to education in their mother tongue. The legitimate claims of the Kurdish people have unfortunately been met with only one answer "repression" - and even with a policy of extermination.

Iranian Kurdistan which covers an area of 125 000 square kilometres, is divided into four provinces: west Azerbaijan, Kurdistan, Kermanshah and Ilam. As you can see, only one province is recognized as Kurdistan by the Iranian authorities. There are also some strong Kurdish communities living as ethnic minorities in other regions of Iran, notably in Tehran and in the province of Khorassan in the East of the country. The Kurds from 16% of the people in Iran, in other words a population of over 10 million human beings deprived of all their rights.

The national oppression affects all fields of the Kurdish people's life, i.e. the political, economic, social and cultural fields. You probably ask yourselves: But what do they ask, the Iranian Kurds, in order to deserve such relentless pestering from the Iranian government? Contrary to the charges of the central governments, the Kurdish movement of Iran is not a separatist movement. Since decades the Iranian Kurds have been fighting for democracy and for recognition of their right to identity in the form of regional autonomy, without questioning the international borders of the Iranian State. Our Party's position has always been to search for peace and to reject war. We have always said that there can be no military solution to the Kurdish problem in Iran, and that this problem must be solved by a negotiated and peaceful settlement. All our efforts have unfortunately been in vain: at the time of the monarchy and today the Islamic Republic's regime, the successive central governments have answered only with force, repression and terror. It was in order to reply to this barbaric repression and to defend their existence that the Kurds have been led sometimes to organize legitimate armed resistance.

In order to convince you of the pacifist position of my Party, let me remind you that on 13 July 1989, we lost our eminent leader, the late lamented Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, who was assassinated in Vienna (Austria) at the negotiation table by envoys of the Iranian regime who had come from Tehran to talk about Ç peace È and to find a Ç peaceful È solution to the Kurdistan problem. However, we remain faithful to our principles and we still believe in the need to settle the Kurdish issue by dialogue. And if, one day, there is a possibility for serious and non secret negotiations, attended by credible international observers, my Party will be a party to the talks without the slightest hesitation. On the other hand, I must tell you this, experience has taught us that one cannot trust the regime of the Islamic Republic of Iran - a regime which, in order to solve national and international problems, dose not hesitate to resort to violence, to force and intrigue.

To conclude, I wish to tell you that it would be a very great pleasure and an immense satisfaction for us if international authorities such as the Socialist International could take steps to prepare the ground for a peaceful solution to the Kurdish problem in Iran. We will gladly welcome any initiative or proposal which might speed up the cause of peace, or freedom, of democracy and of the right of oppressed peoples, notably of the Kurdish people in Iran. Here and now we wish to thank all those who will be able to help us in this matter. We shall be forever grateful to them. Thank you very much for your attention.

Turkish and Russian spy chiefs to meet on Chechnya

Reuters - 08:52 a.m. Nov 23, 1999 Eastern

ANKARA, Nov 23 (Reuters) - Turkish and Russian intelligence chiefs will meet on Tuesday to discuss allegations that Chechen rebels train on Turkish soil, Prime Minister Bulent Ecevit said. Anatolian news agency quoted Ecevit as saying Russia's chief of foreign intelligence would meet Senkal Atasagun, head of Turkey's National Intelligence Organisation (MIT), in Ankara.

Moslem Chechens enjoy widespread sympathy in Moslem Turkey, especially amid the recent Russian military campaign in the region. Russia and Turkey have historically vied for influence over the mountainous Caucasus.

Thousands of Caucasian refugees settled in Turkey during the last century in the wake of conflicts with Russian forces. Turkish non-governmental organisations provide medical and relief aid to the small number of refugees who have fled Chechnya for Turkey. Some radical Turkish Islamic groups support the armed rebel campaign in the Caucasus.

Ecevit said Turkey would counter any Russian accusations with complaints about what it regards as Russian support for Kurdish rebels. "We don't know whether they really have documentation. But MIT has documents to do with (Kurdish rebel) camps in Russia. Those will be brought onto the agenda," he said.

Russia and Turkey signed a joint declaration during a recent visit by Ecevit to Moscow pledging to fight terrorism. Turkish and Chechen gunmen hijacked a Russian passenger ferry on the Black Sea in 1996 in support of Chechen independence.

.....

Turkey plans population and farm census 2000/01

Nov 23, 1999 Eastern

ANKARA, Nov 23 (Reuters) - Turkey will carry out a national census of its growing and migrating population in 2000 and a detailed survey of land use and farm animals in 2001, a government spokesman said on Tuesday. State Minister Tunca Toskay told a parliamentary commission that the census aimed to "gather the social, demographic and economic qualities of the population." He gave no date for the count.

A limited headcount in 1998 put Turkey's population at 62.6 million. That survey was accused of failing to count many in poor urban suburbs and in the mainly-Kurdish southeast. The last full-scale census was held in 1990 and found 56.5 million. A 15-year-old conflict with Kurdish rebels in the southeast has fuelled rapid urbanisation in Turkey and a movement from the poor southeast to the wealthier and industrialised west.

A major earthquake in August in the northwest killed 17,000 people, destroyed thousands of buildings and encouraged migration. Toskay said the 2001 agricultural survey would measure arable land, crop types, herd size and farm costs and income.

.....

China, Russia and Arab countries yet again support Saddam

Kurdish Media - Nov 23, 1999

The UN condemned the "wide and systematic" abuse of human rights and the breach of the international law by Iraq. The majority of the 91 members in the UN voted to keep sanctions against Iraq for its whole sale oppression of its population and denial of freedom of expression and human rights.

However, 54 countries sustained the vote. Traditionally, China and Russia do not vote against Iraq because of their own abuse of human rights against their own minorities such as Tibetans (under China) and the Chechens (under Russia). However, Russia and China has another important motive also: Iraq is a lucrative weapons customer for both countries. Observers often draw parallels between the plight of the Kurds in Iraq and Tibetans and the Chechens in the above-mentioned territories. The Russian and Chinese vote to lift sanctions against Iraq is a form of solidarity among overlord states against oppressed national minorities. Arab countries, including Algiers, Bahrain, Egypt, Libya, Lebanon, Jordan, Syria, Morocco, Tunisia and the UAE voted to lift sanctions due to the symbolic "Arab solidarity" and having similarly bad record of human rights abuses themselves, albeit not on a scale comparable to that of the Saddam regime in Iraq. This is not the first time that Saddam obtains the support of these countries. The above-mentioned Arab countries, Russia, and China failed to condemn Saddam's use of chemical weapons in Southern Kurdistan, and failed to condemn Saddam's genocide code named 'Al Anfal' (the war booty), against the Kurds in which 180,000 Kurdish women, men and children perished.

The consequence of great power's and Arab support for regimes like that of Saddam's is that Kurds and other minorities lose respect for the international systems and also for the Arab people. Against a callous system of weapons trade and blind Arab nationalism, the Kurds grow, understandably, to be cynical about universal values and to hate Arabs. This is not good for Kurdish-Arab relations in the future. If there are universal values and human rights, they should be implemented across the board and for everyone. If double standards rule, then, so would cynicism, instability and violence. Every passing day with double standards makes it impossible to re-link the Southern Kurdish self-rule area with Iraq, a plan that international countries, in particular Arab countries want to see.

ANALYSIS-Ocalan far from gallows as verdict looms

Reuters - 09:08 a.m.

Nov 23, 1999 Eastern By Jon Hemming

ANKARA, Nov 23 (Reuters) - "I am keeping myself ready for execution," condemned Kurdish rebel chief Abdullah Ocalan told his lawyers recently. But whichever way Thursday's appeal court verdict goes, that day may not come, and even if it does, will be a long time in coming. The court is to rule on Ocalan's death sentence handed down in June for treason, separatism and causing the deaths of some 30,000 people. It can either uphold the sentence or order a retrial

because of an unsound verdict or procedural faults. The fate of Ocalan, now languishing in a Turkish island jail, is key to both Turkey's bid to win European Union candidacy and the survival of the ruling coalition. It is in the government's interest to put off Ocalan's appointment with the gallows as long as possible -- if not forever. "The state is trying to win time," one Kurdish politician told Reuters. "There are two ways to do this. The first -- the verdict can be overturned for procedural reasons...The second way is for Ocalan's lawyers to apply to the European Court of Human Rights (ECHR) and that will last at least 18 months."

FIGHTING LULL AS VERDICT AWAITED

Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) began fighting for an independent Kurdish state in 1984, but then downgraded its demands to self-rule for the Kurds. A total of more than 30,000 rebels, soldiers and civilians have been killed in the conflict. Since his capture, Ocalan has said he would be happy with Kurdish cultural rights and ordered his guerrillas to stop the armed struggle and transform themselves into a peaceful party. Fighting in the rugged, mainly Kurdish southeast has lulled. "We have presented our case, naturally we expect the verdict to be overturned," one of Ocalan's lawyers, Irfan Dundar, told Reuters. But if it is not, Dundar said they would apply for the verdict to be "corrected" under an obscure legal procedure.

"This is an extraordinary legal route," said Dundar, and one, analysts point out, that is also very unlikely to succeed. "As a precaution, we have also decided to apply to the European Court of Human Rights to stop the execution," he said.

According to procedure, if the appeals courts upholds the death sentence, Turkey's parliament must vote on whether to carry it out; then the president has the final word. But there is no timetable for when MPs have to hold the execution debate -- some 47 condemned prisoners are already waiting in this limbo in cases dating back to 1991. Turkey's last official execution was in 1984.

PLAYING FOR TIME

Prime Minister Bulent Ecevit, an opponent of the death penalty, is anxious to overcome European objections to Turkey's shaky human rights record and win EU candidacy at the Helsinki summit next month. He also needs to rein in his far-right government partners whose baying for Ocalan's blood could well undo his three-way coalition. In short, Ecevit has to play for time, even as public passions fanned by the June trial subside. "We will wait for the results of the application to ECHR before the verdict is put before parliament," newspapers quoted the veteran leftist premier as saying.

President Suleyman Demirel has said Turkey would abide by the European court's decision. Failure to do so could mean suspension from the Council of Europe. "The prime minister may want to use this procedure so as not to bring down a new problem on Turkey's head," Ecevit's foreign policy aide, Ertugrul Ciragan, told Reuters. And time could help Turkey in other ways too. While the Ocalan case is still somewhere before the courts, barring a split, the PKK are unlikely to take up arms against the state.

"The longer it goes without a decision being taken, the better it is in terms of what happens in the southeast," said one Western diplomat. "If the PKK remain quiet, the people there will get used to a more peaceful environment, making it more difficult for the PKK to return to violence. "Ecevit hopes the whole thing will slide off the agenda." If all goes to plan and the army maintains its military success against the PKK in the mountains of the southeast, Ecevit may then feel strong enough to ease bans on Kurdish education and broadcasting sought by the EU. "Executing Ocalan will not benefit anyone, Turk or Kurd," said the Kurdish politician who declined to be named. Whether by holding a retrial or awaiting a decision from the ECHR, Turkey looks set to defer a decision on hanging, hoping time will heal the wounds of its 15-year-old Kurdish conflict and usher in an era of peace.

Copyright 1999 Reuters Limited. All rights reserved. Republication and redistribution of Reuters content is expressly prohibited without the prior written consent of Reuters. Reuters shall not be liable for any errors or delays in the content, or for any actions taken in reliance thereon

* * * * *

Iraq Cuts Exports, in Move That Foils Oil-For-Food Plan

By BARBARA CROSSETTE

November 23, 1999 New York Times

UNITED NATIONS -- Iraq Monday unexpectedly began to cut off the oil it is allowed to export in exchange for food and other basic supplies, after the Security Council extended the program for only two weeks. Fred Eckhard, the United Nations spokesman, said independent experts reported Monday morning that Iraq had cut the flow of oil to the Turkish port of Ceyhan and was preparing to stop shipments from the Iraqi port of Mina al Bakr on Tuesday. Those ports are Iraq's main export points. The Iraqis said the cuts were ordered to protest the Security Council's failure last week to extend the program for six months, as in the past. After Russia tried to improve the terms of the oil-for-food program for Iraq, the council chose to extend the program for only two weeks.

The United Nations permits Iraq to export controlled amounts of oil in exchange for basic supplies, to mitigate the effects of long-term sanctions ordered against the government of President Saddam Hussein. The sanctions were imposed because of the government's failure to demonstrate that it had eliminated production of weapons of mass destruction. Iraq exported more than \$7 billion worth of oil over the last six months, an amount that equals about 5 percent of the oil sold worldwide. After the Iraqi cutbacks, crude oil prices rose in the New York market by almost a dollar, to more than \$27 a barrel, a nine-year high. Iraq's rationale for cutting its exports was not immediately evident to diplomats here.

In the past, Iraq has repeatedly generated crises to pressure its adversaries, and some diplomats thought that President Hussein would use any cutoff of food to claim that the economic sanctions were causing ordinary people to suffer. The initial speculation was that the cutoff of oil exports was temporary. If Iraq fails to carry out the program, "it will be thumbing its nose at the international community again," said James P. Rubin, the State Department spokesman. "Every time that Iraq shows its contempt for the world, and its contempt for the world's concern about the people of Iraq, it only makes it harder for Iraq's positions to be taken seriously in the Security Council," he said. The Security Council debate has focused on reaching an agreement among the five permanent members -- Britain, China, France, Russia and the United States, each of which can veto an agreement -- to send disarmament inspectors back into Iraq after a year's absence. The efforts have been focused on finding a formula that Russia, Iraq's main ally on the council, would not reject.

Some diplomats say the Iraqis may have been stunned by reports that the Russians might be willing to drop their strong advocacy for Iraq. Reports last week suggested that Moscow had informally offered the United States a deal to soften Russian opposition to a Western resolution on Iraq, in return for American restraint in criticizing Moscow's war in Chechnya.

The Russians deny that such an offer was made. France, which at times has argued on Iraq's side, is now considered part of the consensus behind a tougher resolution demanding that Iraq accept and cooperate with arms inspectors. In return, Baghdad would get a suspension of sanctions -- but not a total removal of sanctions, and only for renewable periods. The French say they are concerned that Iraq, with a record of secret prohibited arms programs, is not being monitored. France is now expected to back the new inspection system being discussed. Iraq has said repeatedly that it will not accept any inspection system that does not remove sanctions first. The government, which has long chafed under the close monitoring and tight financial controls of the oil-for-food program, may be trying to hold the program hostage at a critical moment to win concessions on both plans.

Diplomats and officials here say Iraq may be concerned that the oil plan and inspections may be dealt with as a package in the council, leaving little room for them to maneuver. The Russians have consistently rejected this linkage, but they made it more likely by putting off a normal extension last week after their delegation failed to change the terms in Iraq's favor. The Security Council's permanent members are sharply divided on several parts of the arms-inspection plan. These include how long to wait before Iraq would qualify for a suspension of sanctions after demonstrating cooperation; how long the suspensions would run before being reviewed, and how independent a new inspection commission would be.

The danger for the United Nations is that by shutting down oil flows and continuing to oppose a new disarmament plan, Iraq might effectively free itself of foreign supervision. That would raise the question of military action to enforce Security Council resolutions. The United States has been silent about such a possibility, in contrast to last year's bellicose policy, which led to the bombing of Iraq in December and the effective end of the old United Nations arms control system there. United Nations officials were taking a wait-and-see attitude and were leaving the administrator of the program and his staff in place in Iraq, and civilian goods ordered earlier were continuing to flow to the country, said Eckhard, the United Nations spokesman.

"There are an awful lot of supplies in the pipeline, so our work doesn't need to stop just because the oil stopped flowing," he said. "Our hope is that this can eventually be worked out and they will continue the oil-for-food program." The program -- which Baghdad has never liked because of the controls and monitoring of sales and purchases that came with it -- is intended to relieve the hardships of ordinary citizens.

Sanctions were imposed on Iraq after its invasion of Kuwait in August 1990. By late 1991, it was becoming apparent to the Security Council that the disarming of Iraq by the United Nations Special Commission would take considerably longer than expected and that the sanctions were beginning to take a toll on Iraqi civilians. The council offered President Hussein the first oil-for-food program, which was rejected by Iraq. Four years later, a second plan was presented to the Iraqis, who finally accepted it in 1996 after months of stalling, and goods began to arrive in 1997. The current plan, as amended, allowed Iraq to export \$5.26 billion worth of oil every six months. That amount has increased, in part because of the recent climb in oil prices.

HALTE AUX BARRAGES

1 600 sujets de discorde sur la planète

■ Leurs partisans voient dans les barrages un moyen de production d'énergie propre et bon marché, ainsi que la possibilité de maîtriser les fleuves. Pour leurs détracteurs, ils sont synonymes de catastrophes humaines, culturelles et écologiques – comme dans le cas de Halfeti, en Turquie, ou dans le projet de la République du Bachkortostan.

FINANCIAL TIMES

Londres

Pour certains, ils figurent parmi les plus grandes merveilles du monde créées par la main de l'homme. Pour d'autres, ils sont les symboles de la mégalomanie et de la corruption. Rares sont, en matière de développement, les sujets qui soulèvent autant de passions que les barrages. D'un côté, ceux qui soulignent le rôle des barrages dans la production d'énergie bon marché et propre, la prévention des inondations et l'approvisionnement en eau ; de l'autre, ceux qui les considèrent comme des calamités sociales et écologiques.

Le mouvement antibarrages ne cesse de gagner du terrain. En Inde, des militants emprisonnés ont entamé une grève de la faim pour protester contre le déplacement massif de villages à cause des ouvrages qui se succèdent sur le fleuve Narmada. Le barrage d'Ilis, en Turquie, a également suscité une levée de boucliers dans le monde. Tout en soulignant ses conséquences pour les Kurdes, dont plusieurs villes et villages seront engloutis par les eaux, ses détracteurs soutiennent qu'il pourrait déclencher une guerre avec la Syrie et l'Irak, et mettre en péril l'approvisionnement en eau potable ainsi que les moyens d'existence des paysans locaux.

Industriels et financiers ne peuvent ignorer ce débat. *"La vérité est que ce sont la société civile et le secteur privé qui, dans une large mesure, décideront si les gouvernements doivent considérer l'énergie hydraulique comme une option prioritaire"*, assure Kader Asmal, un membre du gouvernement sud-africain qui préside la Commission mondiale sur les barrages (World Commission on Dams), un organisme indépendant qui se penche sur l'avenir des grands barrages. Les groupes de pression prennent de plus en plus pour cible les entreprises de travaux publics et les établissements financiers occidentaux. L'organisation écologiste américaine National Wildlife Federation fait ainsi pression sur les banques engagées dans le financement du projet des Trois-Gorges, en Chine, le

plus grand ouvrage de ce type jamais construit, qui devrait provoquer le déplacement de plus de 1 million de personnes et des dégâts écologiques majeurs. Le groupe de pression suisse Déclaration de Berne cherche à sensibiliser les actionnaires de l'entreprise de mécanique ABB sur les risques posés par l'engagement de cette société dans des projets d'hydroélectricité.

On a vu des cas d'entreprises se retirant de programmes controversés. En début d'année, deux sociétés allemandes de services collectifs se sont désengagées du projet indien de Maheshwar, dans la vallée de la Narmada, qui devrait aboutir au déplacement d'environ 20 000 personnes. Mais, en général, les firmes rechignent ; la construction des barrages représente une activité lucrative. Bien que le nombre de mise en chantiers ait baissé depuis les années 70, on estime à 1 600 le nombre d'ouvrages en cours d'édification dans 42 pays. Ces Etats – principalement l'Inde, la Chine, la Turquie, la Corée du Sud, le Japon, le Brésil, l'Espagne, la Thaïlande et la Roumanie – investissent 15 milliards de dollars par an dans l'énergie hydraulique, selon la Commission mondiale sur les barrages.

D'autre part, les questions éthiques ne paraissent pas évidentes. Les partisans des barrages font valoir leurs avantages. Un cinquième de l'électricité mondiale est produit par les centrales hydroélectriques ; la plupart des grands ouvrages fournissent de l'eau destinée à la consommation humaine ou à l'irrigation afin de satisfaire aux besoins d'une population croissante.

La commission, qui a été créée en mai dernier par la Banque mondiale et l'Union mondiale pour la nature (UICN), la plus grande organisation mondiale de protection de l'environnement, a pour mission de faire la lumière sur cette épineuse question. Les commissaires – qui viennent d'horizons divers, avec notamment Goran Lindahl, président d'ABB, et Medha Patkar, fondateur de Narmada Bachao Andolan (Combat pour sauver la Narmada), disposent de deux ans pour faire le point sur le rôle des grands barrages dans le développement économique et convenir de nouveaux critères

pour leur conception, leur exploitation ou leur déclassement.

L'HYDROÉLECTRICITÉ N'EST PAS AUSSI INOFFENSIVE QU'ON LE PENSE SOUVENT

Parallèlement à l'étude de l'impact des barrages existants, la commission a réuni des gens dont les opinions divergent sur les questions sociales et environnementales au centre de la polémique. Par exemple, le Fonds mondial pour la nature (WWF) a amplement prouvé que l'hydroélectricité n'est pas aussi inoffensive pour l'environnement que le prétendent certains. Il a cité les problèmes d'eutrophisation (phénomène par lequel la prolifération des végétaux aquatiques provoquée par l'excès de substances nutritives mène à une détérioration de la qualité de l'eau), de sédimentation, de glissements de terrain et de production de méthane et de dioxyde de carbone, deux gaz à effet de serre dus à la décomposition de la tourbe et de la biomasse forestière submergées. Mais certains contestent plusieurs aspects de cette étude. Si l'on en croit le producteur d'énergie hydraulique canadien Hydro-Québec, même en tenant compte des gaz à effet de serre provenant de la biomasse en décomposition dans les lacs de barrage, l'hydroélectricité peut avoir un effet positif sur le niveau de ces émissions.

Ceux qui jugent les barrages indispensables pour améliorer l'approvisionnement en eau brandissent les prévisions de croissance démographique. Selon une étude citée récemment par le Fonds des Nations unies pour la population, d'ici à 2050, un quart de la population mondiale vivra probablement dans des pays connaissant des pénuries chroniques ou périodiques d'eau douce. Qui plus est, la démographie galopante, l'augmentation du niveau de vie et le réchauffement de la planète rendent nécessaire la recherche de sources d'énergie complémentaires. Moins de 20 % du potentiel hydroélectrique estimé dans le monde est exploité, d'après la Commission internationale des grands barrages (CIGB), une organisation non gouvernementale.

A ce stade du débat, aucune réponse incontestable n'a été donnée. Mais les querelles feront encore longtemps rage sur les mérites des barrages. Selon Maurice Strong, vieux routier de l'écologie et membre du conseil de la Fondation des Nations unies [United Nations Foundation, qui œuvre notamment en faveur de l'environnement], l'eau et les questions liées aux barrages constitueront l'une des principales sources de conflits futurs. *"Chaque ouvrage sera sujet à polémique, prédit-il. C'est inévitable."*

Vanessa Houlder

“Nous préparons notre propre fin et nous ne le savons même pas”

■ **Hasankeyf**
 Hasankeyf, dans le département de Batman, est un autre haut lieu de civilisation qui sera inondé par les eaux du barrage d'Ilis, sur le Tigre. Ce site unique, plusieurs fois millénaire, porte les vestiges des civilisations assyrienne, d'Ourartou [autour du lac de Van, du IX^e au VII^e siècle av. J.-C.], romaine, byzantine, syriaque, abbasside, arabe, etc. Les travaux de construction commenceront dès que les prêts octroyés par les agences de financement européennes seront approuvés par leurs gouvernements. Le projet s'inscrit dans le cadre des 22 barrages prévus par le GAP. Une association se bat depuis onze ans pour le réexamen de ce projet et la conservation de Hasankeyf en tant que musée de plein air. L'association a lancé un appel aux pays concernés (la Syrie et l'Irak) leur demandant de revoir leurs propositions de financement. Faute de quoi, elle entend intenter des procès aux bailleurs de fonds et au gouvernement turc.

La construction du barrage de Birecik, sur l'Euphrate, va faire disparaître un important patrimoine culturel. Elle privera aussi la région d'un riche centre agricole.

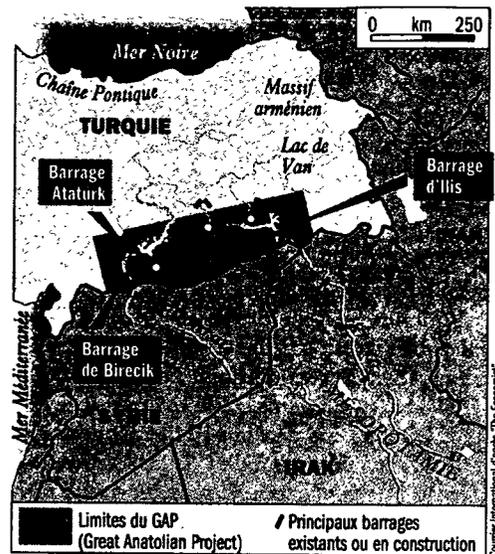
CUMHURİYET (extraits)
 Istanbul

Lorsque nous sommes arrivés à Halfeti, nous savions qu'à partir de décembre de cette année le barrage de Birecik commencerait à se remplir et qu'il n'y aurait plus d'espoir pour les fiers témoins de l'Histoire. “Le niveau de l'eau va monter jusque-là”, indique le maire de cette ville en désignant une demeure historique qui trône à l'angle de la place centrale. Cette maison de pierre, dont l'architecture donne son caractère unique à la ville, ainsi que la mosquée du XVI^e siècle et la place seront englouties sous 2,5 m d'eau.

Désormais, l'Euphrate ne dressera plus l'oreille pour entendre la prière et ressentir la vie de cette cité, mais il forcera sa mémoire. Puis, avec le temps, il s'habitue aux bruits mondains et vaniteux des festivités du Great Anatolian Project (GAP), avec ses compétitions de ski nautique ou de canoë devant les yeux ébahis de Halfeti. Ensuite, il poursuivra sa course vers la Mésopotamie, en oubliant complètement la chaleur humaine et les rumeurs d'une très vieille civilisation.

En fait, le barrage de Birecik ne se prépare pas seulement à engloutir les deux cinquièmes de Halfeti, mais en un certain sens sa totalité, et même son avenir. Car, selon les informations fournies par l'administration du GAP, l'ouvrage en question n'est pas conçu uniquement pour répondre aux besoins en énergie

et en eau d'irrigation, il servira également de source d'eau potable, comme ce qui avait été décidé voilà quelques années. Cette décision a fait le cauchemar de ceux qui espéraient transformer en un lieu de tourisme culturel les parties de la ville qui ne seront pas englouties. En effet, la réglementation qui concerne la protection des sources d'eau potable interdit toute construction ou habitation à ses abords. Et,



dans de telles zones, l'élevage et l'agriculture avec l'utilisation de pesticides ou d'engrais sont interdits.

L'amitié historique de Halfeti avec l'Euphrate n'était pas limitée à son installation au bord de ce fleuve. Les terres fertiles, les vergers et les vignobles qui longeaient ses rives avaient fait de Halfeti le centre le plus riche de la région en cultures vivrières, satisfaisant pour un tiers les besoins du département d'Urfa en fruits et légumes. Halfeti n'était pas seulement le symbole d'une histoire ancienne, mais également l'exemple d'une belle architecture et d'une urbanisation réussie dans la région. Bientôt, ces vergers, ces vignobles, ces champs fertiles reposeront sous l'eau. Halfeti aura perdu non seulement une partie importante de son patrimoine architectural urbain, mais également ses sources de vie et de richesse.

LA POPULATION SERA RELOGÉE DANS DES ESPÈCES D'ENTREPÔTS !

En quittant la ville, nous voyons que les habitants aussi font des préparatifs pour le départ qui approche. Où vivront-ils ? Et de quoi vivront-ils ? La réponse est triste. La nouvelle agglomération construite comme le “nouveau Halfeti” ne s'est inspirée en rien de l'architecture, ni des spécificités urbaines de l'ancienne ville. C'est un projet dépourvu de tout concept culturel, ressemblant plutôt à un village provisoire construit à la hâte afin d'héberger les rescapés d'une catastrophe naturelle. Quand on nous montre les logements en construction, nous ne comprenons même pas qu'il s'agit de la nouvelle ville et nous cherchons à savoir à quoi serviront autant d'entrepôts...

Après la terrible réponse, nous sommes d'autant plus choqués d'apprendre que ce projet de construction a été mis en place “avec l'ac-

cord de l'administration du GAP". Car cette même administration ne cesse de répéter, sur ses affiches, dans ses brochures et dans les discours de ses représentants que nous rencontrons tout au long de notre voyage qu'elle "accorde une grande importance à la richesse historique et culturelle de la région". On doute profondément de la sincérité de cette déclaration

d'intention quand on constate le sort réservé à ceux qui ont créé et préservé jusqu'à nos jours une ville musée comme Halfeti !

Même si les habitants se résignaient à habiter dans cette nouvelle agglomération sans caractère, ils ne savent toujours pas de quoi ils vivront. Les pistachiers qui poussaient ici grâce à l'air sec ne seront plus adaptés au cli-

mat humide créé par le barrage. Quant à ceux qui parlent de la pêche, ils semblent oublier que la nouvelle ville est à 8 kilomètres du lac.

Devant nos regards, Halfeti s'approche de la fin. Et nous, qui perdons Halfeti, Hasankeyf et tous nos autres symboles de civilisation au nom du "progrès", nous ne sommes même pas conscients que nous préparons notre propre fin.

Oktaç Ekincl

TURQUIE

Le prochain séisme à Istanbul : chronique de la peur au quotidien

SABAH
Istanbul

Nous nous sommes rencontrés sur le vol de nuit pour Ankara. "Je préparais le repas du soir dans la cuisine, dit-elle. J'ai soudainement eu envie de saisir mon fils et de nous éloigner d'Istanbul pour quelque temps. J'ai réservé deux places sur le premier vol, et nous avons filé à l'aéroport !" Istanbul, la ville des splendeurs, retient son souffle dans l'attente du cataclysme annoncé tel un destin implacable. L'inquiétude parcourt les rues comme la peste. La paranoïa atteint la population.

Un ami travaillant à la télévision explique que le "présentateur voyant" qui avait déjà prédit la catastrophe du 17 août observe maintenant les étoiles et signale les dates des 25 et 26 novembre comme "fatidiques".

Une jeune fille au visage d'ange raconte presque un film de science-fiction. "Un vieillard à la barbe blanche est monté dans un autocar allant vers Istanbul. Il a chuchoté au passager assis à côté de lui qu'on devait s'attendre à une catastrophe à partir de mardi. Il lui a dit : 'Ne restez

pas à Istanbul.' Alors que l'autocar roulait dans une forêt, le vieillard avait déjà disparu !" Des histoires surréalistes terrifiantes, inventées on ne sait où, se chuchotent dans les quartiers périphériques de la ville puis grimpent jusqu'aux temples de la finance dans des gratte-ciel de verre et d'acier.

Plutôt que ces histoires elles-mêmes, le sérieux qui leur est accordé fait frémir. Istanbul retient son souffle et attend que les "eaux du Bosphore se retirent". Ce cauchemar, décrit dans le roman d'Orhan Pamuk *Le Livre noir*, sur un paysage de désolation dans un Istanbul d'après le cataclysme, hante tous les esprits... "Des balcons où jadis nous contemplions les reflets argentés du clair de lune sur les eaux soyeuses du Bosphore, nous allons désormais regarder la lueur des fumées bleuâtres émanant des cadavres qu'on brûle précipitamment faute de pouvoir les enterrer", écrivait le romancier.

"Nihat a acheté une caravane pour sa famille, ils dorment là-dedans toutes les nuits, on pourrait peut-être aller chez eux", murmure un homme à sa femme. Plus loin, une vieille dame explique qu'elle met

sa plus belle lingerie tous les soirs "pour ne pas être découverte dans une situation embarrassante sous les décombres". Un Stambouliote se révolte : "De toute façon, nous vivons avec des secousses depuis bien trop longtemps. Je n'en peux plus d'attendre, avec toutes ces rumeurs. Je prie pour que ce cataclysme se produise enfin et qu'on en finisse une fois pour toutes !"

L'éventualité du séisme secoue bien davantage que la réalité du séisme lui-même. La ville d'Istanbul, qui vient d'accueillir les présidents de 62 Etats du monde pour le dernier sommet du siècle*, reste indifférente à cet événement ostentatoire, déjà victime de la psychose qui inaugure pour elle le troisième millénaire.

Orhan Pamuk préconise l'élixir d'amour "pour oublier". Au bord de la démence, la ville des splendeurs attend le cataclysme comme un destin. A entendre les ravages de la paranoïa présente sur toutes les lèvres, on comprend qu'il faudra très longtemps pour dégager les esprits des décombres.

Can Dündar

* Le sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

L'état d'urgence prolongé dans cinq provinces, levé dans celle de Siirt



ANKARA, 23 nov (AFP) - 22h10 - Le parlement turc a décidé mardi soir de reconduire pour une durée de quatre mois l'état d'urgence dans cinq provinces de l'est et du sud-est anatolien, théâtre de la rébellion des séparatistes kurdes de Turquie, a rapporté l'agence Anatolie.

L'état d'urgence a été prolongé à Tunceli (est), Diyarbakir (sud-est), Hakkari (extrême sud-est), Simak (sud-est) et Van (est), a précisé l'agence.

En revanche, cette mesure a été levée dans la province de Siirt (sud-est), conformément à une recommandation en ce sens faite fin octobre par le Conseil national de sécurité (MGK), qui regroupe les plus hauts responsables civils et militaires du pays.

Ces six provinces sont placées depuis 1987 sous la responsabilité du bureau du gouverneur de l'état d'urgence à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, qui coordonne la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien. Les violences liées à la rébellion ont fait plus de 31.000 morts.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été condamné à mort par la justice turque le 29 juin. La Cour de cassation doit se prononcer en appel jeudi sur son sort.

Abdullah Ocalan a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter sa lutte armée, ce que son parti a accepté.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK.

La France prend un virage pour faciliter la candidature de la Turquie



ATHENES, 23 nov (AFP) - Le revirement de la France, décidée à faciliter l'entrée de Chypre dans l'Union européenne pour permettre ensuite celle de la Turquie, va aider puissamment la candidature d'Ankara au sommet européen d'Helsinki, estiment les diplomates et analystes.

Ce sommet des 10-11 décembre doit statuer sur la proposition de la Commission de Bruxelles d'accepter la candidature de la Turquie, à laquelle, seule parmi les Quinze, la Grèce s'est opposée avec constance jusqu'ici.

La levée des restrictions à l'entrée de la République de Chypre, une île coupée en deux depuis 25 ans, est la principale condition mise par la Grèce pour donner son accord de principe à l'entrée ultérieure du pays rival de la mer Egée dans l'UE.

"Nous sommes prêts à affirmer qu'il ne peut pas y avoir de veto d'un pays candidat à l'adhésion d'un autre pays candidat", sous-entendu de veto turc à l'entrée de Chypre, a déclaré lundi soir à Athènes le ministre français des Affaires européennes Pierre Moscovici.

"Je crois que c'est une position nouvelle de la part de la France", a ajouté le ministre après un entretien de plus d'une heure et demie avec le chef de la diplomatie grecque Georges Papandréou, qui suivait des entretiens avec les dirigeants turcs à Istanbul.

Pour la première fois, Athènes s'est déclarée favorable au mois de septembre à l'intégration à terme de la Turquie dans la famille européenne, mais en posant des conditions. Ce virage d'Athènes a pris appui sur la solidarité entre Turcs et Grecs qui s'est concrétisée par une aide réciproque lors des séismes qui ont frappé les deux pays cet été.

Parmi ces conditions, l'assurance que l'adhésion à l'UE de la République de Chypre, cousine hellénique de la Grèce, ne sera pas contrariée par l'occupation persistante d'une partie du territoire de l'île par la Turquie. Athènes voit dans cette adhésion une garantie de sécurité pour l'avenir.

Or, la France voyait d'un mauvais oeil l'entrée dans le giron européen d'un pays en proie à la partition. Avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, elle avait publié fin 1998 une mise en garde à ce sujet.

Selon un diplomate français, "l'ensemble des partenaires de l'UE" est aujourd'hui à peu près sur la même (nouvelle) ligne. Ils estiment que dénier un droit de veto à la Turquie sur la candidature chypriote et ne pas garantir l'accession de Chypre à l'UE constitue "un puissant levier" pour que Chypriotes grecs et turcs parviennent à un règlement.

Toutefois, et c'est aussi nouveau, si l'objectif d'une île réunifiée n'était pas atteint par la faute des Chypriotes-turcs et de la Turquie, Chypre pourrait malgré tout entrer dans l'UE, affirme-t-on de même source.

La Grèce réclame également des garanties que la Turquie jouera le jeu de la coexistence pacifique en mer Egée, où des litiges territoriaux opposent les deux pays.

De "dures négociations", selon le chef de la diplomatie grecque Georges Papandréou, sont donc en cours entre la Grèce et ses partenaires. Il s'agit, explique un diplomate français, de trouver un équilibre délicat entre "les assurances" à donner à Athènes et le souci d'éviter "des formulations humiliantes" pour la Turquie, qui ne doit pas apparaître comme un candidat admis sans être désiré.

Le feu vert de la Grèce "n'est pas donné", a souligné mardi M. Papandréou.

"Tout geste de la Turquie est bienvenu mais je veux souligner que nous sommes en faveur d'une amélioration substantielle dans la manière de faire face aux problèmes entre les deux pays et bien sûr sur Chypre, et non pas simplement de gestes symboliques", a-t-il dit.

Sept rebelles du PKK tués dans des combats dans le sud-est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 24 nov (AFP) - 16h11 - Sept rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans des combats avec l'armée turque dans la province de Mardin (sud-est de la Turquie), a-t-on indiqué mercredi de source officielle à Diyarbakir.

Les combats se sont déroulés dans la région de Nusaybin, à la frontière avec la Syrie, selon un communiqué la préfecture de Diyarbakir, chargée de coordonner la lutte contre le PKK, qui n'a pas précisé quand les combats avaient eu lieu.

Les opérations des forces de sécurité se poursuivent dans cette région, ajoute le texte.

Abdullah Ocalan, le chef du PKK, a ordonné à son parti de se retirer du territoire turc et d'arrêter la lutte armée, ce qu'il a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix comme de la "propagande" et s'est dit déterminé à pourchasser le PKK.

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la justice turque. La Cour de cassation doit se prononcer jeudi sur son sort.

Un haut commandant du PKK a demandé l'asile politique aux Pays-Bas



ANKARA, 24 nov (AFP) - 16h16 - L'un des principaux chefs militaires du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), Murat Karayilan, a demandé l'asile politique aux Pays-Bas, a-t-on appris mercredi auprès de l'ambassade néerlandaise à Ankara.

A La Haye, un porte-parole du ministère néerlandais de la Justice, Charlotte Menten, a indiqué à l'AFP que "Murat Karayilan (...) a effectivement déposé une demande d'asile samedi".

Le ministère néerlandais de la Justice a informé le parlement dans une lettre de cette demande d'asile et la procédure normale suit son cours, a-t-on précisé auprès de l'ambassade.

Les Pays-Bas vérifient actuellement si Murat Karayilan a commis des actes criminels ou des violences ce qui, selon l'article 1F de la convention de Genève sur les réfugiés, peut éventuellement entraîner un refus de sa demande d'asile, a-t-on ajouté de même source.

Murat Karayilan, 46 ans, était l'un des principaux chefs militaires du PKK, avec Cemil Bayik et Osman Ocalan, frère d'Abdullah Ocalan, le président de l'organisation.

Il était commandant de la région de "Botan", selon la terminologie du PKK, qui comprend les provinces de Siirt et Sirnak, dans le sud-est de la Turquie frontalier avec l'Irak.

Karayilan est également l'un des accusés dans un procès contre une centaine de membres du PKK, dont Abdullah Ocalan, qui doit s'ouvrir le 15 décembre à Ankara, pour trahison, meurtre, port d'arme illégal et appartenance à un groupe armé.

Ce procès repose sur une procédure ouverte dans la province de Sanliurfa (sud-est) pour des actes commis avant le coup d'Etat militaire de 1980. Karayilan, alias "Cuma", est originaire du village de Suruc, à Sanliurfa.

Selon des informations parues dans la presse turque, il se serait opposé aux appels de paix d'Abdullah Ocalan pour prôner la poursuite de la lutte armée contre les forces turques.

Après son arrestation mi-février au Kenya, Ocalan a multiplié les appels à la paix et à une solution politique au conflit kurde. Il a demandé au PKK d'arrêter les combats et de se retirer de Turquie à partir de septembre, ce que l'organisation a accepté.

La Cour de cassation turque doit annoncer jeudi si elle confirme ou infirme la sentence de mort rendue contre Ocalan pour trahison et séparatisme à l'issue de son procès fin juin.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.



Demirel et Ecevit soulignent la dimension européenne de l'affaire Ocalan

ANKARA, 25 nov (AFP) - 12h41 - Le président et le Premier ministre turcs, Suleyman Demirel et Bulent Ecevit, ont indiqué jeudi que la Turquie attendrait une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme avant que le parlement ne se prononce sur le sort final d'Abdullah Ocalan.

Ils réagissaient à la décision de la Cour de cassation, qui a confirmé la sentence de mort rendue contre le chef rebelle kurde. "La procédure légale n'est pas encore achevée. Il y a encore l'aspect européen", a dit M. Demirel en allusion à la Cour de Strasbourg, qui examinera la semaine prochaine une demande des avocats d'Ocalan visant à obtenir un sursis à exécution de la peine de mort.

"Le dernier mot reviendra au parlement", a ajouté M. Demirel, cité par l'agence Anatolie. "Nous évaluerons bien entendu une situation où nous serons confrontés aux compétences de la Cour européenne des droits de l'Homme", a souligné de son côté M. Ecevit.

Il a ajouté que personne ne devait douter qu'Ocalan avait bénéficié d'une procédure juridique "impartiale".

La Turquie n'est pas légalement tenue d'attendre la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme pour prendre une décision sur le sort d'Ocalan. Cette décision revient en dernier ressort au parlement.



Amnesty demande que l'exécution d'Abdullah Ocalan soit suspendue

LONDRES, 25 nov (AFP) - 11h35 - Amnesty International demande que "le parlement turc stoppe l'exécution d'Abdullah Ocalan", jeudi dans un communiqué publié à Londres.

La Cour de cassation turque a confirmé jeudi matin à Ankara la sentence de mort rendue contre le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan pour trahison et séparatisme.

"La Turquie violerait ses obligations découlant de la loi internationale en exécutant Abdullah Ocalan après un procès clairement injuste", a affirmé l'organisation de défense des Droits de l'Homme.

Amnesty demande la suspension de l'exécution d'Abdullah Ocalan, "de même que celle de toute autre personne condamnée à mort" et "renouvelle son appel à l'abolition totale de la peine de mort en Turquie".

"L'exécution d'Abdullah Ocalan briserait 15 ans de moratoire de fait sur les exécutions et ouvrirait la porte à de nouvelles exécutions", a ajouté Amnesty.

"L'abolition légale de la peine de mort serait un pas majeur pour les droits de l'Homme en Turquie", a ajouté l'organisation.

Les prix de l'or noir s'envolent après l'arrêt des exportations de l'Irak

Bagdad proteste contre la prolongation de 15 jours seulement du programme « Pétrole contre nourriture »

La décision irakienne de stopper, lundi 22 novembre, ses exportations de pétrole pour protester contre la décision des Nations unies de

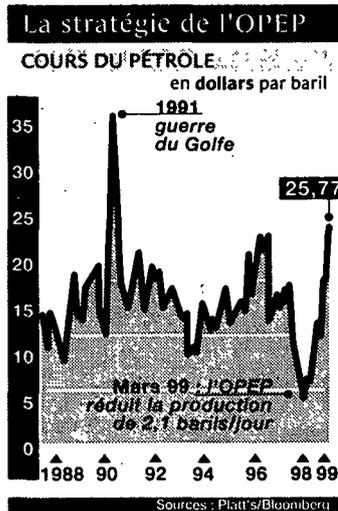
prolonger de quinze jours seulement le programme « Pétrole contre nourriture » relance la flambée des prix du pétrole. Cette initiative in-

tervient alors que la stratégie de l'OPEP, qui réduit sa production depuis le mois de mars pour soutenir les prix, est couronnée de succès.

L'IRAK n'a pas tardé à signifier son hostilité à la dernière résolution des Nations unies prolongeant de quinze jours au lieu de le renouveler pour six mois comme auparavant le programme « Pétrole contre nourriture » qui permet à Bagdad sous embargo depuis 1990 d'exporter des quantités limitées de pétrole pour acheter des produits alimentaires et sanitaires. Les autorités irakiennes ont ainsi décidé, lundi 22 novembre, de stopper les exportations de pétrole irakien.

Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU veulent utiliser ces quinze jours pour parvenir à un accord sur une nouvelle résolution dont les grandes lignes sont connues : l'embargo contre l'Irak serait suspendu par périodes renouvelables en fonction de progrès enregistrés dans le domaine du désarmement. Pour l'Irak, qui campe sur sa revendication d'une levée inconditionnelle de l'embargo (le désarmement étant achevé selon le régime irakien), un tel projet est inacceptable. En bloquant ses exportations, Bagdad enflamme les marchés.

Car le pétrole irakien n'est plus quantité négligeable. En dépit de conditions délicates d'exploitation, l'augmentation de la production a été constante. Elle aurait dépassé 2,5 millions de barils par jour en septembre, alors qu'elle s'élevait pé-



niblement à 0,5 million de b/j en 1996. Avant l'embargo, la production atteignait 3,4 millions de b/j. Cette augmentation a accompagné le relèvement du plafond semestriel autorisé dans le cadre de la résolution « Pétrole contre nourriture » qui a été porté de 2 milliards à 8,3 milliards de dollars de 1997 à 1999.

En dépit des demandes répétées du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les contrats de pièces de rechange accordés à Bagdad restent pourtant bien modestes compte tenu des besoins. Les infras-

tructures, visitées par les spécialistes néerlandais de la firme Saybolt pour le compte des Nations unies, reçoivent cependant quelques pièces acquises en fraude, et surtout les Irakiens ont décidé d'accroître la production sans tenir compte des conditions optimales d'exploitation. Le *Middle East Economic Survey (MEES)* a d'ailleurs noté, en octobre, un léger fléchissement de la production jugé comme une conséquence d'une mauvaise gestion des champs pétroliers.

DISCIPLINE AU SEIN DE L'OPEP

Lundi, Londres a aussitôt réagi à la décision de Bagdad : le cours du brut de référence (light sweet crude) bondissait de 93 cents à 27,07 dollars. Tous deux ont retrouvé des niveaux méconnus depuis la guerre du Golfe en janvier 1991. A l'époque, les prix du baril avaient été poussés pendant quelques jours vers les 40 dollars.

Cette hausse n'est cependant pas due uniquement à l'Irak. La vigueur résulte de la stratégie des pays pétroliers qui, en décidant au mois de mars de restreindre leur production, ont assaini un marché excédentaire. Affaibli par la chute des cours, tombés à 10 dollars, l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (OPEP) et plusieurs pays producteurs non membres du cartel, comme le Mexique, ont réduit l'offre mondiale de plus de 2,1 millions de barils par jour, ce qui représente près de 2,5 % de la production mondiale. Depuis, la discipline a joué à plein. Les membres de l'OPEP emmenés par l'Arabie saoudite, premier producteur mondial, respectent à 85 % leurs engagements, du jamais vu sur une aussi longue période. Ces efforts ont permis de réduire les stocks mondiaux de pétrole, tombés au plus bas depuis deux ans aux Etats-Unis. L'approche de l'hiver dans les pays de l'hémisphère Nord devrait également augmenter la demande. Du côté de l'offre, en dehors de l'Irak, les tensions au Nigeria contribuent aussi à l'incertitude.

La stratégie de l'OPEP a permis de mettre fin au contrechoc de 1998. Depuis le mois de mars, les prix ont grimpé plus que doublé passant de 10 à 27 dollars. Les analystes commencent à spéculer sur de possibles sommets, autour de 30 dollars. A ce niveau, certains membres du cartel pourraient être tentés d'ouvrir les vannes pour profiter de l'aubaine. Cela éviterait, selon les opérateurs, un nouveau choc pétrolier.

Dominique Gallois
et Gilles Paris

Les effets pervers de l'embargo

« QUI N'AGIT PAS consent » : pour Manal Younès Abdel Razzak, présidente de l'Union générale des femmes d'Irak, ne pas exiger la levée des sanctions plurielles imposées à son pays, en 1990, par le Conseil de sécurité des Nations unies, c'est contribuer aux souffrances des Irakiens. Elle demande à la France d'être plus vigoureuse au Conseil de sécurité pour réclamer la levée de ces sanctions. M^{me} Abdel Razzak, qui vient d'effectuer un séjour d'une semaine en France, à l'invitation du Mouvement chrétien V^e République, a déploré, dans des déclarations au *Monde* vendredi 19 novembre, que « l'attitude de la France ne soit ni aussi ferme ni aussi sérieuse » que celles de la Russie et de la Chine.

Les Irakiens, plaide-t-elle, sont privés « du

droit à la vie, à la survie et à la durée », puisqu'ils sont interdits de presque tout, jusques et y compris de la satisfaction de leurs besoins alimentaires, qui ne sont « garantis qu'à 35 % » par la distribution, le complément relevant de la gageure en raison de l'inflation et de la paupérisation galopante de la population. La malnutrition, l'état de délabrement des matériels médicaux et l'insuffisance de traitements contribuent à la hausse de la mortalité - « d'après une étude faite par une chercheuse irakienne, 117 parturientes sur 10 000 décèdent en couches, et près de 5 000 enfants meurent tous les mois », affirme M^{me} Abdel Razzak. Sans parler, ajoute-t-elle, du sacrifice d'une génération au moins d'élèves, d'étudiants et de chercheurs, qui, privés de manuels et de publica-

tions depuis dix ans, n'ont pas les moyens de se mettre à jour.

UNE POLITIQUE QUI A « ÉCHOUÉ »

L'Irak fait malheureusement partie de ces conflits « orphelins » qui « n'intéressent plus personne », comme le dit l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, dans un livre d'entretiens qui vient de paraître aux éditions Cerf (*Irak, la faute*). « L'on fait souffrir des femmes et des enfants innocents qui ne peuvent pas changer le régime. Il s'agit d'un régime autoritaire et d'une dictature contre laquelle le peuple ne peut rien et que justement les sanctions renforcent », dit encore M. Boutros-Ghali.

L'embargo est « un crime contre l'humanité »

au vrai sens du mot », n'hésite pas à dire, Raphaël 1^{er} Bidawid, patriarche de Babylone des catholiques chaldéens, qui fait partie des dix-neuf personnalités du monde politique, intellectuel, diplomatique et religieux interrogés par les auteurs de l'ouvrage. Pour lui, « les responsables devront un jour répondre » de « toute l'injustice commise contre le peuple irakien ». Attend-on, interroge-t-il, « que le peuple ira-

kien se révolte contre son gouvernement et fasse la révolution », alors que « ventre creux n'a pas d'oreille » ?

Pour Elie Barnavi, professeur titulaire d'histoire moderne à l'université de Tel Aviv, il ne faut surtout pas perdre de vue que c'est le régime irakien qui porte la responsabilité principale de la situation actuelle. Mais, insiste M. Barnavi, « le moyen que nous avons choisi

(...) a échoué et le résultat est une tragédie humanitaire à une échelle épouvantable (...). Il faut maintenant s'arrêter (...). Un monde qui se dit éclairé ne peut pas maintenir une politique ayant échoué sous prétexte que le régime est épouvantable et qu'il n'y a pas de politique de rechange ».

Mouna Naim

La vie est un voyage, Abbas Kiarostami montre le chemin

Le vent nous emportera. Un chef-d'œuvre pictural, poétique et philosophique, privé du Lion d'or au Festival de Venise



« Le vent nous emportera », d'Abbas Kiarostami : il suffit de peu de choses pour faire bien l'homme.

Film iranien d'Abbas Kiarostami. Avec Behzad Dourani et les habitants du village de Siah Dureh. (1 h 58.)

A quoi reconnaît-on un grand artiste ? Entre autres choses, à sa capacité de créer une œuvre qui concilie richesse et simplicité. Cela dit non pas tant pour prouver qu'Abbas Kiarostami est un immense cinéaste (c'est chose faite depuis belle lurette) que pour s'étonner, à la découverte de son nouveau film, qu'il puisse encore nous en remontrer sur ce terrain.

On l'avait pourtant quitté avec, dans l'âme autant que sur les lèvres, *Le Goût de la cerise* (1996), Palme d'or à Cannes, sublime circonvolution automobile d'un candidat au suicide qui laissait dans le sillage de sa mort annoncée le sentiment d'un chant mystérieux à la beauté de la vie. Il semblait alors qu'il était difficile d'aller plus loin dans la frugalité de l'intrigue, la substance de l'être humain et l'intelligence du cinéma. Il n'en est rien. Avec autant de puissance et de légèreté, *Le vent nous emportera* épaissit le mystère, dénuade l'humanité jusqu'à l'os et agrandit le terri-

toire du cinéma.

Le film met en scène la quête incertaine, dans un village solitaire du Kurdistan iranien, de quelques citadins eux-mêmes relativement indéterminés. De prime abord, rien à voir avec James Bond, mais patience, tout vient à point à qui sait attendre : ni l'action, ni le suspense, ni l'aventure ne sont absents de ce film. Tout commence sur une de ces routes serpentineuses chères à Kiarostami, où un 4x4 vétuste, gros insecte poussiéreux, gravit à flanc de vallon un paysage aux splendeurs picturales.

Le plan est général, et celui des

passagers de la voiture, restitué par la seule bande-son, particulier : il consiste à trouver le chemin qui les mènera au village, en repérant dans l'immensité de l'étendue qui s'étend autour d'eux, « un arbre isolé ». Humour iranien ? Sans doute, mais aussi bien affirmation d'une esthétique qui fait de la désorientation le principal viatique d'un récit en forme de voyage.

Dix minutes plus tard, après qu'un enfant posté au bord de la route a guidé le véhicule vers le village, le visage du conducteur apparaît enfin. C'est un homme d'une quarantaine d'années, vêtu d'une

chemise écossaise et d'un jean, avec une paire de lunettes aux verres fumés sur le nez. Kiarostami s'arrangera en revanche pour qu'on ne voie jamais ses compagnons, de même qu'il maintiendra délibérément un certain flou sur leur qualité et le but de leur voyage. Tout au plus comprend-on qu'ils n'ont intérêt à dévoiler ni l'une ni l'autre, et que le mystère de leur présence constitue à lui seul le moteur de l'intrigue, dans ce village documentaire incrusté dans le paysage comme une création naturelle.

LE SUR-PLACE ET LE MOBILE

Hébergé par la tante de l'enfant, le chef sans nom et sans qualité de ce petit groupe fictionnel (qui n'est pas par hasard le seul acteur professionnel du film) se satisfait ainsi d'y passer pour « monsieur l'ingénieur ». Deux activités essentielles, mais contradictoires, l'occuperont pour le reste du film : le sur-place et le mobile.

Le sur-place a pour nom Madame Malek, une vieille femme sur le point de mourir, qui s'avère être la véritable raison de sa présence en ce lieu. On aura en effet fini par deviner que cet homme d'images (il se promène avec son appareil photo) vient de la ville pour faire un reportage sur les rites funéraires particuliers à cette région. Mais si Madame Malek agonise, du moins le dit-on car on ne la voit pas, elle semble s'ingénier à ne pas mourir.

Madame Malek est la force invisible et centrifuge de l'œuvre qui, n'existant qu'en vertu de cette attente, filme à la fois la mort qui s'éternise, et l'impossibilité de la saisir. Le mobile, en revanche, exerce sur le héros beckettien une attraction centripète qui l'arrache à son attente. Il s'agit d'un banal téléphone portable qui, faute de bonnes conditions de réception, oblige incessamment notre homme à courir à sa voiture et à foncer au sommet de la colline la plus proche pour rétablir la communication avec Téhéran. Il sonnera six fois au cours du film, et six fois de suite le même trajet sera intégralement filmé, offrant en bout de course deux types de conversation. La première avec une interlocutrice téléphonique de plus en plus impatientée par la survie de Madame Malek ; la seconde avec un ouvrier, lui aussi invisible, creusant en contrebas un puits à cet endroit.

La cinglante et compassionnelle ironie de Kiarostami est de faire de cet endroit un cimetière, et du trajet répété de l'homme une activité assez semblable au parcours de tout être humain, issu temporairement du néant avant d'y retourner, éventuellement en 4x4 et dans un grand nuage de poussière. C'est d'ailleurs bien un tibia humain qui sert de fil rouge à ce film carnavalesque, lancé de ses profondeurs et pour on ne sait quelle raison par l'ouvrier à « l'ingénieur », qui le dé-

pose comme une relique sur le tableau de bord de son véhicule. Avec la mort en hors champ omniprésent et cet os à ronger, le film s'installe alors dans cet entre-deux qui s'appelle la vie, confrontant le cinéma à la question du mystère et de la beauté de l'existence, dans l'évanescence et pure durée des choses et des êtres.

LE STOÏCISME DE MONTAIGNE

Comme si le cinéma fictionnel de Kiarostami, empruntant plus que jamais aux splendeurs de la composition picturale et aux fulgurances de la poésie, se révélait de plus en plus proche de l'essai philosophique, à la manière, tout à la fois essentielle et badine, d'un Montaigne. Aussi paradoxal puisse paraître le rapprochement entre un philosophe de la fin du XVI^e siècle et un cinéaste de la fin du XX^e, plus d'un trait lie leurs œuvres : toutes deux se situent dialectiquement entre l'obscurantisme et les lumières, le fanatisme et l'humanisme, l'asservissement et la liberté, l'obsession de la mort et la célébration de la vie. Leçon stoïque : « Il est incertain où la mort nous attende, attendons-la partout. La préméditation de mort est la préméditation de la liberté. Qui a appris à mourir, il a désappris à servir » (Que philosopher c'est apprendre à mourir, Montaigne, Essais, Livre 1, Chap. 20). Mais en même temps, démonstration sceptique teintée d'épicurisme,

quand l'art de mourir devient manifestement art de vivre, dans cette difficile vocation qui consiste à « faire bien l'homme ».

« L'ingénieur » du *Vent nous portera*, lui aussi, finit par faire bien l'homme, en se détachant insensiblement de la mission professionnelle qui l'amène en ces lieux, en se déprenant un peu de lui-même. Il suffit de peu de choses : se laisser guider par un garçonnet qui lui réapprend l'enfance de l'art ; se faire tancer comme un gosse par une maîtresse-femme qui lui interdit de prendre des photos ; plonger dans l'obscurité d'une cave où le lait nourricier de la vie jaillit comme poésie des pis d'une vache et des doigts de la jeune fille qui la trait ; ou sauver la vie de l'ouvrier dans le puits qui s'est effondré, puis échanger quelques vues avec un vieux médecin de campagne qui le raccompagne en moto dans la lumineuse blondeur des champs : « La vieille n'est rien, c'est la mort qui est pire. - On dit que l'au-delà est plus beau. - Qui est revenu de là-bas pour le dire ? » Et comme ils disparaissent à l'horizon, on se prend à penser que ce film raconte l'histoire d'un homme qui, venu guetter la mort, a finalement sauvé une vie. Avec ce simple accident qui bouleverse tout le programme, une définition conjointe de la vie et du cinéma se propose, qui confine au sublime.

Jacques Mandelbaum

Liberation

26 NOVEMBRE 1999

Les Kurdes tournent la page de la «sale guerre» Ils s'engagent désormais sur le terrain politique et culturel.

Istanbul envoyé spécial

Il n'y a aucune pancarte au bas du petit immeuble lépreux, et, au cinquième étage, une discrète plaque mentionne simplement «Centre de recherche mésopotamien». Installé par ironie du sort sur le boulevard Atatürk, l'Institut kurde d'Istanbul n'a toujours pas pignon sur rue, mais devient de plus en plus actif, publiant désormais sous son nom livres et revues en kurde, bien qu'il lui soit toujours interdit d'afficher sa raison sociale.

«Tueurs non identifiés». «Depuis quelques mois, nous sommes beaucoup plus tranquilles. Le mouvement kurde a laissé les armes pour se lancer dans la lutte démocratique, et la Turquie essaie de se rendre acceptable aux yeux des Européens», explique avec un sourire Hu-

sein Sagnic, longtemps menuisier, grammairien autodidacte et auteur d'une demi-douzaine d'ouvrages sur la langue kurde. Engagé depuis un demi-siècle dans le combat pour sa culture interdite ou étouffée par une République turque inspirée du modèle jacobin, il avait été l'un des créateurs de cet institut, en 1992, avec le vieil écrivain kurde Musa Anter, assassiné trois ans plus tard par des «escadrons de la mort». Une dizaine de milliers d'intellectuels, d'avocats, de médecins et autres représentants de l'élite kurde ont été abattus par des «tueurs non identifiés», s'ajoutant aux 35 000 morts officiellement reconnus de la «sale guerre», qui, depuis 1984, a opposé les rebelles du PKK et les forces de l'ordre.

Jamais Husein Sagnic n'a vu

autant de gens défiler dans les cinq petites pièces de l'institut. «Beaucoup voudraient vraiment apprendre une langue dont ils ne connaissent que des rudiments», souligne le vieil homme. Quelque 13 millions de Kurdes - un quart de la population - disposent de tous les droits des autres citoyens turcs, mais ne peuvent revendiquer collectivement leur identité, ni disposer d'un enseignement ou de télévisions en kurde. Nombre d'entre eux ont quitté depuis des années le Sud-Est anatolien, chassés par la misère et la guerre, gagnant notamment Istanbul, devenue la plus grande ville kurde du pays.

«Changements». L'institut a organisé des cours quelques semaines, puis a arrêté par crainte d'une fermeture. Depuis la suppression, en 1991, des ar-

ticles de loi interdisant l'emploi public de la langue kurde, de tels cours ne seraient pas vraiment illégaux. Personne n'a encore osé réellement s'y lancer, même si certains pensent déjà à une fondation privée pour l'enseignement et la culture. «S'il y a un changement de statut pour le kurde, les ex-combattants ne seront pas les mieux à même pour enseigner; il faut former des professeurs», souligne Hasan Kaya, depuis deux ans président de l'Institut kurde d'Istanbul. «Nous devons tirer les enseignements des événements tragiques que nous avons vécus. Il faut élargir les espaces démocratiques existant. Une partie du système veut aussi des changements et l'entrée dans l'Europe», insiste ce militant, à présent engagé à fond dans le combat culturel.

●●● Le procès d'Öcalan, ses appels à déposer les armes et ses contritions répétées, ont eu l'effet d'un électrochoc sur ses partisans. Un petit noyau de combattants rêve encore de revanche. Mais, pour la plupart, la guerre est finie. La condamnation à mort du chef rebelle, qui régnait sans partage sur une organisation monolithique et volontiers sanguinaire, n'y change rien. Ils veulent croire qu'«Apo» (l'«Oncle», comme ils le surnomment) ne sera finalement pas pendu. Par fidélité au chef ou par résignation, ils prennent acte de l'échec de la lutte armée et se lancent dans la politique ou le combat associatif.

Geste symbolique. Les affrontements armés dans le Sud-Est anatolien se sont raréfiés. L'état d'urgence reste en vigueur dans cinq départements, mais il a été levé dans celui de Siirt, et partout le nombre des contrôles militaires sur les routes a diminué. Mais les redditions sont rares.

Seuls deux groupes d'une dizaine de combattants, l'un venu d'Europe occidentale, l'autre d'Irak du Nord, se sont rendus aux autorités en un geste symbolique destiné à montrer qu'Apo était écouté de ses troupes. Les autorités ont prorogé la loi prévoyant des remises de peine pour les «repentis», mais se refusent à toute solution globale pour les 5000 combattants encore dans les maquis ou les 10000 prisonniers. Et elles restent pour le moment tout aussi intransigeantes sur le sort des cinq députés kurdes emprisonnés depuis deux ans, accusés d'être la vitrine légale du PKK. «Condamnés systématiquement au titre de la loi antiterroriste, les militants de la cause kurde ont même été exclus de la loi d'amnistie décidée par le gouvernement», souligne Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme. Une page est néanmoins tournée. «La plupart des Kurdes et des Turcs reconnaissent aujourd'hui qu'il n'y a pas d'issue militaire au problème kurde. Pendant des années, on m'a considéré comme un traître, maintenant on me traite comme un héros», remarque avec ironie Tarik Ziya Ekingi, médecin et ancien député de Diyarbakir, la capitale du pays kurde, qui, comme tous les intellectuels opposés à la violence, vivait sous la double menace de l'Etat et du PKK. S'il reconnaît néanmoins un mérite à Öcalan, c'est celui d'avoir rendu incontournable une question kurde jusque-là obstinément niée par les autorités.

Parti. Jamais on n'aura débattu aussi intensément des possibles solutions politiques. Il y a trois semaines dans la ville de Bolu, des intellectuels et des militants kurdes et turcs, engagés dans le combat pour les réformes, ont commencé à élaborer une plate-forme commune.

Beaucoup de Kurdes refusent le statut de minorité, exigeant une complète parité en tant que «peuple constitutif»

d'une République turco-kurde. Mais plus personne ne parle de sécession, ou même de fédération. «C'est un effet direct de la perspective d'une future adhésion de la Turquie à l'Europe. Les Kurdes, comme les islamistes, ont tout à gagner à la démocratisation qu'Ankara devra peu à peu mettre en œuvre», explique Mehmet Metiner, intellectuel kurde et islamiste moderniste, longtemps isolé parmi les siens dans son combat européeniste. Nombre d'anciens sympathisants du PKK reconnaissent qu'il vaut mieux être citoyens d'un pays qui a vocation à entrer dans l'Europe que de créer un «Kurdistan indépendant» misérable et entouré de voisins hostiles. Certains rêvent même encore d'un avenir politique pour Öcalan: «Süleyman Demirel a été emprisonné trois fois par les militaires et il est aujourd'hui président de la Turquie. En politique, rien n'est définitif sauf la mort.» ●

MARC SEMO

ÖCALAN: PEINE DE MORT CONFIRMÉE EN TURQUIE

Le sort du chef kurde lié aux ambitions européennes d'Ankara.

Istanbul envoyé spécial

La confirmation hier de la condamnation à mort du chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan, embarrassé Ankara, alors que les Quinze doivent décider, le 10 décembre à Helsinki, de la prise en considération de la candidature de la Turquie à l'Union européenne. La Cour de cassation d'Ankara a en effet jugé «conforme» le verdict prononcé le 29 juin dans l'île-prison d'Imrali. Malgré ses appels à déposer les armes et sa contrition, le leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) avait été condamné à la peine capitale pour «trahison» et «séparatisme», reconnu coupable par les trois juges de la Cour de sûreté de l'Etat pour les agissements de son parti. La décision de la cour était prévue: elle ne juge pas sur le fond, et le déroulement du premier

procès avait été jugé irréprochable par rapport à la législation par la plupart des observateurs internationaux. Quelques familles de victimes du PKK venus assister aux conclusions de la Cour de cassation ont accueilli le verdict avec des cris de joie, mais il n'y a pas eu, comme en juin, les mouvements d'enthousiasme vengeur. Les réactions kurdes ont été tout aussi mesurées. Les uns comme les autres savent que le sort d'Öcalan ne dépend plus de la justice mais de choix politiques. Bon nombre d'éditorialistes soulignent l'effet dévastateur de la pendaison d'Öcalan, qui le transformerait en martyr. «Toute la classe politique reconnaît que ce serait une catastrophe, mais à cause de la pression de l'opinion publique personne, sinon le Premier ministre,

Bülent Ecevit, n'a le courage de prendre publiquement position contre cette exécution», souligne Ali Sirmen, écrivain et éditorialiste aux idées kémalistes. Nul ne doute que le gouvernement fera tout pour gagner du temps, bien qu'il soit profondément divisé. Le Premier ministre a ouvertement demandé à ce que le Parlement ne soit chargé du dossier qu'après la décision de la Cour des droits de l'homme de Strasbourg, saisie par les avocats du chef kurde. Mais le MHP (Parti d'action nationaliste, droite extrême), la deuxième force de la coalition, veut déférer au plus vite le cas Öcalan au Parlement.

La pendaison du chef kurde, comme toute autre exécution capitale, doit être préalablement votée par les députés. Aucune peine

de mort n'a été mise en œuvre en Turquie depuis 1984, et 37 dossiers attendent au Parlement. «C'est un moratoire de fait, et si le Parlement décidait aujourd'hui d'examiner le cas Öcalan avant les autres dossiers en suspens cela reviendrait à nier l'égalité des citoyens devant la justice», souligne Bülent Tanör, éminent constitutionnaliste engagé dans les batailles pour l'abolition de la peine de mort. Le chef de l'Etat, Süleyman Demirel, à qui appartient l'ultime droit de grâce, n'est, lui non plus, guère pressé de se retrouver face à ce dilemme ●

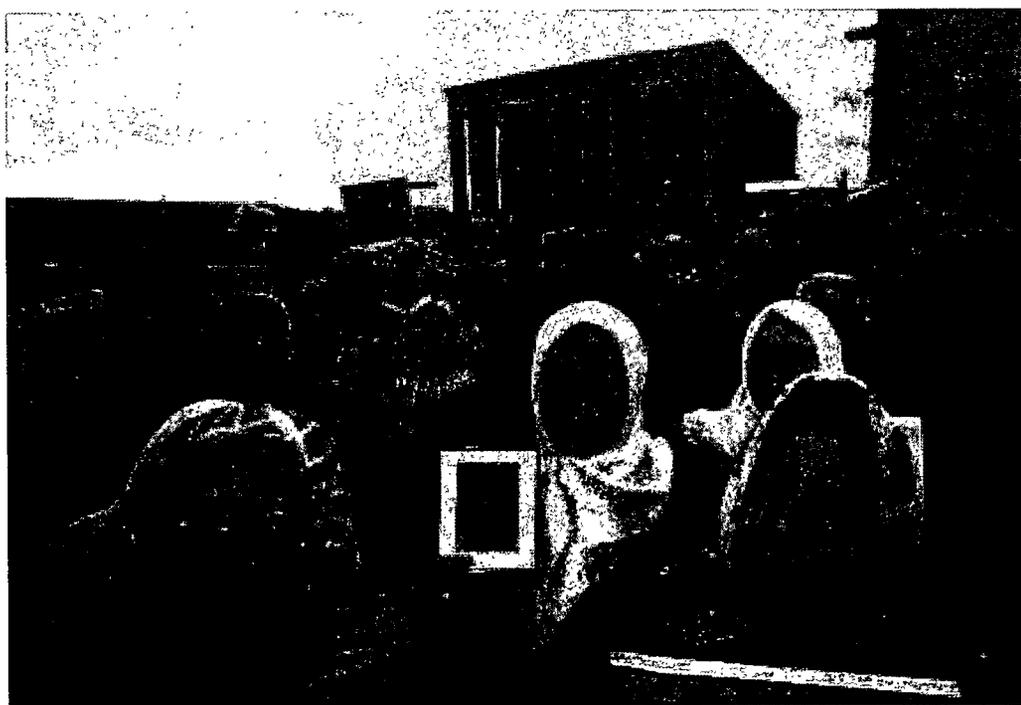
M.S.



Kurdish women protest on Thursday, Nov. 25, 1999, in the city of Hamburg, northern Germany, against the death sentence to Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. A Turkish appeals court in Ankara upheld the death sentence against Abdullah Ocalan. Ocalan was sentenced to death in June for separatism and insurrection. (AP Photo/Christof Stache)

Associated
Press Photo

25 November
1999



Mothers of Turkish soldiers and other security officials killed in fighting against Kurdish guerrillas of the Kurdistan Workers Party or PKK, visit the mausoleum of Turkey's founder Kemal Ataturk in Ankara on Thursday, Nov. 25, 1999 after a Turkish appeals court upheld the death sentence on PKK leader Abdullah Ocalan on charges of treason in leading a separatist campaign that led to 37,000 deaths.(AP Photo/Burhan Ozbilici)

Le sort d'Ocalan passe par l'Europe

Les avocats du dirigeant du PKK devraient porter le cas devant la cour européenne des droits de l'homme. La candidature à l'Union pèsera sur la décision d'Ankara.

ISTANBUL :
Éric BIEGALA

« Qu'on le pend ! Qu'on le pend ! » scandaient hier matin une petite centaine de personnes au sortir du tribunal. Sans surprise, la cour d'appel d'Ankara venait en effet de confirmer la peine capitale prononcée à l'encontre d'Abdullah Ocalan par la Cour de sûreté de l'État le 29 juin dernier. Techniquement, le leader kurde et ses avocats peuvent encore demander une « correction » de ce jugement – une procédure qui ne fait guère de doute elle non plus – et ils auront épuisé tous les recours possibles de la justice turque. Mais le sort d'Ocalan n'est pas scellé pour autant.

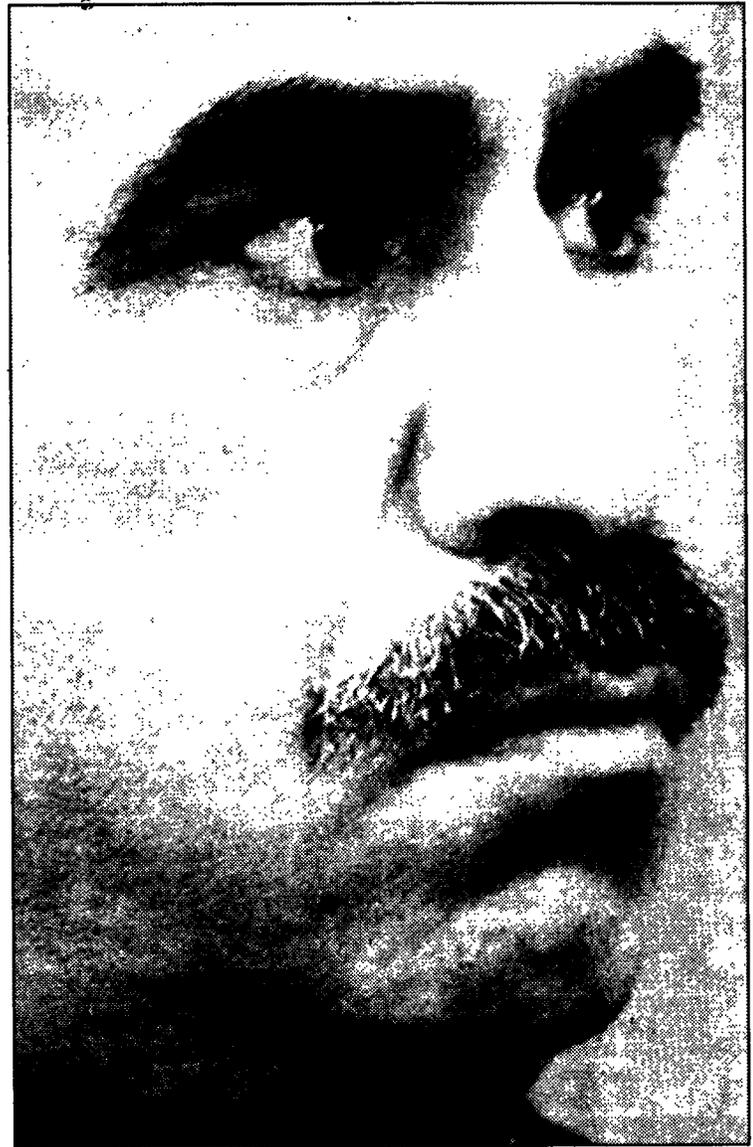
Les avocats du leader du PKK devraient maintenant porter le cas devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à Strasbourg. Émanation du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre à part entière, les décisions de la CEDH sont normalement suivies par Ankara. Un représentant du Conseil de l'Europe qui assistait à l'audience d'hier indiquait ainsi que « la peine de mort était inacceptable car contraire aux normes du Conseil de l'Europe ». De toute manière, compte tenu de la lenteur habituelle des procédures, une décision à Strasbourg n'est pas envisageable avant au moins un an et demi. Autant de répit pour Ocalan et pour Ankara.

Car malgré un discours officiel très dur et qui prend souvent prétexte de la rébellion du PKK pour justifier la restriction des libertés en Turquie, le régime y regar-

dera probablement à deux fois avant d'exécuter le leader kurde. Premièrement sans doute pour éviter de le transformer en martyr. Si une majorité de Turcs voit en Ocalan leur pire ennemi, les quelque 12 millions de Kurdes de Turquie ont souvent fini par le considérer comme leur champion. L'exécuter serait prendre le risque de voir s'opposer les populations kurdes et turques, ce qui, pour le moment, a été miraculeusement évité malgré quelques dérapages.

De plus, au-delà des arcanes juridiques, toute peine de mort doit également être ratifiée par une loi discutée et votée au Parlement. Aucune peine capitale n'a ainsi été exécutée depuis 1984, alors que le cas de 47 condamnés est toujours en souffrance. Au Parlement, la commission de la justice aura d'ailleurs toute latitude pour choisir le moment le plus opportun avant d'inscrire le cas Ocalan à l'ordre du jour. Autant de manœuvres dilatoires possibles.

L'autre raison, essentielle, dit-on aujourd'hui, qui devrait donner à réfléchir aux autorités, c'est évidemment la perspective européenne. Au sommet d'Helsinki, en décembre, la Turquie devrait se voir officiellement « candidate » à l'intégration. Un statut qui lui avait été dénié il y a deux ans, provoquant une rupture des relations politiques avec l'UE. Aujourd'hui toutefois, les Européens se disent prêts à revenir sur leur décision. Entre-temps, le changement à la tête du gouvernement allemand a fait basculer l'un des opposants à la candidature d'Ankara dans le camp de ses supporters, tandis que



Abdullah Ocalan : « Mes genoux ne tremblent pas. »
(Photo Mustafa Abadan/Reuter.)

l'élan de sympathie consécutif au séisme du 17 août dernier a achevé de rallier la Grèce, adversaire traditionnel d'Ankara, à la cause turque.

Dans ce contexte, les faux pas sont évidemment à éviter. « Vous pouvez oublier les promesses qui vous seront faites à Helsinki si vous exécutez Ocalan », prévenait ainsi l'ambassadeur allemand en Turquie il y a quelques jours. Hier, le porte-parole du commissaire européen à l'élargissement qualifiait la décision de la cour de « dé-

cevante » et « rappelait à la Turquie, comme à tous les autres candidats, qu'elle devait abolir la peine de mort si elle entendait devenir membre » de l'Union.

« Sale guerre » contre le PKK

Mais il n'y a pas que la peine de mort. Si la candidature d'Ankara ne fait plus aujourd'hui guère de doute, les Européens ne se disent pas encore prêts à s'engager sur un calendrier. Il faudra d'abord

Paris « opposé à la peine de mort »

Le gouvernement français a souhaité hier qu'Ocalan ne soit pas exécuté et a rappelé la vocation européenne de la Turquie. « La France, comme ses partenaires européens, est opposée à la peine de mort, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Anne Gazeau-Secret. La peine capitale n'a pas été exécutée en Turquie depuis 1984. C'est un acquis considérable et nous souhaitons que cette situation perdure. » « Cela serait conforme à l'ancrage européen et à la vocation européenne de la Turquie que nous voulons voir affirmer », a conclu Anne Gazeau-Secret.

VENDREDI 26 NOVEMBRE 1999

LE FIGARO

régler un certain nombre de problèmes qui ont trait à la démocratisation du régime (*lire encadré*). La délicate situation du pays en matière de droits de l'homme, par exemple, ne saurait perdurer. Or la plupart des violations des droits fondamentaux sont un sous-produit de la « sale guerre » que mène l'armée turque contre le PKK.

Depuis la fin de l'été, et sur l'injonction d'Ocalan, un cessez-le-feu unilatéral a été déclaré par le PKK dont les combattants se replient hors du territoire turc, probablement en Irak du Nord où ils disposent de bases arrière. Parallèlement, Ocalan a multiplié les offres de négociation. Pour le moment, Ankara fait la sourde oreille.

Quant à l'armée, elle poursuit ses opérations contre les rebelles. Une douzaine ont été tués cette semaine.

E. B.

Les états d'âme de l'armée

C'est devenu une habitude en Turquie. A échéances régulières, l'armée intervient sur la scène politique et fait connaître son point de vue. L'instrument le plus couramment employé reste le Conseil national de sécurité, un organisme paritaire qui réunit les plus hautes autorités civiles et militaires du pays tous les mois. C'est là que la politique de sécurité est généralement définie... Certains disent la politique tout court.

C'est suite à une réunion de ce type, le 28 février 1997, que l'armée a poussé dehors le gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan. Un « coup d'État de velours » ou « postmoderne », comme l'a surnommé la presse, et qui grève sérieusement les prétentions démocratiques du régime.

Aujourd'hui, pourtant, l'armée turque est au pied du mur. Une éventuelle intégration européenne impliquera quelques révisions déchirantes. L'état-major l'a bien compris et s'y prépare : il vient de faire diffuser une petite brochure expliquant ses vues sur la question. « Il est faux de dire que les militaires exercent

leur autorité sur le gouvernement civil ou qu'ils ont une influence indue dans les affaires politiques », prétend par exemple l'état-major, qui reconnaît tout de même que, dans les démocraties, les militaires dépendent d'un ministère (civil) de la Défense, ce qui n'est pas le cas en Turquie.

« Ignorance de l'histoire »

L'un des « critères de Copenhague » qui définit le niveau de démocratisation requis pour entrer dans l'UE demande en effet qu'un contrôle démocratique soit exercé sur l'armée des pays candidats. En la matière, l'état-major exige un statut particulier pour la Turquie, étant donné la « situation » du pays.

« Les efforts pour changer la structure administrative de la Turquie résultent soit d'une ignorance de l'histoire, soit, ce qui est plus grave, d'un désir d'attaquer injustement les forces armées turques », expliquent encore les militaires. L'histoire récente est pourtant explicite. Outre l'intervention « postmoderne » de février 1997, les forces armées ont arbitrairement pris le pouvoir par trois fois depuis l'instauration de la République en 1923. Si l'on remonte plus loin dans le temps, c'est plus d'une quarantaine de vizirs de l'Empire ottoman qui ont été également déposés par les militaires.

E. B.

Ocalan fails to overturn death penalty

By Leyla Boulton in Ankara

Turkey's appeal court yesterday upheld the death sentence on Abdullah Ocalan, the jailed leader of the Kurdistan Workers' party (PKK) guerrilla group, sparking protests from human rights groups and west European governments.

However, in the latest signal to date that Turkey is unwilling to see the guerrilla leader hang, Süleyman Demirel, the Turkish president, who would have to take a final decision to uphold the sentence if parliament approved the execution, hinted that Turkey would await a ruling from the European Court of Human Rights (ECJ).

"The legal procedure has not been completed yet," he pointed out. "It also has a European aspect."

Waiting for a ruling from the ECJ would give the government a vital 18-month gap to improve relations

with the European Union and sidestep an issue that remains highly emotive.

But Bülent Ecevit, the prime minister, whose Dem-



Death wish: relatives of Turkish soldiers killed fighting Kurdish insurgents celebrate the verdict upholding the sentence on Ocalan

ocratic Left party opposes the death penalty, has yet to persuade the Nationalist Action party (MHP), his main coalition partner, to wait for the ECJ's decision before submitting the matter to parliament.

Altémur Kilic, a columnist and veteran party member, yesterday warned the MHP that it would lose popular support if it failed to secure Mr Ocalan's speedy hanging.

"Delaying the execution means it will never be carried out," he wrote in an article in which he predicted that "the murderer of 30,000

people" would be spared the noose by "Turkish officials obsessed by the dream of integration with Europe".

The Strasbourg-based court, whose decisions are in principle binding on all Council of Europe members including Turkey, is expected to ask the government next week to hold off sending the sentence to parliament until it rules, probably in 2001, on the appeal lodged by Mr Ocalan's lawyers.

If the MHP were to insist on rejecting the ECJ's request, the EU could change its mind about

accepting Turkey as a formal candidate for membership, due to take place at its December 10-11 summit in Helsinki, diplomats say.

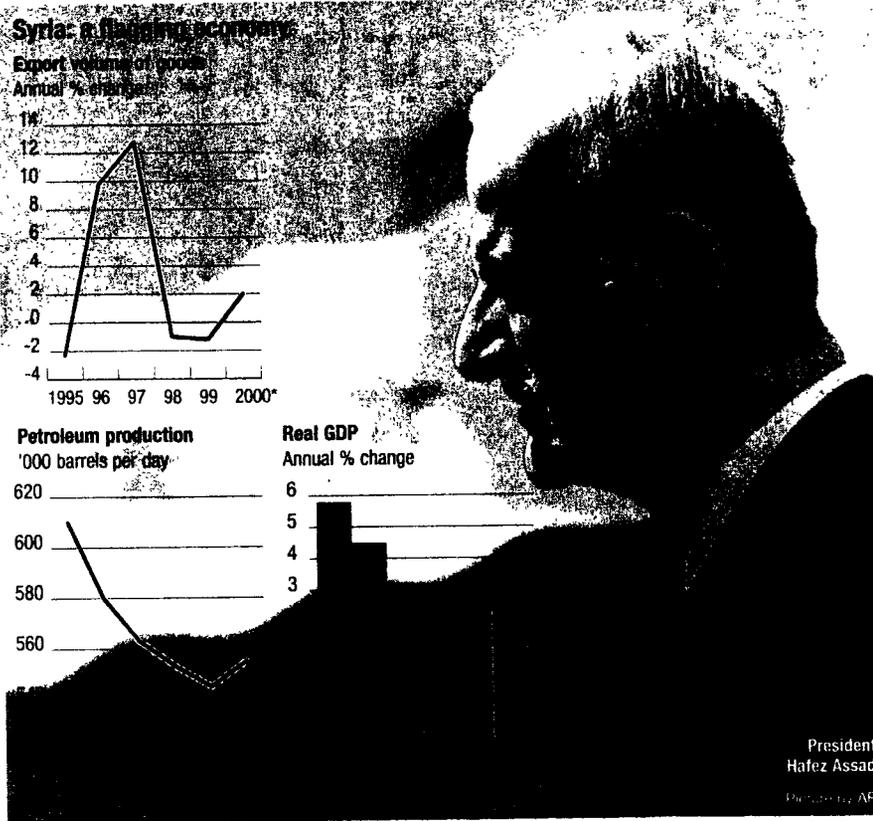
But even if Turkey wins candidate status, the government knows that an execution after Helsinki would hurt further progress towards membership. It would also blight Turkey's attempts to correct its poor human rights image. Although it has yet to abolish capital punishment in line with other members of the Council of Europe, Turkey has not carried out any of the 53 death sentences handed down since 1984.

FINANCIAL TIMES

NOVEMBER 26 1999

Syria's dinosaur economy feels the chill of declining oil reserves

With an inefficient and corrupt state sector, attention is focusing on promoting trade and economic reforms, reports **James Schofield**



Riad Seif is a textile manufacturer whose voice is heard more often in Syrian political circles than on the shop floor of the businesses he has run since 1963.

An independent member of the Syrian parliament since 1994, Mr Seif has been the scourge of government incompetence.

In a lecture last April he launched an attack on policies he saw as responsible for the decline of Syrian industry. He had been scheduled to give a second talk a month later. The authorities cancelled it. Then he was told the second lecture could go ahead - and that senior civil servants were being advised to come and listen to what he had to say.

"I told them the private sector is really handicapped and that we had to reform it. Otherwise a big part of it is going to collapse," Mr Seif says. "People had only talked about the problems

before. I pointed out cause and effect. It was very clear that some people considered that cruel."

It says something positive about Syria that businessmen and others are not only complaining about the dire state of the economy but identifying the causes.

The Syrian economy was modelled on the command economy of the former Soviet Union, although a small private sector has always been allowed. There has been little reform, the one notable exception being an investment law passed in 1991 intended to encourage private investment when the public sector was beginning to fail.

Now, however, the need to move towards a market economy has become more pressing. In the past Syria relied on oil and on foreign aid from other Arab states to weather periodic economic storms. But less oil is being

discovered these days and,

There are a few hundred people in charge and they have an enormous stomach cramp about modernising

despite ample reserves of natural gas, analysts say the country will have to import energy within a few years.

Tomorrow a 15-member Syrian trade delegation will leave for the US on the first visit of its kind in more than 20 years. The aim is to promote direct contacts between Syrian and American businessmen.

Even if the visit results in closer commercial relations with the US, the authorities face a tough test at home where bureaucrats and others are pushing in the opposite direction.

"If you want to computerise, you are considered to be displacing power from one generation to another," says a diplomat. "Managers get [the equivalent of] \$160 a month - and they drive a Mercedes. And these people are dead against reform. So right now we are in a system where there are a few hundred people in charge and they have an enormous stomach cramp about modernising."

Businessmen complain that the slow and inefficient methods provide ample scope for corrupt officials to earn bribes by speeding up their service.

"Changing all these things will affect entrenched interests and we have not yet reached a point when the entrenched interests realise that going with change will serve them better than going against it," says an observer.

In the middle of it all are the businessmen, manufacturers and industrialists who say their own goods cannot compete in price and quality with those from neighbouring states.

"We had three companies making air conditioners," says Mr Seif. "When this industry developed in Saudi Arabia, and they were allowed to enter the Syrian market, these three companies were forced to close. There is no Syrian company making air conditioners

now. Why? Because to make our product we have to pay 30 per cent more in costs."

Businessmen fret about the lack of an effective business law, the absence of a modern banking system and an arbitrary taxation regime, including a levy for military expenditure and various indirect taxes. These can increase the cost of a car fourfold, even before the salesman is slipped the necessary *baksheesh*.

There are complaints, even from those members of the merchant class whose companies did well out of close co-operation and political contacts with the government.

"At these levels [of taxation] you cannot have transparency because no one will come clean about their books," says Saeb Nahhas, a prominent Shia businessman and a leading member of the "new" class of Syrian tycoons. Mr Nahhas believes, like many others, that public sector salaries are so low that it is pointless blaming the endemic corruption on individuals.

He asks how anyone can expect the director-general of a government ministry to close deals worth tens of millions of dollars when his own salary is scarcely enough to feed and clothe his family - and not be tempted by a bribe.

However, some economists detect a growing consensus on the need for change and a new awareness of what needs to be done.

Earlier this year President Hafez al-Assad made some encouraging remarks. He spoke of developing and modernising banking systems and of "liberating companies from their administrative and financial bonds". He also promised reconsideration of the 1991 investment law.

Syrians expect the law to be amended soon. The government has also lifted taxes on raw cotton and cotton textiles. It plans to introduce a new commercial code and there is talk of discarding rules preventing dealing in foreign exchange.

Friday November 26 1999

The Guardian

EU warns Turkey to spare Ocalan

Don't expect to join if Kurdish leader is executed, Ankara told

Chris Morris in Ankara and **Tony Paterson** in Berlin

The European Union last night told Turkey that it can not expect to join if it goes ahead with its decision to execute the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

The blunt warning came after the Turkish court of appeal yesterday upheld the execution order, to the delight of crowds who marched towards the parliament chanting "hang him" and "yes to execution".

A spokesman for Guenter Verheugen, the EU enlargement commissioner — whose office deals with Turkey's problem-plagued attempt to join the 15-member European Union — said: "We expect that this death penalty is not carried out. We would like to remind Turkey as well as other candidate countries that we expect them to withdraw the death penalty if they want to become member states."

Turkey is expected to come under intense diplomatic pressure to commute the sentence on Ocalan.

EU leaders had been expected to officially endorse Turkey's candidacy at a summit in Helsinki next month.

In Mr Verheugen's native Germany, hundreds of Kurds took to the streets to protest against Turkey's decision. The demonstrations were a mild foretaste of what security officials fear will happen if the death sentence is carried out. Ever since Ocalan was arrested and flown to Turkey to stand trial earlier this year, German intelligence sources have

warned that his execution is likely to lead to the Kurdish-Turkish conflict being "imported" to Germany and result in serious public disorder.

Turkey's leaders were quick to recognise the European dimension to the case yesterday. "Our position is being discussed in detail," President Suleyman Demirel said, "but the final word is up to parliament."

Both the parliament and Mr Demirel would have to ratify the legal decision before execution takes place. Meanwhile, Ocalan's lawyers have already said they intend to take their arguments to the European court of human rights.

The European court may consider the case next week and ask Turkey to delay any execution until it has issued a ruling of its own. That process could take many months.

In yesterday's hearing, the panel of five judges took only a few minutes to announce its unanimous decision. Ocalan's trial had followed correct legal procedure, they ruled, and the death sentence imposed earlier this year should stand.

"No one should have any doubt that this was a fair legal process," Bulent Ecevit, the prime minister, said yesterday.

Defence lawyers disagreed. They had hoped to win a retrial, arguing that a series of national and international legal standards were violated during the trial, including the way Ocalan was held in isolation after his capture, and their lack of private access to their client.

News of the verdict sparked celebrations among supporters of the death penalty who



A Kurdish supporter of Abdullah Ocalan at a demonstration in Hamburg yesterday Photograph: Christian Charisius

had gathered outside the court of appeal. Many of them carried photographs of soldiers who have been killed fighting against Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK).

Turkish courts have passed dozens of death sentences in the last 15 years, but every one has remained in committee in parliament — none has been brought to a vote. Abdullah Ocalan is a special case, however, and there is still great popular demand for his execution.

Mr Ecevit will try to keep the Ocalan case off the parliamentary agenda for as long as possible to allow tempers to cool. He opposes the death penalty in principle, and is one of a number of senior officials who now appear to believe that executing Ocalan would be counter-productive.

But Mr Ecevit's main coalition partner, the Nationalist Action party, is in favour of execution, and there will be pressure from the grassroots for parliament to take action before a European court ruling. A majority of MPs are thought to support the campaign to put Ocalan to death.

The Kurdish rebel leader was found guilty in June of treason. He was held responsible for thousands of deaths after a trial amid unprecedented security on the prison island of Imrali. He remains on the island, awaiting his fate.

From his prison cell he has issued a series of orders to his PKK rebel movement to observe a ceasefire and withdraw from Turkish territory.

At the moment moderates within the PKK have the upper hand. But there have been reports of splits within the organisation. A leading hardliner turned up in the Netherlands this week asking for political asylum. If Ocalan were to be executed, support for the apparent peace initiative could soon disappear.

So while it may be a bitter pill for the authorities to swallow, the way they deal with Ocalan will go a long way towards setting Turkey's political agenda for the next few years.

Any perception that Ocalan should be saved from the gallows to please Europe would enrage those who want to see him put to death.

La Corte turca conferma: Ocalan a morte

*Altolà di D'Alema
e Dini: «Non eseguite la condanna o non entrerete
nell'Unione europea»*

Quindici minuti di sobria discussione, giusto per salvare le apparenze, e neppure un attimo di dubbio. Decisione unanime. I cinque giudici della Corte di Cassazione turca hanno confermato, ieri mattina, la condanna a morte del leader curdo Abdullah «Apo» Ocalan. Ai magistrati si chiedeva di valutare se il processo di primo grado si fosse svolto correttamente, come tutta la Turchia — in coro — aveva sostenuto. La sentenza, quindi, era scontata.

Anche il capo del Pkk ne aveva piena coscienza. Ha atteso il verdetto «con calma e serenità», come hanno riferito i suoi avvocati, e con un liberatorio commento: «Ora si apre la fase politica». La conferma della condanna, infatti, è l'ultima tappa giudiziaria prevista in Turchia, prima che la vicenda abbandoni il mondo delle toghe per addentrarsi nei meandri dei partiti e nella camera di compensazione del potere: politico e militare. Per poi attendere il voto di un Parlamento che, dal 1984, ha evitato di rendere esecutive tutte le condanne (53) alla pena capitale.

Ma stavolta è diverso. Non soltanto perché Ocalan non è un imputato come gli altri, ma il capo di un'organizzazione di guerriglieri che per vent'anni si è battuta, con le armi, per l'autonomia del Kurdistan; ma perché la sentenza della Cassazione arriva a tre settimane esatte dal vertice europeo di Helsinki, che dovrà dire se la Turchia ha le credenziali per diventare candidato ufficiale all'Ue, come spera oltre la metà della popolazione del grande Paese musulmano. Fra le credenziali c'è appunto l'abolizione della pena capitale. E su quella credenziale sono intervenute, con pari severità, tutte le istitu-

zioni di Bruxelles. Il portavoce della Commissione europea ha detto: «La condanna a morte deve essere revocata, se la Turchia vuol davvero diventare membro dell'Unione europea». Sulla stessa linea Massimo D'Alema e Lamberto Dini: in un comunicato congiunto Palazzo Chigi e la Farnesina chiedono «così come costantemente ribadito nei contatti diretti con le autorità turche, che la sentenza non venga eseguita... atti contrari ai principi di democrazia, di rispetto dei diritti umani e di tutela delle minoranze non incoraggerebbero un rapido percorso verso gli standard europei».

Ocalan, unico prigioniero dell'isola di Imrali, aveva confidato ai suoi legali, con un po' di presunzione, di sentirsi come Socrate, e d'essere pronto ad accettare «la vita o la morte». Ma aveva aggiunto di ritenere indispensabile il ricorso alla Corte europea dei diritti umani di Strasburgo, perché si pronunciasse sul suo caso. Il caso di un uomo che, dopo la cattura, si è dissociato dal proprio passato: prima ha ri-

ordinato ai ribelli di uscire dal Paese. Presentandosi, quindi, come un interlocutore politico, anche se la sua offerta è stata immediatamente respinta perché giudicata «un tatticismo».

Da un paio di mesi, soprattutto dopo il devastante terremoto che ha messo in ginocchio la Turchia, i giornali avevano cominciato ad abbandonare le passioni forcaiole dei giorni che seguirono la cattura di Ocalan, a Nairobi, il 16 febbraio, invitando i lettori a riflettere sugli interessi del Paese. Ma ieri mattina, temendo che le pressioni europee potessero capovolgere il verdetto di condanna, un centinaio di familiari delle vittime della guerriglia, istigati dagli ultranazionalisti (i Lupi grigi) che fanno parte della compagine governativa, hanno inscenato una manifestazione davanti al tribunale di Ankara, appendendo a un albero la fotografia dell'imputato. Poi una trentina di estremisti di destra, spacciandosi per parenti dei caduti, hanno raggiunto la via Tunali Hilmi, in pieno centro, e hanno devastato gli uffici dell'Associazione turca per il rispetto dei diritti umani. «Hanno spaccato le finestre, distrutto numerosi dossier e sprangato il nostro capo». Il capo dell'Associazione, Husnu Ondul, piuttosto ammaccato ma fiero della propria indipendenza di giudizio, ci ha ripetuto: «Siamo e saremo sempre contro la pena di morte. In tutti i casi». A Ondul è andata bene. L'anno scorso il suo predecessore, Akin Birdal, fu raggiunto da sette colpi di pistola. E' salvo per miracolo. La furia degli estremisti conferma l'immagine di un Paese diviso. Vi sono infatti due Turchie, entrambe rappresentate nel governo. C'è la Turchia del premier socia-

lista Bulent Ecevit, da sempre contraria alla pena di morte. Il capo della commissione giustizia, Emin Karaa, al quale toccherà di guidare l'iter parlamentare del caso Ocalan, ha detto: «Terremo conto della sentenza della Corte europea dei diritti dell'uomo», ovviamente prima di decidere se eseguire la condanna a morte di Ocalan. Ma c'è anche la Turchia dei Lupi grigi e quella del duro Oltan Sungurlu, ex ministro della Giustizia, che tuona: «Apo deve essere giustiziato prima che la Corte europea si pronunciasse».

Il tribunale di Strasburgo può chiedere, in tempi brevissimi, la sospensione della condanna a morte. Un passo che la Turchia può ritenere «tecnicamente non vincolante». Ma quando vi sarà la sentenza definitiva, magari fra un anno, Ankara sarà costretta ad adeguarsi. E' questa probabilmente la strada che Ecevit e il ministro degli Esteri Ismail Cem percorreranno. I 41 Paesi del Consiglio d'Europa hanno infatti sottoscritto l'impegno a rinunciare alla pena di morte. Il paradosso è che, tra i firmatari, c'è anche la Turchia.

Antonio Ferrari

**Ad Ankara estremisti di destra hanno devastato la sede dell'associazione per i diritti umani
Ex ministro: va giustiziato subito**

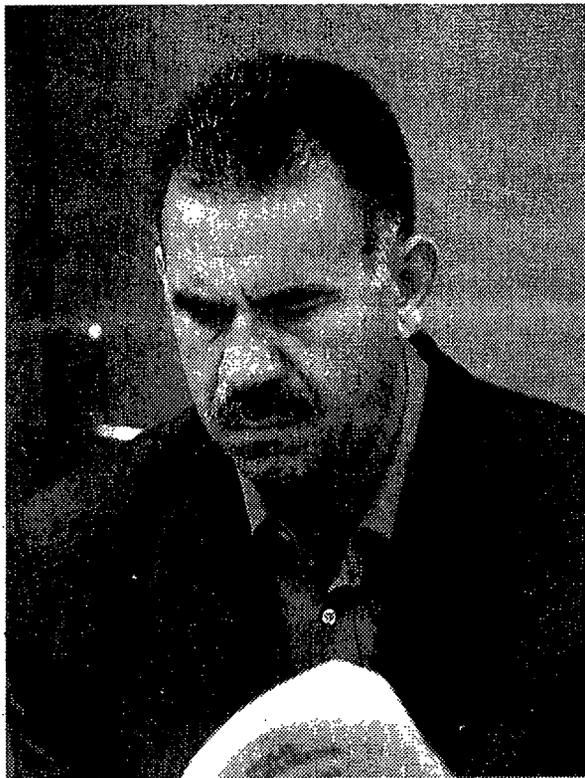
nunciato ai propositi di indipendenza e di autonomia del Kurdistan, limitandosi a chiedere il rispetto dei diritti culturali della minoranza curda; poi ha invitato i suoi a deporre le armi: infine ha

Corriere della Sera

VENERDÌ 26 NOVEMBRE 1999

IL SOTTOSEGRETARIO RANIERI

«Tutto previsto. Ci sono le condizioni per l'atto di clemenza»



ROMA — «Credo che oggi ci siano le condizioni positive perché la Turchia compia un gesto di pacificazione con un atto di clemenza verso Abdullah Ocalan», sostiene il sottosegretario agli Esteri Umberto Ranieri, democratico di sinistra. Parlare di condizioni positive è controcorrente mentre le procedure per l'esecuzione della condanna a morte contro il presidente del Partito dei lavoratori del Kurdistan segnano un ulteriore passo in avanti. Ma ascoltando Ranieri si comprende che il governo italiano aveva messo nel conto la decisione della magistratura e che questa non lo induce a cambiare l'impostazione adottata: per la Turchia si allo status di membro candidato dell'Unione europea, sui diritti umani Ankara ha interesse a compiere le correzioni politiche e legislative che non ha attuato finora.

Ranieri, la conferma della condanna a morte per Ocalan le sembra un progresso nel cammino verso l'Unione?

«Io so che c'è un'attesa dell'Europa e degli Stati Uniti affinché la Turchia si liberi dell'illusione di poter risolvere la questione curda soltanto con iniziative militari. E ritengo sagge le parole del presidente Suleyman Demirel: l'iter del provvedimento su Ocalan non è ancora concluso, esiste un aspetto europeo del caso. Secondo me, questa è la via da seguire per evitare che il Paese commetta un drammatico errore che lo allontanerebbe dall'integrazione».

I dirigenti della Sinistra giovanile, ossia i ragazzi del suo partito, hanno scelto un'altra linea: raccolgono firme per «un preciso e fermo divieto di ingresso allo Stato turco in vista del summit di Helsinki». Lei non è d'accordo?

«È una posizione del tutto sbagliata. Il problema non è inviare firme per evitare che in dicembre, a Helsinki, si neghi lo status di membro candidato. Il problema è raccogliergli per premere sul governo turco affinché scelga la strada lungimirante della clemenza».

Per gennaio il ministro del Commercio estero Piero Fassino ha in programma una visita ad Ankara con una delegazione di imprenditori. A suo avviso

l'appuntamento va mantenuto?

«Penso che nessuno si aspettasse dalla Corte di Cassazione turca una decisione diversa dalla conferma della condanna a morte. Martedì la Corte dei diritti dell'uomo presso il Consiglio d'Europa esaminerà una richiesta di sospensione della pena capitale. La Turchia è membro del Consiglio d'Europa e Demirel mostra attenzione per gli orientamenti che matureranno lì».

Niente disdette, dunque. Spera che Ocalan possa essere salvato eliminando la pena di morte dall'ordinamento?

«Dal 1984 il Parlamento non ha approvato nessuna esecuzione. Significa che anche in un Paese che ha la pena di

morte tra le sue leggi le pressioni dell'opinione pubblica interna e internazionale hanno prodotto una moratoria di fatto. Certo, auspichiamo l'eliminazione. Demirel e il primo ministro Bulent Ecevit sanno che costituirebbe un ostacolo in me-

Ma per i diritti dei curdi la Tur-

«Soltanto procedendo con l'integrazione nella Ue quel governo cambierà la sua impostazione»



Umberto Ranieri

chia che cosa fa?

«Sulla tutela delle minoranze c'è la necessità di adottare gli standard europei».

Il segretario dei Ds, Walter Veltroni, definisce Ocalan un leader che ha espresso «la volontà di abbandonare la via della lotta armata a favore di un processo di pace». Il governo italiano dà credito a quelle dichiarazioni del capo del Pkk?

«Hanno costituito indubbiamente una novità, come le affermazioni analoghe di altri militanti. Sono passi in avanti nella soluzione pacifica della questione curda. Le autorità turche sbaglierebbero a sottovalutarli. E al Pkk spetta di essere coerente».

Achille Occhetto, presidente della commissione Esteri della Camera, imputa al governo italiano «momenti di debolezza». Non è stato così?

«Anche nelle difficoltà, ci siamo mossi in sintonia con le decisioni dell'Ue e dell'Onu per una soluzione equa del caso. Se c'è un rammarico, è che la stessa coerenza non ispirò altri Paesi europei».

La Germania?

«Sì».

Massimo Caprara

IN GABBIA Ocalan, 50 anni, è il leader storico dei curdi-turchi

I PROSSIMI PASSI

• ESAME PRELIMINARE

La Corte europea dei diritti umani la prossima settimana prenderà in esame il ricorso presentato dai legali di Ocalan contro la Turchia. Già martedì, i giudici europei potrebbero in via preliminare pronunciarsi su una richiesta di sospensione dell'esecuzione della condanna a morte, almeno fino al termine della procedura a Strasburgo

• VERDETTO FINALE

Entro 4 mesi la Corte dovrà pronunciarsi sulla ricevibilità del ricorso, che accusa la Turchia di svariate violazioni della convenzione sui diritti umani. Se il ricorso sarà dichiarato ricevibile, la Corte pronuncerà sentenza di «condanna» o di «assoluzione» per Ankara verso la fine del 2000

Roma si appella ad Ankara, che dal 1984 non ha più eseguito una condanna capitale

■ la Repubblica

VENERDÌ 26 NOVEMBRE 1999

D'Alema e Dini ai turchi

“Risparmiategli la vita”

Solana: la Ue potrebbe tenervi fuori

Ramon Mantovani: la colpa è del governo
“Lo riporterei in Italia”

ROMA (m.ans.) — Ramon Mantovani, responsabile esteri di Rifondazione, lo rifarebbe, riporterebbe Ocalan in Italia?

«Certamente. A maggior ragione oggi, dopo che la sentenza di morte è stata confermata, visto che ho prestato aiuto a una persona che era inseguita per il genocidio del suo popolo».

Ci sono responsabilità italiane?

«Sicuro: se il governo avesse concesso l'asilo politico a Ocalan quando era qui, oggi non sarebbe stata riconfermata la condanna a morte per impiccagione».

Di chi è la colpa?

«Il governo D'Alema è complice morale e politico del regime turco. L'Italia dovrebbe dichiarare la contrarietà al suo ingresso nell'Ue finché non cesserà la persecuzione dei curdi. Dovrebbe interrompere il commercio di armi con l'esercito massacravigliaccamente i guerriglieri in tregua».

E invece?

«Invece c'è un pellegrinaggio continuo a Istanbul di ministri con il cappello in mano che chiedono scusa per avere ospitato sul loro territorio una persona che chiedeva asilo politico».

I nomi?

«Lamberto Dini e Piero Fassino».



ROMA (m.ans.) — «Non eseguite la sentenza di morte per Abdullah Ocalan». Il governo italiano, dopo alcune ore di riflessione, stila un comunicato in cui chiede alla Turchia che sia fatta salva la vita del leader del Pkk. Una dichiarazione concertata a quattro mani dal presidente del Consiglio Massimo D'Alema e dal ministro degli Esteri Lamberto Dini con la richiesta, «costantemente ribadita nei contatti diretti con le autorità turche, che la sentenza non venga eseguita, anche in considerazione del fatto che la pena capitale non è più stata applicata in Turchia dal 1984».

Un appello che cerca di vincolare il rispetto per i diritti umani all'ingresso di Ankara nell'Ue. D'Alema e Dini «auspicano che la decisione del governo turco di chiedere il riconoscimento dello status di candidato a pieno titolo dell'Unione (anche nella prospettiva delle deliberazioni del Consiglio europeo di Helsinki del dicembre prossimo) sia consapevole

che atti contrari ai principi di democrazia, di rispetto dei diritti umani e di tutela delle minoranze non incoraggerebbero un rapido percorso verso gli standard europei». L'Italia, aggiunge il sottosegretario agli Esteri Umberto Ranieri, «auspica un gesto di clemenza da parte delle autorità turche».

Leader politici ed esponenti di centro e di sinistra hanno espresso preoccupazione condannando fer-

mamente le decisioni provenienti da Ankara. «Una decisione inaccettabile — spiega il leader di Botteghe Oscure, Walter Veltroni — perché ferisce ulteriormente i diritti di un popolo, quello curdo, da troppo tempo diviso e perseguitato. E perché colpisce il diritto alla vita di un uomo che di questo popolo è il leader, e che ha espresso con chiarezza la volontà di abbandonare la via della lotta armata a favore di un processo di pace che porti a una soluzione democratica della questione curda».

«Condanna a morte inaccettabile», anche per il presidente della commissione esteri della Camera, Achille Occhetto: «Dobbiamo intervenire sul Parlamento turco per bloccare questo provvedimento». I Verdi, per bocca di Vito Leccese, affermano: «È un segnale negativo che la Turchia lancia all'Europa intera». E per il popolare Giovanni Bianchi «il pronunciamento della Corte di cassazione, anche se non sorprende, lascia comunque sgomenti».

Una sentenza comunque prevista e prevedibile, concordano gli avvocati italiani di Ocalan, Luigi Saraceni («è stato un passaggio rituale, quasi obbligato») e Giuliano Pisapia («la parola a questo punto deve passare alla politica: non è in gioco infatti solo la salvezza di Ocalan ma anche il destino del popolo curdo»).

Ma un duro monito alla Turchia parte da Bruxelles. A lanciarlo è il responsabile della politica estera dell'Ue, Xavier Solana, che al ministro degli Esteri turco Ismail Cem, dice che Ankara non potrà vedere riconosciuto il suo status di Paese candidato all'adesione alla Ue «se non prenderà misure positive» nei confronti di Ocalan. La sentenza, ribadisce il responsabile europeo, è «una decisione che mi ha profondamente deluso». E il commissario per l'allargamento Ue, Günter Verheugen, si proclama «concertato»: il passo della Corte di cassazione «allontana la possibilità che la Turchia entri a far parte dell'Unione. Ankara dovrà eliminare la pena di morte».

A sinistra, i familiari di un soldato turco ucciso dal Pkk. In alto, Ramon Mantovani. Sotto, Serif Vanli. A sinistra, Lamberto Dini. A destra, Ocalan durante il processo



Abdullah Ocalan, chef charismatique ou terroriste ?



Jeudi 25 Novembre 1999 - 12h42 heure de Paris

ANKARA (AFP) - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, dont la condamnation à mort a été confirmée jeudi par la justice turque, a toujours été un "terroriste" pour Ankara, haï par une large partie de l'opinion, mais un chef charismatique pour ses troupes et le symbole d'une identité qu'ils jugent bafouée pour de nombreux Kurdes.

Jeudi, la Cour de cassation turque a confirmé à l'unanimité la peine de mort prononcée le 29 juin dernier contre Ocalan pour trahison et séparatisme.

Saisie par ses avocats, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a indiqué qu'elle examinerait la semaine prochaine une demande de sursis à exécution de la sentence de mort.

Abdullah Ocalan, 50 ans, dit "Apo", a dirigé d'une main de fer pendant près de quinze ans, depuis l'étranger, la lutte armée de son parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Cet homme massif à l'épaisse moustache noire, au regard exalté, qui n'hésite pas à se comparer aux grands prophètes comme Abraham ou Jésus-Christ, a créé un véritable culte de la personnalité parmi ses partisans, dans la plus pure tradition stalinienne.

Les militants du PKK connaissent par coeur des passages de ses anciens écrits sur la nation kurde et la lutte pour l'établissement du "Grand Kurdistan" --un territoire pris sur la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie qui compterait environ 20 millions de Kurdes.

Au fil des ans, Ocalan a réduit ses prétentions pour préconiser une autonomie ou une solution fédérale pour les Kurdes au sein de la Turquie.

Des idées jugées également inacceptables pour l'Etat et l'armée turque, qui le considèrent comme un "terroriste sanguinaire". La haine envers celui que la presse turque qualifie de "tueur de bébés", est alimentée dans la population par le deuil des milliers de familles qui ont perdu un fils, jeune conscrit tué dans les combats dans le sud-est.

Pour certains Kurdes, il symbolise une identité qui a peu de moyens de s'exprimer dès lors que toute tentative relève pour l'Etat de la sédition ou d'une incitation à la haine raciale dommageables à l'unité de la nation turque.

Ocalan est né dans une famille paysanne de six enfants en 1949 dans le village d'Omerli, province de Sanliurfa (sud-est), à la frontière avec la Syrie. Il se lance dans le militantisme politique dès l'université, alors qu'il étudie les sciences politiques à Ankara.

Il est emprisonné en 1972 pendant sept mois pour "activités pro-kurdes". En novembre 1978, il fonde avec quelques amis étudiants le PKK, un parti marxiste-léniniste.

Il fuit la Turquie avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980 et vit à partir de 1981 en exil, le plus souvent à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, où il avait installé son quartier général et un camp d'entraînement. Ce camp a été fermé en 1992 sous la pression d'Ankara.

En août 1984, "Apo" décide de déclencher la lutte armée, jugeant ses effectifs suffisants. Le conflit à fait à ce jour quelque 31.000 morts.

Ocalan annonce en mars 1993 un cessez-le-feu unilatéral --rompu en mai par le PKK-- et demande en échange l'ouverture d'un dialogue politique avec Ankara. Le gouvernement turc n'a pas reconnu cette trêve et refuse de l'avoir pour interlocuteur.

En décembre 1995, Ocalan déclare une nouvelle trêve unilatérale, puis une autre en septembre 1998, toutes rejetées immédiatement par Ankara.

En octobre 1998, il est expulsé de Syrie, sous la pression d'Ankara, et se lance dans un périple à travers l'Europe où il tente en vain d'obtenir l'asile politique, et séjourne deux mois en Italie.

Il est capturé le 15 février 1999 à Nairobi par les services turcs. Lors de son procès, il s'excuse auprès des familles des victimes du PKK et offre de se mettre au service de "l'État démocratique" turc pour mettre fin à la rébellion s'il a la vie sauve. Sans convaincre ses juges.

Depuis sa condamnation, il a appelé à plusieurs reprises les membres du PKK à revenir en Turquie pour y poursuivre une "lutte démocratique et politique".

Les éditoriaux

TRIBUNE DE GENÈVE

Ocalan n'est pas encore mort

26.11.99

Par André Naef

Au fond de sa cellule, Abdullah Ocalan a sans doute été le dernier surpris de la décision de la Cour de cassation d'Ankara confirmant le verdict de mort prononcé à son encontre, le 29 juin. On voyait en effet difficilement la plus haute juridiction du pays, se fondant exclusivement sur des normes de droit turc, désavouer la première instance. La décision de gracier ou non le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est de nature essentiellement politique et appartient désormais au Parlement ainsi qu'au président de la République. Sans oublier évidemment les chefs de l'armée qui, en matière de sécurité, ont généralement le dernier mot en Turquie.

Deux facteurs peuvent influencer, dans un sens ou l'autre, le sort du condamné à mort d'Imrali: la situation dans les régions à population kurde et les réactions de la communauté internationale, plus particulièrement européenne.

En ce qui concerne le Kurdistan, Ocalan avait déjà surpris son monde au moment de son procès: alors qu'on pensait qu'il utiliserait le tribunal comme un forum pour plaider la cause de l'indépendance – quitte à mourir en martyr – le loup s'était mué en agneau, promettant la réconciliation des frères ennemis au sein de l'Etat turc si celui-ci épargnait sa vie. Sa condamnation à la pendaison n'a pas modifié cette ligne: le 2 août, le Conseil de présidence des commandants du PKK se rangeait derrière son chef en décrétant un cessez-le-feu dès le 1er septembre. Jusqu'ici, cette trêve est apparemment respectée...

Mais, de son côté, le gouvernement turc s'est bien gardé de saisir cette branche d'olivier. Réagissant à l'annonce du PKK, le premier ministre Bulent Ecevit réitérait son refus absolu de négocier avec le mouvement rebelle. Il avait néanmoins mis un bémol à son intransigeance en laissant entendre que le temps qui passe permettrait de mesurer l'influence réelle du chef du PKK sur ses troupes ainsi invitées à déposer les armes. Serait-ce là un appel du pied au Parlement – où la droite nationaliste est revenue en force après les dernières élections – pour qu'il prenne lui aussi son temps avant de décider du sort du condamné à mort? Le gouvernement d'Ankara devrait également prendre en compte le contexte extérieur caractérisé par une nette détente de ses relations avec ses voisins européens, alors qu'elles étaient au plus bas il y a quelques mois. Aujourd'hui assuré d'être considéré comme un candidat "normal" à l'Union européenne, il pourrait être moins insensible aux appels à la clémence émanant des chancelleries du Vieux-Continent. Il faut rappeler à cet égard que si la Turquie n'a pas formellement supprimé la peine capitale, elle faut rappeler tacitement, depuis 1984, la norme abolitionniste du Conseil de l'Europe, dont elle est membre. D'autre part, les Turcs ont tendance à se rebiffer face à des pressions étrangères par trop insistantes et ils baignent aussi dans une culture politique peu encline à pardonner aux ennemis du pouvoir en place: l'ancien premier ministre Adnan Menderes, exécuté en 1961 dans cette même prison d'Imrali, en fit la cruelle expérience. Le destin final d'Abdullah Ocalan demeure donc incertain. Tout au plus, hasarderait-on à conclure qu'en dépit du verdict à son encontre de la Cour de cassation, ses chances de survie sont peut-être aujourd'hui meilleures qu'il y a neuf mois, au moment de sa capture spectaculaire à Nairobi.

Öcalan - Paris rappelle son opposition à la peine de mort



PARIS, 25 novembre - Les autorités françaises ont fait savoir jeudi qu'elles espéraient que la condamnation à mort du dirigeant séparatiste kurde Abdullah Öcalan ne serait pas exécutée.

"La France, comme ses partenaires européens, est opposée à la peine de mort", a déclaré Anne Gazeau-Secret, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a noté qu'aucune peine capitale n'avait été exécutée en Turquie depuis 1984.

Soulignant que les avocats d'Öcalan avaient introduit un pourvoi devant la Cour européenne des droits de l'homme, les autorités françaises rappellent que la décision de surseoir à l'exécution "serait conforme à l'ancrage européen et à la vocation européenne de la Turquie".

À quelques jours de l'ouverture du sommet européen d'Helsinki, le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que "la France voulait voir affirmée par la Turquie sa vocation européenne". /JJ



M. Ecevit rejette les pressions internationales dans l'affaire Öcalan



ANKARA, 26 nov (AFP) - 15h38 - Le Premier ministre turc Bülent Ecevit a rejeté vendredi les pressions internationales en faveur du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, dont la condamnation à mort a été confirmée par la Cour de cassation turque.

"Aucun Etat ou organisation internationale ne peut faire accepter quelque chose à la Turquie par la voie des pressions", a-t-il dit devant la presse.

La confirmation de la sentence jeudi contre Öcalan a suscité la réprobation d'Etats et d'institutions européennes qui ont indiqué qu'une exécution pourrait compromettre les chances d'une reconnaissance de la candidature d'Ankara à l'adhésion à l'UE.

Javier Solana, représentant de la diplomatie européenne, a dit jeudi au ministre turc des Affaires étrangères İsmail Cem, qu'il attendait des "mesures positives" avant le sommet d'Helsinki des 10 et 11 décembre qui décidera si la Turquie peut obtenir le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'UE.

"Personne ne doit douter de l'indépendance de la justice turque (...) On ne devait pas s'attendre à une autre décision de la Cour d'appel que de confirmer la sentence, vue la gravité des crimes qu'Öcalan a commis", a indiqué M. Ecevit.

La Cour européenne des droits de l'Homme a été saisie par les avocats du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), et les dirigeants turcs ont indiqué qu'ils attendraient la décision des juges européens avant que le parlement, auquel revient le dernier mot, ne décide du sort d'Öcalan.

La Turquie n'est pas légalement tenue d'attendre la décision de cette Cour pour statuer sur le sort d'Öcalan.



Öcalan entend poursuivre "même dans la tombe" son initiative de paix

ISTANBUL, 26 nov (AFP) - 13h21 - Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan s'est déclaré déterminé à poursuivre "même dans la tombe" son "rôle historique" pour un règlement pacifique du conflit kurde, après la confirmation de sa peine de mort par la Cour de cassation.

"La décision de la Cour de cassation n'a pas grande valeur pour moi. J'ai joué mon rôle historique pour une solution pacifique. J'ai la conscience tranquille", a indiqué le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan dans un communiqué diffusé vendredi par ses avocats à Istanbul.

La Cour de cassation a confirmé jeudi à Ankara la sentence de mort rendue le 29 juin contre Öcalan pour les 15 ans de lutte armée du PKK dans le sud-est à majorité kurde, en vue de créer un Etat kurde indépendant.

"Je répète que je poursuivrais ma grande marche pour la paix. Je n'accepte aucune autre existence que celle au sein de la République démocratique (turque) (...) Je jouerai mon rôle même dans la tombe", a précisé Öcalan.

Depuis son procès, Öcalan a multiplié les initiatives de paix, et le PKK a entériné ses appels à arrêter les combats puis à se retirer de Turquie à partir de septembre.

L'armée turque a rejeté ces initiatives comme de la "propagande" et demandé une reddition en bonne et due forme de ses militants.

Lors d'une conférence de presse à Istanbul, les défenseurs d'Öcalan, ont appelé vendredi la Turquie à abolir la peine capitale pour qu'elle s'intègre au monde moderne", lui demandant de signer le protocole 6 de la Convention européenne sur les droits de l'Homme.

La Turquie observe depuis quinze ans un moratoire de fait sur les exécutions: 47 cas de condamnés à mort sont restés à la commission parlementaire de la justice qui ne les a pas soumis au vote de l'assemblée.

Les avocats ont annoncé qu'ils saisiraient la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg du cas de leur client et que l'un d'entre eux se rendrait à Strasbourg pour le présenter.

La Turquie n'est pas légalement tenue d'attendre la décision de cette Cour pour statuer sur le sort d'Öcalan, qui relève en dernier ressort du parlement.

L'Irak suspend ses exportations de pétrole pendant quinze jours

LE MONDE / VENDREDI 26 NOVEMBRE 1999

BAGDAD. L'Irak a décidé de suspendre ses exportations de brut pour une période de deux semaines. « *Nous n'allons pas tenir compte de la résolution de l'ONU sur la prolongation [pour deux semaines] de la phase actuelle du programme "Pétrole contre nourriture", car je pense que cela n'a aucun sens* », a affirmé, mercredi 24 novembre, le ministre irakien du pétrole, Amer Mohamed Rachid. Les phases du programme « Pétrole contre nourriture » sont semestrielles. Une procédure extrêmement longue et complexe autorise

l'Irak, soumis à un embargo depuis 1990, de vendre sous contrôle des quantités limitées de pétrole pour acheter des produits de première nécessité. Les membres permanents du Conseil de sécurité se sont donné un délai de deux semaines avant le lancement d'une éventuelle nouvelle phase pour tenter de parvenir à un accord sur une nouvelle résolution qui lierait une suspension de l'embargo à des progrès éventuels dans le domaine du désarmement. Bagdad, qui refuse d'envisager une formule autre que la levée des sanctions internationales, considère que son désarmement est achevé. - (AFP)

•••••

Ocalan: la Maison Blanche souhaite une justice "transparente"

WASHINGTON, 26 nov (AFP) - 20h39 - La Maison Blanche a souhaité vendredi un processus judiciaire "transparent" pour Abdullah Ocalan, le dirigeant kurde condamné à mort jeudi par la Cour de cassation turque.

"Nous voulons nous assurer que (...) ses droits soient protégés et que le processus judiciaire soit transparent", a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche, Mike Hammer.

La Cour de cassation turque a confirmé la sentence de mort pour trahison et séparatisme contre Abdullah Ocalan, remettant la décision finale sur son sort entre les mains des responsables politiques.

Ocalan avait été condamné le 29 juin à la peine capitale pour les 15 ans de lutte armée de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est à majorité kurde, en vue de créer un Etat kurde indépendant.

Les défenseurs d'Ocalan ont annoncé qu'ils allaient déposer une demande de "rectification de la sentence" auprès du procureur de la Cour de cassation, Vural Savas, ultime recours possible en justice.

Les avocats d'Ocalan vont en outre saisir "cette semaine" la Cour européenne des droits de l'Homme, a indiqué à l'AFP l'un d'entre eux, Me Niyazi Bulgan.

•••••

Le cas Ocalan hypothèque les chances d'Ankara pour l'adhésion à l'UE



BRUXELLES, 26 nov (AFP) - 14h02 - La reconnaissance de la candidature de la Turquie à l'Union européenne (UE), qui sera au coeur du sommet européen d'Helsinki début décembre, est suspendue au sort réservé au leader kurde Abdullah Ocalan, dont la condamnation à mort a été confirmée par la Cour de cassation turque.

Cette confirmation jeudi a suscité des réactions hostiles de la part des responsables européens qui ont clairement indiqué que le "cas Ocalan" pourrait fortement hypothéquer les chances d'une reconnaissance officielle de la candidature turque à l'adhésion à l'UE.

Javier Solana, représentant de la diplomatie européenne, a dit jeudi au ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem, qu'il attendait des "mesures positives" avant le sommet d'Helsinki des 10 et 11 décembre qui décidera si la Turquie peut obtenir le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'UE.

Par "mesures positives", l'Union entend "indications les plus claires possibles qu'il existe encore des possibilités" de sauver la tête de M. Ocalan ou encore "démarche turque disant, certes la peine de mort existe chez nous, mais on pense à une abolition", indique-t-on de sources européennes.

Un bon "signal" serait que le gouvernement turc dise qu'il acceptera la décision de la Cour européenne des Droits de l'Homme qui doit prochainement être saisie par les avocats d'Abdullah Ocalan, indique-t-on de mêmes sources.

Il ne fait en effet aucun doute que cette Cour basée à Strasbourg, opposée par principe à la peine de mort, exigera la grâce du leader kurde.

La confirmation de la condamnation du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tombe mal pour la Turquie qui avait réussi à améliorer considérablement ses relations avec l'UE à la faveur de l'élan de solidarité survenu après les tremblements de terre à répétition qui l'ont frappée depuis le mois d'août.

C'est ainsi qu'elle avait repris en septembre son dialogue politique avec les Quinze, interrompu par Ankara après le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens de Luxembourg qui, en décembre 1997, avait rejeté la candidature de la Turquie pour atteintes graves aux droits de l'Homme et de non respect des droits de la minorité kurde.

A l'occasion de la reprise de ce dialogue, les Quinze, grâce à un changement radical d'attitude de la Grèce, avaient débloqué une série d'aides à la Turquie d'un montant global d'environ 200 millions d'euros pour l'aider à se relever du séisme d'août, qui avait fait environ 17.000 morts.

Un mois plus tard, en octobre, la Commission européenne publiait un rapport dans lequel elle recommandait la reconnaissance de la Turquie comme candidate à l'adhésion à l'UE, en excluant toutefois l'ouverture de négociations d'adhésion avec ce pays. Tout en soulignant que "ces derniers mois, il y a eu des signes encourageants de démocratisation" que les dirigeants turcs entendent poursuivre, la

Commission estimait que la Turquie est encore loin de répondre aux "critères de Copenhague" édictés par l'UE dans le domaine politique pour permette à un pays d'adhérer à l'Union.

La Turquie est déjà liée à l'UE par un accord d'association signé en 1963 qui prévoit une adhésion à terme. L'UE reconnaissait déjà "la vocation" de ce pays à entrer dans la famille européenne.



Pendre ou ne pas pendre Ocalan, le casse-tête de la Turquie

ANKARA, 26 nov (AFP) - 14h23 - Le débat sur l'opportunité de pendre ou non le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan bat son plein en Turquie, réactivé par la confirmation en appel de sa condamnation à mort, et divise le pays.

La plupart des éditorialistes de la presse turque, qui contribue grandement à former l'opinion publique, soulignaient vendredi que la réponse à cette question dépassait largement la seule personne d'Ocalan et penchaient pour un choix pro-européen, et donc anti-exécution.

"Pendrions nous Ocalan ou non? La question est en fait de savoir quelle sorte de futur la Turquie se prépare", soulignait l'éditorialiste du quotidien libéral Radikal.

"La Turquie doit décider maintenant si elle veut devenir européenne ou pas", ajoutait-il, à deux semaines du sommet d'Helsinki où Ankara espère décrocher le statut de candidat à l'Union européenne.

Le quotidien à grand tirage Hurriyet estimait que le gouvernement doit choisir s'il veut "rester au sein du système européen ou pas" dans les prochaines décisions qu'il prendra concernant le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

En revanche, le journal Turkiye, à coloration islamiste mais surtout nationaliste, estimait que ne pas exécuter Ocalan reviendrait à "duper" les milliers de victimes de son organisation. "Cet homme a mis la Turquie à feu et à sang pendant quinze ans (...) Comment expliquer à ces gens que le chef terroriste ne soit pas pendu?", demandait un éditorialiste.

La presse a ainsi poursuivi un débat ouvert peu avant la condamnation à mort d'Ocalan fin juin, qui aurait été impensable au moment de la frénésie nationaliste qui a saisi le pays après sa capture au Kenya mi-février.

La décision sur le sort du chef kurde doit en principe revenir au parlement, à moins que le dossier ne reste bloqué en commission parlementaire, voire même avant.

Le président Suleyman Demirel et le Premier ministre Bulent Ecevit ont fait comprendre qu'ils attendraient la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme avant toute autre étape.

Mais cette attente est contestée par le parti d'extrême droite de l'Action nationaliste MHP, fervent supporter d'une pendaison d'Ocalan, ou encore par Mme Tansu Ciller, chef du Parti de la Juste voie (DYP), de centre-droit, qui recrute une bonne part de son électorat dans les zones rurales.

Le MHP, deuxième parti au parlement et membre de la coalition gouvernementale, a annoncé clairement et fermement qu'il voterait pour la pendaison d'Ocalan.

Le vote des autres formations apparait plus incertain, bien qu'aucune n'ait pris le risque de se prononcer contre une exécution, de crainte d'une chute libre dans l'électorat.

Quant à l'armée, puissant acteur dans le jeu politique turc et institution la plus respectée par les citoyens, elle a fait savoir qu'elle ne se mêlerait pas de la décision sur Ocalan, renvoyant le bébé aux responsables politiques.

"Ne nous demandez pas ce que nous pensons", avait dit début septembre à la presse le chef de l'état-major, le général Huseyin Kivrikoglu. "Nous l'avons combattu pendant 15 ans. Notre réponse sera vraisemblablement émotionnelle. L'affaire est entre les mains de la Cour de cassation et des hommes politiques".

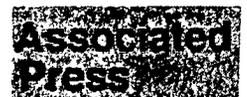
Le calendrier du processus de décision restait donc très flou au lendemain du jugement de la Cour de cassation. Il dépendra sans aucun doute largement de la décision que prendra l'UE à Helsinki sur la candidature de la Turquie.

Si elle essuie un nouveau refus, rien ne pourra s'opposer à un repli nationaliste de mauvais augure pour Ocalan.



L'armée turque tue 70 rebelles kurdes dans le nord de l'Irak 28 novembre 1999

ISTANBUL (AP) -- L'armée turque a tué 70 rebelles kurdes ces cinq derniers jours dans le nord de l'Irak, a affirmé dimanche le quotidien turc "Cumhuriyet".



L'aile politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Europe a confirmé que des soldats turcs avaient franchi la frontière irakienne il y a une semaine. Un responsable kurde a cependant affirmé qu'aucune victime ne lui avait été signalée.

Selon "Cumhuriyet", quelque 20.000 soldats turcs, secondés par des hélicoptères, étaient à la poursuite de combattants kurdes qui ont fui en Irak et tentaient de détruire du même coup les camps des rebelles sur le territoire irakien.

Après l'arrestation de son leader Abdullah Ocalan, le PKK avait décrété un cessez-le-feu en août dernier. Quelque 37.000 personnes ont été tuées dans des combats au Kurdistan, dans le sud-est de la Turquie, depuis 1984.

Reuters, Nov 25, 1999 By Steve Bryant

Southeast Turkey subdued after Ocalan ruling

DIYARBAKIR, Turkey - Fears of renewed conflict hung over Turkey's mainly Kurdish southeast on Thursday after an appeals court in Ankara upheld the death sentence on rebel leader Abdullah Ocalan. The mood was subdued in the city of Diyarbakir, at the heart of a region ravaged by 15 years of fighting between Ocalan's separatist Kurdistan Workers Party (PKK) and Turkish forces.

Beneath the surface normality lie bitter memories of a conflict that has killed more than 30,000 people, stunted economic development and kept the local population under emergency rule. "They say it will all end if they execute him. They are wrong. It would be very, very bad for the southeast," said an unemployed builder, a father of eight who declined to give his name. The poor Diyarbakir suburb where he lives is home to migrants who fled their villages during the fighting. A television in the cafe showed crowds cheering outside the court house in Ankara after the treason conviction was upheld. The builder watched as relatives of soldiers killed by the PKK held up large framed photographs of their loved ones. "I am sorry for every life that is lost and I am sorry for those people. But we have lost 20,000 of ours," he said, referring to the Kurds, largely rebels, killed in the fighting.

TURKEY'S EUROPEAN AMBITIONS MAY SAVE OCALAN

Since his capture, Ocalan has ordered the guerrillas to halt their armed struggle and transform themselves into a political party, focusing its attention on a battle for cultural rights. Fighting has died down in the southeast, but many in the region remain sympathetic to the rebel leader, seeing him as a champion of their cause. They believe his execution would unleash further resentment and violence.

Ocalan's case will pass, after formalities, to the European Court of Human Rights, which is unlikely to rule for at least 18 months. Many think Turkey's desire to join the European Union will save Ocalan from the gallows, as his execution could result in the country's suspension from the Council of Europe. "This will never go to parliament and he will not hang. That would be a very bad sign for Europe," said grey-haired Besir Basak, drinking tea in a downtown shopping centre.

Basak himself has applied to the European Court of Human Rights over allegations that Turkish forces burned down his village in the southeastern province of Mardin in 1995. He said his confidence in the new generation of prosecutors had given him the courage to speak out, where he would have kept quiet in the past. Others complain that although there is now less evidence of fighting, life is far from normal and tight security remains in force, including identity checks and military operations.

"We have hopes for peace, but it is far, far off. Our hope lies with Europe," said Ahmet, a toothless old man warming himself by a fire in a shop on the outskirts of the city.

* * * * *

US urges 'transparent' justice for Ocalan

BBC - 25 Nov, 1999

The United States has called for a "transparent" judicial process for Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan after his death sentence was upheld by a Turkish appeal court. "We want to make sure that ... his rights are protected and that the justice process is transparent," said White House spokesman Mike He was speaking as Ocalan's defence lawyers prepared to take the case to the European Court of Human Rights. They urged Ankara, for the sake of domestic peace and its European aspirations, not to execute the Kurdish leader. The European Union has already warned Turkey that its chances of becoming a member could be damaged if the death sentence is carried out.

"We think the death penalty must be abolished rapidly. Doing so will make a positive contribution to internal peace and democratisation and bring positive developments in Turkey's moves towards the European Union," Ocalan's lawyer Dogan Erbas said. Ocalan was sentenced to death in June for treason and separatism following his PPK movement's 15-year war, which has claimed around 30,000 lives.

Turkey's appeal court upheld the sentence on Thursday. But Ocalan vowed he would continue to fight for peace in Turkey "from the grave" if they executed him. "I played my historical role and I have a clear conscience," Ocalan said in a statement on Friday. "I will stick to my role even in my grave. I did my best for peace, which is needed as much as air, water and soil."

OUTDATED PUNISHMENT

Ocalan's lawyers said they would first apply to chief prosecutor Vural Savas for a technical review of the verdict which they branded "unlawful". If it was not "corrected" they would seek redress at the European Court of Human Rights, which they hoped would suspend the death sentence. The appeal will focus on claims that irregularities undermined the June trial and that execution is an outdated form of punishment. Ocalan's death sentence still has to be approved by parliament and President Suleyman Demirel.

Turkish leaders have said they will wait for the European court's ruling before taking any action.

GLASS CAGE

European leaders are due to discuss Turkey's application to join the 15-member organisation next month. The country's previous application was blocked partly over concern about its human rights record and treatment of its Kurdish minority. In their appeal, Ocalan's defence team had asked for a retrial, saying he had been prevented from meeting his lawyers. They also complained he had been kept inside a glass cage throughout the trial and that his capture by Turkish special forces in Kenya was illegal.



Killers menaces to use Internet to disclose state secret

IPS - NOV 23, 1999

PARIS 23 RD Nov. (IPS) A shadowy ultra hard line Islamist group threatened Tuesday President Mohammad Khatami to publicly admit that Sa'id Eslami, the man the authorities presented as the mastermind behind the last November chain murders had been tortured before his death or it will disclose details of many assassinations using the internet. This is the first time that a murder commando warns the authorities of using the global network to divulge secret operations carried out by the Islamic Republic.

In a letter received by the pro-reform daily "Khordad", the Fada'iyān Eslām Nab Mohammadi Navvab Safavi (the Feda'iyān of True Mohammadan Islam of Navvab Safavi) urges President Khatami to stop political games and confirm publicly that siangs and marks of torture can be seen on parts of the body of Mr. Sa'id Eslami. A former senior Deputy Intelligence Minister under hojatoleslam Ali Fallahian, Mr. Sa'id Emami, alias Eslami, was presented by the authorities as the man who with some colleagues masterminded the savage assassination of Dariush Foruhar, the leader of the secularist Iranian People's Party (IPP), his wife Parvaneh Eskandari and writers Mohammad Mokhtari and Mohammad Ja'far Pouyandeh. Arrested and put in jail, Mr. Emami was reported to have killed himself in prison by absorbing a depilatory product.

But his friends, like the Iranian public opinion, doubted this version and insisted that he had been assassinated in order to stop the investigations reaching the higher echelon of the clerical establishment and identify those who had issued the fatwas, or religious orders for the murders. If you fail to inform the people that haj Sa'id Eslami had been tortured, we shall carry the verdict of God on those corrupt slave servants of America, based on clear orders of the Koran and put on the internet all documents related to the execution of (Shapour) Bakhtiar, (Abdolrahman) Qasemlou and others, something that would badly hurt you", the group said.

The Shah's last Premier, Mr. Bakhtiar was assassinated in Paris on August 1992 by agents of the Information Ministry dispatched from Tehran. Dr. Qasemlou, the charismatic secretary general of the Democratic Party of Iranian Kurdistan was shot dead in Vienna a year before by a hit squad disguised as government officials. His successor, Dr Sadeq Sharafkandi was shot dead in a restaurant in Berlin in September 1992 by an Iranian-Lebanese terrorist gang alongside three of his colleagues. Analysts and experts said the wording and the style belongs to the Islamist terrorist organisation that has claimed several operations, including an attack last year on a minibus carrying American tourists and businessmen.

Informed sources said the organisation was operating under order from Mr. Emami and is probably responsible for the assassination of several Iranian political, scholar, intellectual, writers and journalists before the victory of Mr. Khatami in 23 May 1997 elections. "This is the first time that the group is making such threats in order to

blackmail the reformist government and president. At the same time, it menaces reformist that they would be killed the same way as those who were assassinated last year. This is a firm and clear prove that the group is connected to some highly placed orthodox clerics opposed to the reforms", one analyst told IPS., asking not to identify him. Despite continuous pressure from the public and the press to identify and present all those involved in the assassination, regardless of their rank or social stature, the clerical authorities in charge of the chain murder case have failed to identify those who ordered the killings and the Armed Forces Judiciary Organisation (AFJO) which handle the issue does not allow the victims families and lawyer to have access to the files.

In a recent statement, the AFJO blamed the group for explosions in the northeastern city of Mashhad. According to informed sources, if the group has reverted to such blunt action as to menace the president is because its members are afraid to be sacrificed by those above them and who order the murders. "At the same time, by warning that they would disclose secret documents on the internet shows that not only that they are involved in the assassinations, but also that they are closely connected to the conservatives opposed to the reform process", the source observed.

Iraq Will Still Buy, Distribute Aid By Edith M. Lederer

Associated Press Nov. 23, 1999

UNITED NATIONS — Iraq will continue to buy and distribute humanitarian aid under the U.N. oil-for-food program despite its suspension of oil exports, the United Nations said Tuesday. Iraq's U.N. Ambassador Saeed Hasan met with the head of the U.N. program Monday night and delivered a message that "Iraq wished the United Nations to continue normal operations in implementing the oil-for-food program," U.N. spokesman Fred Eckhard said. The 3-year-old program is an exemption to the crippling U.N. economic sanctions imposed on Iraq since its 1990 invasion of Kuwait. It allows Iraq to sell \$5.2 billion worth of oil every six months to buy food, medicine and other humanitarian supplies, as well as to pay reparations stemming from the 1991 Gulf War.

Iraq decided Monday to cut off oil exports after the U.N. Security Council voted to extend the program for just two weeks instead of the normal six months. There remained, however, some question of whether Baghdad intended to shut down the entire U.N. humanitarian program. Hasan's message to Benon Sevan, executive director of the U.N. Office of the Iraq Program, indicated that Baghdad is waiting to see what happens during the next two weeks – regarding both the oil-for-food program and a possible new U.N. policy on Iraq. Hasan told reporters Tuesday that Iraq would decide whether to resume oil exports only after seeing what the council decides for the oil-for-food program after the two-week extension expires.

Sevan's office reported that humanitarian work was continuing normally Tuesday both in New York and in Iraq, Eckhard said. Iraqi oil exports through Turkey ended early Monday, while those through the Persian Gulf were expected to be finished early Wednesday, Eckhard said. "It's obviously not a responsible move in terms of the oil-for-food program," said Britain's U.N. Ambassador Jeremy Greenstock, speaking of Iraq's decision to stop oil exports.

In Geneva, U.N. Secretary-General Kofi Annan said "there has been a bit of a hitch" and he expected "very serious discussions" in New York to clear the way for Iraq to resume oil-for-food sales. The export shutdown was the latest fallout from a deadlock within the U.N. Security Council over crafting a new policy toward Iraq that has dragged on for months. The United States and Britain are hoping to reach consensus on a comprehensive resolution before the two-week extension of the oil-for-food program ends on Dec. 4. Russia and China, Iraq's closest allies on the Security Council, said there should be no artificial deadlines. Shen Guofang, China's deputy U.N. ambassador, called on the other permanent council members Tuesday to work harder to reach a compromise on the next six-month phase of the oil-for-food program and on the comprehensive resolution.

Talks continued Tuesday among the five – the United States, Britain, France, Russia and China. There is also increasing pressure from the 10 elected council members, who rotate every two years, for agreement on a comprehensive resolution which would restart U.N. weapons inspections and offer Iraq the possibility of lifting sanctions. The terms of five members end Dec. 31, and there is no desire in the council to drag negotiations into the new year and start over with new members. While Russia and China favor the suspension of sanctions soon after Iraq allows U.N. weapons inspectors to return, the United States and Britain are demanding a longer waiting period and Iraqi answers to questions about its disarmament.

Abdullah Öcalans execution should be stopped

Amnesty International - 25 Nov 1999

Turkey would violate its obligations under international law by executing Abdullah Öcalan after a clearly unfair trial, Amnesty International said today, after the Appeal Court confirmed the death sentence imposed on the leader of the Kurdistan Workers' Party.

The organization is calling on the Turkish Parliament to stop the execution of Abdullah Öcalan, as well as of any other person under sentence of death, and reiterates

its appeal for total abolition of the death penalty in Turkey. "Abdullah Öcalan's execution would break a 15 years' de facto moratorium on executions and open the door for more executions." Amnesty International said, expressing particular concern for those already sentenced to death or standing trial in State Security Courts for politically motivated offences. "The resumption of executions in Turkey would be a blow for human rights in the country and a severe setback for total abolition in Europe and," said Amnesty International, which opposes the death penalty in all cases.

"The death penalty is the ultimate form of cruel, inhuman and degrading punishment, and it has never been shown to prevent crime -- least of all politically-motivated crime -- more effectively than other punishments," the organization added. Turkey has already taken first steps towards abolishing the death penalty. In the bill setting out a new penal code, prepared by a parliamentary commission in 1996-1997, the death penalty was eliminated. Despite the then Turkish government's declaration to the Council of Europe in early 1999 that "this bill is one of the priority items on the Parliament's order of business", its passage through Parliament has been delayed.

"The legal abolition of the death penalty would be a major step forward for human rights in Turkey," Amnesty International said, urging the Turkish authorities meanwhile to uphold the moratorium on executions. Background Under Turkish law, death sentences upheld by the Appeal Court are submitted to the Judicial Commission of the Parliament which may stop the procedures de facto by not reviewing the case. If the Commission proceeds, it prepares a draft law recommending or not the execution, and submits it to the general assembly of the parliament. Parliamentary approval requires a simple majority. The State President has the power to commute or lift death sentences on grounds of age, disability or ill-health. Once the act is ratified and has been announced in the Official Gazette (Resmi Gazete), the Ministry of Justice is responsible for ensuring the execution is carried out, which usually happens within days, sometimes even hours. Turkey, a member of the Council of Europe and party to the European Convention on Human Rights, is one of the few remaining European states not to have abolished the death penalty.

When Abdullah Öcalan was sentenced to death on 29 June 1999, European governments and intergovernmental organizations warned Turkey that a resumption of executions might isolate the country in Europe. There are also signs that public opinion leaders in Turkey favour a continued moratorium. The last executions in Turkey took place in October 1984 and provoked an international outcry. Hidir Aslan, aged 28, was executed after being convicted of belonging to an illegal organization. He had not been convicted of any killings. Since then, death sentences have continued to be imposed, and at least 47 prisoners are currently on death row in Turkey. However, there has been a de facto moratorium on executions, as the Turkish parliament has not voted on any death sentences brought before it for approval.

Amnesty International has recently published the report Turkey: Death sentence after unfair trial: The case of Abdullah Öcalan (EUR 44/40/99) which gives a background on the death penalty in Turkey and demonstrates which national and international standards for fair trials have been violated from the moment of Abdullah Öcalan's arrest until he was sentenced to death.

* * * * *

INTERVIEW-Kurd mayor warns against hanging Ocalan

Reuters - Nov 26, 1999, by Steve Bryant DIYARBAKIR

Turkey, Nov 26 (Reuters) - Turkey must choose whether it wants peace, economic growth and European Union membership or the death of Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan, says the country's leading elected Kurdish politician. Feridun Celik, mayor of Turkey's biggest Kurdish city, said a lull in fighting with Öcalan's rebels, potential economic rebirth in the conflict zone and a rapprochement with the EU would be jeopardised by carrying out a death sentence on the guerrilla leader. "If Turkey doesn't want all that, then Öcalan will be executed," Celik, of the People's Democracy Party (HADEP), told Reuters in an interview at his offices late on Thursday. Running Diyarbakir, capital of the mainly Kurdish southeast, 33-year-old Celik is the most prominent of a team of HADEP mayors swept to power across the region in April elections on a wave of Kurdish sentiment powered by Turkey's arrest of Öcalan.

But he knows he depends on politicians in the national capital Ankara to deliver on his biggest election pledges and meet the hopes of local Kurds for an easing of strict bans on education and broadcasting in Kurdish. His campaign slogan of "Labour, Peace, Freedom, Democracy" is tough to achieve in a debt-laden, unemployment-plagued garrison city of up to a million that lies at the heart of 15 years of armed conflict with the Kurdistan Workers Party (PKK). More than 30,000 people in the southeast have been killed. "The election was not just about local services. It was a political choice...(The voters) want their own identity and culture to be recognised. They want their freedom," he said.

Such vague but profound yearnings -- for many years HADEP policies -- are now also the rallying cry of a Kurdish nationalism that once sought to build a separate state of "Kurdistan" by force of arms. Ocalan, from death row on a Turkish island, has told his men to stop fighting and prepare to work within Turkey as part of a peaceful political process. But Turkish authorities reject any negotiations with a group they class as "terrorists." Turkey's military say the rebels must surrender or be "neutralised." But even though clashes continue in the countryside, the relative lull has eased fraught relations between HADEP and the security forces that dominate Diyarbakir.

Turkish officials have long suspected the Kurdish politicians of acting hand-in-glove with the PKK. A case to outlaw the party on those grounds still lurks in the courts. Now legal changes and a high-profile visit by HADEP mayors to Turkish President Suleyman Demirel have helped Celik to deal with the suspicious state officials and soldiers in Diyarbakir. "There is an easier atmosphere," he says.

The city is the command centre for forces in the southeast. U.S.-made Cobra assault helicopters are parked at the airport. Armoured cars and plainclothes police patrol the streets. But it is also a city where Father Yusuf Akbulut swings incense for a congregation of four at the small Syrian Orthodox church nestling in the maze of alleys inside Diyarbakir's massive black stone city walls. And where families wait in the biting wind outside the state security court for the chance of attending a relative's trial on what they say are often trumped-up charges of aiding the rebels. Reconciling those two sides is a daunting task for Celik.

"It is a great responsibility," he said, adding that much of the burden also lies with government and officials in Ankara. "If the state wants to develop this atmosphere, it must not just take economic measures, but social and political ones too. If this happens, then in the long term things will go better."



Reuters - Nov 27, 1999. by Hassan Hafidh

Iraq Accepts Six-Month Extension of Oil Deal

BAGHDAD, Iraq (Reuters) - Iraq, which has suspended oil exports, confirmed Saturday that it would accept a six-month extension of its oil-for-food deal with the United Nations. "We confirm that we will deal with a resolution of an extension of six months, when it comes," Oil Minister Amir Muhammad Rasheed told reporters. The U.N. Security Council on November 19 voted to extend phase six of the oil-for-food program for just two weeks because of differences between the United States and Russia over terms for a full, six-month renewal.

Iraq rejected the two-week extension and halted oil exports on Nov. 22, calling the 14-day term impractical as well as a U.S. maneuver to prolong U.N. sanctions against Baghdad. Rasheed reinforced Baghdad's opposition to such a short program renewal Saturday, while making clear a six-month extension was acceptable.

"Our decision...is not to deal with a meaningless, sinister United Nations resolution which is the extension of two weeks." Iraq's rejection of the two-week extension helped lift world oil prices to fresh nine-year highs. But Saudi Arabia, the world's largest producer and exporter, says it will not let markets spin out of control.

Rasheed, asked whether the Saudis might pump more oil to compensate for Iraqi exports, said: "It would be irresponsible of any country to make such a statement if it did."

Saudi Crown Prince Abdullah was quoted as saying his country was "required to strive to ensure the stability of the world oil market in a way that protects interests of all consumers and guarantees at the same time the interests of producers." Under the oil-for-food program, Iraq is permitted to sell \$5.26 billion worth of oil every six months to enable it to buy food and medicine to help offset the effects on ordinary Iraqis of the sanctions imposed for its 1990 invasion of Kuwait.

Western diplomats in Baghdad said Thursday that Iraq was likely to accept a straightforward six-monthly rollover of the oil-for-food deal. The United States said Wednesday it would re-submit next week its resolution on renewing the Iraqi oil-for-food deal for six months. Rasheed also made a prediction of Iraqi oil output next month in his remarks to reporters while opening a Baghdad exhibition of oil equipment produced by foreign companies.

"During November, we achieved 2.95 million barrels per day...but possibly in December, we will just exceed the three million bpd," he said. Asked if the Y2K computer problem would cause any disruption in Iraqi oil production, Rasheed said: "Not in the least." Before it suspended its oil exports last Monday, Iraq exported an average of 2.4 million barrels per day.

Baghdad said it would also reject an overall resolution on Iraq which is being discussed by the Security Council because it would not result in a complete lifting of sanctions.

Todesurteil schmälert Ankaras Europa-Chancen

Premier Ecevit fürchtet wegen des Falles Öcalan um den Status der Türkei als Beitrittskandidat

Von Wolfgang Koydl

Die fünf Richter des „Yargitay“, des obersten türkischen Berufungsgerichtes in Ankara, entledigten sich ihrer Aufgabe rasch und geschäftsmäßig: Nur wenige Minuten dauerte die Sitzung, in der sie einstimmig das Todesurteil gegen den kurdischen Parteiführer Abdullah Öcalan wegen Hochverrats bestätigten. Niemand hatte ernsthaft angenommen, dass das Gericht den Spruch der unteren Instanz kassieren würde. Die türkische Justiz hätte sich nach eigenem Verständnis lächerlich gemacht, wenn sie in dem „Prozess des Jahrhunderts“ Verfahrensfehler entdeckt hätte, die allein eine Neuaufnahme gerechtfertigt hätten. Auch ein Antrag der Öcalan-Verteidiger an Generalstaatsanwalt Vural Savas, das Urteil des Berufungsgerichts noch einmal zu überprüfen, dürfte keinen Erfolg haben. Damit wären alle juristischen Wege im Inland für Öcalan endgültig erschöpft.

Vor dem Gerichtsgebäude brachen Angehörige von Soldaten, die im Kampf gegen Öcalans Kurdische Arbeiterpartei (PKK) getötet worden waren, in Jubel aus. Sie hielten türkische Fahnen und Fotos ihrer gefallenen Söhne und Ehemänner in den Händen und forderten die Hinrichtung Öcalans. An einem Baum vor dem Gerichtsgebäude wurde ein Bild Öcalans symbolisch aufgehängt. Die Menschen skandierten „Apo („Onkel“, Spitzname Öcalans) wird sterben, die Märtyrer werden lachen“.

In Köln, Essen, Hamburg und Göttingen demonstrierten mehrere hundert Kurden friedlich gegen das Urteil. Sie forderten die Freilassung ihres Führers und die Abschaffung der Todesstrafe in der Türkei.

Am Schicksal Öcalans, der als einziger Häftling auf der Gefängnisinsel Imrali im Marmara-Meer festgehalten wird, ändert sich fürs erste nichts. Jedenfalls muss er auch jetzt noch nicht täglich mit seiner Exekution rechnen, obwohl er sich nach den Worten seiner Anwälte auf den Tod vorbereitet. Als nächste Instanz hat zunächst das Parlament das Wort. Die Parlamentarier müssen mehrheitlich das Todesurteil billigen, damit es vollstreckt werden kann. Diese Mehrheit ist leicht zu erreichen: Zwei der drei Koalitionsparteien in Premierminister Bülent Ecevits Regierung, die extrem nationalistische MHP und die früher als bürgerlich geltende Anap, dringen auf eine möglichst schnelle Behandlung des Falles durch die Volksversammlung. Sie wollen Öcalan hängen sehen. Allerdings haben diese beiden Parteien noch weniger zu bestimmen als der Ministerpräsident, der aus ethischen Gründen prinzipiell gegen die Todesstrafe ist. Ecevit



Die Hinrichtung Abdullah Öcalans forderten in Ankara Angehörige von Soldaten, die im Kampf gegen die PKK ums Leben gekommen sind. Foto: Reuters

möchte daher die Angelegenheit auf eine ganz lange Bank schieben. Er möchte warten, bis sich die Gemüter beruhigt haben, der Fall in Vergessenheit geraten und möglicherweise die Todesstrafe abgeschafft ist. In der Türkei ist seit 15 Jahren niemand mehr hingerichtet worden.

Auf alle Fälle will der Premierminister eine weitere emotionale Zuspitzung vor Mitte Dezember vermeiden, wenn die Europäische Union in Helsinki darüber entscheidet, ob die Türkei ein Kandidat für einen EU-Beitritt werden darf. Die Europäer haben ebenso wie US-Präsident Bill Clinton bei dessen jüngster Türkei-Visite mehr oder weniger deutlich gemacht, dass Ankara seine europäischen Hoffnungen ein- für allemal begraben könnte, wenn Öcalan am Galgen enden würde.

Daher haben Ecevit- und weniger deutlich auch Staatspräsident Süleyman Demirel – eine europäische Variante ins Spiel gebracht, die ihnen und dem Verurteilten Zeit gewinnen soll. Beide Politiker haben mehrmals zu verstehen gegeben, dass die Türkei einen Spruch des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte abwarten wolle, bevor sie die Akte an das Parlament weiterleiten würden. Öcalans Anwalt-Brigade teilte

bereits mit, dass sie das Gericht in Straßburg schon am Donnerstag angerufen habe. Ein Sprecher in Straßburg bestätigte, dass der Gerichtshof am kommenden Dienstag ein Dringlichkeitsverfahren mit aufschiebender Wirkung prüfen werde. Die Regierung in Ankara könnte dann aufgefordert werden, die Hinrichtung bis zu einer Entscheidung in der Sache auszusetzen.

Weder Ecevit noch Demirel haben indes unzweideutig bekräftigt, dass sie sich an ein Urteil aus Straßburg auch halten würden. Das müssen sie allerdings auch nicht, da die letzte Entscheidung über das Schicksal des PKK-Führers in den Händen des türkischen Militärs liegt. Von dieser Seite waren die Signale in letzter Zeit jedoch wenig ermutigend. So hat die Armee ihre Offensive gegen PKK-Kommandos fortgesetzt, die auf Geheiß Öcalans das Kampfgebiet verlassen sollten. Jüngste Berichte sprechen darüber hinaus von groß angelegten Operationen der türkischen Streitkräfte im Nord-Irak gemeinsam mit den Peschmergas des irakischen kurdischen Clanhäuptlings Massud Barsani.

Mit Beunruhigung haben Beobachter zudem die jüngste Sitzung des Nationalen Sicherheitsrates verfolgt, der einen Tag vor dem Urteilsspruch des Berufungsge-

richtes zusammengetreten war. Vor diesem höchsten Entscheidungsgremium der türkischen Republik, dessen Tagesordnung vom Militär vorgegeben wird, hatte erstmals ein Verteidigungsminister öffentlich seinem Regierungschef wi-

dersprochen. Sabahattin Cakmakoglu, der der rechtsextremen „Partei der nationalistischen Bewegung“ (MHP) angehört, wischte Ecevit's Einwand vom Tisch, dass man den Fall nicht übers Knie brechen dürfe. Cakmakoglu be-

stand vielmehr darauf, dass das Parlament so schnell wie möglich über Öcalan befinden müsse. Bezeichnend war die Reaktion der Generäle: Sie halfen nicht Ecevit, sondern hüllten sich vielsägend in Schweigen.

Hoffen auf die Menschenrechte

Straßburger Tribunal angerufen

Von Helmut Kerscher

Abdullah Öcalan ist einer von 800 Millionen Bürgern, die in den 41 Mitgliedstaaten des Europarats leben. Und er ist einer von 12 000, deren Beschwerden beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Straßburg anhängig sind. Der Fall des PKK-Führers, der eine siebenköpfige Kammer seit Öcalans Festnahme in Kenia im Februar beschäftigt, ist der mit Abstand wichtigste in der 40jährigen Geschichte des Gerichts. Deshalb wird eine Entscheidung nicht erst nach der durchschnittlichen Verfahrensdauer von derzeit sieben Jahren fallen.

Allerdings ist auch keine Eil-Entscheidung zu erwarten. Der seit November 1998 mit 41 Vollzeitrichtern arbeitende Gerichtshof besitzt nach eigenem Spruch keine Kompetenz für einen einstweiligen Rechtsschutz. Er kann beteiligte Staaten lediglich bitten, auf das laufende Verfahren Rücksicht zu neh-

men. So begnügte sich das Gericht im Februar mit Fragen an die türkische Regierung zu den Umständen der Festnahme, den Haftbedingungen und dem Zugang zu Verteidigern. Öcalans Anwälte machten mehrere Verletzungen der Europäischen Menschenrechtskonvention geltend. Sie sahen das Recht auf ein faires Verfahren, das Folterverbot sowie Lebens-, Freiheits- und Sicherheitsrechte beeinträchtigt.

Todesstrafe nicht direkt verboten

Ob das Verfahren so korrekt war, wie es das türkische Berufungsgericht jetzt bewertet hat, muss Straßburg am Maßstab der „Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten“ prüfen. Die Türkei hat dieses Vertragswerk im Jahr 1954 ratifiziert und im Jahr 1987 auch die sogenannte „Individualrechtsbeschwerde“ anerkannt. Seitdem ist der Gerichtshof mit einer Fülle von türkischen Beschwerden wegen Misshandlungen, willkürlicher Festnahmen und zu langer Polizeihaft beschäftigt.

Was die Türkei nicht unterzeichnet hat, ist das Zusatzprotokoll Nr. 6 aus dem Jahr 1983. Darin steht der für Öcalan lebenswichtige Satz: „Die Todesstrafe ist

abgeschafft.“ In der Konvention selbst ist die Todesstrafe unter bestimmten Voraussetzungen erlaubt. Neue Mitglieder müssen die Konvention samt Protokollen akzeptieren. Die Türkei als Alt-Mitglied des Europarats kann nicht dazu gezwungen werden, auch die Zusätze zu unterzeichnen. Für sie gilt das Verbot der Todesstrafe also nicht unmittelbar, obwohl es zum Standard des Europarats gehört. Eine Hinrichtung könnte sich die Türkei aber allenfalls nach Abschluss des Verfahrens in Straßburg erlauben. Denn der Prozess eines schon hingerichteten Klägers wäre natürlich eine Farce.

So müsste Öcalans Beschwerde die Vollstreckung der Todesstrafe zumindest hinausschieben – und bei einem Erfolg eigentlich auch verhindern. Denn der Gerichtshof kann zwar keine nationalen Urteile aufheben. Aber er kann eine Verletzung der Konvention feststellen und dem Betroffenen eine „gerechte Entschädigung“ zusprechen. Weil diese schärfsten Sanktionen des Gerichts im Fall eines Hingerichteten wertlos wären, geht es in diesem Prozess auch um die Bedeutung des Europarats und seines reformierten Gerichts.

Friedensliebe bis zur Selbstaufgabe

Auch nach der Bestätigung der Todesstrafe gegen Öcalan strebt die PKK nach Einigkeit von Kurden und Türken

Die „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK) hat dem Urteil der Berufungsinstanz im Verfahren gegen ihren Vorsitzenden Abdullah Öcalan verhältnismäßig gelassen entgegengesehen. In den Lobsprüchen PKK-naher Medien auf ihren Führer fiel nur auf, dass „Apo“ – Apo bedeutet Onkel und ist der Spitzname Öcalans – nicht mehr wie früher mit Jesus Christus, sondern mit dem griechischen Philosophen Sokrates verglichen wurde.

Für die PKK hätte es indes keinen großen Unterschied bedeutet, ob das Gericht das Urteil bestätigt oder verworfen hätte. Denn an der seit Beginn des Öcalan-Prozesses verfolgten neuen Strategie der Annäherung an den türkischen Staat würde kein Spruch etwas ändern. Kader und Kämpfer der Organisation haben sich bisher mit einer an Selbstaufgabe erinnernden Linie an den von Öcalan selbst vorgegebenen neuen Kurs gehalten: Schluss mit dem Krieg, stattdessen

ein gemeinsames Ringen von Kurden und Türken um ein einiges demokratisches Vaterland.

Den vorläufigen Höhepunkt dieser Friedenskampagne stellte ein Auftritt des legendären Frontkommandeurs und Mitgliedes des PKK-Präsidiums Cemil Bayik im neuen PKK-Sender „Medya-TV“ dar. Bayik, der nicht zuletzt in der türkischen Propaganda lange Zeit als Hardliner gegolten hatte, schwenkte nun vollständig auf den Kurs des großen Vorsitzenden um. Zieht man den pseudo-marxistischen Jargon ab, so blieb ein knappes Sechs-Punkte-Programm für eine politische Lösung des Konfliktes.

Bayik sprach einige Dinge aus, die dem Establishment in Ankara nicht gefallen werden, aber gleichwohl unbequeme Wahrheiten enthalten. So erinnerte er daran, dass die türkische Republik von den Kurden mit begründet worden sei, doch seien diese dann abgedrängt worden. Eine Lösung sei unausweichlich,

die PKK habe weit reichende Vorbedingungen erfüllt. Wenn es gleichwohl nicht zu einem Ausgleich komme, so trage der türkische Staat die Alleinschuld. Mehr noch: Die Türkei würde in diesem Fall mehr verlieren als die Kurden.

Besonders schmerzlich müssen die Punkte 4 und 6 geklungen haben, knüpften sie doch unmittelbar an den Türkei-Besuch von US-Präsident Bill Clinton und an den Gipfel der „Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa“ (OSZE) in Istanbul an. Ersterer hatte den Türken süßen Honigseim eingeflößt, als er ihr Land als eine regionale Supermacht im nächsten Jahrtausend darstellte; die OSZE wiederum hatte das Recht der Staatengemeinschaft auf die Einmischung in innere Angelegenheiten festgeschrieben, wenn ein Mitgliedstaat gegen OSZE-Normen verstößt. Das war auf Tschetschenien gemünzt, kann aber auch für die kurdischen Gebiete der Türkei in Anspruch genommen werden.

Rhetorisch gewitzt nutzte der PKK-Kommandeur die Tagträume seiner Gegner von einer glorreichen türkischen Zukunft: „Wenn dieses Land im 21. Jahrhundert ein starkes Land sein will, dann muss es die kurdische Realität anerkennen“, sagte er. Und mit einem Griff an die türkische Ehre fügte

er hinzu: „Die Türkei muss nun Mut zeigen.“ Es gebe keinen Grund mehr, vor der PKK Angst zu haben. Zu guter Letzt unterbreitete Bayik der Regierung ein besonders raffiniertes Angebot: Wenn die Türkei verhindern wolle, dass sich der Westen in ihren Kurdenkonflikt einmische, dann gebe

es nur einen Ausweg. Türken und Kurden müssten „als Brüder“ ihr Problem allein regeln. Im Generalstab in Ankara dürfte man wahrscheinlich nicht gewusst haben, ob man angesichts dieser Kühnheit lachen oder toben sollte. Eine Antwort hat das Militär indes noch nicht gefunden. *Wolfgang Koydl*

Todesurteil gegen Öcalan bestätigt

Menschengerichtshof in Straßburg als nächste Instanz / Hinrichtung in Ankara umstritten

Bc. ANKARA, 25. November. Der Appellationsgerichtshof in Ankara hat am Donnerstag das im Juni gegen den PKK-Führer Öcalan ausgesprochene Todesurteil bestätigt. Damit ist das juristische Verfahren gegen den Gründer und langjährigen Führer der „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK) in der Türkei praktisch abgeschlossen. Seine Hinrichtung wird nun zu einer politischen Frage. Denn zur Vollstreckung des Urteils ist ein Beschluss des Parlaments mit Gesetzescharakter erforderlich. Eine solche Entscheidung ist in der nahen Zukunft jedoch nicht zu erwarten. Es gilt sogar als fraglich, ob es jemals so weit kommt, dass Öcalan eines Tages gehängt werden wird.

Theoretisch hat der ehemalige PKK-Chef, der seit seiner Ergreifung in Nairobi im Februar auf der Gefängnisinsel Imrali im Marmara-Meer inhaftiert ist, jetzt noch die Möglichkeit, um eine „Korrektur“ des Urteils zu ersuchen. Dieser Antrag müsste jedoch von Generalstaatsanwalt Savasch unterstützt werden, und der hat sich schon

während des Berufungsverfahrens für die Beibehaltung der Todesstrafe ausgesprochen. Deshalb blickt man nun auf den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Straßburg. Dessen Rechtsprechung erkennt die Türkei als Mitglied des Europarates an. Ein Verfahren dort hat zwar keine aufschiebende Wirkung. Dennoch sprach sich Staatspräsident Demirel schon nach dem Prozess im Sommer dafür aus, das Urteil des Straßburger Gerichts abzuwarten, ehe das Parlament über eine Vollstreckung des Todesurteils befindet.

Diese Position bestätigte Ministerpräsident Ecevit Anfang der Woche nach einem Treffen mit dem Generalsekretär der Vereinten Nationen, Annan, in Ankara. Ecevit und seine Demokratische Linkspartei (DSP) treten für die Abschaffung der Todesstrafe ein. Die ultranationalistische Partei der Nationalen Bewegung (MHP), die mit der DSP und der Mutterlandspartei (Anap) die Regierung stellt, hatte aber sogar im Wahlkampf die Hinrichtung Öcalans versprochen und mehrmals verkündet, dass sie einen Beschluss des Parlaments zur

Vollstreckung des Todesurteils verlange. Der Anap-Vorsitzende und ehemalige Ministerpräsident Yilmaz hatte sich zu einem früheren Zeitpunkt ebenfalls für eine Hinrichtung Öcalans ausgesprochen.

Die Türkei hat das europäische Protokoll zur Abschaffung der Todesstrafe zwar nicht unterzeichnet, im Europarat aber ein Moratorium über die Vollstreckung von Todesurteilen zugesagt. Seit 1984 ist niemand mehr hingerichtet worden. Bisher gibt es 53 rechtskräftig zum Tode verurteilte Strafgefangene. Justizminister Türk und der für Menschenrechtsfragen und die Beziehungen zur Europäischen Union zuständige Staatsminister Irtemçelik hatten erst vor kurzem im Kabinett die Abschaffung der Todesstrafe vorgeschlagen. Ein Beschluss wurde offenkundig nicht gefasst. Mit Rücksicht auf die innen- und außenpolitische Lage und wegen der internen Differenzen dürfte die Regierung Ecevit bemüht sein, eine Entscheidung des Parlaments über die Vollstreckung des Todesurteils so lange wie möglich hinauszuzögern.

Ein Verfahren vor dem Gerichtshof für Menschenrechte böte dafür einen willkommenen Anlass. In der öffentlichen Debatte ist seit längerem ein Wechsel des Tonfalls zu erkennen. Die großen Zeitungen waren nach der Gefangennahme des „Kinderjägers“ Öcalan und nach seiner Verurteilung in frenetischen Jubel verfallen, ließen später aber auch besonnenere Stimmen zu Wort kommen. Es wurde zum Beispiel gefragt, ob eine lebenslange Haft nicht eine viel strengere Strafe für die von ihm begangenen Verbrechen sei. Auf mögliche außenpolitische Konsequenzen wurde gelegentlich auch verwiesen.

Türkischen Politikern, Beamten und Journalisten ist natürlich bewusst, dass es einem Land, das offiziell als Beitrittskandidat der EU anerkannt werden möchte, schlecht anstünde, ein Todesurteil zu vollstrecken. Als der deutsche Botschafter in Ankara, Vergau, während eines Vortrags an einer Universität sagte, die Türkei könne den kommenden EU-Gipfel in Helsinki „vergessen“, wenn der PKK-Chef hingerichtet würde, gab es sofort eine Vielzahl von Reaktionen. Der Sprecher des Außenministeriums bedauerte

die Äußerung zu einem noch laufenden Verfahren und sagte abermals, dass Ankara „keinerlei Vorbedingungen für eine EU-Mitgliedschaft akzeptiert“.

Nach seiner Verurteilung hat Öcalan in verschiedenen, von seinen Anwälten verbreiteten Stellungnahmen immer wieder beteuert, er sei für eine Beendigung des bewaffneten Kampfes und wolle sich für eine innerstaatliche Lösung der Kurden-Frage einsetzen, bei der es nur um deren kulturellen Rechte gehe. Die Führung des Militärs und die Politiker bleiben aber unverändert dabei, dass mit Terroristen nicht verhandelt werde.

Bundesregierung bedauert Urteil

elo. BERLIN, 25. November. Die Europäische Union (EU), mehrere europäische Länder, Russland sowie die Bundesregierung haben die Türkei aufgefordert, das Urteil gegen den PKK-Chef Öcalan nicht zu vollstrecken. Der für die Erweiterung zuständige deutsche EU-Kommissar Verheugen (SPD) wies darauf hin, dass die Abschaffung der Todesstrafe Voraussetzung für die angestrebte Aufnahme in die EU sei. Die Bundesregierung bedauerte das Urteil, vertraut aber nach Mitteilung des Auswärtigen Amtes darauf, dass die verantwortlichen Politiker „zu gegebener Zeit eine weise und weit-sichtige Entscheidung“ treffen werden. Die verteidigungspolitische Sprecherin der Bundestagsfraktion von Bündnis 90/Die Grünen, Beer, sowie die menschenrechtspolitische Sprecherin, Roth, teilten mit, das Todesurteil widerspreche den europäischen Menschenrechtsstandards. Frankreich, Österreich, die Niederlande und Schweden forderten Ankara ebenfalls auf, Öcalan nicht hinzurichten.

Frankfurter Allgemeine Zeitung

Freitag, 26. November 1999

Les Européens exigent que la Turquie renonce à exécuter Abdullah Öcalan

La cour d'appel a confirmé, jeudi 25 novembre, la sentence de mort à l'encontre du chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan. Javier Solana, M. PESC de l'Europe, juge « impossible » l'adhésion d'Ankara à l'Europe « si elle maintient la peine de mort »

ISTANBUL

de notre correspondante

Devant la cour d'appel, à Ankara, jeudi 25 novembre, un gibet improvisé avait été dressé dans un arbre par les proches de soldats tombés au combat, qui ont versé des larmes de joie lorsque les juges ont confirmé la peine de mort contre le dirigeant kurde Abdullah Öcalan. Ayant épuisé les voies de la justice en Turquie, ses défenseurs, de leur côté, se tourneront vers la Cour européenne des droits de l'homme. L'examen du dossier pourrait durer entre un et deux ans.

Les politiciens ont modéré leurs propos depuis l'annonce du verdict, en juin. Le premier ministre Bülent Ecevit, opposé à la peine de mort, continue d'annoncer que la Turquie respectera la décision de la Cour de Strasbourg. Le gouvernement est conscient que le coût diplomatique d'une exécution serait élevé et semble avoir décidé de jouer les prolongations. « La procédure légale

n'est pas encore finie », a déclaré le président Demirel. « Il y a une dimension européenne » à l'affaire, a-t-il indiqué. Javier Solana, Haut représentant de l'Union européenne pour la Politique extérieure et de sécurité commune (PESC), a déclaré à Reuters Télévision qu'« il sera très difficile à la Turquie, pour ne pas dire impossible, de faire partie de la famille des pays européens si elle maintient la peine de mort ». Le commissaire européen chargé de l'élargissement, Günter Verheugen, attend, lui, que « la sentence de mort ne soit pas mise à exécution ». En outre, sur le plan de la procédure, le dossier Öcalan sera transmis à la commission de justice de l'Assemblée nationale turque, qui le soumettra ensuite au vote du Parlement. Aucun condamné n'a été exécuté depuis 1984 : les quarante-huit dossiers de condamnés à mort soumis à la commission de justice sont oubliés dans les placards.

Le fait est que pour les autorités, Öcalan vivant est probablement

plus utile que mort. Son contrôle sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ayant un impact direct sur le terrain. Le chef de l'état-major, Huseyin Kivrikoglu, a ainsi récemment admis que les affrontements avaient diminué de 90 % ces derniers mois. Mardi, le Parlement a pourtant décidé de maintenir l'état d'urgence dans cinq provinces du Sud-Est anatolien, l'annulant à Siirt. Mais depuis l'arrestation d'Öcalan, en février, la politique des autorités n'a pas changé fondamentalement. Une loi incitant les repentis à déposer les armes a permis la libération de 150 à 200 militants emprisonnés, mais elle ne s'applique qu'aux rebelles qui n'ont pas participé à des opérations armées.

A moins de trois semaines du sommet d'Helsinki, au cours duquel la Turquie espère être officiellement admise comme candidate à l'Union européenne, les droits de l'homme demeurent un sujet épineux en Turquie. Le « mouvement impression-

nant » dans ce domaine, observé par le président Bill Clinton lors de sa récente visite, n'a pas convaincu les activistes locaux. « Une quarantaine de personnes sont venues dans nos bureaux, ont déchiré nos dossiers, détruit notre équipement et m'ont frappé », explique Husnu Ondul, le dirigeant de l'Association turque des droits de l'homme, se référant à la « visite » de « représentants des familles » des soldats morts, après le jugement de la Cour suprême. « Tout ça sous les yeux de la police, censée nous protéger. » « Le nombre des arrestations a diminué dans la région kurde avec la diminution de la violence », explique l'avocat Sezgin Tanrikulu, à Diyarbakir, « mais la torture continue ». La nouvelle loi durcissant les peines pour les coupables de torture n'est « qu'un maquillage destiné à l'opinion publique internationale », affirme-t-il. « Le problème n'est pas la loi, mais son application. »

Nicole Pope

Un dictionnaire turco-kurde diffusé sur Internet

STOCKHOLM

de notre correspondant

« J'aurais souhaité que ce livre soit édité en Turquie. Je n'arrive pas à expliquer à mes enfants pourquoi la langue kurde est interdite là-bas. » Ces propos n'émanent pas d'un Kurde en exil, mais du président de la Fédération des Turcs de Suède, Osman Ozkanat. L'occasion est solennelle : le lancement d'un dictionnaire turco-kurde, premier du genre à ambitionner l'exhaustivité, la didactique grammaticale et étymologique, ainsi qu'une diffusion digne de ce nom. « Les langues réduisent les conflits », reprend M. Ozkanat, avant de s'excuser, dans un sourire, de ne pas pouvoir tenir son discours en kurde. « Vous le ferez lors du lancement du second volume... », répond Nedim Dagdeviren, directeur de la Bibliothèque kurde de Stockholm,

partie prenante dans la publication de l'ouvrage.

Cet échange constitue, aux yeux des concepteurs, un exemple du « dialogue » que peut susciter la reconnaissance de la langue de l'autre. La loi turque réprime-t-elle l'usage de la langue des 15 millions de Kurdes vivant dans ce pays ? Qu'à cela ne tienne, proposons un dictionnaire bilingue pour rapprocher les deux peuples, et faisons fi des autorités d'Ankara. Tel est l'état d'esprit, pétri de bonnes intentions, qui règne dans les locaux modestes de la Bibliothèque kurde, sur une île du centre de Stockholm.

LIVRE À DOMICILE

Podium, l'éditeur, parie sur Internet. Non diffusés en librairie, ses livres sont commandés directement sur son site (www.po-

dium.nu). Ainsi espère-t-on contourner la législation turque. « Il n'est pas impossible de trouver là-bas des livres en kurde. Il existe une librairie kurde à Istanbul et quelques-unes à Diyarbakir [principale ville kurde du pays] explique M. Dagdeviren. Mais c'est très risqué. Si l'interdiction du kurde a été levée par le président Turgut Özal au début des années 90, certains paragraphes de la Constitution et quelques lois peuvent être utilisés contre ceux qui écrivent, publient et achètent des ouvrages en kurde. » Avec Internet, un Kurde pourrait se faire livrer le dictionnaire à domicile.

L'auteur, Mehmet Tanrikulu, est moins optimiste. « J'ignore si ce dictionnaire sera toléré, dit-il, on ne peut être sûr de rien. » Plus de cinquante personnes l'ont déjà commandé en Turquie, mais il hésite à le leur envoyer. « Nous ne savons pas si les colis postaux seront saisis. Je ne veux pas qu'il arrive des problèmes aux gens qui ont passé commande. » M. Tanrikulu travaillait depuis une vingtaine d'années à son dictionnaire (*Türkçe-Kürtçe*

Sözlük, Ferhenga Tirkî-Kurdî). De couverture rouge, ce volume de plus de 500 pages comprend 23 000 entrées, du turc vers le kurmandji, le dialecte des Kurdes de Turquie.

Poète, Mehmet Tanrikulu dut quitter la Turquie en 1982. Devenu allemand, il enseigne le kurde et le turc dans une banlieue de Cologne. Pourquoi avoir choisi une maison d'édition suédoise ? Parce que les autorités de Stockholm sont plus libérales vis-à-vis des Kurdes. Le gouvernement suédois finance la Bibliothèque kurde, fondée en 1996, qui possède plus de 4 000 ouvrages en kurde ou consacrés à cette minorité. Trente mille Kurdes résident en Suède, dont nombre d'intellectuels, d'artistes et de responsables politiques. En Turquie même, précise M. Dagdeviren, peu de Kurdes savent lire et écrire leur langue, du fait de la politique d'Ankara. Une lacune que l'ouvrage pourrait, espère-t-il, aider à combler. Le second volume (du kurde vers le turc) n'est pas attendu avant cinq ans.

Antoine Jacob

Critiqué de l'intérieur, le PKK ne pense qu'à sauver son chef

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a mis de côté ses revendications

VINGT ET UN ANS APRÈS sa création, le 27 novembre 1978, où en est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le chef, Abdullah Öcalan, dit Apo, condamné à mort, est emprisonné depuis février 1999 dans l'île d'Imrali ? Partisan d'une ligne dure, le PKK, qui a mené pendant quinze ans une lutte armée acharnée contre l'armée turque - cause de la mort de plus de 30 000 personnes, dont 17 878 combattants selon l'armée - s'est rangé, ces derniers mois, à la « nouvelle politique » de son « baskan » (président).

Sitôt après son arrestation au Kenya, en février dernier, Apo s'est engagé à faire cesser la lutte armée, à « œuvrer pour la paix et la démocratie », se mettant, pour finir, « au service de l'Etat turc » et osant tout juste rappeler la revendication culturelle des Kurdes. A l'appel de leur chef, nombre de combattants ont, depuis, quitté le maquis. Des groupes de militants se sont constitués prisonniers, dont le dernier, le 29 octobre, jour du 76^e anniversaire de la fondation de la république de Kemal Atatürk. Selon le site Kurdish media, le PKK s'apprêterait à livrer 2 000 militants aux mains des Turcs en 2000 !

Car, depuis l'arrestation du « baskan », le PKK, craignant essentiellement pour la vie de son chef, a mis aussi un bémol à ses revendications. Le « Parlement kurde en exil » (dominé par le PKK) a mis la clé sous le paillason, et les représentations du mouvement à l'étranger n'appellent plus à manifester contre les violations des droits des Kurdes en Turquie, mais contre la peine de mort. Le quotidien prokurde *Ozgür Politika*, qui, pour qualifier la Turquie, se contentait auparavant de l'abréviation méprisante « T.C. » (Turkiye Cumhuriyeti, République turque), l'écrit désormais en toutes lettres. « Qui aurait pu croire, il y a quelques années, que Bill Clinton pourrait parler des Kurdes au Parlement de Turquie ? comme il l'a fait lors de sa récente visite. C'est là le résultat de la politique d'Abdullah Öcalan », écrivait ce journal dernièrement.

MANIPULATION ?

« Tout musulman sait que le Coran ne peut être remis en question, il en va de même pour la nouvelle politique d'Abdullah Öcalan », résuma N., cadre du PKK, lors d'une réunion de l'organisation à Paris en septembre, pour calmer quelques récalcitrants. Ceux-ci ne sont pas

nombreux. Au sein du parti, « la base adhère à la nouvelle ligne, tout en se disant que cette nouvelle tactique cache quelque chose. Mais les cadres ou les gens plus éduqués commencent à se poser des questions. Il y a des failles », confie une experte de la question kurde à Paris. Les rares voix dissonantes ont vite été étouffées. Ainsi celle de Selahattin Celik, cadre de l'organisation en Allemagne, qui, après avoir ouvert une discussion sur son site Internet, s'est retrouvé à l'hôpital après un tabassage en règle, cet été. Le site a été fermé, et un proche de M. Celik, Baran Funderman, a reçu des menaces. Les deux hommes avaient eu l'impudence de rappeler que, pour des propos moindres que ceux que tient Öcalan aujourd'hui, nombre de militants du PKK étaient hier dénoncés comme « traîtres » à la cause et punis.

Plus largement, presque tous les sympathisants de la cause kurde dans la diaspora gardent le silence. Seul le secrétaire du Parti socialiste du Kurdistan (PSK), Kemal Burkay, a récemment dit tout haut ce que d'aucuns pensent tout bas. Opposé de toujours à la lutte armée, ce politicien très respecté parmi les Kurdes, dont la formation a été marginalisée

par le PKK, a publiquement critiqué la « reddition » d'Apo : « Öcalan n'a pas défendu la cause kurde devant le tribunal turc. Il a déposé selon le bon vouloir des dirigeants. (...) Il qualifie de "réactionnaires" les révoltes kurdes et approuve Mustafa Kemal pour les avoir réprimées. Il est contre la formation de la zone kurde d'Irak du Nord. (...) C'est là l'expression de l'idéologie officielle turque (...). La "nouvelle politique" ne vise qu'à sauver la vie d'Öcalan. Bien sûr, nous sommes contre son exécution, (...) mais le prix de la vie d'une personne ne saurait être comparé à la lutte de tout un peuple pour sa liberté. Ce n'est pas au peuple de servir les leaders, mais l'inverse. »

En Turquie, poursuit une intellectuelle kurde de Paris, « les gens sont encore plus perdus. Ils ne savent pas si Öcalan a été manipulé, s'il est malade ou s'il est passé dans le camp des Turcs. Certains pensent que, s'il est sauvé, les Kurdes le sont. Mais il y a beaucoup de déception. Une majorité ne veut pas se prononcer, le sujet est trop douloureux. Presque dans chaque famille, une personne au moins est morte durant cette guerre ».

Marie Jégo

Le rapprochement de l'UE et de la Turquie devrait marquer la rencontre d'Helsinki

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Le Conseil européen des 10 et 11 décembre à Helsinki devrait marquer les retrouvailles de l'Union européenne et de la Turquie, en froid depuis décembre 1997, après que les Quinze eurent refusé de traiter Ankara sur un pied d'égalité avec Chypre et les dix pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion. Comme le leur propose Bruxelles, les Quinze s'apprêtent désormais à reconnaître la candidature turque.

Dans ce contexte, Pierre Moscovici, ministre français des affaires européennes, a successivement rencontré les 21 et 22 novembre, à Istanbul et à Athènes, İsmail Cem et Georges Papandréou, les ministres turc et grec des affaires

étrangères, principaux architectes du rapprochement entre les deux pays.

AU PROFIT DE CHYPRE

Dans l'immédiat, le principal bénéficiaire de l'exercice en cours pourrait être Chypre, qui voit soudainement les obstacles risquant d'empêcher son adhésion se lever. Pour donner satisfaction aux Grecs, les pays qui jusque-là refusaient d'accepter l'idée que Chypre - coupée en deux parties, grecque et turque, depuis 1974 - puisse adhérer sans qu'une solution politique y soit intervenue, se résignent maintenant à l'idée d'accueillir une île divisée. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, mais aussi de la France, où cette évolution spectaculaire est apparemment validée à la fois

par le président de la République et par le gouvernement.

« Pour que ça marche, il faut que les Turcs se sentent pleinement impliqués et les Grecs pleinement rassurés. La candidature turque doit être une candidature comme les autres, et il faut qu'elle soit prise au sérieux », a souligné M. Moscovici.

La Suède insiste encore pour que soit imposée aux Turcs une « feuille de route » exigeante, mettant notamment l'accent sur les efforts à accomplir en matière de droits de l'homme. La France ne le croit pas nécessaire. Reconnaître la candidature turque, explique-t-elle, ne signifie pas ouvrir les négociations. Cette seconde étape n'interviendra que lorsque les Turcs auront conduit une politique dans le respect des critères de Copenhague (démocratie, droits de

l'homme, économie de marché). Le déblocage actuel n'a d'ailleurs été possible qu'après la lettre adressée au printemps par M. Cem au Chancelier Schröder, lui assurant sa volonté d'agir dans ce sens.

Le texte d'Helsinki pourra contenir un passage sur la nécessité de régler les différends territoriaux gréco-turcs (en mer Egée) en s'adressant à la Cour internationale de justice. Mais il lui faudra surtout souligner que les Turcs ne pourront en aucun cas mettre leur veto à l'adhésion de Chypre, fût-ce à la seule partie sud de l'île (la grecque). Ankara, jadis très hostile à cette éventualité, semble prêt à s'y résoudre. Le chemin conduisant à l'adhésion de Chypre en 2004 ou 2005 semble dégagé.

Philippe Lemaître

TURQUIE

L'amertume des Kurdes devant la volte-face du PKK

Les déclarations du chef du PKK, Abdullah Öcalan, sur la fin de la lutte armée en Turquie ont jeté la confusion au sein de la population kurde. Le gouvernement turc saisira-t-il l'occasion de faire la paix ?

MILLIYET
Istanbul

Les organisations kurdes en Europe sont dans une grande confusion. Les désaccords au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK] et des mouvements kurdes rivaux* s'amplifient chaque jour davantage. La raison en est l'annonce par Abdullah Öcalan de la "fin de la lutte armée". En confirmant les paroles de son frère, Osman Öcalan ajoute, dans un quotidien suisse : "Notre objectif prioritaire est de voir les Turcs et les Kurdes vivre ensemble. L'indépendance, l'autonomie, la fédération sont des choses différentes. Nous avons abandonné nos revendications séparatistes et avons décidé de vivre avec les Turcs. Vivre libres dans une république démocratique signifie pour nous la même chose que l'indépendance." Il explique également que son frère et lui sont favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne alors qu'ils s'y opposaient... La rhétorique des militants du PKK en Europe a aussi changé : au lieu d'utiliser l'abréviation condescendante de "RT", ils disent maintenant "la république de Turquie."

La confusion après ces déclarations se ressent non seulement dans les rangs du PKK, mais également au sein des autres organisations kurdes en Europe. A voix basse, elles commentent : "Apo (Öcalan) est dans les bras de l'Etat." En public, elles affichent une autre attitude : "Il ne faut pas se faire l'instrument des politiques éradicatrices de l'Etat turc." Qui sont ceux qui s'indignent ainsi contre Apo ? La plupart des organisations kurdes en Europe étaient depuis toujours opposées à la lutte armée. Elles avaient toujours qualifié le PKK d'organisation aventurière. Elles prônaient la voie pacifique dans leur lutte politique. Néanmoins, c'est le PKK qui a réussi à devenir le porte-drapeau des Kurdes en Europe. A présent qu'Öcalan a repris leurs thèses, après la défaite de son mouvement sur le terrain militaire, ces organisations restent perplexes et ne savent plus quelle



▲ Abdullah Öcalan et le Premier ministre turc Bülent Ecevit.
Dessin de Pel paru dans Dagens Naeringsliv, Oslo.

attitude adopter.

Certaines d'entre elles, qui s'étaient séparées du PKK dans le passé ou récemment, se sont réunies les 22 et 23 octobre dernier pour constituer un nouveau groupe, dont le but est de développer une politique alternative à l'attitude conciliante du PKK... Et même d'inscrire la lutte armée dans cette perspective !

Dans quelle mesure peuvent-elles être influentes ? Le PKK et son leader conservent cependant leur suprématie au sein de la diaspora kurde. On sait qu'il existe des désaccords entre les cadres de ce mouvement, mais Abdullah Öcalan garde tout son poids en tant que leader de l'organisation. Un détail intéressant dans ce tableau : Osman Öcalan accuse les opposants [kurdes] du PKK en Europe d'être des "agents de l'Allemagne" !

La stratégie actuelle du PKK est de déplacer sa retraite du Sud-Est anatolien vers l'Irak et l'Iran. Il est certain que l'organisation a transféré une partie de ses cadres vers les centres

urbains. On dit qu'elle cherche à implanter une certaine force de frappe dans les villes. Mais l'attention du gros de ses troupes est actuellement concentrée sur la question de savoir si Apo sera exécuté ou si la décision sera ajournée encore quelques années. Quant à l'Etat (turc), il est dans l'attente du congrès du PKK, en février prochain, et surveille de très près son retrait des montagnes. Beaucoup dépendra des décisions prises par l'organisation en mai ou juin prochain. Que peut faire Ankara ? Eviter d'exécuter Öcalan. Améliorer la situation des droits de l'homme. Il s'agit d'un tournant décisif sur la voie qui conduit vers la paix et la stabilité, y compris dans le sud-est du pays [le Kurdistan turc].

Hasan Cemal

* Le Parti socialiste du Kurdistan, le Parti démocrate du Kurdistan de Turquie.

■ Les mots de Clinton

"Lorsque les gens peuvent célébrer leur culture et leurs croyances d'une manière qui n'empiète pas sur les droits d'autrui, les modérés ne deviennent pas extrémistes, et les extrémistes ne finissent pas en héros égarés." Ces propos du président américain Bill Clinton tenus à Istanbul la semaine dernière ont fait sensation, rapporte le New York Times. Bill Clinton, qui n'a pas rencontré les représentants de la toute-puissante institution militaire, a préféré s'entretenir avec des parlementaires, des associations de droits de l'homme et des représentants des minorités religieuses et nationales.

COURRIER INTERNATIONAL

DU 25 NOVEMBRE AU 1^{ER} DÉCEMBRE 1999

Turks Quiet on Kindred Chechens' Self-Rule

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — The war raging in Chechnya has exposed one of Turkey's most delicate diplomatic problems.

Nearly all Turks seem to support the uprising in Chechnya and deplore Russian actions there, yet the government can protest only gently. If it gives any support to ethnic rebellions abroad, it might give the outside world a basis to criticize Turkey's policy toward its Kurdish minority.

In recent months this problem has become especially painful, because two groups of Muslims with whom Turks feel deep ethnic and cultural kinship, Kosovars and Chechens, have rebelled against their governments. Most Muslims in Chechnya are ethnic Turks, and those in Kosovo are the descendants of people who adopted Islam during the centuries when they were part of the Turkish-dominated Ottoman Empire.

Turks overwhelmingly support the desire of people in Kosovo and Chechnya to establish their political independence. But if their government were to express that view, it would certainly face a difficult ques-

tion: If people in Kosovo or Chechnya deserve autonomy or independence, why not Kurds in Turkey?

Fighters from the Kurdistan Workers Party have been waging war against the Turkish state for 15 years. The rebels say they are now ready for peace, but the government has spurned their overtures and demanded that they surrender unconditionally.

Successive Turkish governments have refused to grant any form of self-rule to the Kurdish region. They have said they cannot accept Kurdish-language universities or television stations because doing so will threaten national unity. This position makes it difficult for Turkish officials to support demands for self-rule in Kosovo or Chechnya, at least in public.

The awkwardness of this situation was evident during the summit meeting in Istanbul this month of the Organization for Security and Cooperation in Europe. Many countries strongly protested Russian actions.

President Jacques Chirac of France called Russian policy "a tragic error for the whole region," and Chancellor Gerhard Schroeder of Germany condemned Moscow for waging "a war against a whole people."

Turkey was all but silent. Foreign Minister Ismail Cem said on the eve of the meeting that Ankara was "confident that the problem can be solved

peacefully in line with the territorial integrity of the Russian Federation."

The same reluctance was evident when Prime Minister Bulent Ecevit visited Moscow before the meeting. Some opposition figures had urged Mr. Ecevit to cancel his trip to protest the Chechnya campaign. He refused, and before leaving he called Chechnya "Russia's internal problem."

Comments like these have upset many people in Turkey. The human rights committee in Parliament has taken the unusual step of preparing its own statement denouncing Russian actions in Chechnya.

"On his way to Russia, Ecevit said that Chechnya is Russia's internal affair," a columnist, Ismet Berkan, wrote. "But in today's world, there can be no such thing. Human rights have become globalized, and no state can justify violating those rights by saying, 'This is our internal concern.'"

Defenders of Turkish policy toward the Kurds say there is no connection between Kurdish nationalism, which they say is propelled by terror, and Chechen nationalism, which they describe as a drive for liberation from a cruel colonial power.

"Those who point to such similarities," said Dogan Gures, a retired general who is now in Parliament, "are either quite ignorant or harboring bad intentions."

UN Powers Fail to Agree On New Iraq Inspections

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Envoys of the five major powers at the United Nations have ended several weeks of talks without agreeing on how to restart arms inspections in Iraq, diplomats said.

The discussions will now go back to foreign ministers to resolve differences, while the Russians prepare to discuss the issue with the Iraqis this week. Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister and the government official responsible for dealing with the United Nations, is expected to arrive in Moscow this week for talks.

Iraq is now more isolated than it has

been for months in the Security Council, and while the Russians remain President Saddam Hussein's strongest supporters, they are now actively engaged, other diplomats say, in trying to find an agreement that would send back arms inspectors despite Iraq's repeated demands that the system be scrapped.

Where the Russians now differ from the Americans, British and French is that Moscow wants to reduce the time it would take to consider suspending sanctions, assuming Iraqi compliance, and lengthen the time that suspensions would last. As for the Chinese, their position is something of a mystery.

Western nations have set up a timetable that could prolong by months the entire process of restoring inspections and dropping the sanctions, even if everything goes well. The Russians would also like to curb the independence of a new disarmament commission being proposed to monitor Iraq.

But all sides now agree that if a resolution is adopted in coming weeks, Iraq will be free to sell as much oil as it wants as the process of setting up a new inspection system begins. Financial oversight and import controls would police where the money was going under the resolution now being discussed. Iraq must be independently certified to have no more prohibited

weapons or the means to make them before sanctions can be finally removed rather than suspended.

The Security Council has now in effect linked the arms policy with the next phase of the "oil for food" program, under which Iraq is allowed to sell oil to buy food, medicine and an expanding range of goods for urban public services and agriculture.

After the Security Council split over whether to enhance the program earlier this month, it was extended for only two weeks instead of the normal six months, prompting Iraq to stop exporting oil in protest as contracts expired. UN officials said last week Iraq had resumed pumping oil to fill depleted tanks, apparently in preparation for resuming exports.

The two-week extension runs out Friday, when the Security Council will again have to decide whether to extend it for six months, or continue voting for short-term extensions while the arms inspection policy is in crucial weeks of debate.

If divisions in the council between Western nations and Russia continue, some diplomats say, the American and British delegations could force a vote, leaving the Russians with the choice of giving ground to settle differences or casting a public veto. The United States does not want the issue to languish.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
NOVEMBER 29, 1999

Un ancien ministre iranien condamné à cinq ans de prison

Accusé de « propagande anti-islamique », Abdollah Nouri était l'une des cibles privilégiées des conservateurs à Téhéran

L'ANCIEN MINISTRE iranien de l'intérieur, Abdollah Nouri a été condamné samedi 27 novembre, par un tribunal spécial pour religieux, à cinq ans de prison ferme pour « propagande anti-islamique », cinq années d'interdiction d'activités journalistiques, et à la fermeture du journal *Khordad*, dont il est le directeur, ainsi qu'à l'équivalent de 3 000 dollars (2 860 euros) d'amende. Avec Mohsen Kadivar, beau-frère du ministre de la culture et de l'orientation islamique, condamné en avril à dix-huit mois de prison pour « laxisme idéologique », M. Nouri est le plus prestigieux des responsables réformateurs à subir les foudres des conservateurs. MM. Nouri et Kadivar sont tous deux très proches du président de la République, Moha-

mad Khatami.

Son « crime » est en fait d'avoir osé remettre en question un certain nombre de principes jugés intangibles parce qu'émanant du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny : singulièrement, la réhabilitation de l'ayatollah Hussein Ali Montazeri, l'ancien dauphin de Khomeiny, écarté par ce dernier avant son décès, le rétablissement des relations avec les Etats-Unis, « la reconnaissance d'Israël », le droit à la parole de mouvements d'opposition tolérés mais non légalisés. Il lui est également reproché d'avoir contesté la légitimité du tribunal spécial pour le clergé.

Loin de se dérober lors de son procès, M. Nouri a persisté et signé. « *Relativisez donc*, a-t-il dit à ses

juges. *Tout ce qui est du domaine religieux n'est pas forcément intangible.* » Certes, le tribunal spécial pour religieux est une création de l'imam Khomeiny, mais il correspondait à un moment précis de l'Histoire. L'Iran ne s'est-il pas après tout réconcilié avec l'Arabie saoudite, qui était pourtant un quasi-ennemi du temps de l'imam ? Et ce dernier n'a-t-il pas lui-même accepté la fin de la guerre avec l'Irak, alors même qu'il avait proclamé qu'il le combattrait jusqu'au dernier souffle ? Quant au dialogue avec les Etats-Unis, a plaidé l'ancien ministre de l'intérieur, il n'implique ni soumission, ni humiliation, ni suivisme. Pékin et Washington ne se parlent-ils pas ? Et la République islamique, dont l'un des slogans était « *Ni Est ni Ouest* », a-t-elle pour autant vendu son âme en ayant des relations avec l'ex-Union soviétique ? En revanche, il n'a jamais été question de reconnaître Israël, mais d'accepter la volonté du peuple palestinien, même si l'Iran juge iniques les bases de l'actuel processus de paix.

UN MESSAGE À LA SOCIÉTÉ CIVILE

Telle qu'elle a été rapportée par la presse, la plaidoirie de M. Nouri et de ses avocats a été de la même veine de bout en bout. L'ancien ministre de l'intérieur a ainsi administré une

leçon de courage politique tant aux adversaires qu'aux partisans des réformes, et clairement encouragé la société civile à continuer de refuser l'immobilisme. Il était sans doute galvanisé par sa popularité, qui est allée grandissant au fil des semaines, et par la conviction, partagée par une multitude d'Iraniens, que son procès était politique et visait à l'empêcher de se porter candidat aux législatives de février 2000. Car, selon toutes les prévisions, il avait toutes les chances d'être élu haut la main, voire de devenir président du Parlement en lieu et place de l'actuel président, le conservateur Ali Akbar Nategh Nouri.

Lorsque, il y a à peine dix-huit mois, *Jamee*, premier quotidien réformateur à subir les foudres de la justice conservatrice avait été fermé, nombreux étaient ceux qui, parmi les réformateurs, jugeaient que la sanction était en quelque sorte méritée, parce que *Jamee* était allé trop loin, trop vite. Un an et demi et plusieurs condamnations plus tard, les amis de M. Khatami n'ont pas été dissuadés de revendiquer le droit à la parole.

Mouna Naïm

Jailing of Khatami Ally Provokes Outcry in Iran

By Geneive Abdo

Special to the International Herald Tribune

TEHRAN — Demands for freedom and democracy swept Iran on Sunday, as many Iranians reacted with anger and astonishment to the imprisonment of Abdollah Nouri, a leading opposition figure who was convicted of political and religious dissent.

Mr. Nouri, a cleric, spent his first day in Evin Prison in Tehran after being sentenced Saturday to five years in jail for insulting Islam and the late revolutionary leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

Mr. Nouri, 50, had once been a protégé of the ayatollah's, but has become a key figure in a campaign by moderate clerics to sweep away the ayatollah's authoritarian legacy.

He is now allied with President Mohammed Khatami, 53, another moderate, who is disliked by hard-line clerics but who won a landslide victory in 1997 over the hard-liners' candidate.

That Mr. Nouri was convicted of undermining the revolutionary leader he had followed prompted outrage across Iran. Newspaper commentators, polit-

ical analysts and supporters in his hometown of Isfahan condemned the sentencing as absurd. The verdict included an order to close his progressive newspaper, *Khordad*, which did not publish Sunday.

"The important point is how the children of the revolution are put on trial so quickly and punished so severely," said the Daftaar-e Tahkim-e Vahdat, an umbrella student organization with a huge following throughout Iran.

In six sessions before the Special Court for Clergy, dominated by hard-liners, Mr. Nouri accused the clerical establishment of being behind the violation of citizens' civil rights and the murders of numerous secular intellectuals over several years. He also said that the clergy had distorted religious interpretation for political gain.

His testimony in the highly publicized trial broke many taboos. "What Nouri said in court was what everyone knew but would not dare express," said Ayatollah Jaleddin Taheri.

The Nouri trial has brought to a breaking point the central issue that has gripped Iran for at least a decade: Whether Islam should be interpreted as a

monolithic ideology and value system, as hard-liners argue, or whether it should adapt to the demands of modernity, as reformers such as Mr. Nouri advocate.

"Khomeini did not believe Islam was a dogmatic ideology," Mr. Nouri said in a recent interview. "From the early days of the revolution, our belief was that there is complete compatibility between Islam and democracy."

"Abdullah Nouri's defense," said an editorial in the reformist newspaper *Sobh'e Emruz*, "showed one could offer a rational interpretation of the values and principles of the Islamic revolution, an interpretation that is different from the official readings broadcast by the propaganda speakers of the monopolist faction."

His trial has also called into question the legitimacy of the Special Court for Clergy, which was established by Ayatollah Khomeini to investigate illegal and improper behavior among the clerics. In recent years, conservatives have used the court instead to damage their opponents.

Iran's supreme spiritual leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, was questioned recently about the court's legitimacy. "The Supreme Clerical Court can better try the clerics," he told a group of students. "Its functions are legal. So far, they have not committed any injustice."

By imprisoning Mr. Nouri, his conservative rivals have taken him out of the running in parliamentary polls, sched-

uled for Feb. 18. The main reformist political faction, backed by President Khatami, had tapped Mr. Nouri to become parliamentary speaker in the event they captured a majority of seats.

Now, the field is open for a less divisive figure to emerge. There is widespread speculation that former President Hashemi Rafsanjani has his eye on the speaker's post. But it is unlikely that

reformist factions would back him.

The case against Mr. Nouri was part of a larger strategy by conservatives to imprison reformist newspaper editors. In another high-profile case, an editor, Mashallah Shamsolvaezin, was sentenced Saturday to three years in prison on charges of forgery and questioning Islamic principles.

■ British Diplomat Holds Talks

Sir John Keer, the most senior British diplomat to visit Iran since the 1979 Islamic revolution, met Sunday with Foreign Minister Kamal Kharazi, Agence France-Presse reported, quoting the Foreign Ministry. The ministry gave no details of the talks.



Cinq rebelles du PKK tués lors de combats avec l'armée dans le sud-est

ANKARA, 29 nov (AFP) - 13h47 - Cinq rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans des combats avec l'armée turque dans la province de Diyarbakir (sud-est), ont annoncé lundi les autorités locales, citées par l'agence Anatolie.

Les combats se sont déroulés dans la région de Kulp, selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de coordonner la lutte contre le PKK, qui n'a pas donné la date de l'incident.

La Cour de cassation turque a confirmé, jeudi, la peine de mort contre le chef du PKK, Abdullah Ocalan, condamné fin juin pour trahison et séparatisme.

Ocalan a entretemps ordonné au PKK de se retirer du territoire turc à partir de septembre et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ces appels à la paix comme de la "propagande" et s'est dite déterminée à pourchasser le PKK tant que ses militants ne se rendraient pas.



Un défenseur des droits de l'Homme dénonce l'attitude de la police



ANKARA, 30 nov (AFP) - 15h18 - L'Association de défense des droits de l'Homme turque a dénoncé mardi auprès du gouvernement la complicité de la police avec les militants d'extrême droite qui ont dévasté ses locaux et battu son président jeudi à Ankara.

Dans une lettre adressée au Premier ministre Bulent Ecevit, le président de l'IHD Husnu Ondul a précisé que des policiers avaient assisté sans intervenir à l'irruption dans ses bureaux d'un groupe d'activistes qui ont ravagé les locaux avant de le frapper ainsi qu'un autre responsable de l'Association.

L'incident s'est déroulé le jour où la Cour de cassation a confirmé la sentence de mort rendue contre le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan pour trahison et séparatisme.

"Des représentants de l'autorité ne peuvent amener des manifestants à notre porte et leur faire détruire nos locaux. Vous ne pouvez accorder à des représentants de l'autorité et à quelques citoyens la liberté de commettre des crimes", a souligné M. Ondul dans sa lettre.

Il a accusé le gouvernement d'avoir assigné des policiers incompetents à la protection de l'organisation.

L'IHD, principale organisation de défense des droits de l'Homme en Turquie, a été fréquemment accusée par les média ultra-nationalistes d'être liée au parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Ocalan.

Son précédent président, Akin Birdal, avait été grièvement blessé par balles par des militants d'extrême droite en mai 1998 après la parution d'articles de presse prétendant que son organisation coopérait avec le PKK.



mardi 30 novembre 1999, 19h33



FOCUS - Europe/Ocalan - Strasbourg ordonne le sursis à exécution

STRASBOURG, 30 novembre - La Cour européenne des droits de l'homme a enjoint la Turquie, mardi, de surseoir à l'exécution d'Abdullah Öcalan tant qu'elle n'aura pas rendu son arrêt concernant les conditions d'arrestation, de détention et de jugement du leader séparatiste kurde, annonce le Conseil de l'Europe.

"La Cour invite l'Etat défendeur à prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette peine ne soit pas exécutée afin que la cour puisse poursuivre efficacement l'examen de la recevabilité et du fond des griefs" formulés par Abdullah Öcalan, précise le communiqué.

"Cette décision est conforme à notre demande formulée le 25 novembre. J'espère que la Turquie va tout faire maintenant pour que le parlement respecte cette décision et pour abolir la peine de mort", a dit à Reuters Hasip Kaplan, avocat d'Abdullah Öcalan présent à Strasbourg.

La Cour de cassation turque a confirmé jeudi la condamnation à mort du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) pour trahison et séparatisme prononcée en première instance le 29 juin par la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

La Cour des droits de l'homme a ordonné le sursis à exécution à la demande des avocats du leader kurde, en vertu de l'article 39 de son règlement qui l'autorise à édicter des "mesures provisoires".

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe est chargé de veiller au respect de cette décision. Si la Turquie n'obtempérait pas, elle s'exposerait à des sanctions essentiellement politiques.

Les avocats d'Abdullah Öcalan avaient introduit une requête devant la juridiction européenne le 16 février 1999 en arguant d'une violation par la Turquie des articles 2, 3, 5 et 6§1 de la convention européenne des droits de l'homme.

Ces quatre articles concernent respectivement le droit à la vie, l'interdiction de la torture l'interdiction de toute arrestation et détention arbitraire, et le droit à un procès équitable.

La Cour européenne des droits de l'homme ne devrait pas se prononcer sur cette affaire avant plusieurs mois.

Début mars, elle avait fait appel à l'article 39 pour demander à la Turquie de garantir au leader kurde un procès équitable et notamment un libre accès aux avocats de son choix.

La Cour précisait que la cour de sûreté de l'Etat qui devait juger Abdullah Öcalan ne répondait pas aux critères de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ankara avait globalement répondu aux demandes formulées par la Cour, y compris en ce qui concerne la cour de sûreté de l'Etat. Le juge militaire, qui lui avait valu plusieurs condamnations à Strasbourg, avait été remplacé par un juge civil au milieu du procès Öcalan.

Hasip Kaplan a par ailleurs indiqué qu'il n'envisageait pas "dans l'immédiat" de déposer une nouvelle requête concernant la condamnation à la peine de mort du leader kurde, comme les avocats en avaient précédemment manifesté l'intention.

La recevabilité d'une telle requête serait toutefois aléatoire, la Turquie n'ayant pas signé le protocole 6 de la Convention européenne des droits de l'homme qui interdit la peine de mort. /GR/GB

.....

Épargner la vie d'Öcalan profitera à la Turquie, explique un ministre



ANKARA, 30 nov (AFP) - 12h17 - Le ministre d'Etat turc chargé des droits de l'Homme Mehmet Ali İrtemcelik a expliqué qu'épargner la vie du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan profiterait à la Turquie et à ses aspirations européennes.

"Il est dans l'intérêt de la Turquie qu'(Öcalan) vive", a déclaré M. İrtemcelik, également responsable des relations avec l'Union européenne, cité mardi par le quotidien libéral Milliyet.

"La Turquie a beaucoup de travail à faire et un avenir brillant devant elle. Nous ne devrions pas permettre à Öcalan de nous entraver dans ce processus", a-t-il ajouté.

La Cour de cassation turque a confirmé jeudi la sentence de mort rendue contre le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) pour trahison et séparatisme, liée aux 15 ans de lutte armée du PKK dans le Sud-Est en vue d'y établir un Etat kurde.

Les pays européens ont appelé la Turquie à ne pas pendre Abdullah Öcalan, soulignant que cela lui fermerait les portes de l'UE. Ankara espère décrocher au sommet européen d'Helsinki les 10 et 11 décembre le statut de candidat à l'UE.

"La Turquie doit évaluer l'affaire Öcalan rationnellement, au vu de ses intérêts, de ses besoins internes et externes, et non émotionnellement", a souligné M. İrtemcelik.

"La Turquie doit réfléchir soigneusement, calmer ses émotions et faire attention à ne pas commettre d'erreur technique et politique". a-t-il ajouté. La peine de mort doit encore être ratifiée par le parlement pour être exécutée.

Les avocats d'Abdullah Öcalan ont fait appel à la Cour européenne des droits de l'Homme, qui devait décider mardi sur leur demande d'un sursis à exécution.

Les dirigeants turcs ont laissé entendre qu'ils attendraient la décision de cette Cour avant de se prononcer sur le sort final du chef rebelle kurde.

.....

Les troupes turques tuent 4 séparatistes kurdes



DIYARBAKIR (Turquie) 30 nov (AFP) - 12h15 - Quatre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans des combats avec l'armée turque en Anatolie orientale, ont annoncé lundi les autorités locales.

Des accrochages ont eu lieu près de la ville de Petrek, dans la province de Tunceli. Les autorités n'ont pas précisé quand les combats ont eu lieu. Les opérations continuent dans la région, pour assurer la sécurité des civils", ont encore affirmé les mêmes sources.

Les troupes turques maintiennent une forte présence militaire dans ces régions est et sud-est où les rebelles du PKK luttent depuis 1984 pour obtenir leur autonomie.

Plus de 31.000 personnes ont été tuées dans ce conflit.

Ocalan Verdict Upheld, and EU Warns Ankara

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — A Turkish appeals court on Thursday upheld the death sentence of the Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan in a decision that could imperil Turkey's bid to join the European Union.

In a unanimous ruling, the five-judge panel found that Mr. Ocalan's trial on treason charges, which ended June 29, had been conducted "in accordance with legal procedures."

Nonetheless, it remained uncertain whether Mr. Ocalan would be executed.

Mr. Ocalan's lawyers said they would appeal to the European Court of Human Rights, whose jurisdiction Turkey has accepted in the past. It could take a year or longer for the European court to decide on the case.

Under Turkish law, Parliament and the president must approve every execution. No death sentence has been carried out since 1984, although dozens of people have been sentenced. By tacit agreement

But at his trial, the 51-year-old militant acknowledged "historical errors," offered to cooperate with the state and asked his fighters to lay down their guns. As a result, emotions have cooled considerably. Fighting in eastern Turkey between government forces and guerrillas of Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party has diminished in recent months, although sporadic clashes continue.

Turkish leaders have rejected Mr. Ocalan's calls for reconciliation, saying they cannot accept any compromise or dialogue with terrorists. They have also rejected his suggestion that they permit the establishment of Kurdish-language schools and television stations.

Many Turks detest Mr. Ocalan and blame him for the 15-year conflict in which more than 30,000 people have been killed. Several hundred demonstrators gathered in Ankara on Thursday to cheer the court ruling.

Later about 40 demonstrators stormed the Ankara headquarters of the Human Rights Association. The government has accused the association of supporting Kurdish rebels, a charge it denies.



Achim Bienenk/Reuters

A Kurdish demonstrator with a symbolic noose around his neck protesting Thursday in Vienna after a Turkish appeals court upheld the death sentence of Abdullah Ocalan, the imprisoned Kurdish rebel leader.

The chairman of the association, Husnu Ondul, said demonstrators punched and kicked him, broke windows, smashed furniture and ripped out telephones. He said that police officers nearby ignored his calls for help.

Many Kurds in Turkey and abroad view Mr. Ocalan as a heroic figure.

Some of his supporters assembled Thursday in London and other cities to protest the ratification of his sentence.

"This decision is a rejection of peace, human rights and democratic values," leaders of Mr. Ocalan's group said. "It cannot be interpreted otherwise because it comes at a time when our forces have stopped the war and are in a process of withdrawal."

At a summit meeting in Helsinki next month, European leaders are expected to decide whether to accept Turkey as a candidate for membership. among political parties, the sentences have not been sent to Parliament.

[The EU's top foreign affairs rep-

resentative, Javier Solana, warned late Thursday that it would be difficult, perhaps impossible, to bring Turkey into the union if it maintained the death penalty, Reuters reported from Brussels.

[Mr. Solana said he told Ismail Cem, the Turkish foreign minister, that the EU was very disappointed with the decision to uphold the death sentence.

"I told him we were very disappointed with the result this morning," Mr. Solana said, adding: "The European countries attach great importance to the abolition of the death penalty. Therefore it would be very difficult, not to say impossible, to be part of the family of European countries if you maintain the death penalty."]

Just after Mr. Ocalan's capture in February, public opinion in Turkey, which has been fanned by countless speeches and articles depicting him as a "butcher" and "baby-killer," seemed overwhelmingly in favor of executing him.

How to Monitor Iraq

For more than a year, Iraq has been without weapons inspectors. Last week the Pentagon reported that Saddam Hussein is taking advantage of this absence to build up his war machine, possibly including chemical or biological weapons. If Iraq develops a weapon that can, say, devastate Tel Aviv, the balance of power in the region will be dangerously altered.

The United States and Britain, supported for a change by France, are trying to get Russia to sign on to a new

Security Council resolution that would require Iraq to accept the return of weapons inspectors. If Russia agrees, China may choose to go along rather than be isolated.

In order to get the Russians on board, the Western powers may be tempted to make the new inspection team look different from the old one. Up to a point, some changes are acceptable — so what if the new team has a different name? Some of the possible substantive changes, on the

other hand, would undermine the inspections regime. The Clinton administration needs to remain firm in opposing them.

First, the administration must persist in rejecting a Russian demand that sanctions on Iraq be lifted the moment inspectors are let back in. Instead, Iraq must be required to submit to several months of inspections before it gets its payoff, and the Security Council should provide for the automatic reimposition of sanctions if Iraq's co-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, NOVEMBER 26, 1999

operation wavers.

Second, the administration must resist ideas that would dilute the inspection team's effectiveness, either by depriving it of experienced staff or by forcing it to report to the United Nations bureaucracy rather than directly to the Security Council.

Finally, the administration needs to be clear that, if sanctions are eventually lifted, Iraq should not be allowed to spend its oil revenues on armaments or

on supposedly civilian goods that might be used to make weapons.

Even if the administration gets its way on all three questions, it will face an uphill task in ensuring that the new inspections regime is meaningful. The choice of the chief inspector will be important. It must be somebody as determined to find weapons as the Iraqis are to conceal them.

Moreover, it will take some fierce diplomacy to get the inspectors into

Iraq, even if the Security Council gives them a mandate. Saddam Hussein probably will assume that if he rejects inspections, the alternative is more sanctions that hurt ordinary Iraqis without hurting his power base. He must be made to abandon this assumption. The alternative to inspections that he needs to hear about is renewed international support for his removal.

— THE WASHINGTON POST



EMBARGOED UNTIL 0001 HRS GMT 24 NOVEMBER 1999

Iraq: Amnesty International exposes recent abuses



"...they forced me to lay down on the floor. The hooded man started beating the soles of my feet with a cable. A few minutes later I lost consciousness... Every night from 12 until around 4 am they would call me into the interrogation room and would do the same thing ... They also threatened that they would use electric shocks..."

Against all the odds "A", a 59-year-old medical doctor in Baghdad, bribed a prison officer and fled the country. She told her story to Amnesty International just three weeks ago. Her crime? She was arrested in June 1999 on suspicion that she had contacts with an Iraqi opposition group. She denies the accusation.

"Those suspected of any involvement in opposition activities can expect to be arrested without a warrant; held in secret detention, without access to family and lawyers; be brutally tortured -- including in one case known to Amnesty International, having their eyes gouged out -- and finally, could face execution," the human rights organization revealed in a new report today.

In its report, Amnesty International is shining a spotlight on these grave human rights violations in Iraq, that are taking place systematically and with total impunity. These violations range from arbitrary arrest and detention, to torture, extrajudicial and judicial executions after unfair trials, "disappearances" and forcible expulsions on the basis of ethnic origin.

The majority of the victims of Iraq's relentless repression are Shi'a Muslims in Southern Iraq and in some districts of Baghdad, as well as Kurds in the north. Summary executions are being carried out on a regular basis. The Iraqi Government rarely announces executions or makes public any official statistics in relation to the death penalty. In many cases it is impossible to determine whether the reported executions are judicial or extrajudicial given the secrecy surrounding them.

On 11 July 1999 Ibrahim Amin al-'Azzawi, a 70-year-old lawyer, was executed. His family, who have now fled the country, believed it was because his son-in-law, Riyadh Baqer al-Hilli, a Shi'a Muslim, was suspected of involvement in underground anti-government activities. No information on any charge, trial or sentencing was ever available. No information is available to Amnesty International either as to the fate of Riyadh, who was also arrested and taken away.

"This is the length the Iraqi security forces are prepared to go to identify any opposition views and silence them," Amnesty International said. "This has created a climate of terror which has forced thousands of Iraqi nationals to flee the country illegally and seek asylum elsewhere."

In the last 18 months alone, a number of prominent Shi'a Muslim clerics have been killed in Southern Iraq in circumstances suggesting that they may have been killed by government forces or forces acting on government orders. This includes the assassination of a prominent Shi'a cleric, Ayatollah Sadeq al-Sadr, on 19 February 1999, which sparked clashes between the security forces and armed Islamist opposition groups. Dozens were left dead on both sides, and arbitrary mass-arrests and summary executions followed.

Thousands of Kurdish families have been forcibly expelled by the security forces from their homes in the north to areas controlled by the two Kurdish political parties in Iraqi Kurdistan on the basis of their ethnic origin.

Amnesty International is making a number of recommendations to the Iraqi Government. These include:

- adopting the necessary legal and practical measures to ensure effective implementation of all the provisions contained in international human rights treaties ratified by Iraq;
- releasing all political detainees held without charge or trial if they are not to be promptly charged with any recognizable criminal offence; and
- stopping the policy of forcible expulsions of non-Arab families.

Amnesty International also believes that the Security Council, as the body that has imposed sanctions on Iraq, should give urgent attention to the humanitarian situation in Iraq, and take all necessary measures to protect the rights of the Iraqi population.

ENDS.../

A Sentence in Iran

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, DECEMBER 1, 1999

Abdullah Nouri, one of Iran's most popular and courageous political reformers, has been unjustly sentenced to five years in prison and banned from running for office until 2004. His alleged crime consisted of publishing newspaper articles critical of official Iranian policies. That such a harsh sentence could be imposed for exercising basic journalistic freedoms is a measure of how fearful and out of touch Iran's ruling conservative clerics have become in the face of popular demands for greater democracy and individual liberty.

The pressure for change is likely to be the main theme of crucial parliamentary elections to be held in February. Until his sentencing last Saturday, Mr. Nouri was to lead the ticket of candidates pledged to support the reformist policies of President Mohammed Khatami. Iran's Islamic constitution gives clerical conservatives ultimate control over policy and the courts. But Mr. Khatami, who won election two and a half years ago with an overwhelming 70 percent of the vote, has challenged their power. A reform victory in February could let him go further. His support is particularly strong among young people, who make up a large and growing share of the electorate.

Mr. Nouri is an Islamic cleric once known for his support of revolutionary fundamentalism. But in recent years he has come to understand that Iran's revolution will survive only if it adapts to

popular yearnings. First as the most liberal member of Mr. Khatami's cabinet, and later through the pages of his newspaper, *Khordad*, Mr. Nouri became a fearless champion of open political debate, improved relations with America and acceptance of Palestinian peace talks with Israel. He denounced as illegitimate the immense power wielded by unelected clerics.

Undeterred by the prospect of severe punishment, he skillfully used his trial to broadcast these views to the larger Iranian public. His words proved so eloquent that prosecutors abruptly cut short the proceedings.

Now reformers must continue their parliamentary election campaign without Mr. Nouri, who was a top vote-getter in municipal elections earlier this year. His forced exclusion from politics follows last year's imprisonment of another leading reformer, Gholamhossein Karbaschi, the mayor of Tehran. If Mr. Khatami and his reform allies can overcome the handicap of these exclusions and win a parliamentary majority, they may be able to diminish some clerical powers.

With their control of military and internal security forces, conservative clerics can for now stifle the aspirations of Iranians. But with nearly two-thirds of the population of 70 million under the age of 25, the clerics will face mounting opposition if they fail to understand the demand for liberalization.

—THE NEW YORK TIMES.

Joint Turkish-Israeli-US maneuvers to take place near Marmaris

Ankara - Turkish Daily News
November 30, 1999

Joint Turkish-Israeli-U.S. maneuvers will take place at Aksaz Naval Base near Marmaris between Dec. 14-17, Turkish officials close to the government have announced. The three-party maneuvers, code-named "Reliant Mermaid," were carried out two years ago as a search-and-rescue exercise. Further follow-up exercises were expected, but these were postponed several times. Jordan participated as an observer in the original exercise.

Jordan and Egypt have reportedly been invited to the exercises as observers, but diplomatic sources say that the two countries will definitely not be participating even in this capacity. Turkey, a secular country with an overwhelmingly Muslim population, has been careful not to irritate the Arab world and has, therefore, been inviting certain Arab countries to such military exercises as observers.

"We are carrying out these maneuvers for search-and-rescue purposes, not to pose a threat to any third party," government sources said. Turkish military sources refrained from giving any figures concerning the number of frigate with which they would be participating.

Meanwhile the Israeli Defence Forces (IDF) announced on Monday that the joint naval manoeuvres with Turkey and the United States would take place and continue for four days. An IDF statement said Israel would send two ships to the exercises scheduled to begin on Dec. 14.

"The objective of the exercise is to practice coordinated emergency search-and-rescue procedures," an IDF statement said.

It said the exercise, dubbed "Reliant Mermaid '99," was the second joint exercise involving the Turkish and Israeli navies together.

Israel and Turkey first established military ties in 1996 with an agreement allowing each country's aircraft to train in the other's air space. Their deepening links have drawn the fire of Arab and Muslim countries, particularly Syria, which is Israel's arch-foe and Turkey's eastern neighbor.

Israeli-Turkish relations have grown even closer since Israel sent rescue teams to Turkey following the devastating earthquake that struck Turkey's Marmara region in August.

.....

Nechirvan Barzani officially asked to form Iraqi Kurdish government

Ankara - Turkish Daily News
November 30, 1999

Following the decisions made at the general congress of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Nechirvan Barzani was asked to form a government, this time officially by the local Parliament.

In remarks to the Turkish Daily News Safeen Dizayee of the KDP noted that the decision had already been taken at the party congress, and that last Wednesday Parliament asked Nechirvan Barzani, the nephew of KDP leader Massoud Barzani, to form the new government.

The KDP, which controls two-thirds of northern Iraq, held its congress and elected a new administrative board for the party.

The Washington process, initiated by the United States and Britain, requests rival Kurdish parties in Iraq to have elections as soon as possible.

The two Iraqi Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP, have conducted a chain of bilateral talks, and the region is currently experiencing a period of peace, which Washington and London have been

encouraging. A complete reconciliation between the rival parties that would allow for elections to take place, however, is still lacking.

Ankara, which cooperates with the United States on Iraqi affairs, is keeping silent on the process and has reservations about Washington's efforts to organize the opposition in Iraq for a change in the regime in Baghdad.

Turkey's emphasis in the northern Iraq issue has been on the prevention of terrorist attacks in the region. There is also a strong emphasis on the territorial integrity of Iraq.

.....

Iraq condemns 'Turkish incursion' into its north

BAGHDAD, Nov 30 (Reuters) - Iraq on Tuesday condemned what it said was a fresh Turkish military incursion into its north, saying it reserved the right to retaliate at a suitable time and place.

"Iraq categorically condemns and protests against the new Turkish military aggression and denounces Turkish troops' violation of Iraq's sovereignty and territorial integrity," an Iraqi Foreign Ministry spokesman said.

"The government of Iraq reserves the right to choose place and time that it deems suitable to retaliate against such Turkish aggression," the spokesman said in a statement carried by the official Iraqi News Agency (INA).

Iraq has had no control over its north since 1991, when local Kurds rose up after the end of the Gulf War in which the Iraqi army was driven out of Kuwait by multinational forces.

The Turkish army has entered northern Iraq in the past in pursuit of Kurdish separatists fighting for autonomy in southeast Turkey. Turkish and Kurdish newspapers said some 20,000 Turkish troops crossed the border last week.

But a spokesman for the Turkish general staff said on Monday he had no knowledge of a new cross-border push.

The Iraqi spokesman said Turkey sent two brigades "supported by armoured vehicles to commit a new aggression in Jabal (mountain) Matteen and Jabal Karah in northern Iraq" a week ago.

"The series of Turkish invasions of Iraqi territory since the U.S.-led aggression in 1991 coincide with aggressive acts being committed by the United States and Britain against Iraq in order to meddle in Iraq's internal affairs," he said.

Turkish Kurd rebels, for their part, said on Monday they had been battling rival Iraqi Kurd "peshmerga" fighters in the rugged mountains of northern Iraq.

Iraqi Kurds fought to break away from Baghdad's rule in the wake of the Gulf War and are protected from Iraqi attack by the patrols of U.S. and British jets flying from Turkey.

"Iraq demands that the Turkish government pull out its invading forces from inside Iraqi territory immediately and stop its aggression, which contradicts the United Nations charter," the Iraqi Foreign Ministry spokesman said.

"Turkey is fully responsible for such repeated acts of aggression and their consequences."

The Ankara government says its military campaign in southeast Turkey has pushed rebels of the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) across the border into Kurdish-held northern Iraq as well as into neighbouring Iran.

Baghdad has also repeatedly condemned the Turkish government for extending the right of Western planes patrolling the no-fly zone in northern Iraq to operate out of Turkey.

Ocalan : La Turquie joue avec le temps

mercredi 1 décembre 1999, 12h18

ANKARA, 1er déc (AFP) - Le gouvernement turc joue avec le temps pour éviter de se prononcer sur le sort final du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort, et a repoussé sa réponse à une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme pour un sursis à exécution.

"Même si la Cour de cassation (turque) a rendu son verdict final, le processus judiciaire n'est pas encore terminé", a souligné mardi soir le Premier ministre Bulent Ecevit après une réunion avec ses partenaires de la coalition gouvernementale et les ministres concernés.

"Nous évaluerons (la décision de la Cour européenne) après que le gouvernement aura été informé de la décision en justice", a-t-il dit.

Il faisait référence à l'ultime recours interne laissé aux avocats du chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui vont demander un "réexamen" de la sentence au procureur général de la Cour de cassation Vural Savas.

L'un des défenseurs d'Ocalan, Irfan Dundar, a précisé mercredi à l'AFP que les avocats déposeraient cette demande "probablement la semaine prochaine". Légalement, ils ont un mois pour le faire.

Mais les avocats sont pessimistes sur les chances de cette requête, car M. Savas avait recommandé à la Cour de cassation, en lui transmettant le dossier, de confirmer la sentence contre Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme après les 15 ans de rébellion armée menés par son parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est à majorité kurde.

Quant au président Suleyman Demirel, interrogé sur la décision de la Cour européenne, il a renvoyé la balle au gouvernement : "Le message est adressé au gouvernement", a-t-il dit, cité par la presse mercredi.

MM. Demirel et Ecevit ont jusqu'ici laissé entendre qu'ils attendraient la décision sur le fond de la Cour européenne avant que le parlement ne se saisisse de l'affaire en dernier ressort.

Ils se sont toutefois abstenus de le confirmer mardi

Le délai que s'impartit le gouvernement commence à être mis à profit par l'un des partenaires de la coalition gouvernementale, le parti d'extrême droite de l'Action nationaliste (MHP), deuxième formation au parlement depuis les élections législatives d'avril.

Le MHP a toujours milité, et notamment pendant sa campagne électorale, pour une pendaison d'Ocalan et contre une abolition de la peine de mort. Mais il est en train de mettre la pédale douce à ces revendications. Le vice-président du groupe parlementaire du MHP Ismail Kose a ainsi préconisé mercredi de "ne pas se hâter et agir avec prudence dans cette affaire", en prenant en compte "les intérêts de la Turquie".

La réponse de la Turquie à la demande de la Cour européenne va ainsi très probablement intervenir après le sommet européen d'Helsinki les 10 et 11 décembre, où Ankara espère décrocher le statut de candidat à l'Union européenne.

Si la Turquie l'obtient et veut devenir membre de l'UE à terme, elle est censée abolir la peine de mort.

Selon l'expert en droit constitutionnel et ancien ministre Mumtaz Soysal dans une interview à la télévision privée NTV, le délai demandé par la Cour européenne pour pouvoir se prononcer sur le fond, qui peut durer jusqu'à deux ans, vise à permettre à la Turquie d'abolir à terme la peine capitale.

.....

Öcalan-Le gouvernement turc ne veut pas dévoiler ses intentions

mercredi 1 décembre 1999, 11h46

ANKARA, 1er décembre - Le Premier ministre turc a pris soin mercredi de ne pas dévoiler les intentions de son gouvernement au sujet du dirigeant séparatiste kurde Abdullah Öcalan, dont la peine de mort pour trahison et meurtre a été confirmée ce mois-ci en appel.

"Il ne serait pas correct que nous disions quoi que ce soit sur ce sujet. Tout ce que l'on pourrait dire pourrait être interprété comme influant sur le cours de la procédure légale et nous ne le souhaitons pas", a dit Bülent Ecevit invité mardi par la Cour européenne des droits de l'homme à surseoir à l'exécution du chef du PKK.

Le tribunal du Conseil de l'Europe, auquel la Turquie appartient, a enjoint à celle-ci de "prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette peine ne soit pas exécutée" afin de pouvoir examiner les objections du condamné concernant les conditions rocambolesques de sa capture au début d'année.

Selon la presse turque, Ecevit, personnellement hostile à la peine de mort, est bien embarrassé car ses partenaires gouvernementaux du Parti de l'action nationaliste tiennent à l'exécution d'Öcalan alors que celle-ci hypothéquerait gravement les efforts d'Ankara pour adhérer à l'Union européenne. Il cherche donc à gagner du temps /MD

Débat par le comité de soutien au peuple Kurde

La communauté Kurde préoccupée

Le comité de soutien au Peuple Kurde a organisé une conférence samedi au centre social du Plateau. En présence de Kamuran Ji Kikan, les sympathisants et la communauté kurde des Côtes d'Armor ont fait le point sur la situation de ce peuple en Turquie.

Samedi en soirée, le comité de soutien au peuple Kurde avait invité, Kamuran Ji Kikan, juriste de l'Institut Kurde à animer une conférence au centre social du Plateau. Une quarantaine de personnes a assisté à l'exposé de ce juriste sur la situation des Kurdes en Turquie. Ils sont 15 millions à vivre dans ce pays. Les exactions, la politique des terres brûlées ont contribué au soulèvement Kurde et « à la lutte armée, qui était pourtant illusoire » souligne Kamuran Ji Kikan. Le combat des Kurdes est médiatisé depuis l'arrestation et

la condamnation à mort par le gouvernement turc de Ocalan, leader politique du PKK. Kamuran Ji Kikan avoue « être pessimiste sur le fait qu'Ocalan sorte vivant de prison ».

Ce peuple, l'un des plus vieux du monde, n'a plus de territoire. Les Kurdes répartis sur la Turquie, l'Iran et l'Irak connaissent régulièrement des persécutions. Au lendemain de la guerre du Golfe en 1991, de nombreuses familles kurdes ont trouvé refuge dans les Côtes d'Armor. L'association France Kurdistan fut fondée à cette époque pour faciliter l'intégration de ces familles et dans un but culturel, tandis que le comité de soutien au peuple kurde a un objectif politique. « Les 20 familles Kurdes se sont très bien intégrées à Saint-Brieuc. Les hommes sont bûcherons ou travaillent dans des abattoirs » souligne Josette Hamon, secrétaire de France Kurdistan et rajoute « à



Le conférencier Kamuran Ji Kikan, juriste de l'institut Kurde de Paris au centre social du Plateau.

notre grande fierté, deux jeunes arrivés en 1992 sans connaître un mot de français sont aujourd'hui en faculté ».

Kurd's Case Gives Turkey a Taste of What Being in Europe Would Be Like

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — When the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was captured in February and brought to prison in chains, many Turks celebrated jubilantly. Now they are finding that his case could bar their way into the European Union.

A Turkish court has sentenced Mr. Ocalan to hang, but in Europe the death penalty is considered barbaric. On Tuesday the European Court of Human Rights asked Turkey to delay Mr. Ocalan's execution until it finished reviewing the case, which could take a year or longer.

With the Ocalan case, Turks are being given an early taste of how much national sovereignty they might lose if they reach their long-sought goal of joining the European Union.

At a summit in Helsinki next week, European leaders will make a possibly crucial decision on whether to accept Turkey as an official candidate for membership in the EU. They have already warned that whatever they decide, Turkey's prospects will collapse if Mr. Ocalan is executed.

"It's not only about Ocalan," said Prime Minister Paavo Lipponen of Finland, whose government holds the rotating chairmanship of the European Union. "It's about the death sentence. The death sentence does not belong in Europe."

Nationalism is strong in Turkey, but so is the desire to join the European Union. One of these impulses will have to weaken if the other is to survive.

The government is divided over how to proceed. Prime Minister Bulent Ecevit opposes the death penalty, but Deputy Prime Minister Devlet Bahçeli, who heads the rightist Nationalist Action party, favors it.

"Linking Turkey's membership in the EU to a terrorist chieftain is quite upsetting," Mr. Bahçeli said in a speech this week. "This attitude is not only an insult and injustice to Turkey but also brings shame on the EU itself."

Behind statements such as these lie profound misgivings about how fervently Turkey should pursue its campaign to join the European Union. These misgivings are being voiced more frequently now that the EU seems ready to make Turkey an official candidate.

"If we get rid of the death penalty, they will say our environmental laws are not strong enough," said Altınur Kılıç, a retired diplomat who is a member of Nationalist Action. "Then, after we change the environmental laws, they will say we don't protect homosexual rights: It will go on and on. I disagree with my intellectual friends who are ready to give up our independence in order to enter the European Union. We were not born with Europe, and we won't die without Europe."

Many Turks, however, view membership in the European Union as a huge prize that would solidify the country's shaky democracy and guarantee its future prosperity.

"Keeping Ocalan alive is in Turkey's best interests," said Mehmet Ali İrtemçelik, a cabinet minister whose portfolio includes human rights and European affairs.

He said carrying out the death sentence would prevent Turkey from reaching "extraordinarily bright horizons."

"We can't allow Ocalan to be a shackle around our ankle in the era ahead," Mr. İrtemçelik said. "If you look at this as an Ocalan problem, you'll be jumping into a canoe of emotions and will get carried downstream."

Even if Turkey succeeds at the summit meeting next week and is named an official candidate for membership in the EU, it will have far to go before it can be admitted. Thousands of Turkish laws and regulations affecting matters from press freedom to the size of bananas would have to be changed to conform with European standards.

That process could take years and seems certain to arouse the passions of Turkish nationalists. It would also illustrate a fundamental fact about the European Union that is not widely understood here: that joining this exclusive club requires what may be the most sweeping voluntary surrender of sovereignty in the history of the nation-state.

European leaders have already begun reminding Turkey of this reality. Foreign Minister Jozias van Aartsen of the Netherlands met with Turkish leaders in Ankara on Monday and said afterward that if Turkey wanted to join the European Union, it would have to improve its human-rights record, curb the power of its military in politics, change its approach to minorities and make new overtures to Greece.

"We are interested in what will happen after Helsinki," Mr. van Aartsen said. "There must be a period of improvements."

Democratic Party of Iranian Kurdistan

Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran



حیزبی دیموکراتی کوردستانی ئیران

حزب دمکرات کردستان ایران

1985

Position du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran sur les prochaines élections législatives en Iran

Le Conseil suprême chargé du contrôle des élections vient de désigner la date du 11 au 17 décembre 1999 pour l'inscription des candidats aux élections législatives qui devraient avoir lieu le 18 février 2000.

Pour les deux tendances existant au sein du régime, ces élections sont d'une importance particulière, car chacune d'elles considère que la victoire dans ces élections sera un facteur déterminant dans les désaccords et les différends qui les opposent. C'est la raison pour laquelle, depuis un an, elles s'efforcent par tous les moyens dont elles disposent de préparer le terrain à leur victoire. Bien que leurs désaccords touchent divers domaines, presque tous les événements récents, y compris l'arrestation de MM. Abdollah NOURY et Macha-allah CHAMSOLVAEZINE ainsi que la fermeture de certains journaux appartenant à la tendance dite réformiste, ne constituent qu'une partie de la lutte acharnée engagée entre les deux tendances sur les élections législatives.

La vérité est que l'Iran est toujours loin d'élections saines et démocratiques, car il existe toujours divers obstacles légaux et illégaux, déclarés et non déclarés, sur le chemin des candidats ainsi que sur celui des électeurs, empêchant les premiers d'être élus, et les seconds d'élire librement.

Il est cependant indéniable que le mouvement libérateur de la population ces dernières années et, dans une moindre mesure, les désaccords entre diverses tendances au sein du pouvoir ont créé la possibilité, fut-elle minime, de tenir des élections -- en ce sens que les détenteurs du pouvoir ne peuvent plus transformer les élections en une mascarade, ni sortir des urnes des candidats fantoches à leur solde.

Dans ces circonstances, il convient que la population kurde et celle de l'Iran entier ne restent pas indifférentes. Au contraire, sans tomber dans le piège des désaccords entre les tendances existant au sein du pouvoir, elles doivent s'engager à fond afin d'envoyer à la 6^{ème} Assemblée des candidats dignes de leur confiance. Aucune de ces tendances n'a proposé un programme pour résoudre, en particulier, les problèmes de la population kurde privée de ses droits les plus élémentaires et, en général, les problèmes de la population iranienne tout entière. C'est pourquoi la population kurde, loin de toutes les luttes internes aux tendances du pouvoir, doit voter pour les candidats dignes de sa confiance, des candidats qu'une fois à l'Assemblée, auront l'audace de parler du dénuement et des souffrances de la population kurde et de défendre ses droits et ses libertés, y compris ses droits nationaux.

C'est la raison pour laquelle nous demandons aux personnalités kurdes patriotes et soucieuses du sort de leur peuple, de se porter candidats aux élections pour y servir les aspirations de leur peuple et défendre ses droits.

Dans des circonstances où il est possibles, dans certains domaines, de faire reculer le régime et de le forcer à abandonner certaines positions, il serait indigne que des personnalités

populaires et patriotes kurdes restent indifférentes et se dérobent aux responsabilités qui leur incombent.

Nous demandons également à la population kurde de soutenir activement les candidats dignes de sa confiance et de faire pression sur les autorités afin que celles-ci ne puissent, sous tel ou tel prétexte, ou encore par des décrets antidémocratiques, radier de la liste électorale les candidats dignes de la confiance des kurdes et enfin, le jour venu, de voter pour ces mêmes candidats.

Nous ne devons ménager aucun effort pour envoyer les vrais candidats de la population kurde à la 6^{ème} Assemblée et pour les soutenir activement, afin qu'ils puissent, forts de leur personnalité propre et loin du jeu de tendances au sein du pouvoir, défendre les revendications de la population kurde ainsi que la liberté et la démocratie pour l'Iran entier.

Nous sommes convaincus que la volonté inébranlable des masses populaires et une juste compréhension des devoirs de la période actuelle pourront avoir de bons résultats pour la population kurde et pour la cause de la liberté dans l'ensemble de l'Iran.

Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
Bureau Politique
Kurdistan, le 9 novembre 1999

IRAK

Bagdad sera-t-il débarrassé de Saddam Hussein en l'an 2000 ?

AL MAJALLA
Londres

Les déclarations de l'administration américaine à propos de l'entraînement de combattants de l'opposition irakienne ont fait naître des interrogations sur l'efficacité de ces entraînements, qui ne peuvent guère constituer une menace pour les forces militaires et sécuritaires dont dispose le régime de Bagdad. Avant même qu'ait lieu la réunion des opposants irakiens aux Etats-Unis, les responsables de Bagdad avaient lancé des mises en garde contre tout rassemblement de ces forces dans le nord de l'Irak.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, un responsable de l'opposition a déclaré : *"De toute évidence, le scénario d'un soulèvement militaire ou d'un renversement du régime ne ressemblera pas à ce à quoi s'attend ce dernier. L'entraînement armé d'un nombre même limité de dirigeants de l'opposition aux Etats-Unis intervient dans le cadre d'un programme concret, élaboré et précis. Son application ne saurait être différée au-delà des trois prochains mois : l'Irak doit entrer dans le siècle à venir avec, à sa tête, un régime démocratique qui rendra au peuple sa dignité, sa liberté et sa stabilité."*

Selon ce même responsable, Bag-

L'Irak vit actuellement dans la hantise d'un soulèvement militaire, qui pourrait être imminent puisque toutes les conditions sont réunies en ce sens.

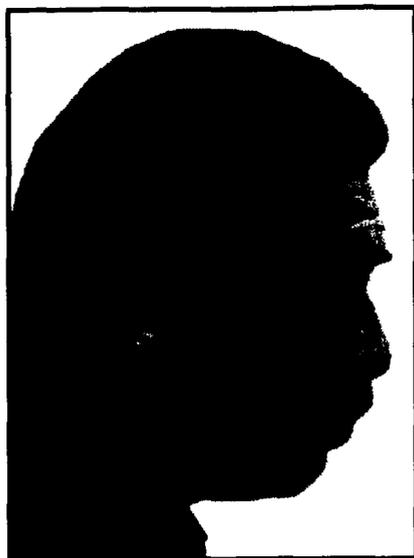
Bagdad prend très au sérieux les mouvements en cours. La preuve en est que le président irakien a ordonné aux commandants de brigade et aux chefs d'unité de l'armée de présenter un rapport quotidien sur leurs déplacements et leurs rencontres. Le rapport doit en outre mentionner si des personnes, dans leur entourage proche, sont parties en voyage ou en sont revenues. Par ailleurs, le ministère de la Défense irakien a interdit à ces commandants de choisir les individus affectés à leur protection, préférant confier cette mission aux renseignements militaires. Enfin, des femmes officiers de la section spéciale des services de sécurité se rendent régulièrement au domicile des commandants de brigade aux fins de recueillir des informations les concernant.

DES TRACTS ONT ÉTÉ DISTRIBUÉS DANS L'ARMÉE

Selon un spécialiste irakien, la perspective d'un soulèvement militaire ne repose pas sur les forces d'opposition extérieures, mais sur l'émergence de courants militaires de l'intérieur, qui souhaitent la chute du régime. Ceux-ci, estime-t-il, sont difficiles à contrôler. Les caractéristiques de ces courants sont apparues récemment après

la diffusion de deux tracts au sein des unités de l'armée. L'un d'eux indique qu'une alliance entre les islamistes, les nationalistes, les communistes et les mouvements kurdes constituera une garantie politique dans la dynamique d'édification d'un régime démocratique équitable. Un autre tract diffusé début novembre ajoute que les problèmes des nationalismes se résoudreont dans le cadre d'un régime démocratique, que toute allusion au dialogue avec l'autorité du parti Baas [au pouvoir] sera considérée comme une trahison ne faisant que s'ajouter à la destruction du pays, et qu'il est indispensable de créer, au nord de l'Irak, un véritable leadership qui déterminerait les caractéristiques du nouvel Etat irakien.

Selon des rumeurs qui courent à Amman, Bagdad vit actuellement dans la hantise d'un soulèvement militaire, d'autant que toutes les conditions (locales, régionales et internationales) sont réunies pour cela. Les responsables irakiens ne les nient d'ailleurs pas, mais, comme à leur habitude, lancent des déclarations enflammées visant à demeurer au pouvoir, fût-ce au prix du maintien illimité de l'embargo qui pèse sur le peuple irakien. ■



Coalition playing it safe in Ocalan case or treading a dangerous rope?

- Ankara is hoping to please all sides in the Ocalan case by refusing to give a clear-cut answer to anyone. It is not clear whether this is a 'carefully planned strategy' or simply an inability to take a clear position

Ankara - Turkish Daily News

Two significant court decisions were reached at the end of November that were a surprise to virtually no one. On Nov. 25 the Supreme Court of Appeals upheld the conviction and death sentence of Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan, which was delivered on June 29 by the Ankara State Security Court (DGM) on the prison-island of Imrali; the island itself had been declared an emergency area for the occasion. And on Nov. 30 the European Court of Human Rights in Strasbourg issued a request for a stay of execution, asking that Turkey take no further action until the court has reached a conclusion in the Ocalan case.

While relatives of soldiers lost in the 15-year battle in the Southeast were calling for the immediate execution of Ocalan, the government acted conservatively, stressing that the legal process had not yet been completed. Although the decision from hereon is basically a political one as far as Ankara's

part is concerned -- it is up to Parliament to vote on whether or not the death penalty should be carried out in Ocalan's case -- most of the political leaders, including Prime Minister Bulent Ecevit, let themselves off the hook from commenting on the case by saying that any remarks could be construed as "attempting to influence the judicial process."

The junior coalition partner, the Nationalist Movement Party (MHP), soon gained control of its deputies, if not its constituency, and towed the official government line as well. Just prior to the European court's ruling, MHP group leader Ismail Kose had been demanding that the Ocalan case be given priority on the parliamentary agenda (there are currently 53 other capital punishment files lingering in Parliament's Justice Commission) and that "the [Turkish] court's ruling [of execution] be implemented immediately."

By Wednesday, however, Kose was calling for calm and common sense, hinting that the execution of Ocalan would serve only the interests of "foreign powers" wishing to use the Kurdish problem to drive a wedge between Turks and Kurds in this country and that Turkey should not fall victim to such a trap. Only Tansu Ciller's True Path Party (DYP) remained prominent in calling for Ocalan's execution by the end of the week. Ciller is not being taken seriously, her rhetoric being considered largely a tactic to try to "steal" some of the nationalist vote. She is being taken even less seriously because of another fact that all are aware of: that executing Ocalan could not only ruin Turkey's chances of gaining candidacy status with the European Union, but could jeopardize Turkey's relations with other European institutions as well. Ciller had campaigned before 1995 elections as "the leader who would bring Turkey into the EU." Now, thumping the table and demanding the carrying out of the one act with the most potential for destroying relations with Europe, Ciller has lost even more of what little credibility she had managed to retain.

The other leaders have reached an apparent consensus to speak little and wait for the European court's decision. In an emergency leaders' summit after the European court's decision on Tuesday, it was reportedly agreed by the coalition partners that only Ecevit would speak on this issue to the public, in order to "avoid confusion" and "avoid hurting the feelings of the public."

Additionally, early objections saying that Turkey was under no obligation to "obey" the European court, heavily laced with "national sovereignty" rhetoric, have faded. Not only have a host of legal professors and constitutional law experts stated that Turkey is indeed bound by its own Constitution to uphold the decisions of the European court, but it was also noted prominently by the media that one of the members of the court team that ordered the stay of execution was himself a Turk, Riza Turmen. Logic has prevailed in this regard, although emotionally many Turks continue to feel that anything "European" is something outside themselves, engaged in a constant struggle either to ostracize Turkey or impose its own wishes on Turkey. Politicians and the media did well then to remind the public that Turkey is one of the founding members of the Council of Europe, to which the European Court of Human Rights is tied, and therefore helps shape the decisions of both of these institutions.

Ankara is nevertheless obviously involved in a careful game of strategic maneuvering with Europe over the Ocalan case. The Supreme Court of Appeals decision was delayed until after the Istanbul summit of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), avoiding an unpleasant situation while all eyes were on Turkey. And now the court's Chief Prosecutor Vural Savas has announced that he will reach no decision on whether or not to accept the request of Ocalan's attorneys for a "correction" of sentence until after the EU's Dec. 10-11 Helsinki summit, no matter when that request might come (the deadline for the defense's request is Dec. 25). The prosecutor is not known as a "political" man, however, having more a reputation for his uncompromising -- and harsh -- principles, so there is little doubt that, once having demanded the death penalty, he would ever "change his mind" and approve a "correction" by the Supreme Court of Appeals. His refusal to give an immediate answer, therefore, is not an indication that he is reconsidering his position but a part of the game to assure that Turkey does not run into any unnecessary difficulties at Helsinki.

Meanwhile the media and prominent public officials have been increasingly calling for Ocalan not to be executed. Their reasons vary widely. The vast majority are holding a position somewhere between opposing the death penalty on principle and objecting to it strategically on the grounds that Turkey is one of the last countries of Europe that has not yet abandoned capital punishment, and that to execute Ocalan would ruin Turkey's relations with Europe, and in turn, with the United States as well. Some others consider execution "too easy" for the man they hold responsible for roughly 37,000 deaths in Turkey over the past 15 years, and they would like to see him suffer in prison until the bitter end. Others fear that executing Ocalan will make him a "martyr" in the eyes of many Kurds and that the battle in the Southeast will then rage on for another 15 years.

On the other hand, there are many in Turkey -- though most do not care to speak too loudly on the subject -- who are aware that executing Ocalan would be taken "personally" by Turkey's Kurdish population, who have adopted Ocalan as a symbol for the Kurdish cause to an extent

that was not imaginable before his capture in Kenya earlier this year on Feb. 16. Many media forums and civilian organizations sympathetic to the Kurds, both in Turkey and abroad, have let it be known loudly and clearly that they consider the death penalty handed down to Ocalan to be a "death penalty delivered against Kurdish identity and culture."

Meanwhile, the PKK faxed a statement to news agencies last week in which it attributed the unyielding stance of the government to the MHP coalition partner. The statement read, "At this point our party believes it is necessary for our people and the international community to take a more definite and active stance against the policy of destruction led by the MHP." Likewise, the Kurdish National Congress (KNK) -- established in the spring under chief Ismet Serif Vanli and known for its hardline stance on the Kurdish issue -- has made several statements urging the Turkish government to "take advantage of the opportunity provided by Ocalan's call for a peaceful solution" and condemning "the MHP, Tansu Ciller's gang and those who profit from heroin trafficking for blocking attempts to bring an end to the struggle" in the Southeast.

Turkish politicians, while claiming that Kurds are not a minority and that there is no discrimination against them in Turkey, have steadfastly refused to make any moves, or even suggestions of moves, that they might be willing to legalize Kurdish broadcasting or allow education in the Kurdish language. While even the most pro-peace Kurds are becoming frustrated with the official position, the hardliners are starting to break off from the PKK, vowing to continue the armed struggle. Turkish security forces, in the meantime, continue operations pretty much as usual despite the call for PKK militants to drop their weapons and for them to withdraw from the country, a call that at least two-thirds of the PKK militants have reportedly agreed to heed. 15,000 troops are reportedly still continuing a sweep through the province of Tunceli, and at least 14 deaths were reported last week. At the same time, an operation against PKK holdouts continues in northern Iraq, reportedly coordinated by Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani and involving about 20,000 of his peshmergas. This time, rather than calling it a Turkish cross-border operation, the Turkish military is said to be providing "tactical and logistical support" in the form of 20,000 troops and tank and air support. Last reports said there had been 70 PKK deaths.

It is also unclear where the Turkish government is trying to lead public opinion. On the one hand, the media played up a meeting between late MHP leader Alparslan Turkes and Leyla Zana, then a deputy of the now-banned, pro-Kurdish Democracy Party (DEP), stressing that the meeting between the two political "archenemies" had passed quite cordially and therefore hinted that the government is trying to prepare the nation for a reconciliation. On the other hand, the Istanbul DGM last month handed out a two-year prison sentence, converted to a fine, and other fines for a total of TL 148 billion (over \$250,000) against editors of daily Ozgur Bakis for printing articles by two PKK military commanders in which they declared their support for Ocalan's peace project. The convictions were on the grounds that the daily had printed propaganda for a terrorist organization, and the penalties were stiffer than anything comparable recently, even though the articles were calls for peace. Other prison sentences converted to fines fresh in the minds of Turkish citizens have amounted to TL 1 million-2 million, not even sufficient to cover a one-person meal at McDonald's.

In short, the state has taken a murky "no-stance," most likely in a bid to buy time for itself. While it is clear that it hopes to use this time to secure its position with the EU, it is not nearly so clear whether it intends to use this time to develop a policy for the Southeast and/or Kurdish problems. Europe, the Kurds and even the families of the martyrs have thus far displayed patience and a willingness to wait a bit longer for positions to become clear. The risk is always present, however, that one of these parties will lose that patience. If all three lose patience at once, Turkey's strategy will obviously have failed, and it may find itself trapped once again in chaos and violence, and ostracized from European institutions.

Exactly what the European Court of Human Rights intends to do in the Ocalan case has not yet been clarified, but it is expected that it will agree to hear the case, including accepting the testimony of witnesses. The entire process is expected to last at least 18 months. Whether Ankara has thought this part of the ordeal out carefully is not clear either. There is little reason to doubt that the European court had contemplated the possibility of hearing the Ocalan case from the very beginning, when Ocalan was arrested at Rome's Fiumicino Airport on Nov. 12, 1998. Italy had resisted extraditing Ocalan to Turkey until the very end, justifying itself on the grounds that its Constitution prohibits the extradition of detainees to countries that still implement the death penalty. That reason, of course, was technically enough for Rome to avoid extraditing Ocalan to Turkey, but there were few who doubted that Italy was relieved to have this rationale to fall back on and that the real reasons for not wanting to extradite Ocalan were quite different.

There were several calls at that time from both Italy and other countries for Ocalan to be tried in Europe, but a satisfactory formula was never arrived at. Germany passed up its own right to take custody of Ocalan and try him on charges filed in that country in 1993, fearing a violent reaction from its roughly half a million Turkish Kurds. It was also apparently felt that Ocalan should have a broader "venue," considering the scope of the problem he had now come to represent. Italy demurred from even trying Ocalan on charges of travelling on a false passport and studiously avoided responding to suggestions that it use its right, under international agreements, to try Ocalan in its own courts for crimes

committed elsewhere. Turkey, for its part, had objected vehemently to any attempts to have Ocalan tried elsewhere than Turkey, fearing that the international community had plotted against it and was intending to turn any trial against Ocalan on its head and transform it into a trial against Turkey and its Kurdish policies instead.

In the end no satisfactory solution was found to try Ocalan, and Rome gave him several "gentle hints" that he was a free man and could leave Italy any time he chose. On the other hand, it is known that an "indictment against the Republic of Turkey" was prepared by Ocalan's attorneys while he was in Italy. Although it has never been revealed exactly why this document was prepared or with which court it was intended to be filed, it could be assumed that copies of it are lingering on various desks of the justices of the European Court of Human Rights. At the same time, the prospect lingers that if the European court decides to hear the case in full, many witnesses may be called, including some that Turkey will not be pleased to see taking the witness stand before an international audience.

The European court, if it decides to hear the case, of course offers the two parties involved -- in this case, Ocalan and the Republic of Turkey -- the option of reaching a "friendly resolution" and thus obviating the need for the court to reach an official ruling. The safe bet is probably on this option, with Turkey, after waiting a sufficient time for public opinion to calm down, choosing to reach a "quiet" solution with Ocalan.

L'ONU se donne une semaine pour parvenir à

un accord sur l'Irak

Les Etats-Unis font pression sur le Conseil de sécurité pour parvenir à une nouvelle résolution. Le programme « pétrole contre nourriture » a été reconduit pour une semaine.

La France, dans un geste rarissime, a refusé de prendre part au vote

La résolution américaine reconduisant, pour une semaine seulement, le programme en Irak « pétrole contre nourriture » qui permet de vendre sous contrôle du pétrole pour acheter des produits de première nécessité a été adoptée, vendredi 3 décembre, au Conseil de sécurité de l'ONU. Onze pays ont voté pour, trois se sont abstenus et, dans un geste rarissime, la France a refusé de participer à l'adoption

d'une résolution qui, selon l'ambassadeur français Alain Dejammet, est « délibérément irréalisable ». La Russie, la Chine et la Malaisie, qui se sont abstenues, et la France reprochant aux Américains d'avoir imposé cette résolution afin d'accélérer les négociations sur un projet de nouvelle résolution pour l'Irak. Bagdad, pour sa part, a immédiatement rejeté la résolution comme « diabolique ». L'Irak, qui demande la levée

des sanctions internationales alors que le projet de résolution n'évoque qu'une suspension conditionnelle, avait déjà refusé, le 23 novembre, la reconduction pour deux semaines de ce programme.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Un Conseil de sécurité divisé (la France n'a pas pris part au vote, la Chine, la Malaisie et la Russie se sont abstenues) s'est donné un délai d'une semaine pour arriver à un accord global sur l'Irak. Qu'il soit respecté ou pas, il est désormais évident que les grandes puissances arrivent à la fin d'une partie où tous les coups sont permis désormais. Il est plus que probable que Américains et Britanniques tenteront de mettre au vote leur projet de résolution sur l'Irak dans les sept jours à venir et que d'ici là chacun tentera de faire valoir sa position, par tous les moyens à sa disposition.

Washington utilise désormais le chantage aux relations bilatérales dans le dossier irakien. On entend dire, côté américain, que les pays doivent choisir entre Bagdad et Washington. Cette pression, sauf revirement spectaculaire, aurait écarté la possibilité d'un veto russe. Pourtant, Moscou laisse toujours planer le doute sur ses intentions de vote. La France également. En dépit des pressions, elle refuse d'écarter la possibilité, non pas d'un veto, mais d'une abstention.

L'enjeu est un projet de résolution dit « omnibus » redéfinissant les relations de la communauté internationale avec l'Irak qui subit des sanctions économiques draconiennes depuis près d'une décennie. Cette résolution devrait permettre la « suspension » des sanctions en échange du retour d'inspecteurs en désarmement, absents de l'Irak depuis les frappes

américaines de décembre 1998. Le texte, présenté comme un projet britannique, est en fait le fruit de plusieurs mois de négociations difficiles entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui depuis plusieurs jours déjà se déroulent au niveau ministériel.

UNE NOTE D'OPTIMISME

Pour la première fois depuis des semaines, une note d'optimisme semble poindre à la fois à Paris et à Washington. Le texte que la France considère comme étant « raisonnable et équilibré » n'a pourtant pas, dans son état actuel, l'aval de Moscou. Le problème découle de la « grande méfiance » des Russes à l'égard des intentions américaines. Ils insistent donc pour obtenir des « clarifications ». Il est vrai que le projet est à la fois complexe et ambigu. Pour la diplomatie américaine, confrontée à la fois à un Congrès hostile et à une opinion publique pour qui le régime irakien reste peu ou prou le diable, cette ambiguïté est « constructive ». Pour Moscou, en revanche, les imprécisions du texte pourraient être utilisées par Washington pour ne jamais lever les sanctions.

La résolution stipule en effet que l'Irak devra faire des « progrès » dans le domaine du désarmement pour que les sanctions puissent être suspendues. Les Russes veulent clarifier les critères qui seront retenus et ils demandent que les sanctions soient « de toute façon » suspendues le 1^{er} décembre 2000. Ce que Washington refuse. Par ailleurs, le retour d'experts en Irak nécessite la création d'un nouvel organe de

désarmement pour remplacer la Commission spéciale (Unscm) créée en 1991 et totalement discréditée. Moscou veut s'assurer que cette commission sera prise en main par l'ONU et que les inspecteurs seront ainsi rémunérés par son secrétariat afin de réduire l'influence des gouvernements, au premier lieu Washington.

De même, la Russie souhaite élargir le champ de la suspension des sanctions au trafic aérien et maritime. Ce point ne figure pas dans le projet actuel, mais l'idée est soutenue par la France. Paris, en revanche, refuse comme Londres et Washington de donner suite à une proposition russe pour que le renouvellement de la suspension des sanctions soit automatique et non tributaire d'un vote positif du Conseil. Enfin, les Russes considèrent que l'adoption de la résolution signifierait l'arrêt des bombardements américains et britanniques dans les zones d'exclusion aérienne sud et nord non reconnues par les Nations unies. Washington est d'un autre avis.

Il est essentiel, rappellent sans cesse les Français, que la résolution soit adoptée à l'unanimité. D'éventuelles abstentions russe et chinoise en feraient une lettre morte, car elle serait repoussée par l'Irak qui pourrait s'appuyer sur ces divisions pour refuser l'entrée des inspecteurs sur son territoire. Elle serait encore plus difficile à mettre en œuvre en cas d'une abstention de la France. Toutefois, cette hypothèse semble peu probable. Les Irakiens l'ont bien compris qui accusent désormais ouvertement la France de les avoir « lâchés » au sein du Conseil

de sécurité. Le ministre irakien des affaires étrangères a d'ailleurs annoncé que cela allait « nuire aux intérêts français en Irak ».

NOUVELLES DISPOSITIONS

Sans dévoiler leurs intentions, les Français font valoir que la résolution, même avec les abstentions russe et chinoise, présenterait des avantages considérables pour l'Irak du point de vue humanitaire. De nouvelles dispositions à caractère humanitaire (introduites en grande partie par Paris) entreraient en vigueur dès l'adoption de la résolution, même si l'Irak rejetait le texte. Le projet supprime ainsi en effet le plafond actuel (8,3 milliards de dollars par semestre) sur les ventes de pétrole irakien et réduit le rôle du comité des sanctions où sont bloqués de nombreux contrats importants pour l'Irak, comme pour la fourniture de pièces détachées pour l'industrie pétrolière. Ce comité n'aurait plus, non plus, à se prononcer sur les contrats d'achat par Bagdad de nourriture et de médicaments.

L'adoption de la résolution, même à l'unanimité, ne signifierait en aucun cas la fin des négociations. Au contraire. Des dispositifs jugés « cruciaux » par Washington, comme le mécanisme du contrôle financier des revenus irakiens tirés de la vente du pétrole, ne figurent pas dans le texte. La composition de la nouvelle commission du désarmement et le choix de son président, entre autres choses, resteraient également à définir.

Afsané Bassir Pour

Le Monde

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 DÉCEMBRE 1999

La dynastie Saddam se déchire

LE FIGARO

LUNDI 6 DÉCEMBRE 1999



Le raïs entouré de ses deux fils. A gauche Oudaï, don Juan brutal et maniaque des armes à feu. A droite, Qoussaï. D'un comportement aussi discret que celui de son aîné est outrancier, il est en passe de devenir le chef suprême de la sécurité du pays. (Photo Reuter.)

En négociation depuis des semaines, la nouvelle « règle du jeu » entre Bagdad et l'ONU devrait être fixée cette semaine. Pressé par Washington, le Conseil de sécurité discute une résolution prévoyant la levée des sanctions dès qu'aura été vérifiée « la pleine coopération » de Bagdad pour achever son désarmement. Malgré le compromis « pétrole contre nourriture », la population souffre de plus en plus des sanctions imposées en août 1990 après l'invasion du Koweït. La presse irakienne a prévenu que si la France vote ce texte « il sera logique que les firmes françaises Elf et Total ferment leurs bureaux de Bagdad ».

Bagdad : de notre envoyé spécial Claude Lorieux

Un an après le matraquage de l'Irak dans le cadre de l'opération « Renard du désert », le Conseil de sécurité de l'ONU se débat pour trouver un compromis conciliant la levée des sanctions et le retour d'inspecteurs du désarmement. Précédée par des mois de négociations en coulisse, cette semaine devrait permettre d'aboutir à un accord entre ses membres, soumis aux pressions instantes des États-Unis. Les Américains ont bon espoir d'éviter un veto des Russes, ainsi que des Chinois. Quant aux Français, ils n'ont pas fait connaître leur position.

Mais les concessions obtenues sur le volet humanitaire pourraient leur permettre de voter la résolution, selon des diplomates en poste à l'ONU. Sans attendre un vote, Bagdad menace de pénaliser les entreprises françaises. Neuf ans de sanctions n'ont pas allégé l'emprise de Saddam Hussein, que l'offensive de décembre 1998 débarrassa des inspecteurs du désarmement de l'Unscorm. Sa famille proche continue en revanche d'être secouée de turbulences.

Oudaï, l'aîné de ses fils, s'est marginalisé par ses excès de tous ordres. Victime d'un attentat en décembre 1996, il ne participe pas aux grandes décisions politiques.

Moins outrancier, son frère cadet Qoussaï commande la

garde rapprochée du président. Il est en passe de devenir le chef suprême de la sécurité, position clef dans un pays fragilisé par les rivalités religieuses et tribales.

Saddam Hussein devant tenir compte de l'avis de vieux compagnons, les experts doutent qu'il prépare Qoussaï à sa succession. Mais il a beau tenir la situation en main, ces querelles de famille ne lui facilitent pas la tâche.

Oudaï leur a inspiré de telles frayeurs que les Irakiens assistent, presque soulagés, à la montée en puissance de son cadet, Qoussaï, l'autre fils de Saddam Hussein.

D'un comportement aussi discret que celui de son aîné est outrancier, Qoussaï, 34 ans, est en passe de devenir le chef suprême

de la sécurité du pays. « On ne le voit jamais », remarque un observateur local, qui le décrit comme « le responsable des services », un écheveau de polices secrètes dont les Irakiens, apeurés, hésitent même à évoquer les noms.

La place prise d'abord par Oudaï et ensuite par Qoussaï est l'une des conséquences de la défection en Jordanie, puis de l'exécution en 1996, d'Hussein Kamel, gendre et cousin de Saddam Hussein, et grand architecte des programmes d'armement. Le clan étant gangrené, le rais se reposa encore davantage sur ses deux fils.

Dernièrement, la maladie d'Ezzat Ibrahim Dourri, vice-président du Conseil de commandement de la Révolution (CCR, le cœur du pouvoir irakien), a amené Qoussaï à étendre ses compétences, et en particulier à assumer le dossier de la sécurité dans la capitale, que le rais ne quitte plus guère. Il commande Al Nida, la garde rapprochée du président de la République, dont les effectifs, selon certaines sources, dépasseraient 2 000 hommes. « Vieux compagnon de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim jouait le rôle d'un super-ministre de l'Intérieur. Qoussaï a dû hériter de certaines de ses responsabilités », reprend l'observateur.

Le vice-président du CCR, reconnaissable entre mille à sa chevelure rousse, était particulièrement en charge de la région militaire nord, l'une des quatre du pays. Mais c'est dans le sud, peuplé majoritairement de musulmans chiïtes, que Saddam Hussein envoya son fils cadet lors des émeutes de mars dernier. Qoussaï devait « épauler » son oncle Ali Hassan al Majib, le patron de la zone sud.

Ancien ministre de la Défense puis « Gauleiter » irakien au Koweït occupé (d'août 1990 à février 1991), al Majid a une

réputation avérée de brutalité. La méthode qu'il préconisait pour mater les révoltés avait, selon un expert, l'avantage de la clarté : « Couper des têtes ! ». Tout autant décidé à casser l'émeute, Qoussaï

voulait aussi tenter de rétablir le dialogue avec les chiïtes, qui forment plus de la moitié de la population du pays. Prié d'arbitrer le différend, Saddam Hussein approuva l'approche plus souple de son fils, précise l'expert. Même en Irak, les excès gratuits peuvent nuire à l'efficacité. En soutenant Qoussaï, le chef de l'Etat montrait qu'il en était conscient. Un intellectuel irakien admet que « la réputation de Qoussaï n'est pas mauvaise ».

L'éloignement relatif d'Oudaï procède sans doute de la même logique. Les rares connaisseurs du premier cercle du régime irakien le considèrent comme « sur la touche », voire carrément « brûlé ». Le fils aîné du rais traîne après lui une très sale réputation de maniaque des armes à feu et de don Juan brutal, abusant de son pouvoir pour forcer ses conquêtes. On a attribué à une famille offensée par ses avances grossières à une sœur ou une épouse l'attentat du 12 décembre 1996, dont il sortit infirme. Toujours armé, Oudaï aime faire des cartons sur ce qui l'entoure, une potiche de son salon, ou quelqu'un de son entourage. Il avait naguère blessé par balles plusieurs membres du clan Tikriti, celui de Saddam, et tué, à coups de bâton, un de ses propres gardes du corps. Difficile d'en savoir plus dans cette cité des rumeurs où, comme le dit un diplomate, « ici au moins, on est à l'abri des informations ».

Si son avenir paraît bouché, Oudaï n'en conserve pas moins plusieurs leviers de commande. Chef, sans doute plus théorique qu'opérationnel, des Fedayin de Saddam, un corps paramilitaire fondé en 1994, il est surtout président du Comité olympique irakien, et donc, lui l'infirme, grand maître des sports. Il dirige une chaîne de télévision et plusieurs revues et journaux, dont *Babel* (Babylone).

Oudaï mène ses équipes de façon impitoyable. Un journaliste ou un présentateur, qui a raté son annonce ou dont l'article a déplu, est puni, parfois physiquement. Certains se sont retrouvés dans un centre, non loin de Bagdad, où ils ont été « traités » en proportion de leur faute. Les sportifs de haut niveau sont logés à la même enseigne. Les confessions horribles attribuées à un footballeur vedette réfugié à l'étranger n'ont pas étonné d'anciens employés d'Oudaï.

En multipliant les audiences, le fils aîné de Saddam Hussein tente de faire illusion sur son influence réelle. Intellectuels égyptiens, représentants d'une association japonaise de la jeunesse et ambassadeurs d'Irak de passage se succèdent dans son bureau. Sa télévision et ses journaux en rendent compte à satiété. Le ton changea quand un quotidien arabe, édité à l'étranger, publia un hypothétique « décret présidentiel » annonçant que Qoussaï, le cadet, assurerait l'intérim en cas d'empêchement du chef de l'Etat. *Babel* le prit sur le mode ironique : Saddam ne pouvait être indisponible...

Emportés par le vent de rajeunissement des cadres qui souffle sur le monde arabe - d'Amman à Rabat, sans oublier Damas où Bachar el Assad commence à s'imposer -, des commentateurs voient déjà dans Qoussaï l'héritier de son redoutable père. C'est peut-être aller vite en besogne. Les dictateurs proche-orientaux

n'ont pas pour réputation de programmer leur au-delà. Agé de 62 ans, Saddam Hussein ne s'imagine certainement pas sur le point de « raccrocher ses gants » !

Un vieux routier de l'Irak relève que, malgré les apparences, le rais ne décide pas seul : « Vingt ans de camaraderie lient Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim Dourri, Taher Yassin Ramadan, Tarek Aziz et quelques autres. Le régime irakien est plus collégial que celui de Syrie. Saddam décide en dernier ressort, mais parfois après avoir négocié pendant quarante-huit heures avec ses camarades du Conseil de commandement de la Révolution. » Or, ajoute-t-il, « Saddam sait que s'il désigne Qoussaï pour lui succéder, ses vieux compagnons n'accepteront pas le jeune homme ». « Nous ne diagnostiquons pas de schéma dynastique en Irak », confirme un second observateur.

Un congrès du Baas, le parti au pouvoir, éclaircirait la situation. Il est en gestation lente depuis près de trois ans.

Les élections au parti se sont tenues à la base au cours de l'hiver 1996-1997. Les nouveaux délégués provinciaux, qui passent pour « plus exigeants et plus durs vis-à-vis de l'ONU », ont été connus en juin 1997. La convocation du congrès tarde depuis lors.

Quant au président, « il consulte depuis des mois, en commençant par les militaires et des membres du parti, et en poursuivant avec des universitaires, des magistrats et même des artistes », apprend-on à Bagdad.

« Le Vieux tient encore tout ! », conclut un intellectuel irakien, accompagnant son affirmation du geste du joueur rafiand la mise sur une table de poker.

L'Iran aurait accru son assistance à des groupes « terroristes »

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont la certitude que l'Iran a accru et accéléré son aide financière et logistique à des groupes « terroristes » opposés au processus de paix au Proche-Orient, a rapporté, samedi 5 décembre, le *Washington Post*. Téhéran continue d'envoyer des armes et des explosifs au groupe palestinien intégriste Hamas, au Hezbollah libanais, et joue un rôle dans la coordination d'autres groupes, agissant de manière indépendante et qui prépareraient de nouvelles attaques contre Israël, ou contre des cibles juives à l'étran-

ger, a ajouté le *Post*, citant des responsables « américains et étrangers » proches des services de renseignement.

De son côté, l'Iran a protesté auprès de l'ambassadeur de Suisse à Téhéran, qui représente les intérêts des Etats-Unis, contre le « comportement impoli » des services américains de l'immigration envers une délégation iranienne qui s'était rendue aux Etats-Unis pour participer à un séminaire sur l'islam et la laïcité, a indiqué, samedi 4 décembre, l'agence officielle IRNA. - (AFP)

Iran Is Stepping Up Aid to Mideast Terror Groups, U.S. Concludes

By John Lancaster
Washington Post Service

WASHINGTON — More than two years after the election of a new Iranian president raised hopes of a thaw between Washington and Tehran, the Clinton administration has reluctantly concluded that Iran is increasing the flow of arms and money to terrorist groups in an effort to thwart the U.S.-sponsored Middle East peace process.

According to U.S. and foreign officials with access to classified intelligence, Iran has stepped up shipments of guns and explosives to the Palestinian extremist group Hamas, has coordinated activities among terrorist organizations that traditionally have operated independently and may be plotting attacks on Israeli or Jewish targets abroad.

Iran also is believed by U.S. and Israeli officials to have accelerated its deliveries of arms, including long-range Katyusha rockets, and training assistance to Hezbollah, or Party of God, whose military arm is fighting to oust Israeli forces from the strip of south Lebanon that they occupy as a buffer against attacks on northern Israel.

The intelligence reports, coupled with the inflammatory public statements of Iranian and Hezbollah leaders who met two months ago in Tehran, have raised fears that Hezbollah intends to continue its war against Israel even in the event of a peace agreement between Israel and Syria, which controls Lebanon and permits Hezbollah to operate there as a means of maintaining pressure on Israel.

That apprehension is shared by European allies, U.S. officials said, and was the central topic of discussion during a meeting in Berlin two weeks ago of counterterrorism officials from the seven leading industrial democracies plus Russia — the so-called G-8.

On Sunday, Secretary of State Madeleine Albright left for the Middle East, where Iranian threats to the peace process are likely to be an issue in her discussions with officials from Saudi Arabia and Israel, a senior official said.

The growing body of evidence against Iran is a source of disappointment among Clinton administration officials, who had hoped for a new beginning in U.S.-Iranian relations after the May 1997 election of Mohammed Khatami, a Shiite Muslim cleric and former culture minister who has promoted democratic values and better relations with the West.

"Iranian support for the violent opponents of the peace process has not slackened in the last couple years, and in the last couple of months it has intensified," said a senior administration official who spoke on condition of anonymity.

"For a long time, the peace process has been dormant, and they did not feel that their interests have been threatened," added another senior official. "Now, with talk of achieving a comprehensive peace in the next year, I think there is a real concern in some quarters in Tehran that this will affect their interests, particularly in Lebanon."

Administration officials continue to believe that Mr. Khatemi is a genuine reformer with enormous popular support, particularly among young people.

They say that even if he is aware of Iran's involvement in terrorism, he is probably powerless to stop it. And they note that Iran's principal security services, including its Revolutionary Guards, remain under the control of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, a conservative who favors continued confrontation with Israel and the West.

Against that backdrop, administration officials say they have no plans to change their policy of "containing" Iran through economic sanctions while seeking a dialogue with the Iranian government — an overture Tehran has so far rejected — and promoting "people-to-people exchanges" among academics, athletes and the like.

After a series of setbacks for Mr. Khatemi, including last month's conviction of a liberal cleric, Abdullah Nouri, on sedition charges, administration officials regard the parliamentary elections scheduled for February as a key test of the reformers' ability to wrest power from the hard-liners.

One wild card in their calculations is a classified FBI report, completed last spring, that advances long-held U.S. suspicions of Iranian involvement in the June 1996 bombing of a U.S. military housing complex in Saudi Arabia that killed 19 U.S. servicemen and wounded hundreds of others, according to people familiar with its contents.

Although officials describe the case against Iran as inconclusive, further evidence of Iranian involvement in the Khobar Towers bombing could intensify pressure on the administration to take legal, economic or military action against Tehran.

One of the most disturbing developments in recent months, U.S. officials said, is the growing evidence of active Iranian support for Hamas, the Palestinian group that has carried out numerous suicide attacks against Israel, including a series of bus bombings in early 1996.

"Although they may have had common objectives in the past, there wasn't a direct relationship between Hamas terrorism and Iran, and this seems to have changed over the last 18 months," a U.S. official said.

U.S. officials and their counterparts in the region also have been disturbed by signs that Iran is encouraging the growth of alliances between terrorist groups that traditionally have shunned one another. For example, officials said, there is evidence that Hamas and Hezbollah members are training in Lebanon, under Iranian supervision, in coordination with the Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command, which is headquartered in Damascus and run by Ahmed Jibril, a former Syrian Army captain.

Two weeks ago, Israeli intelligence reported that artillery specialists from Iran's Revolutionary Guards had been dispatched to Hezbollah training camps, sparking fears that Hezbollah might be planning to train long-range guns on Israeli forces, even though Prime Minister Ehud Barak of Israel has said that he wants to withdraw them from south Lebanon by next July.

Hezbollah's lightly armed fighters have customarily used portable Katyusha rockets, rather than artillery pieces, whose use would mark an escalation.

In another worrisome development, a senior U.S. official said, Hezbollah fighters have acquired from Iran longer-range Katyushas that could allow them to strike the suburbs of Haifa, about 40 kilometers (25 miles) from their southernmost positions.

"As long as the Palestinian people exist, so will the fight against the usurpers," Mr. Khamenei, Iran's supreme leader, said during an October meeting in Tehran with the Hezbollah leader Sheikh Hassan Nasrallah, according to the official Iranian news agency.

Hezbollah is a major political party in Lebanon, and U.S. officials make a distinction between terrorism and the struggle against the occupying Israeli forces by Hezbollah fighters in south Lebanon.

But they are worried by intelligence reports suggesting that elements of the group may be gearing up for terrorist attacks abroad, possibly in coordination with Hamas.

Last week, Mr. Barak took the unusual step of warning publicly that Israeli and Jewish targets abroad may be in danger.

"The nightmare scenario for Israel is, you could have a couple car bombs inside Israel at the same time there's an attack on Singapore," a senior U.S. official said.

During the counterterrorism meeting in Berlin two weeks ago, U.S. envoys arrived with briefcases full of intelligence data aimed at persuading European allies that the threat from Iran is growing, according to two State Department officials.

As it happened, however, they need not have worried: British and German counterterrorism officials gave presentations on Iran that were at least as incriminating as the American briefing.

"We were pleased that they had assessed the situation as we had," a State Department official said.

Iran Bristles At Handling of Group in U.S.

By Geneive Abdo
Special to the International Herald Tribune

QOM, Iran — The harsh treatment that a visiting delegation of Iranian clerics said they were subjected to by American immigration authorities last week has angered hard-liners and perplexed reformers here, complicating any attempt at reconciliation between the United States and Iran.

The allegedly heavy-handed treatment has confirmed conservatives' suspicions that U.S. gestures toward Iran are insincere. It has also undermined reformist hopes that the United States was changing its policies on Iran.

Clerics gathered in the home of Asadollah Bayat, a reformist theologian and longtime advocate of civil liberties, wondered why his colleagues were fingerprinted and photographed at the weekend when they arrived at JFK airport in New York.

"Why does the U.S. government treat their guests this way?" asked Hojatollah Bayat, sitting in his living room in this holy Shiite city. "The time for such behavior has passed."

Conservative clerics affiliated with Ayatollah Mohammed Yazdi, Iran's leading ideologue of the conservative establishment, took a big step when they accepted an invitation from John Esposito, the most influential Islamic scholar in the United States. He invited the clerics to attend a seminar on Islam and secularism at Georgetown University in Washington, where he is director of the Center for Muslim and Christian Understanding.

But the Iranian clerics withdrew from the conference after they were fingerprinted and photographed at the airport, standard procedure for Iranians entering the United States. When Americans visit Iran, they are not photographed or fin-



Behrouz Mehri/Agence France-Presse

Iranian students with paper taped over their mouths holding up portraits of Abdullah Nouri, the jailed reformist newspaper editor, during a protest Sunday against the recent ruling condemning him to five years in prison.

gerprinted; they are treated like any other foreigner entering the country.

Mr. Esposito had attempted, but failed, to convince the State Department to waive the usual scrutiny Iranians must undergo. He had invited the delegation as part of the people-to-people exchange that President Mohammed Khatami, a reformist, calls "Dialogue of Civilizations."

"The U.S., with this kind of regulation, makes this kind of dialogue almost impossible," Mr. Esposito said in a telephone interview from Washington.

The New York Times reported that one of the clerics said a U.S. immigration official had made derisive comments when the group said they wanted to pray. When one man raised his hands to signal that it was time to begin prayers, an official said, "Oh, that's what you do when you want to commit suicide," an apparent reference to the theory that a pilot on the EgyptAir flight that crashed recently had prayed and then put the plane into a suicide plunge.

The incident is a major step backward

in behind-the-scenes attempts to restore relations between Iran and the United States, frozen 20 years ago after the Islamic Revolution. Since Mr. Khatami came to power in May 1997 promoting a policy of détente, there has been optimism on both sides for improved relations. But every bit of progress is often negated, primarily because of U.S. actions Iranians believe are inconsistent.

A spokesman for the State Department, James Rubin, stressed Friday that the administration supported the people-to-people exchanges, adding, "We are engaged in active dialogue with the Department of Justice and the INS to try to ensure that we can make the procedures as minimally intrusive as possible."

The Clinton administration also announced Friday that it would waive U.S. sanctions against Iran to allow Boeing to supply parts needed by Iran's national airline.

Iranian state television said of the airport incident: "Once again, the Americans have shown they are not honest in normalizing relations with Iran."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, DECEMBER 6, 1999

Oppose Arms Monitors, Baghdad Warns Paris

Diplomatic Ties and Oil Dealings Are at Stake

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — A few days before the Security Council is expected to vote on a new arms inspection system for Iraq, the government of Saddam Hussein threatened

France on Sunday with retaliation against its diplomats and oil companies if the French supported the new arms plan.

Apparently sensing that they could no longer rely on France, and perhaps Russia as well, to block the resumption of inspections after a year of indecision on

the Security Council and no monitoring in Iraq, the Iraqis have gone on the offensive in Baghdad in articles in the controlled press and in comments from officials.

Western diplomats say that Iraq is, in effect, asking the French and Russians, who have considerable financial interests in Iraq, to choose between potential business deals — and the repayment of Iraqi debts — or good relations with the United States and a number of European countries also pressing for new inspections.

Iraq's deputy prime minister and go-between with the United Nations, Tariq Aziz, spent four days in Moscow last week trying to persuade Russia to hang tough in opposition to the weapons

monitoring plan.

At the end of the visit, Russian officials, including Moscow's United Nations representative, Sergey Lavrov, would say only that they were still studying the draft resolution in the council.

At the United Nations, Western diplomats say that France has been drawing closer to support for the plan, which has undergone many revisions over six months.

The Iraqis began criticizing France in recent weeks for this apparent willingness to join a consensus in favor of new inspections as a key to suspending sanctions on Iraq. But Sunday's shrill attack, in the newspaper published by President Hussein's son Uday, was the most pointed to date.

The newspaper, Babel, said bluntly that Iraq should break off diplomatic relations with France and expel French oil company representatives from Baghdad. Two companies, Elf Aquitaine and Total, have been talking with Iraq about joint development of large oil fields in the south of the country.

Before the Security Council now is a draft resolution that would create a new arms-inspection system for Iraq to replace the United Nations Special Commission, known as Unscm. That body, formed by the Security Council after the defeat of Iraq in the 1991 Gulf War, has not been able to function in Iraq since inspectors were evacuated before British and American bombing raids a year ago this month.

Iraq barred Unscm's return after the air strikes, and the Russians led a harsh campaign against any effort to revive it, including personal attacks on Unscm's chairman, Richard Butler, an Australian arms control expert who resigned in June at the end of his term.

Russia, and to a lesser degree France argued at first for a substantial easing of sanctions against Iraq, imposed after its invasion of Kuwait in August 1990, as an incentive for Iraqi cooperation. The United States and Britain argued that there could be no relief for Mr. Hussein until weapons inspections resumed and the Iraqis were seen to be complying with the inspectors.

The current version of the resolution reflects the American view that there has to be compliance, and that intrusive inspections on the ground must be permitted. But significant differences remain over how to judge Iraqi compliance and in what time frame. There are also disagreements over the powers to be assigned to the chairman of the new inspection commission.

The Iraqi leadership, which has been enraged in recent weeks by short-term extensions of its "oil for food" program that allows the sale of oil to meet civilian needs, has said repeatedly it will never let any kind of inspectors back in unless sanctions are lifted first.

Some Council members say, however, that this may be Iraq's opening position for the hard bargaining that will follow if the resolution passes and Baghdad has to deal with the reality.

If the French, who protested the most recent short extension of the oil-sales plan by not voting at all, support the arms-control resolution, the focus will be fixed on Russia, and perhaps China, either of which could veto it.

MARDI 7 DÉCEMBRE 1999

Le Monde

L'Irak hausse le ton envers la France

LE QUOTIDIEN irakien *Babel*, dirigé par le fils aîné de Saddam Hussein, Oudaï, a affirmé samedi 4 décembre qu'un vote favorable de la France à l'ONU en faveur d'un projet de résolution prévoyant la suspension conditionnelle des sanctions internationales contre l'Irak « sera la goutte qui fera déborder le vase en ce qui concerne les relations irako-françaises ».

L'Irak, qui demande la levée pure et simple des sanctions et non leur suspension, a déjà exprimé son rejet du projet de résolution. Dans ce cas, « il sera logique que les firmes françaises Elf et Total ferment leurs bureaux à Bagdad et perdent ainsi les immenses concessions qu'elles ont obtenues mais n'ont pas encore exploitées », écrit le dernier ambassadeur d'Irak à Paris avant la rupture des relations diplomatiques en 1991, Abdel Razzak El Hachemi. Estimant que le peuple irakien a « beaucoup souffert en raison de la position du gouvernement français à son égard », *Babel* affirme que « les nombreux avantages dont jouissent

les entreprises françaises sur le marché irakien pourraient également prendre fin ».

La France n'a pas rétabli les relations diplomatiques avec l'Irak après la guerre du Golfe, mais elle dispose à Bagdad, sous pavillon roumain, d'une section d'intérêts et d'un poste d'expansion économique.

Les discussions des cinq membres permanents du Conseil de sécurité au sujet de ce projet de résolution devaient reprendre en début de semaine. Le projet de résolution initié par la Grande-Bretagne et appuyé par Washington prévoit que les sanctions seront suspendues après que l'ONU aura constaté « la pleine coopération » de l'Irak et des « progrès » vers l'accomplissement de « tâches-clés » dans son désarmement. La France n'a pas fait connaître sa position, mais elle devrait voter pour la résolution après avoir participé largement à sa rédaction, en particulier sur le volet humanitaire, selon l'avis de certains diplomates. - (AFP, Reuters.)

Talabani : PKK cannot make peace in Turkey and war in Kurdistan

Kurdish Media
Dec 7, 1999

SULEMANI, Kurdistan) (Kurdish Media) - In a reply to a question relating to the PKK, Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, told Sahar TV that "the Kurdistan Workers Party (PKK) is unfaithful to the PUK. The PUK has done a great deal of good for the PKK."

Then Talabani retorted, "but obviously we do not see these as favours; it is our patriotic and nationalistic duties."

Talabani went further by saying that , "We [the PUK] have been through a great deal because of them [the PKK]. The Turkish government took us as enemy and fought against us [PUK] because of them [PKK]. But we have a persistent policy towards them. Our policy is not to corral them and yet not allow them to come and establish military bases in our areas, and attack Turkey from here either."

Talabani, rejected the PKK's pan-Kurdistan concept, "We believe that the PKK is a party of Turkey's Kurdistan, let them go to their own Kurdistan fight there, or promote peace or whatever they want."

It appeared that Talabani was at ease with Ocalan's peace initiative, albeit not directly, "But they cannot call for peace in their own Kurdistan [Northern Kurdistan] and bring war to us." This surely implies that the PKK is soft towards Turkish regime and hard on Kurds!

Talabani was also critical of the PKK for breaching its agreements, "they do not following the agreements that we made with them. In fact, they have not implemented any agreements that they have had with us. We have agreed several times with them on the point that we have a special circumstance. We cannot openly support their military camps or political headquarters in our Kurdistan."

Talabani used the word "openly", implying that he would be ready, if the PKK keeps agreements, to support them otherwise.

Talabani then emphasised that the PUK has no rivalry with the PKK and had this advice for them. "They have to keep the fact in mind that Iraqi Kurdistan has its own circumstances. They must help the people of Iraqi Kurdistan and ask for their permission. They must not only see their own daily naïve goals.

Talabani used "Iraqi Kurdistan's special circumstances several times to justify the fact that the PUK would be ready to help the PKK, but circumstances do not allow.

.....

Kurdish Rebel Wants Turkey in EU

AP - Dec 08, 1999

ANKARA, Turkey (AP) - A convicted Kurdish rebel leader is urging the European Union to take Turkey in as a member, contending the move would quicken human rights' improvements, his lawyers said Wednesday.

Abdullah Ocalan ``believes that Turkey should be taken in without any conditions. It should be given a quick and comprehensive membership,' lawyer Dogan Erbas said.

Erbas met on Monday with Ocalan, who has been sentenced to death for treason, on the prison island of Imrali, where Ocalan is the sole inmate.

The EU is scheduled to discuss whether to formally make Turkey a candidate for membership during a summit meeting in Helsinki, Finland starting on Friday.

Turkey is under pressure from European countries not to hang Ocalan and to abolish the death penalty.

Prime Minister Bulent Ecevit recently signaled that Turkey might abolish the death penalty as a condition of winning EU membership.

But his coalition partner, the far-right Nationalist Movement Party, wants to see Ocalan executed.

Although Turkey has not executed anyone since 1984, there is widespread support for hanging Ocalan, especially among the families of the thousands of soldiers killed in the 15-year fight against his Kurdistan Workers Party.

.....

Turkish forces say kill five Kurdish rebels

DIYARBAKIR, Turkey, Dec 9 (Reuters) - Turkish security forces killed five Kurdish rebels in fighting in the southeastern province of Sirnak, local authorities said on Thursday.

A statement from emergency rule authorities based in the regional capital of Diyarbakir did not say when the troops had clashed with the Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas.

The rebel group, acting on orders from condemned leader Abdullah Öcalan, say it has abandoned its armed struggle for self-rule in the mainly Kurdish southeast and now seek unspecified cultural rights through peaceful politics.

But Turkey has dismissed the new policy as a ploy and has pushed on with operations against the PKK, which it classes as a "terrorist" group.

Turkish media also reported that PKK rebels had killed one soldier in a clash close to the Iranian border in the province of Agri. Turkey frequently accuses Iran of allowing the PKK shelter inside its borders. Iran denies the charge.

The rebels have expressed increasing frustration with Turkey's refusal to respond to their peace gestures and warn that more violence could return if Öcalan is executed.

The European Court of Human Rights has asked Turkey not to carry out the execution until the court has ruled on the rebel leader's appeal. Turkey has not executed anyone since 1984.

.....

Turkey could permit Kurdish-language broadcasting

ANKARA, Dec 14 (Reuters) - Foreign Minister Ismail Cem has said Turkey could allow Kurdish-language broadcasting in a bid to meet European Union human rights criteria, Turkish newspapers said on Tuesday.

Such a move would help Turkey's bid to join the European Union after being declared a candidate last week, he said. The country's poor human rights performance was high among European concerns hindering Ankara's candidacy for the bloc.

"Everyone in Turkey should have the right to broadcast in their own mother tongue," the Hurriyet daily quoted Cem as saying.

"Our government will of course assess this issue. But to start (membership) negotiations Turkey in principle should remove obstacles to democracy and human rights. This is one of them," said Cem. Other newspapers carried similar stories.

Official discussions on granting such rights to Turkey's estimated 12 million Kurds have yielded no result in the past. Authorities refuse Kurdish minority rights, arguing that all Kurds and Turks enjoy equal rights.

A 15-year-old conflict between Turkish troops and Kurdish guerrillas, seeking self-rule in the mainly Kurdish southeast, has killed more than 30,000 people.

The rebel Kurdistan Workers Party (PKK) suffered a body blow earlier this year when their leader Abdullah Öcalan was first captured by Turkish forces and sentenced to death for treason.

The European Court of Human Rights has asked Turkey not to carry out any execution until it has ruled on Ocalan's appeal against his sentence.

Ocalan, in a message from his death row cell, welcomed Turkey's EU candidacy on Tuesday.

'The republic should acknowledge the historical-cultural-social identity of Kurds, who are among its founders,' he said in a written statement issued through his lawyers.

Candidacy for EU membership brought a chance for democratisation in Turkey, Ocalan said. He added that his rebels had never aimed to found a separate state but fought for Kurdish cultural rights.

'We have never been after separatism. We wanted our name, our language and our culture,' Ocalan said.

.....

Ocalan urges change in Turkey's Kurd policy

ISTANBUL, Dec 14 (Reuters) - Condemned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan on Tuesday welcomed Turkey's move towards the European Union, calling for recognition of an ethnic Kurdish identity as part of democratic reforms.

'We need a brand new understanding of democracy,' Ocalan said in a statement faxed by his lawyers to Reuters.

'The republic should acknowledge the historical-social-cultural identity of Kurds, who are among its founders,' he said.

The European Union agreed at a weekend summit to make Turkey a candidate for membership and has urged it to introduce reforms to reach European standards on human rights, minorities and democracy.

Turkey refuses to grant minority rights such as education in their own language to its estimated 12 million Kurds, arguing that to do so would undermine equality among its citizens.

Ocalan was sentenced to death by a Turkish court in June for leading the Kurdistan Workers Party (PKK) in a 15-year armed campaign for Kurdish self rule. More than 30,000 people have died in the conflict.

'We were never after separatism. We wanted our name, our language and our culture,' he said.

The EU decision is likely to make it harder for Turkey to hang Ocalan. The EU commissioner for enlargement Guenter Verheugen said on Tuesday he was confident Ankara would abolish the death penalty 'relatively quickly.'

But the issue has the potential to divide the coalition government, with the right-wing Nationalist Action Party (MHP) eager to see Ocalan dead and unwilling to be seen bowing to pressure from abroad.

MHP leader Devlet Bahçeli on Tuesday criticised the EU for insisting Turkey abolish the death penalty, calling on it to be 'more sensitive.'

Veteran leftist Prime Minister Bulent Ecevit is personally opposed to the death penalty and mindful of European concern.

Since being sentenced to death, Ocalan has offered to bring his guerrillas down from the mountains and make peace with Turkey in exchange for vaguely defined cultural rights.

Ankara has dismissed Ocalan's peace overtures as a cynical bid to save his neck and vows never to negotiate with 'terrorists.'

The European Court of Human Rights has asked Turkey to stay any execution while it rules on Ocalan's appeal against the sentence - a process which could take 18 months.

Ocalan souhaite une candidature sans conditions pour la Turquie à l'UE



ANKARA, 9 déc (AFP) - 9h30 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan souhaite que l'Union européenne (UE) octroi un statut de candidat "sans conditions" à la Turquie lors de son sommet les 10 et 11 décembre à Helsinki, a indiqué un de ses avocats jeudi.

"Ocalan souhaite que la Turquie soit reconnue comme une candidate sans conditions pour une adhésion à pas trop long terme", a précisé à l'AFP Me Dogan Erbas.

"Ocalan pense que l'adhésion de la Turquie à l'UE sera bénéfique pour la Turquie et l'Europe (...) Il estime que la Turquie devrait se conformer aux normes européennes dans tous les domaines avant de devenir un pays membre", a-t-il ajouté.

Dans un entretien publié mercredi par le journal pro-kurde Ozgur Bakis, Ocalan a qualifié l'attitude de la Grèce envers la Turquie avant le sommet d'Helsinki de "politique de chantage visant à empêcher la création d'une réelle atmosphère de paix en Anatolie et en Mésopotamie".

Athènes réclame, pour donner son aval à la candidature turque, que le sommet se prononce sur trois points: l'assurance que l'adhésion de Chypre à l'UE ne sera pas entravée par la Turquie, la reconnaissance par la Turquie de la juridiction de la Cour internationale de justice pour régler les différends bilatéraux, et une "feuille de route" définissant les étapes de la candidature turque à l'UE jusqu'à l'adhésion.

La Cour de cassation turque a confirmé en appel fin novembre la condamnation à mort du chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) pour trahison et séparatisme.

Les pays de l'UE ont appelé Ankara à ne pas exécuter la sentence, soulignant que cela compromettrait ses aspirations à intégrer l'UE. La Cour européenne des droits de l'Homme a demandé au gouvernement turc un sursis à exécution avant qu'elle se prononce sur le fond. Le sort final d'Ocalan doit être tranché par le parlement.

La PKK a lancé en 1984 une lutte armée dans le sud-est à majorité kurde pour la création d'un Etat kurde indépendant. Les violences liées au conflit ont fait quelque 31.000 morts.

Il a récemment annoncé qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, répondant aux appels de son chef pour une solution "pacifique et démocratique" au conflit.



Cinq rebelles du PKK tués lors de combats avec l'armée dans le sud-est

DIYARBAKIR (Turquie), 9 déc (AFP) - 9h29 - Cinq rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors de combats avec l'armée turque dans la province de Simak, à la frontière avec l'Irak, a-t-on annoncé jeudi de source officielle à Diyarbakir (sud-est).

Les combats se sont déroulés mercredi dans la région de Guneycam, selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

La Cour de cassation turque a confirmé le 25 novembre la peine de mort à l'encontre le chef du PKK, Abdullah Ocalan, condamné fin juin pour trahison et séparatisme.

Ocalan a entre-temps ordonné au PKK de se retirer du territoire turc à partir de septembre et d'arrêter la lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a rejeté ces appels à la paix comme de la "propagande" et s'est dite déterminée à pourchasser le PKK, tant que ses militants ne se rendraient pas.



Ecevit s'engage sur l'abolition de la peine de mort, sursis pour Ocalan



ANKARA, 11 déc (AFP) - En s'engageant samedi face à l'Union européenne à tenter de faire abolir la peine de mort dans son pays "aussi vite que possible", le Premier ministre turc Bulent Ecevit a enclenché un processus délicat qui va sans doute sauver la tête du rebelle kurde Abdullah Ocalan.

Même si M. Ecevit a pris soin de préciser qu'il ne se plaçait pas sur un "plan individuel", le premier enjeu d'une telle abolition est de faire échapper à la corde le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme.

Les avocats d'Ocalan ont ainsi demandé samedi à Ankara que l'abolition de la peine de mort soit la première réforme après la déclaration officielle de la candidature de la Turquie au sommet européen d'Helsinki.

"Maintenant que la Turquie a déclaré son adhésion aux critères de Copenhague, l'abolition de la peine de mort devrait être la première réforme à entreprendre", a déclaré Me Dogan Erbas à l'AFP.

Le Premier ministre s'est toujours déclaré "à titre personnel" opposé à la peine de mort, qui n'a d'ailleurs pas été exécutée en Turquie depuis 1984, un moratoire de fait.

Mais il devra, pour obtenir son abolition, convaincre en premier lieu son partenaire gouvernemental d'extrême droite, le parti de l'Action nationaliste (MHP), devenu le deuxième parti au parlement après les élections d'avril en faisant campagne sur le thème: "Pendez Ocalan".

Plusieurs responsables du MHP se sont prononcés récemment encore pour une pendaison rapide du chef rebelle, mais le chef du parti, l'ambitieux Devlet Bahçeli, a mis une sourdine à ce discours et amorcé en douceur un virage sur ce thème.

Il faudra ensuite qu'un projet de loi soit soumis au parlement et voté, par une majorité des députés, et le résultat n'est pas joué d'avance, car bon nombre d'entre eux peuvent craindre une réaction de leur électorat.

Il faudra aussi que le cas Ocalan traîne assez longtemps pour laisser à ce processus le temps d'aboutir.

Mais sur ce plan, la Turquie a manifesté qu'elle n'était pas pressée de porter le cas du chef du PKK devant le parlement, qui tranche en dernier ressort sur toute condamnation à la peine capitale, consciente que sa pendaison réduirait à peau de chagrin ses aspirations européennes.

Cela est encore plus valable après le sommet d'Helsinki qui lui a offert le statut de candidat. La Turquie est maintenant appelée à respecter les critères en vue d'une adhésion, même si les négociations ne doivent pas s'ouvrir immédiatement, et en particulier ceux portant sur le respect des droits de l'Homme et le traitement de sa minorité kurde.

Ankara va très certainement attendre la décision de la Cour européenne de Justice de Strasbourg, saisie par les avocats d'Ocalan après la confirmation en appel de la condamnation de leur client, et qui lui a demandé de surseoir à l'exécution en attendant qu'elle décide sur le fond.

Cela laisse encore un, voire deux ans à M. Ecevit. Soit du temps pour persuader le pays que ses intérêts européens passent avant le désir de vengeance des familles dont les fils ont été tués lors des 15 ans de conflit armé menés par le PKK dans le sud-est à majorité kurde, qui ont fait au total 31.000 morts, dont une majorité de Kurdes.



La Turquie se félicite de l'acceptation de sa candidature à l'UE

ISTANBUL (AP) -- La Turquie a salué samedi comme une victoire l'acceptation officielle par les Quinze de sa candidature à l'entrée dans l'Union européenne, même si des conditions strictes y sont attachées.



"C'est un jour historique pour la Turquie", a commenté samedi le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem. "Enfin candidat!", titrait le quotidien *Turkiye*.

Les dirigeants turcs ont hésité quelques heures avant d'accepter l'offre européennes et n'ont pris leur décision qu'après la visite de Javier Solana, le chef de la Politique étrangère et de sécurité commune (PECS) de l'UE, qui s'est rendu vendredi à Ankara pour discuter des termes de cette proposition.

"Nous avons vu et compris qu'il ne peut y avoir d'Europe sans la Turquie, ni de Turquie sans l'Europe", a déclaré le Premier ministre turc Bulent Ecevit, avant de partir au conseil européen d'Helsinki.

La proposition stipule que la Turquie doit améliorer son bilan en matière de droits de l'Homme, résoudre son conflit avec la Grèce et participer à l'unification de Chypre avant que les négociations pour son intégration à l'UE ne soient engagées. Samedi, Javier Solana a précisé que les chances d'adhésion de la Turquie seraient compromises si la peine de mort prononcée contre le leader séparatiste kurde, le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan était exécutée.

Dans un communiqué, les rebelles d'Ocalan ont d'ailleurs souligné samedi que la Turquie devait désormais se conformer aux règles de l'Union européenne.



Hospitalisation d'une Allemande membre du PKK en grève de la faim



ANKARA, 13 déc (AFP) - 15h07 - Une Allemande qui purge une peine de 15 ans de prison en Turquie pour avoir combattu dans les rangs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a été hospitalisée lors d'une grève de la faim pour réclamer son transfert dans une autre prison, a rapporté lundi l'agence Anatolie.

Eva Juhnke, 35 ans, est actuellement détenue dans la prison à haute sécurité de Sivas (centre) et a entamé une grève de la faim il y a deux semaines.

Elle avait été condamnée en septembre 1998 par la justice turque pour appartenance à une "organisation terroriste" et sa peine avait été confirmée par la Cour de cassation en mars dernier.

Juhnke, qui refusait dans un premier temps d'être soignée, s'est laissée convaincre par les autorités pénitentiaires, a indiqué Anatolie, sans préciser quand elle a été hospitalisée.

Selon son médecin, cité par l'agence, ses jours ne sont pas en danger mais elle "avance vers un état critique".

L'ambassade d'Allemagne à Ankara n'était pas en mesure de confirmer cette hospitalisation.

Le 1er décembre, on avait indiqué de source diplomatique allemande qu'elle voulait être transférée à la prison d'Usak (ouest) car elle avait besoin de changer d'environnement pour surmonter la "monotonie" de la vie en prison.

Juhnke a déjà changé deux fois de prison avant de venir à Sivas, selon cette source.

Elle avait été capturée par un groupe kurde allié à Ankara dans le nord de l'Irak en 1997 et remise aux forces de sécurité turques.

Juhnke, originaire de Hambourg, a admis s'être engagée aux côtés des rebelles et avait appelé à la libération du Kurdistan dans sa défense.

Elle est la première occidentale à avoir été reconnue coupable d'appartenance au PKK par un tribunal turc.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde en vue de créer un Etat kurde indépendant. Quelque 31.000 personnes sont mortes dans ce conflit.

Le chef du PKK Abdullah Ocalan a été condamné en juin à la peine capitale pour séparatisme et trahison, peine confirmée le 25 novembre par la Cour de cassation.

La Turquie candidate à la candidature

Claude Lorieux

Entre l'Union européenne et les Turcs, même les plus pro-européens, les tabous sont rares. Mais ils n'ont pas disparu. Entre l'Union européenne et les Turcs, même les plus pro-européens, les tabous, pour être rares n'en ont pas moins la vie dure. Interrogé au terme d'un débat amical sur les aspects les plus controversés du dossier, Chypre, les droits de l'homme, la question kurde etc, un habile défenseur de l'adhésion se cabre à l'évocation du rôle prééminent de l'armée en Turquie. « Sur de grandes questions comme l'intervention à Chypre en 1974, les militaires ont suivi le gouvernement civil. À la différence des Latino-Américains, nos officiers ne forment pas une caste privilégiée. Le mandat du commandant en chef est de quatre ans au maximum, rétorque-t-il avant de conclure, agacé : Les Turcs font confiance à l'armée pour préserver la laïcité et l'ordre constitutionnel. »

Si elle y entrait aujourd'hui, la Turquie serait le seul pays de l'Union européenne dont le ministre de la Défense est subordonné au chef d'état-major des armées. Dans un club dé-

mocrate comme l'UE, cela ferait désordre.

Les réactions populaires sans précédent à l'impérite de l'institution militaire au lendemain du tremblement de terre du 17 août ont signalé au monde que le paysage politique turc n'était plus immuable. L'avocat d'Ankara s'en réjouit. « Avec le temps, précise-t-il, le rôle de l'armée sera plus limité et mieux expliqué, mais il ne va pas disparaître. » Les Quinze ne jugent sans doute pas ce problème prioritaire, mais il resurgira un jour ou l'autre. Un représentant de la presse turque classe d'ailleurs « les généraux » au nombre des catégories socio-professionnelles « ayant intérêt à refuser l'Union européenne ».

Les militaires se trouveront, selon lui, dans la même tranche que « certains hommes politiques en place depuis vingt ans, les profiteurs d'un trafic de drogue qui pourrait tout, les féodaux du sud-est ou encore des hommes d'affaires qui produisent peu et ne paient pas d'impôts ». Pour cet observateur sans complaisance, « il sera très difficile de changer le système », à moins que la société civile ne confirme la percée réalisée au lendemain du séisme. Une al-

liance des pro-européens s'impose donc.

L'admission à la candidature, que les Turcs espèrent obtenir à Helsinki, implique des contraintes, dont le sommet de Copenhague dressa la liste en 1993. Les démocrates européens, ceux du parlement de Strasbourg surtout, attendront Ankara au tournant : sur les droits de l'homme et en particulier ceux des populations kurdes du sud-est anatolien.

Le sort d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK (parti kurde) condamné à mort pour trahison, sera déterminant. En se prononçant publiquement, la semaine dernière, pour « l'abolition de la peine de mort, (qui) n'est pas conciliable avec l'appartenance à l'Union européenne », le premier ministre Bulent Ecevit a fait un geste remarqué. Il lui reste à forcer la main de ses partenaires de la coalition gouvernementale. Le parti nationaliste MHP fit campagne pour la pendaison d'Ocalan, « le tueur de bébés », comme l'appelait la presse turque lors de sa capture.

En Turquie, les pro-européens comptent sur l'adhésion pour accélérer le rythme de réformes dont plusieurs sont déjà engagées. Un éditorialiste s'in-

quiète toutefois des « résistances de partisans acharnés du régime issu du coup d'État de 1980 ». « La Turquie, poursuit-il, doit se préparer. L'acquis communautaire » totalise 110 000 pages. La presse essaie de dresser l'inventaire de ce qui nous attend dans les domaines législatif et, bien sûr, économique. »

Les dépenses de la guerre du sud-est et

le déficit des finances publiques sont les plaies de l'économie turque.

« À condition de voir la lumière au bout du tunnel, nous sommes capables de supporter l'obscurité », souligne un intellectuel turc. Renvoyés dans leurs buts par le sommet de Luxembourg, en 1997, les Turcs supporteraient mal d'être éconduits à Helsinki. Ils n'attendent pas une réponse par oui ou par non. La formulation de la réponse des Quinze, tout spécialement la présentation des conditions à remplir jusqu'à l'ouverture des négociations, sera donc capitale. Encore faut-il que les Européens et les Turcs mettent au point un langage commun. Jusqu'à présent, ils n'y sont pas parvenus.

LE FIGARO VENDREDI 10 DÉCEMBRE 1999

A Ankara, l'Union européenne a pignon sur rue

Ankara : Éric Biégala

La Turquie n'est peut-être pas encore dans l'Europe, mais l'Europe, elle, est déjà en Turquie, sous la forme de son « ambassade ». Stricto sensu bien sûr la « représentation de la Commission européenne » d'Ankara n'est pas une ambassade, n'empêche que le chef de délégation, la Britannique Karen Fogg, depuis juillet 1998, a rang d'ambassadeur et que ses missions s'apparentent de très près à celles normalement dévolues aux représentants des États.

L'Union européenne entretient ainsi 115 délégations de par le monde : parfois de simples antennes d'information, parfois de

véritables missions diplomatiques. Celle d'Ankara est l'une des plus spécifiques, la Turquie étant le seul pays non-membre de l'UE à avoir signé une union douanière avec elle.

« Nous essayons de faire sauter les obstacles à la mise en œuvre de l'union douanière, explique Oskar Benedikt, en charge de l'économie au sein de la représentation. Par exemple aujourd'hui, chaque cadre d'une entreprise turque inscrite au registre du commerce peut obtenir un visa pour l'Europe. Au début, ça n'était pas évident. » Ça l'était d'autant moins que les relations turco-européennes n'étaient pas au beau fixe.

Au moment où l'union douanière entrait en vigueur, début 1996, les marines turque et grecque se retrouvaient en effet à

deux doigts d'un affrontement armé en mer Égée. Résultat : la Grèce bloquait l'enveloppe de 375 millions d'euros et le prêt de 750 millions de la Banque européenne d'investissement (BEI) qui accompagnaient le traité d'union.

Pire peut-être : pratiquement au même moment, le Parlement européen donnait une sorte de « directive » à la représentation d'Ankara : « interdiction absolue d'octroyer le moindre euro au gouvernement turc, seules les ONG pourraient en profiter. »

Car à côté de l'enveloppe « union douanière », la Turquie bénéficie également d'un don européen de 375 autres millions d'euros au titre de la coopération pour 1996-99. Une cinquantaine de projets sont ainsi en cours, finançant le traitement des

eaux usées dans une région, des séminaires sur l'amélioration des droits de l'homme dans une université, les activités d'une association de protection des consommateurs, ou la modernisation de la formation professionnelle du pays.

« En fait, il était difficile de suivre les mots d'ordre du parlement : en Turquie, les ONG capables de gérer pareils budgets n'existent pas. », indique l'un des responsables de l'antenne d'Ankara.

Les nouvelles directives de l'Assemblée strasbourgeoise, qui préconisent aujourd'hui d'aider essentiellement l'est et le

sud-est du pays à majorité kurde, risquent à nouveau de manquer leur objectif. « On nous demande de bâtir des programmes d'éducation dans le sud-est, mais c'est dans les banlieues d'Istanbul ou d'Ankara que le problème est le plus criant ».

Les deux questions sont liées : souvent chassés de leurs villages par l'armée, plusieurs millions de paysans kurdes du sud-est anatolien s'entassent aujourd'hui dans les banlieues des grandes villes.

En fait, la politique n'est jamais bien loin, et l'essentiel des activités de l'ambassadeur Fogg tient dans ces longues

séances d'explications dans les universités, auprès des chefs d'entreprises, ou des dirigeants politiques. « Le pire moment, se souvient Karen Fogg, a été quand Abdullah Ocalan cherchait refuge en Europe à l'automne 98, certaines personnes ne souhaitaient même plus me recevoir. »

Les relations sont restées houleuses jusqu'aux législatives du printemps dernier. La consultation a d'ailleurs vu une surprenante montée de l'extrême droite, que nombre de commentateurs attribuaient alors au désamour européen. Une époque où l'« ambassade » se faisait toute petite.



Irak : l'accord « pétrole-vivres » reconduit pour six mois

Après plusieurs semaines de discussions sur l'avenir politique de l'Irak, le Conseil de sécurité des Nations unies a reconduit vendredi pour six mois le programme « pétrole contre nourriture », qui permet à Bagdad de vendre pour 5,2 milliards de dollars de pétrole par semestre afin d'acheter des vivres, des médicaments et des produits de première nécessité.

« L'Irak a commencé à conclure ses premiers contrats pétroliers avec des compagnies étrangères et à les soumettre au Comité des sanctions de l'ONU pour qu'il les approuve. Nous espérons reprendre le chargement du brut irakien entre le 15 et le 17 décembre », a déclaré hier un responsable du ministère du Pétrole. L'Irak avait suspendu toutes ses exportations de brut depuis le 23 novembre pour protester contre des prolongations de ce programme par l'ONU (successivement de deux semaines puis d'une semaine), périodes que Bagdad jugeait totalement « irréalistes ».

Il avait demandé une reconduction pour six mois. Après la suspension des exportations irakiennes, les prix du brut avaient atteint des sommets, approchant les 26 dollars le

baril. En anticipation d'un vote positif de l'ONU, le prix du brut a baissé vendredi sur le marché de Londres, le baril de pétrole Brent s'échangeant à 24,79 dollars, contre 25,01 jeudi. Selon des sources diplomatiques à Bagdad, l'Irak a demandé à ses clients de se tenir prêts à envoyer des pétroliers aux terminaux de Mina al-Bakr (au sud, sur le Golfe) et de Ceyhan (en Turquie, sur la Méditerranée), pour entamer le chargement.

L'Irak exporte entre 2 et 2,3 millions de barils par jour. Il vient d'inaugurer un projet augmentant de 70 000 barils/jour la production des champs de Kirkouk (nord), dont la production débouche à Ceyhan via l'oléoduc irakoturc. Selon l'ONU, l'Irak a exporté au cours du sixième semestre du programme humanitaire, expiré le 24 novembre, quelque 389,6 millions de barils d'une valeur estimée à 7,4 milliards de dollars, dont près de 45 % ont été exportés vers l'Europe et 39 % aux États-Unis.

Pendant ce sixième semestre, le Conseil de sécurité avait autorisé l'Irak à porter exceptionnellement ses revenus pétroliers à 8,3 milliards

de dollars, pour tenir compte de la hausse du prix du brut.

Le Conseil de sécurité doit se réunir aujourd'hui pour voter un projet de résolution britannique global, alors que des divergences opposent ses cinq membres permanents. Le projet prévoit que les sanctions économiques imposées à l'Irak en 1990, à la suite de l'invasion du Koweït, seront suspendues par périodes renouvelables de 120 jours, si Bagdad « coopère pleinement » avec un nouvel organisme de désarmement.

La Russie a déposé des amendements visant à rendre plus précis les critères de suspension des sanctions, craignant qu'Américains et Britanniques ne reconnaissent jamais la coopération de l'Irak. Le journal officiel irakien *Al-Joumhouriya* a répété hier que l'Irak n'accepterait jamais cette résolution. Cette publication a en outre réclamé « une levée immédiate et sans conditions de l'embargo ».

As-Saoura, organe du parti Baas au pouvoir, a pour sa part averti que « le Conseil de sécurité perdrait toute crédibilité s'il acceptait le projet britannique ».

AFP

HELSINKI L'élargissement de l'Union européenne à bride abattue

La Turquie s'amarre au Vieux Continent

Le Conseil européen d'Helsinki s'est achevé samedi. Il a posé la première pierre d'une défense européenne commune et accepté sept nouveaux pays candidats à l'adhésion, dont la Turquie, ce qui fixe à treize le nombre total des prétendants. Une réforme a aussi été lancée pour adapter les institutions de l'Union à cet élargissement massif. Celle-ci devra être conclue en décembre 2000 sous présidence française.

**Helsinki :
de nos envoyés spéciaux
Baudouin Bollaert
et Pierre Bocev**

Le sommet d'Helsinki restera dans les annales comme celui qui a ouvert les portes de l'Union européenne à la Turquie. Ce pays, dont moins de 10 % du territoire est situé sur le Vieux Continent, a désormais le statut de treizième candidat officiel à l'adhésion. Les Quinze n'ont fixé aucune date sur l'ouverture des négociations avec Ankara.

Les experts bruxellois ne les envisagent pas avant cinq ans, le temps pour les Turcs de

remplir certains critères « démocratiques » incontournables. Mais, d'ores et déjà, le gouvernement pourrait abolir la peine de mort, ce qui laisse supposer la non-exécution du chef indépendantiste kurde Ocalan.

Pour Jacques Chirac, la Turquie est européenne par « son histoire, sa géographie et ses ambitions ». Il s'est donc réjoui du résultat d'Helsinki. Après avoir remercié les Grecs pour leur « ouverture d'esprit », le chef de l'Etat a souligné « la vision stratégique qui permet d'arrimer la Turquie à l'Union européenne à égalité de droit et de devoir avec les autres candidats ».

Au cours du déjeuner qui a

réuni, en clôture du sommet, les dirigeants des quinze pays membres et des treize pays qui attendent leur billet d'entrée, le premier ministre turc Bülent Ecevit n'était pas le moins heureux. Arrivé dans la matinée d'Ankara pour l'événement, il a tenu une conférence de presse des plus optimistes.

« La voie est ouverte vers une adhésion pleine, a-t-il affirmé, même si je suis bien conscient qu'il y a du chemin à accomplir. »

Après avoir rappelé que le « terrorisme » ne facilitait pas sa tâche, il s'est déclaré « convaincu » que son pays adhérerait « dans une période de temps bien plus courte que prévu » à l'UE grâce aux réformes qu'il allait poursuivre.

Vendredi, les Quinze avaient dû faire des concessions à la

Grèce sur la question de Chypre (la partition de l'île n'est plus un préalable à son adhésion) et le différend en mer Egée (l'arbitrage éventuel de la Cour internationale de La Haye est souhaité) pour qu'elle accepte de donner à la Turquie un statut de candidat officiel.

Ils avaient ensuite dépêché à Ankara leur « M. diplomatie », Javier Solana, afin de convaincre le président Demirel et le premier ministre Ecevit d'approuver le compromis proposé. A un moment, ces derniers ont semblé hésiter. Mais les arguments de Javier Solana, ajoutés à plusieurs coups de téléphone entre Helsinki et Ankara, ont permis l'accord final assorti d'aides économiques.

Tout le monde semble aujourd'hui content. Les Turcs, parce qu'après deux ou trois camouflés, ils obtiennent enfin ce titre de candidat après lequel ils couraient depuis 1963. Les Grecs, parce qu'ils ont obtenu les garanties exigées. Les Quinze, enfin, parce que la détente gréco-turque, née dans l'émotion du séisme d'Izmir, se poursuit.

Mais, comme toujours, le plus dur reste à faire...

FRANCE-TURQUIE

Le parrain extradité

Adrien Jaulmes

C'est étroitement escorté par quatre membres d'Interpol que le mafieux turc Alaattin Cakici a retrouvé son pays natal, dans la nuit de lundi à mardi. L'important dispositif policier qui avait été déployé à l'aéroport d'Istanbul, malgré l'heure tardive, était à la mesure d'un personnage aussi inquiétant que singulier.

Soupçonné d'être impliqué dans quelque 41 exécutions et assassinats commis à Istanbul et à Ankara, dont celui de sa propre femme, il est arrêté en août 1998 à Nice par la police française. Membre des « Loups gris », une organisation paramilitaire d'extrême droite proche des services de renseignements turcs, Alaattin Cakici n'est pas un truand ordinaire. La suite des événements va le démontrer amplement.

Quelques semaines après son arrestation, une série de mystérieux enregistrements rendaient publics les liens du parrain turc avec le gouvernement de coalition du premier ministre Mesut Yilmaz. De sombres affaires d'argent blanchi sur fond de trafic de drogue, d'affairisme et de guerres occultes entre services secrets remontent alors à la surface et contraignent le gouvernement turc à la démission.

D'abord placé en isolement à la prison des Baumettes, à Marseille, celui que la presse turque surnomme « le parrain des parrains » se sent menacé, et refuse son extradition vers la Turquie. Ses avocats dénoncent le caractère politique d'une extradition vers un pays où il risque la peine de mort. En pleine affaire Ocalan, le gouvernement français, embarrassé, attend d'Ankara des garanties sur le sort du mafieux avant de signer un décret d'extradition.

La situation semble bloquée jusqu'à

ce que, soudainement, Alaattin Cakici change d'avocat, et demande à la justice française d'autoriser l'extradition qu'il refusait jusqu'alors. Maître Vergès, son nouveau défenseur, saisit la Cour européenne des droits de l'homme, et invoque le droit de son client à être jugé dans des délais raisonnables. Selon l'accord passé entre la France et la Turquie, le chef mafieux ne comparaitra que pour des faits n'entraînant pas la peine de mort, et ne sera notamment ni jugé pour le meurtre de sa femme, ni pour celui de l'un de ses anciens lieutenants et de trois autres personnes.

Même s'il est passible d'une condamnation allant de 27 à 67 ans de prison, Alaattin Cakici ne devrait plus risquer la peine capitale en comparaisant devant un tribunal turc. Mais des questions subsistent. La coïncidence de dates entre le subit revirement de M. Cakici et l'arrivée au pouvoir en Turquie d'un gouvernement de coalition dans lequel figuré l'extrême droite est pour le moins troublante. La chute du précédent gouvernement a déjà mis à jour les liens les plus troubles entre l'inquiétant mafieux et les milieux politiques turcs. Le dossier reste explosif.

TURQUIE L'inflation frôle les 65 %

LE FIGARO

MARDI 14 DÉCEMBRE 1999

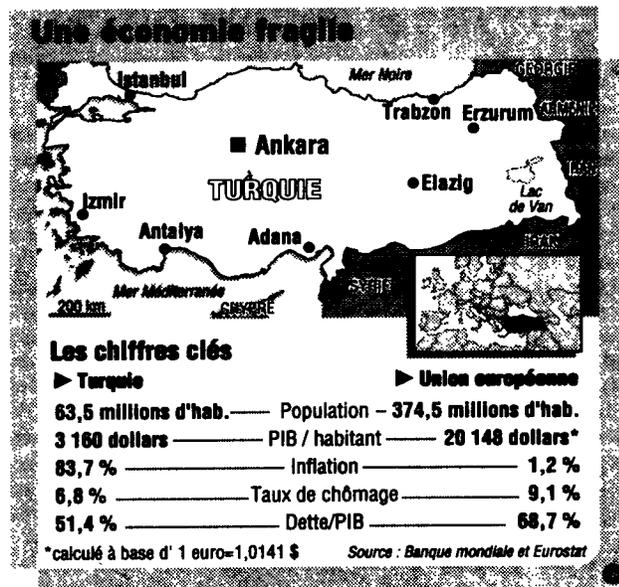
Le rattrapage des Quinze sera difficile

Marie-France Calle

Annoncée officiellement par les Quinze au sommet européen d'Helsinki, samedi dernier, la candidature de la Turquie à l'Union européenne dérange. Certains Européens, bien sûr, mais aussi quelques Turcs. Même si les milieux politiques d'Ankara, unanimes, exprimaient hier leur satisfaction.

La Bourse d'Istanbul a, pour sa part, salué la décision des Quinze en ouvrant en hausse hier. La perspective pour la Turquie de signer un accord stand-by avec le Fonds monétaire international (FMI) avant la fin de l'année a contribué à doper les marchés. Aux termes de cet accord, le pays recevrait une manne de 4 milliards de dollars. Les mesures récemment annoncées par la Banque centrale turque pour juguler l'inflation galopante (elle s'est chiffrée à 64,6 % en glissement annuel en novembre 1999) ont également rassuré les investisseurs. Mais ce chiffre en dit long sur le chemin qui reste à parcourir : au sein de la zone euro, l'inflation moyenne est de 1,4 % !

Pour Jean Garrigues, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), il y a un « hiatus



entre l'optimisme des investisseurs, notamment étrangers, et l'analyse que l'on peut faire de l'économie turque sur le plan structurel ». Le gouvernement d'Ankara a eu beau voter, au printemps dernier, un train de mesures visant à réformer le système bancaire, les retraites, la sécurité sociale, il faudra beaucoup de temps pour les mettre en œuvre.

L'expert de la CDC estime, en tout cas, que la Turquie est bien loin de satisfaire aux critères de Maastricht. Si loin qu'il lui fau-

dra peut-être une génération pour y parvenir. « On est dans le schéma italien des années 80, celui de l'Italie avant l'euro... Les comptes extérieurs sont excessivement dégradés, surtout depuis la crise russe. La Turquie avait des échanges importants avec l'Est via la mer Noire. Sans parler des échanges souterrains », difficiles à quantifier mais fort rémunérateurs. Le plus inquiétant, c'est justement qu'aujourd'hui l'économie grise ne suffit pas à redresser la barre,

comme elle l'avait fait lors de la récession de 1994.

Bref, le tableau est plutôt sombre, et les séismes qui ont secoué la Turquie à plusieurs reprises depuis l'été n'ont rien arrangé. Au-delà du drame humain que cela a représenté, c'est le cœur industriel de la Turquie qui a été touché avec le tremblement de terre d'Izmit, en août dernier. Le sud-ouest du pays, où s'est concentré le désastre, comptait pour 34,5 % du PIB turc et accueillait 45 % de la population. Les catastrophes naturelles de cet été pèseront en tout cas très lourd sur les finances publiques.

Ce n'est pourtant pas la crainte qu'Ankara ne soit pas à la hauteur sur le plan économique qui chagrine ou inquiète en Europe, c'est bel et bien son « identité culturelle ». Les Turcs, de leur côté, expriment quelque méfiance devant la porte entrouverte par l'UE.

Hier, Ismail Cem, le ministre turc des Affaires étrangères, a admis que la Turquie n'était pas un « candidat ordinaire ». Et il a ajouté que son pays « était déterminé à adhérer à l'Europe avec un objectif : faire la synthèse entre l'Occident et l'Orient, la Chrétienté et l'Islam ». Une gageure !

De son côté, Hasan Unal, professeur en relations internationales à l'université Bilkent d'Ankara, ne cache pas son amertume : « L'UE essaie juste d'avoir un moyen de pression sur la Turquie pour lui dicter ce qu'il faut faire et la garder sous contrôle. »

IRAN

COURRIER INTERNATIONAL N° 475

DU 9 AU 15 DÉCEMBRE 1999

Les conservateurs provoquent, la société résiste

Réformateur et ancien ministre de l'Intérieur, Abdollah Nouri vient d'être condamné par un tribunal religieux spécial à cinq ans de prison pour offense à l'islam. Cette affaire porte un coup dur à la société civile. Et le feu couve sous les cendres.

ASSR-E-AZADEGAN

Téhéran

Les cercles dirigeants à Téhéran pensent que si Abdollah Nouri ou le théologien réformateur Mohsen Kadivar sollicitaient le pardon de la justice, ils seraient graciés. Mais,

en fait, c'est à ceux qui détiennent l'appareil judiciaire en Iran qu'il revient de se faire pardonner. Car c'est dans l'illégalité qu'ils éliminent de la scène sociale, les uns après les autres, les réformateurs et autres têtes pensantes de ce pays. Le seul délit des personnalités poursuivies est d'avoir exprimé leurs opinions.

La conquête du prochain Parlement [les élections sont prévues en février 2000] est stratégique pour les conservateurs. L'élimination de personnalités comme Nouri, Kadivar et d'autres devient ainsi indispensable dans cette stratégie ! Certains sont envoyés en prison, d'autres seront

écartés grâce à l'intervention de la Commission de surveillance et d'approbation [qui détermine l'éligibilité des candidats aux élections législatives], afin de paver pour la droite le chemin du Parlement une sixième fois depuis la création de la République islamique. L'éventualité de trouver Abdollah Nouri à la tête du Parlement était devenue un cauchemar pour les conservateurs.

L'ARRESTATION DE NOURI N'EST PAS LA FIN DE L'HISTOIRE

Le projet de "Moharram*" est toujours en vigueur. Depuis huit mois, quatre quotidiens (*Zan, Salaam, Neshat* et *Khordad*) ont été interdits de publication. Lors d'une chaude nuit de juillet, à la suite de l'interdiction du journal *Salaam* et d'une machination organisée par les extrémistes, l'université de Téhéran a été attaquée et les étudiants réprimés, pour contraindre l'Université à se soumettre. Après ces événements san-

glants, au lieu de poursuivre en justice les "chauves-souris" impliquées dans l'incident, les étudiants tabassés se sont retrouvés condamnés à de longues peines de prison. Dans la même logique, depuis le printemps dernier, différents journalistes de la presse réformatrice ont été condamnés et sont en prison afin de servir d'exemple aux autres.

La deuxième phase de ce projet consiste à semer le trouble et à étendre la répression à l'ensemble de la société civile. A l'heure actuelle, il faudrait que le mouvement soit conscient que tout rassemblement ou action donnerait l'occasion aux conservateurs et aux partisans de la violence d'imposer un système militaire-sécuritaire. Il est possible que la lourde condamnation de Nouri soit une provocation pour exacerber les tensions et pousser à la violence. Toute contestation de masse servirait les buts de ceux qui mèneront la répression.

L'emprisonnement de Kadivar, Nouri, Chamss-ol Vaézine (directeur du quotidien *Neshat*) fait partie du prix que la société civile iranienne paie pour parvenir à la démocratie et à la liberté. Chaque citoyen a le droit de décider pour lui-même. Toutefois, nous n'avons pas le droit de pousser d'autres figures emblématiques de la société iranienne sur le devant d'une scène dont les règles du jeu sont déterminées par les partisans de la violence. L'arrestation de Nouri ne marque ni la fin de l'Histoire ni l'anéantissement de la société civile.

Il nous faut persister à défendre l'application de la loi, l'Etat de droit, la démocratie, la liberté d'expression, la pluralité des opinions et des pratiques, et la décentralisation.

Akbar Gandji

* Moharram est le mois de deuil dans le chiisme. C'est aussi le nom de code que les réformateurs ont donné à l'ensemble des projets de répression à l'encontre de la société civile.

Turkey and Europe

The European Union's offer to accept Turkey as a future member is one of those developments that mark a historic step beyond restrictive old rivalries and power alignments. Recognizing the potential of the moment, Turkey's leaders have accepted the offer, despite misgivings about diplomatic requirements attached to the invitation and the difficulty of democratic reforms expected by the EU.

Joining the EU can provide the chance that Turkish governments have sought for years, with strong backing from Washington, to assure their strategically located country's full integration into the democratic West.

The timetable for membership may be lengthened somewhat by the EU's conditions on economics, human rights and regional relationships. Ankara is particularly sensitive to demands that it resolve territorial disputes with Greece in the Aegean, submitting them to the International Court of Justice in The Hague if necessary. But the EU could not be expected to admit a country that had unresolved border disputes with a member state.

Turkey is also concerned about the EU's decision that the ethnic Greek government in divided Cyprus might someday be admitted without the Turkish part of the island. EU members like Britain, however, can be expected to protect the interests of Cyprus's Turkish minority in any future accession deal.

Some Turks are also uneasy because their country will now be expected to conform to strict European human rights standards. But this, like the other conditions, imposes no unfair or discriminatory burden; the same standards would be imposed on any candidate for EU membership. For this reason, EU membership is favored by the most

democratic elements in Turkish society. They expect closer formal ties with the EU to have positive effects on Turkish law and political life, which remains heavily influenced by the military.

The expected reforms include a widening of personal and political freedoms, the elimination of torture and capital punishment and the promotion of political, rather than military, solutions to problems affecting the Kurdish minority. Opponents include nationalists opposed to any compromise on the Aegean or Cyprus, business leaders whose financial practices might not stand up to European scrutiny and banking regulations, and defenders of the traditional repressive approach to Kurdish affairs.

For two millennia and more the territory comprising modern Turkey has been a vital geographic bridge connecting Europe, Asia and the Middle East. It has been crossed by Alexander's legions, early Christian evangelists, the medieval Ottoman conquerors of Balkan Europe, NATO forces containing the former Soviet Union, and today by American pilots patrolling Iraq. Turkey, already a NATO member, plays a critical role in protecting American security interests in the region.

Yet for decades the European Union denied serious consideration to Turkey's bid for membership. Legitimate misgivings about human rights abuses, thinly disguised prejudices against the Muslim faith of most Turks and narrowly nationalist objections from Greece, Turkey's regional rival, combined to keep Ankara outside Europe's most important economic and political organization. With Europe at last ready to welcome Turkey, Ankara could not afford to walk away.

—THE NEW YORK TIMES.

SYRIE

Assad, son fils, son frère, son neveu

La priorité du président Hafez el-Assad n'est plus de faire la paix avec Israël, mais de transmettre le pouvoir à son fils Bashar. D'autant que Rifaat, le frère du Président, séduit les Arabes et les Israéliens.

THE MIDDLE EAST

Londres

L'état de santé d'Hafez el-Assad, conjugué à la détérioration de la situation économique en Syrie, a provoqué des événements qui montrent que le processus de paix avec Israël pourrait être mis en veilleuse. La priorité du président Assad consiste désormais à faire de son fils Bashar, 35 ans, son successeur incontesté. Sa stratégie a déclenché une lutte sanglante pour le pouvoir au sein de sa famille, qui a atteint son paroxysme avec le bain de sang d'octobre, quand des unités de l'armée ont attaqué la résidence de vacances du plus jeune frère du Président, Rifaat el-Assad, située près de la ville de Lattaquié, au bord de la Méditerranée.

Rifaat, ancien vice-président, passe le plus clair de son temps en France. Après des semaines de siège de la résidence, un commando spécial, sous le commandement direct de Bashar, lança une attaque de grande envergure, appuyée par des chars d'assaut, des hélicoptères et des canonnières. Les défenseurs reçurent le renfort d'anciens officiers de l'armée et d'habitants de Lattaquié restés fidèles à l'ancien vice-président en exil. La bataille dura plusieurs jours et fit de nombreuses victimes, dont six gardes du corps de Rifaat. Même s'ils étaient dépassés en nombre par les militaires, les partisans de Rifaat étaient mieux équipés et mieux entraînés.

Des diplomates occidentaux ont qualifié cette action de "brutale et sauvage". Ils contestent également la version officielle des faits, selon laquelle le bain de sang a eu lieu au moment où des membres des brigades de lutte contre le trafic de drogue et la contrebande intervenaient pour fermer un port illicite administré par les partisans de Rifaat. Cette version provoque les railleries de la population locale, qui rappelle que le prétendu "port" s'avère être un simple point de mouillage pour le yacht de Rifaat.

L'ancien vice-président vit en exil en France depuis 1986. Le Président

avait "persuadé" son plus jeune frère de quitter la Syrie après que ce dernier eut donné une conférence à la Société des diplômés en 1985, au cours de laquelle il avait réclaté la libéralisation de l'économie et du commerce, la démocratisation de la vie politique et la fin du soutien à l'Iran, qui essayait de prendre pied au Liban. Bien qu'à l'époque les brigades de Rifaat fussent mieux équipées et qu'elles aient occupé des positions clés à Damas, le frère du Président avait refusé d'infliger à la capitale des batailles d'artillerie, préférant se retirer de bonne grâce et conserver en contrepartie le titre de vice-président.

BASHAR, OBJET DE PLAISANTERIES POPULAIRES

Rifaat plaide en faveur d'une libéralisation de l'économie. Il est convaincu que l'économie de marché transformera son pays et permettra de résoudre les problèmes socio-économiques chroniques. La paix avec tous les pays voisins, y compris Israël, est indispensable pour apporter la prospérité aux Syriens et à tous les peuples arabes. "Nous les Arabes, nous ne sommes pas des industriels, assure-t-il, mais plutôt des commerçants, des négociants, et ce depuis des siècles." Des idées comme celle-là n'ont pas droit de cité sous le régime stalinien actuel. Préparant son fils Bashar à sa succession, le président Assad a, l'année dernière, déchu son frère du titre de vice-président à cause de la popularité grandissante de ce dernier. L'idée de la fin de la guerre contre Israël, d'une libéralisation et d'une ouverture de l'économie séduisait nombre de Syriens, et tout particulièrement les jeunes. L'action du Président s'est retournée contre lui. La population a commencé à manifester une sympathie accrue envers le frère en exil. Le Président s'irritait de plus en plus du fait que les gens fassent des comparaisons entre Sumer, le fils de Rifaat - un intellectuel diplômé de la Sorbonne qui dirige à Londres une chaîne de télévision par satellite diffusant des débats sur la démocratie et la paix -, et son cousin Bashar, qui est devenu l'objet de plaisanteries populaires. Privé de son titre officiel, Rifaat

multiplia les apparitions en public sur la scène internationale. Il conduisit une délégation à Rabat pour les funérailles du roi Hassan II, cet été ; il fut aussi le premier homme politique de la région à rendre visite au président Boufelfika après son élection, en Algérie. Il bénéficia également de soutiens en Egypte et dans le Golfe, notamment en Arabie Saoudite, où il entretient une chaleureuse amitié avec le prince héritier

Abdallah. En août dernier, son fils Sumer a rencontré le dirigeant palestinien Yasser Arafat à Gaza.

Le Président interprétait les actes de son frère et de son neveu comme autant de manifestations de leurs ambitions présidentielles alors même qu'il préparait au pouvoir son propre fils, qui ne jouit ni d'une vraie base politique, ni d'une grande popularité dans le pays. A la fin de l'été, les partisans et le personnel de Rifaat devinrent la cible d'une campagne de harcèlement menée par des fonctionnaires et des unités spéciales de l'armée. Mais ce qui dérangeait le plus le Président, c'étaient des rapports en provenance d'Israël et de l'Occident qui laissaient entendre que la paix ne pourrait pas se faire avant la disparition d'Assad et l'arrivée au pouvoir d'un autre dirigeant probablement plus souple. Pour la première fois depuis qu'a débuté le processus de paix dans la région, le nom de Rifaat était cité comme dirigeant susceptible de faire la paix. D'ailleurs, le service de renseignements israélien, le Mossad, qualifiait Rifaat de "modéré, occidentalisé et décidé à œuvrer pour la paix dès son accession à la présidence". La version officielle de Damas imputant l'attaque de la résidence de Rifaat à la brigade des stupéfiants constitue une tentative délibérée de ternir son image, estiment les diplomates occidentaux. Le message adressé par le Président à son frère était : "Ne croyez surtout pas que vous allez me succéder, ni ton fils ni toi-même." La politique intérieure de la Syrie est inextricablement liée à la recherche de la paix dans la région. Il faudra s'attendre à d'autres épisodes du même genre. **Adel Darwish**

La fureur de vivre (loin des ayatollahs)

PANDJSHANBÉ-HA

Téhéran

C'est le week-end, le soleil brille : c'est l'occasion de faire un tour à la montagne pour rencontrer des jeunes. On nous explique qu'il y a quatre relais sur la route des randonnées et que nous allons certainement y croiser une foule de jeunes. Le premier relais est situé sur la route de Kolaktchal, non loin de la banlieue nord de Téhéran. On y trouve un petit café, quelques bancs et quelques ombrelles, un petit chemin et un cours d'eau. D'ici, la vue porte sur les collines environnantes, et nous rencontrons effectivement une grande foule composée en majorité de jeunes. "Certains vendredis [jour de repos dans les pays musulmans], on peut compter jusqu'à 6 000 randonneurs tout au long du chemin", affirme le gardien du parc.

IRAN . Pour les jeunes, les excursions en montagne sont l'occasion de flirter, de fumer, de boire, de danser, de jouer aux cartes... En un mot, de se libérer des contraintes que leur impose la République islamique.

La plupart de ces jeunes n'y trouvent cependant pas une liberté totale. Bien qu'ils crient, chantent et mènent grand tapage, ils se taisent et leurs cris deviennent des murmures à l'arrivée des voitures de contrôle des forces de l'ordre. Les garçons essaient de se tenir plus correctement, et les filles accélèrent le pas et ajustent les foulards pour cacher les cheveux qui dépassent. Nous comprenons maintenant ce que ces jeunes veulent dire par liberté.

L'un des officiers des forces de l'ordre nous avoue être obligé de réagir avec sévérité, car "l'im-

moralité règne dans ces montagnes", soutient-il. Nous croisons un groupe de filles et de garçons ; tous fument. Un garçon me désigne des paquets vides de Winston et de Kent abandonnés sur le chemin. "Ça, c'est bon pour les gamins de 15 ou 16 ans. A 18 ans, ces cigarettes ne sont plus satisfaisantes. On cherche des choses qui excitent davantage. C'est pourquoi les jeunes commencent à fumer du haschisch et à se droguer. Le stade d'après, c'est le LSD." Il nous propose de regarder de plus près ce qui se passe dans le bois, derrière les arbres et sur les collines avoisinantes. Il me dit que je



verrai certainement beaucoup de jeunes en train de fumer du haschisch et de boire de l'alcool... Il confirme avoir vu un garçon mourir d'overdose sous ses yeux, il y a quelques mois. "Nous travaillons dur toute la semaine, et notre seule joie est de nous retrouver à la montagne avec nos amis. Quel mal y a-t-il à cela ?" me lance un autre jeune.

Behzad, un jeune employé, nous confie qu'il gagne 25 000 toumans par mois [190 FF]. "Mon chef gagne beaucoup d'argent et nous vole sans cesse ; dans ces conditions, évidemment, je ne me sens pas en forme et j'ai besoin d'évacuer." Soheil n'est pas d'accord : il estime qu'il faut vivre sainement et ne comprend pas les raisons qui conduisent tous ces jeunes à s'oublier en fumant. Behzad lui demande ce que fait son père. "Il est directeur d'une boîte de fabrication d'ascenseurs." "Et combien gagne-t-il ?" demande Behzad. "Six millions de toumans par mois." Très nerveux, Behzad hurle : "Evidemment, ton père gagne en un mois l'équivalent de cinq années de travail de mon père et de mon frère réunis !" Entre-temps, le téléphone portable de Soheil sonne, et la discussion est interrompue.

Au deuxième relais, les forces de l'ordre se rapprochent de nous et veulent savoir ce que nous faisons. L'un des policiers nous explique que "filles et garçons ne doivent pas penser que tout leur est permis ici. Il y a une limite à la liberté. S'ils ne parviennent pas à respecter les lois, il faudrait qu'on leur interdise de venir les mêmes jours. Comme cela, il serait plus facile de contrôler les infractions commises." Un autre milicien s'étonne du comportement des jeunes à la montagne, qu'il trouve déchaînés. "La façon dont les filles s'habillent ici, leur comportement et même leurs jeux changent par rapport à leurs vies normales en ville. Partir à la montagne signifie traverser les frontières des interdits."

Nous tombons ensuite sur un groupe de six jeunes qui jouent aux cartes. [La fréquentation des individus de sexe opposé n'ayant pas de lien de parenté proche est interdite par la loi. Jouer aux cartes est également interdit.] L'une des filles nous dit : "Si on pouvait se retrouver chez nous, on ne serait pas venus ici." Shiva, qui, à 17 ans, trouve que "les conseils des adultes sont lassants", explique qu'elle a "bien le droit de s'amuser un peu après des heures d'études". "Du moment qu'on arrive à éviter les forces de l'ordre, personne ne nous embête", ajoute-t-elle. Vahid, un garçon du groupe des joueurs, analyse la situation. "Dans la plupart des parcs et des montagnes des alentours de Téhéran, on trouve facilement de l'alcool [interdit en Iran]. Il suffit de payer..."

Nous rencontrons ensuite Helia, une fille de 16 ans habillée comme un garçon [les filles doivent obligatoirement se couvrir la tête et le corps en portant de longs et amples manteaux]. Elle porte un jean et un coupe-vent blanc, et dissimule ses cheveux sous un chapeau. Elle sait bien

qu'elle dépasse toutes les bornes. Je demande à Helia et à ses deux copines si leurs parents savent où elles se trouvent en ce moment. Visiblement, elles ont toutes trouvé un moyen de venir ici. Certaines disent que leurs parents sont trop occupés à gagner de l'argent ; d'autres qu'elles arrivent à échapper au contrôle des parents en mentant.

"LES FILLES, ÔTANT LE FOULARD ISLAMIQUE, DANSaient POUR LES GARÇONS"

Shahrouz nous raconte l'ambiance qui règne dans ces relais durant la période hivernale. "C'est un autre monde, ici. Les forces de l'ordre ne montent pas aussi haut à cause du froid et de la neige. L'année dernière, les filles, ôtant manteau et foulard islamique, dansaient pour les garçons." Elle nous parle de deux autres filles connues de l'endroit, célèbres pour leur insouciance. "Mina et Soulmaz ne connaissent aucune barrière avec les garçons." Nous nous sommes mis en quête de Soulmaz. On m'a raconté qu'elle se maquillait comme une femme de 25 ans [le maquillage est interdit].

L'étape suivante nous amène au troisième relais. Les jeunes le nomment "le disco Kolak-tchal". Le toit d'un édifice à moitié construit en haut de la montagne constitue la "piste de danse" improvisée des jeunes [les discothèques sont interdites]. Filles et garçons s'y réunissent les vendredis pour danser. Un jeune gar-

çon nous explique qu'en ce moment "tout le monde frime en dansant la techno et [que] les danses changent par rapport à ce qui est en Bourse [à la mode, selon le langage 'branché' iranien]".

Nous tombons enfin sur Soulmaz. Elle porte une grosse bague en métal qui, selon elle, la protège de la mort. Elle explique qu'elle est adepte d'une école de pensée sud-américaine [la littérature sur les divers cultes et mysticismes indiens et sud-américains est très en vogue en Iran] qui "n'interdit pas les rapports sexuels avec l'autre sexe". Elle nous explique qu'elle accepte de nous parler afin de propager son culte. Entre-temps, nous entendons de loin le passage d'un camion rempli de *bassidji* [unité de l'ordre des "volontaires", gardiens des valeurs de la révolution islamique] venant d'une caserne militaire située dans les hauteurs. Ils scandent des slogans et des prières. Cette semaine, les *bassidji* avaient effectué la prière du vendredi dans la montagne.

Plus haut, au quatrième relais, nous voyons quelques jeunes hommes qui jouent au basket-ball : têtes rasées, look unique, un lapin tatoué sur leur bras. Ils nous expliquent que le lapin est un signe international. Un peu plus haut, nous contournons les barbelés qui entourent un immeuble appartenant aux *bassidji*. Nous grimpons les escaliers pour rencontrer les sœurs *bassidji*. Elles sont en train de psalmodier des prières. Elles acceptent de répondre à nos questions. Nous leur demandons ce qu'elles font concrètement pour les jeunes. L'une des sœurs *bassidji* répond en gémissant : "Nous pleurons pour ces jeunes, nous prions et demandons à l'imam caché [le douzième et dernier imam des chiïtes, dont l'apparition mettra fin au mal et rendra justice] de les conduire sur le droit chemin." Elle croit que ce sont les parents de ces jeunes qui sont fautifs, "car ils n'attachent pas d'importance à l'éducation de leurs enfants et à leurs fréquentations". Nous rencontrons aussi Hadji Poloyee, que les jeunes avaient mentionné comme étant un *bassidji* plutôt sympathique. C'est un gentil vieillard ; il pense qu'il faut parler avec les jeunes en utilisant leur propre jargon. Il nie que des moyens violents soient utilisés contre eux et dit que les *bassidji* ne frappent personne.

Nous l'interrogeons sur le centre de détention qui se trouve dans le même bâtiment. "Nous arrêtons uniquement ceux qui ont un comportement trop voyant et provocant. Nous avons un grand dépôt de boissons alcoolisées et de haschisch que nous avons confisqués. Nous devons faire face à cette situation, sinon tous les jeunes tomberont dans ces pièges. Ces jeunes ont besoin d'éducation. Il faudrait leur faire connaître l'islam. Il faut analyser les raisons qui créent une situation où la jeunesse fuit l'islam."

La voix du muezzin résonne dans les montagnes. A la caserne, tout le monde se prépare pour la prière. Plus bas, les jeunes continuent à vivre dans leur propre monde. ■

■ La drogue, un fléau iranien ?

Les Nations unies ont lancé un appel à la communauté internationale pour soutenir davantage la lutte menée par la République islamique d'Iran contre le trafic de drogue. Selon l'agence IRNA, un projet onusien d'un montant de 11 millions de dollars, financé en partie par les pays occidentaux, est déjà en place afin de moderniser les moyens d'intervention des forces de l'ordre, vérifier l'ampleur de la toxicomanie dans le pays et fournir une aide technique au

pouvoir judiciaire. Selon Mohammad Fallah, directeur du Centre de la lutte contre la drogue en Iran, "la quantité de drogue saisie aux frontières du Pakistan et de l'Afghanistan depuis six mois, représente trois fois celle confisquée l'année dernière".

A Crunch for the Syrian Calendar

By Jim Hoagland

WASHINGTON — The past commands the interest and respect of Hafez Assad, and many of his Syrian subjects, far more than does the future. That is why peace with Israel has been expendable to Mr. Assad for three decades, and why it is likely to remain a secondary goal in the new round of Middle East diplomacy announced by President Bill Clinton last week.

Let us hope that Bill Clinton and Madeleine Albright will succeed where Bill Clinton and Warren Christopher did not. The arrival of Ehud Barak as Israel's prime minister gives U.S. diplomacy reason and opportunity for a final go at durable peace agreements along the Golan Heights and in Lebanon.

But let us also be realistic. It is Mr. Assad's grand historic timetable, not Mr. Clinton's dwindling future, that counts for Damascus. The American's impending departure is a deadline for him, not for the Syrians or Mr. Barak. They have every incentive to explore what he will pay for contributions, symbolic or real, to legacy.

Visions of plugging into an Internet world, of welcoming Western and Israeli tourists and investment, or of proclaiming

platitudes in Oslo as he receives a Nobel Prize do not dance in Mr. Assad's head.

He bludgeons interviewers and secretaries of state alike with history, often beginning a discussion of his latest problems in Lebanon or contacts with Israel by going back to the Crusades.

It is easy to understand Syria's dedication to past glories rather than to the dismal present. Greater Syria once stretched from the southern Turkish coast to the Gulf of Aqaba, encompassing today's Syria, Lebanon, Israel and Jordan. Aleppo, Damascus, Beirut and Jerusalem became urban jewels of the Arab portion of the Ottoman Empire.

The Arab revolt of 1917 and the arrival of French and British colonial rule in the Levant splintered this territory. Even the recent past has emphasized truncation and loss. Mr. Assad was part of the military command that lost the Golan territory to Israel in the 1967 war and then seized power in Damascus in 1970.

Using ruthless repression when challenged at home, he has weathered the modern political cycles of Arab war and peace with Israel, the economic cycles of oil money's

boom and bust and the diplomatic cycles of American leaders who have alternately wooed with flattery and threatened with destruction.

Washington employed flattery to win announcement last week of the resumption of the Israeli-Syrian talks broken off in 1996. Mr. Assad gets payment in advance in the currency most valuable to him: manifest respect by American and Israeli leaders for Syria's presumed centrality in the Middle East. This currency provides psychic compensation for Syria's enduring sense of loss, at no real cost to Washington or Jerusalem.

Mrs. Albright talked Mr. Barak into coming to Washington for a ceremonial meeting this week. That meeting will not be with Mr. Assad, who rarely leaves Syria, but with Syria's longtime foreign minister, Farouk Shara.

Mr. Barak is clearly not hung up on protocol. He seemed to have no problem with granting what will be portrayed in Damascus as an act of homage and deference to Syria's mighty lion of a leader.

Mr. Barak agreed to the announcement of the talks in Washington by Mr. Clinton at a year-end presidential press

conference. The announcement was valuable stroking for Mr. Assad, who now has an American president acting as his spokesman.

Mr. Clinton is right to offer U.S. help in testing whether recent intimations of mortality may have changed the priorities of the aging and ailing Mr. Assad, who seeks above all to preserve an Alawite dynasty in Syria. Peace and the complications it offers for the future are secondary.

The United States should play only a minor role in these talks, which must be direct negotiations between Syrians and Israelis. A high U.S. profile risks sidetracking the talks into an exercise in confirming a Syrian centrality in the Middle East that no longer exists.

Trading land for a still unsatisfactory peace with Egypt has brought many side benefits for Israel in the Arab world and elsewhere. But the disappointments with Egypt have raised the threshold for the kind of peace that the Israelis want in return for the Golan. This is a result of Mr. Assad's waiting that the Syrian leader must now address if Mr. Clinton's last throw of the diplomatic dice is to succeed.

The Washington Post.

The Reform Wave in Iran Is Gaining Momentum

By Philip Bowring

TEHRAN — A quiet counterrevolution is gaining momentum here. It is evident on the streets and in the newspapers, and on Feb. 18 it will have a real, if circumscribed, opportunity to express itself at the ballot box. It should eventually lead to Iran regaining the position in its region that its size, geography and level of development merit.

This is not to imply that the clerical domination of society is in any immediate danger. Indeed, for fear of inciting a powerful and ruthless right wing, most reformists are at pains to emphasize gradualism and the compatibility of their demands with the leadership's interpretation of religion.

But the atmosphere here reminds this correspondent of China in the early 1980s, when a hint of color began to appear in people's lives, Mao suits ceased to be the universal garb and dealings with foreigners became a virtue instead of a vice. Here the tie for men and colorful scarves for women are making a discreet reappearance.

Events are likely to move much faster here than in China because the political system is more directly responsive to the public mood.

Expectation of change is running high as the elections for the Majlis approach. It is widely assumed that they will lead to a legislature more sympathetic than the present one to the liberalizing policies of President Mohammed Khatami, himself elected two years ago in a surprise upset.

It will not be plain sailing. There are big obstacles. First is the Council of Guardians, a body which vets candidates. It is expected to disbar some as liberals but will need to be mindful that overt rigging would further undermine clerical prestige and perhaps lead to violent reaction. Some on the right are believed to want violence as an excuse to cancel the polls.

The recent jailing by a clerical court of Abdullah Nouri, a former interior minister who is now in the reform camp, has become a cause célèbre. Reformers have scented incitement:

they support him in print but would prefer staying off the streets.

Iran has a dual power structure. The president runs the executive, and the Majlis passes laws. In parallel are the powers of the spiritual leader (for life), Sayed Ali Khamenei, representing conservative clerical forces and controlling the army and police and the Council of Guardians, which vets legislation.

Between these two poles, but closer to the conservatives, sits a balancing factor, the Expediency Council headed by the opportunistic former President Hashemi Rafsanjani.

The underlying theme of Iranian politics is the struggle between these competing power centers. Reformers want to see the government and civil powers represented by the popularly elected president and Majlis prevail at the expense of the self-electing bodies.

Mr. Khatami is a cleric related to the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, but within the clerical hierarchy he is viewed as an outsider. His attempts to widen the scope of civil society have

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, DECEMBER 14, 1999

made him very popular despite the wretched state of the economy. He is particularly approved of by women, who have few freedoms other than the vote. Anti-clericals and covert monarchists also acknowledge his standing.

The advance of civil society is reflected in vigorous public debate both on issues of government and on religious interpretation. Many religious back reform, too, either out of genuine belief in democratic process and freedom of choice or out of fear that the young (most of population was born after the revolution) are in quiet revolt against a system which, even after the relaxations of the past two years, remains socially oppressive.

Mr. Khatami's recent appointment as head of the judiciary, Mahmoud Hashemi Shahroudi, has expressed shock at the state of his department.

There is also a growing feeling even among conservatives that the economic challenges facing Iran — a work force growing by 3 percent a year, chronic inflation and foreign exchange shortages — require some opening to the outside world, and the speeding up of privatization which was promised long ago but so far has been confined to small enterprises.

This points to less regulated markets

and foreign investment, which implies concessions to the West. A recent gas development deal with Shell is a sign of new times.

Even so, political crosscurrents complicate change toward the outside world. The 1979 revolution had ingredients of socialism and secular nationalism — the mantle of Mohammed Mossadegh, whose nationalization of the oil industry led to the 1953 CIA-sponsored coup that restored the shah. Those ingredients are still there. So some social liberals are wary of, for example, welcoming foreign investment and privatization of state industries.

The bazaaris (big merchants) who support the religious conservatives favor some privatization but not the more general opening of the economy that would threaten cosy relationships with the state and the religious foundations which control lucrative monopolies and own large tracts of the economy.

On balance, a big Majlis victory for Khatami supporters should speed up economic liberalization and opening to the outside world, including America.

This is not made easier by America's distrust of Islam and by the influence of Israeli interests over its foreign policy. Some argue that a conservative president in Iran would find it easier than it is for Mr. Khatami to do an about-face

toward America, as Mr. Ratsanjani did on the war with Iraq and the crucial domestic issue of family planning.

Still, with the backing of voters anxious to put creature comforts before anti-Western tirades, Mr. Khatami should have more room for maneuver. He is playing to nationalism in his own way, subtly emphasizing Iran's pride in its 3,000-year history — more than half of it pre-Islam. A spate of foreign visitors and improving relations with neighbors show an Iran anxious to be an anchor of stability in a turbulent region rather than a fomenter of trouble.

Iranian politics remain unpredictable and sometimes dangerous. Neither a rightist coup against current trends nor uncontrolled street reaction to religious regimentation can be ruled out. But the balance of forces now suggests that its postrevolutionary development will have more in common with China than with Burma or North Korea.

In many ways, the regime remains crudely oppressive. But Iran's struggle back toward the mainstream world deserves more attention and support than it is getting from the West.

International Herald Tribune.

Speaking for Syria, Assad's Closest Aide

Choice of Shara Seen as Signal That Damascus Is Serious About Peace

By Douglas Jehl
New York Times Service

DAMASCUS — In his only previous encounter with an Israeli prime minister, back in 1991, Farouk Shara waved an old British poster that identified the Israeli, Yitzhak Shamir, as being wanted for terrorism. The one time that Mr. Shara addressed the Israeli public directly, in 1995, he spoke in a tirade.

But now Mr. Shara, who is 61 and has been Syria's foreign minister for the last 15 years, is seen as embodying his country's hopes for a swift peace. On Wednesday in Washington, he will become the highest-ranking Syrian ever to meet with an Israeli leader and, as the two sides resume talks for the first time in nearly four years, Mr. Shara is expected to present a gentler face than in the past.

Mr. Shara, who left Syria on Monday for talks with Israel's prime minister, Ehud Barak, has said he is now "serious about making peace."

The new language appears to reflect broader changes that seem to have convinced Syria's president, Hafez Assad, that a settlement with Israel is less a threat than an opportunity. Apart from Mr. Assad, Mr. Shara is seen here as the man who speaks with more authority than anyone else. The fact that he will represent Syria in the talks is regarded as

a sign of determination to put the long Syrian-Israeli conflict to rest.

"When it comes to peace, there are only two people who really matter today — Assad himself and Shara," said a prominent Syrian who would speak only on condition of anonymity.

A calm, elegant and engaging man who speaks English well, Mr. Shara was named foreign minister in 1984 in large part, diplomats here say, because his manner was seen as likely to win support in the West.

Mr. Shara is generally regarded as among the most able of Arab foreign ministers, one who has always been a loyalist and has never allowed his own personality to eclipse that of Mr. Assad. Until now, his only encounters with Israelis have been hostile, reflecting the deep tensions between the countries.

In the 1991 episode, Mr. Shara was the head of Syria's delegation to the Middle East peace conference in Madrid, the gathering, sponsored by the United States, that set current peace efforts in motion. His display of the old British poster came after Mr. Shamir denounced Syria as a terrorist state.

Many Syrians still describe the confrontation with great pride, but American officials who had worked overtime to persuade Syria to attend the gathering regarded it at the time as a major setback.

It was a reminder, they have said, that when it came to the quest for a Syrian-Israeli peace, the two sides carried so much old bitterness that they were in effect starting from scratch.

Mr. Shara's only direct comments to the Israeli public were made four years later, when peace talks were under way but mutual distrust had allowed only scant progress. At the urging of U.S. officials, Mr. Shara granted an interview to Israeli television, becoming the highest-ranking Syrian official to do so.

But the sharp criticism he voiced of Israel and its policies was widely seen as counterproductive to the peace efforts.

As recently as 1998, Mr. Shara spoke with bitterness again. Angry at the fact that the peace talks that broke down in 1996 had not been reconvened, he criticized the "ineffective role" played by the Clinton administration, which at the time seemed to be giving low priority to Israeli-Syrian peace efforts.

"The United States bears a considerable part of the responsibility of allowing this process to reach a dead end," he said at the time.

Mr. Shara was initially seen in the West as more a spokesman than a decision-maker. But in recent years, according to well-connected Syrians and diplomats based in Damascus, Mr. Shara's stature has swelled.



INTERNATIONAL
Herald Tribune
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

WEDNESDAY, DECEMBER 15, 1999

La Turquie prête à accepter des programmes de télévision en kurde



ANKARA, 14 déc (AFP) - 10h50 - La Turquie ne s'opposera pas aux revendications de la population kurde d'avoir des émissions télévisées en langue kurde, a indiqué lundi soir le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem.

"Chaque citoyen turc doit pouvoir parler sa propre langue à la télévision. Nous le pensons et l'Union européenne attache à cela une grande importance", a déclaré le ministre à la chaîne d'informations CNN Turk.

"Si notre peuple veut diffuser des émissions dans sa propre langue, nous ne l'en empêcherons pas, notamment si nous voulons démarrer des négociations" avec l'Union européenne, a-t-il dit.

Le ministre a noté que des associations faisaient déjà de la télévision dans des langues autres que la langue turque, sans autorisation officielle.

"Nous avons réduit la liberté individuelle dans certains cas et il nous faut maintenant lever ces restrictions", a-t-il ajouté.

La Turquie s'est vu accorder vendredi le statut de pays candidat à l'Union européenne, mais doit faire des progrès en matière de droits de l'Homme et de réformes démocratiques notamment en faveur de sa minorité kurde.



1 7 D É C E M B R E 1 9 9 9

Politiques

par ALAIN DUHAMEL

La Turquie menace l'Europe

A Helsinki, l'Europe-puissance a progressé avec la décision de mettre sur pied une force de réaction rapide de la taille d'un corps d'armée. Elle a régressé avec le choix historique d'admettre la Turquie parmi les nations officiellement candidates à l'entrée au sein de l'Union européenne. La question des frontières de l'Europe a ainsi été tranchée par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, sans véritable débat préalable, sans consultation des citoyens d'aucune sorte, bref sans discussion démocratique. Une option essentielle pour la lente construction de l'Europe se trouve donc acquise par une méthode typiquement oligarchique. C'est peut-être pourquoi elle apparaît aussi lourdement erronée.

A partir du moment où la Turquie reçoit le rang de nation juridiquement candidate, son entrée effective au sein de l'Union n'est plus qu'une question de calendrier. Il y aura naturellement de longues négociations, une période de transition précautionneuse, un débat et un vote obligatoires au Parlement de Strasbourg, une laborieuse procédure de ratification. Il n'empêche: la vocation pleinement européenne de la Turquie a été reconnue par les quinze gouvernements, ce qui constitue à la fois un contresens historique et un précédent calamiteux. La Turquie est certes une grande nation, héritière du puissant Empire ottoman. Elle est le plus laïcisé des Etats musulmans. Sa position militaire est cruciale, son économie se modernise rapidement.

Elle présente, en revanche, deux grands défauts qui auraient dû être rédhibitoires. Tout d'abord, elle n'est pas une démocratie, les généraux pesant

autant que le Parlement sur les grands choix nationaux, la police se comportant avec une rigueur implacable héritée du califat, les geôles et la répression contre les Kurdes tenant plus du sultanat que d'un Etat de droit. Tant que cette situation se poursuit, la Turquie ne remplit pas l'une des principales conditions officiellement préalables à toute adhésion. Et puis, et surtout, si la Turquie est une puissance qui compte et qui comptera, ce n'est pas une nation européenne. Non point pour des raisons religieuses (la Turquie musulmane est plus laïque que la Grèce orthodoxe), mais pour une évidence géographique: 95 % de son territoire relève du Proche-Orient. Si la Turquie fait son entrée au sein de l'Union européenne, alors pourquoi pas les républiques musulmanes de l'ex-URSS, les pays du Maghreb ou Israël? Pourquoi pas une Eurasie ou une Eurafrique? Cela n'aurait rien d'impossible en soi. Les liens historiques de maints pays d'Afrique ou du Proche-Orient avec l'Europe sont même nettement plus forts que ce n'est le cas de la Turquie. Seulement, l'idée même d'Union européenne, *a fortiori* d'Europe-puissance, se disloquerait sur-le-champ. C'est d'ailleurs peut-être pourquoi les Etats-Unis soutiennent avec tant d'enthousiasme la candidature turque aujourd'hui et peut-être demain ou après-demain celle de la Russie. On en revient toujours à une certaine idée de l'Europe: s'il s'agit de créer une vaste zone de libre-échange, un grand marché, alors pourquoi pas l'adhésion de la Turquie ou de la Russie, en attendant un jour celle de la Libye ou de la Mongolie? Si l'on veut en revanche une Europe-puissance avec une forte identité, une volonté collective, une culture commune, une défense et une diplomatie solidaires, des normes sociales identiques, une conscience et une ambition spécifiques, si l'on veut une Europe autodéterminée, indépendante, alors il lui faut de frontières claires et cohérentes, s'arrêtant aux limites de la Scandinavie, des pays baltes, de la Pologne, de la Bulgarie. Faute de quoi il ne s'agirait que d'un puzzle artificiel, sans énergie et sans âme ●

Entrée de la Turquie dans l'UE : la droite hostile, la majorité plurielle divisée

PARIS, 13 déc (AFP) - L'opposition de droite et l'extrême-droite se montrent généralement hostiles en France à ce que la Turquie entre dans l'Union européenne, tandis que la majorité plurielle fait entendre des voix discordantes.

Pour le souverainiste Philippe de Villiers, vice-président du Rassemblement pour la France, le sommet européen d'Helsinki "restera comme la faute d'Helsinki", pour avoir octroyé à la Turquie le statut de candidat à l'Union européenne. Selon lui, "l'acceptation de la candidature de la Turquie à deux conséquences : l'Europe n'a plus d'unité géographique et elle n'a plus d'unité culturelle".

Chantre de l'Europe fédérale, le président de l'UDF François Bayrou voit dans cette décision, soutenue par le président Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin, "de graves motifs d'inquiétude". Selon lui, la Turquie, bien que "voisine et amie", "n'est cependant pas européenne". Il estime en outre que ce genre de décisions, "prises sans que les peuples y soient le moins du monde associés", "nous conduit à une Europe sans unité et dans laquelle les citoyens ne se reconnaissent pas".

Fondateur de l'UDF, l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing estime lui aussi que "la Turquie n'a pas sa place" dans l'UE, car "elle n'est pas un pays européen".

Même position de la part du président de Démocratie libérale Alain Madelin, qui regrette que Jacques Chirac et Lionel Jospin aient "à ce point engagé la France" sur cette question. "L'arrivée de la Turquie en Europe dénature l'idée qu'on peut se faire de l'Europe", ajoute-t-il.

Pour sa part, la nouvelle présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, ne s'est pas exprimée sur une question pour laquelle le chef de l'Etat a donné son accord.

"Pas de consensus" au PS

Par principe hostiles à la construction européenne, Jean-Marie Le Pen pour le Front national et Bruno Mégret pour le Mouvement national républicain ont fait connaître leur opposition farouche à la candidature turque.

Pour Jean-Marie Le Pen, l'Europe, comparée à une "petite grenouille" qui veut se faire aussi grosse que le boeuf, "éclatera" si elle veut absorber la Turquie, car elle se verra alors obligée d'intégrer de nombreux autres pays non-européens, comme Israël. Quant à Bruno Mégret, il estime que l'entrée de la Turquie dans l'UE "créerait un dommage majeur à l'identité des pays européens en accélérant encore l'islamisation de la France et de l'Europe".

A gauche, le secrétaire national à la communication du Parti socialiste Alain Bergougnoux a convenu qu'il n'y avait "pas de consensus" sur la question au sein du parti. Pour le premier secrétaire François Hollande, la candidature de la Turquie la met "en situation d'être plus vertueuse" sur le terrain de la démocratie et des droits de l'Homme. En revanche, Jack Lang, président socialiste de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, a fait part de son incompréhension devant la décision des Quinze, alors que la Turquie "ne respecte pas toutes les règles de la démocratie, ni les droits culturels du peuple kurde".

Pour les communistes, le député européen Francis Wurtz estime que "l'Europe a ainsi apporté, de fait, une singulière caution politique aux représentants d'un Etat notoirement antidémocratique".

Enfin, à l'occasion d'une visite à Istanbul, le député Vert européen Daniel Cohn-Bendit a souligné que la Turquie devra "réformer la constitution en profondeur" et modifier son "idée de l'Etat" pour adhérer à l'UE.

.....



La Turquie ne peut adhérer au club européen avec le conflit kurde (Yilmaz)

DIYARBAKIR (Turquie), 15 déc (AFP) - 16h35 - la Turquie ne peut adhérer à terme à l'Union européenne (UE) sans avoir réglé le conflit kurde, a estimé jeudi à Diyarbakir (sud-est) l'ex-Premier ministre Mesut Yilmaz, chef du parti de la Mère patrie (Anap, centre-droit), partenaire de la coalition gouvernementale.

"Appellez-le, soit conflit kurde, soit problème du sud-est anatolien, la Turquie ne peut devenir un grand Etat au 21ème siècle et adhérer à l'UE sans avoir réglé cette question", a-t-il dit en marge d'une conférence à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

"La conjoncture actuelle est très propice à un règlement", a-t-il précisé.

La Turquie n'admet qu'un "problème du sud-est anatolien" dans l'est et le sud-est du pays où le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclenché en 1984 une rébellion armée pour y créer un état indépendant kurde.

M. Yilmaz, qui s'est en outre entretenu avec des responsables d'une ONG de la ville, s'est déclaré en faveur de la levée dans les plus brefs délais de l'état d'urgence actuellement en vigueur dans cinq provinces de cette région depuis 1987.

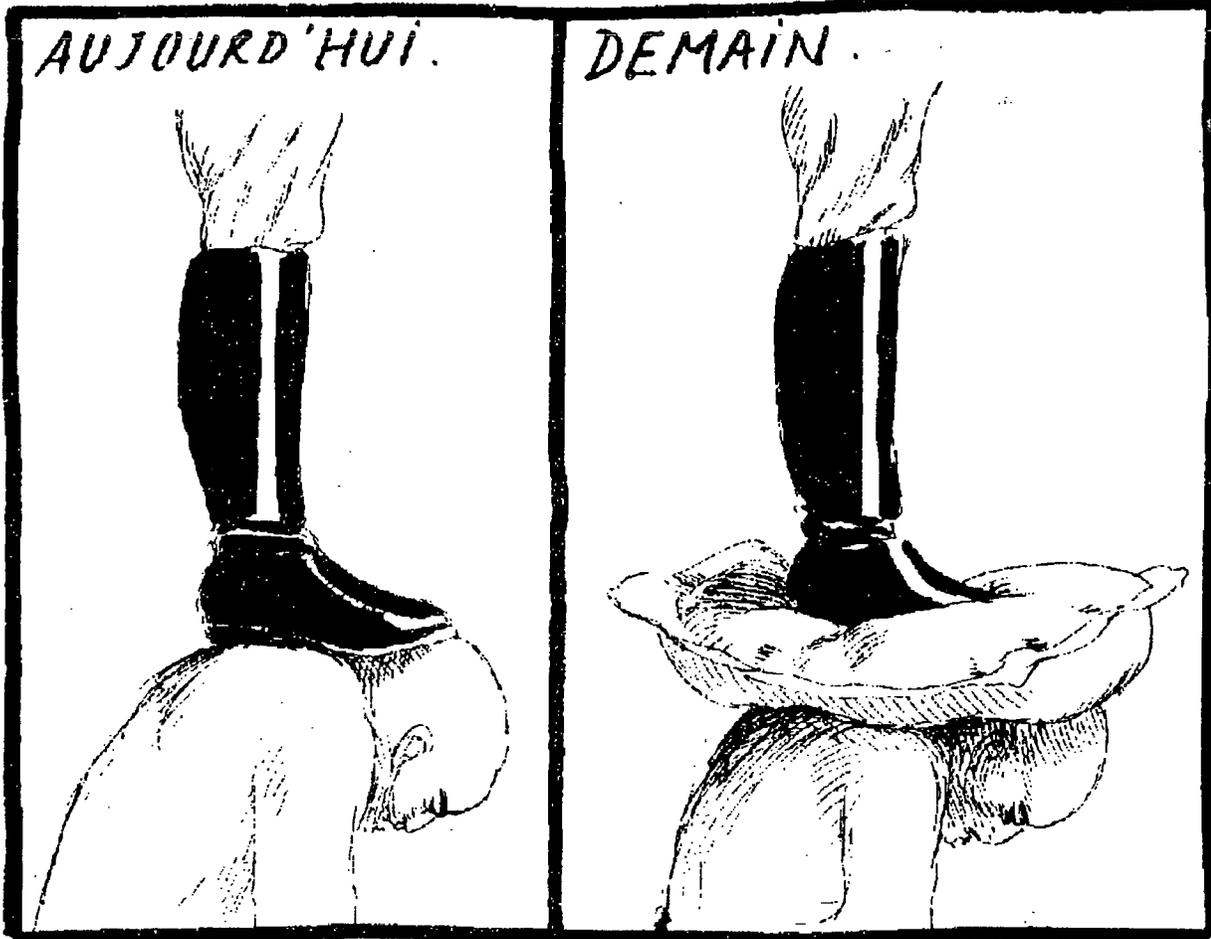
Ali Oncu, porte-parole de la "Plate-forme pour la démocratie de Diyarbakir" a de son côté demandé l'abolition de la peine de mort et une constitution plus démocratique.

Abdullah Ocalan le chef du PKK, a été condamné à la peine capitale par la justice turque fin juin, sentence confirmée fin novembre par la Cour de cassation.

La peine de mort existe en Turquie, bien qu'elle n'ait procédé à aucune exécution depuis 1984. L'UE, qui a octroyé le statut de candidat à la Turquie lors du sommet d'Helsinki le week-end dernier, a appelé les autorités turques à ne pas exécuter Ocalan, soulignant que cela compromettrait son intégration européenne.

Le PKK a récemment annoncé qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, répondant aux appels de son chef pour une solution "pacifique et démocratique" au conflit.

DÉMOCRATIE : LA TURQUIE VA FAIRE DES EFFORTS



« Le Canard enchaîné » - Mercredi 15 décembre 1999



Ocalan calls Turkey's EU candidate status a turning point in democratization

Ankara - Turkish Daily News

15 December, 1999, Copyright © Turkish Daily News

"On being accepted as a candidate for European Union membership, Turkey has entered on a great democratization process," said Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK). In a message sent through his lawyers Dogan Erbas, Mahmut Sakar, Hasip Kaplan and Cihan Aydin, Ocalan welcomed Turkey's status as an EU candidate and said that this was one of the two key moments in the country's history. He stressed that acceptance as an EU candidate was a turning point that would bring the establishment of democratic institutions onto the agenda and that this was as significant a development as the founding of the republic. He also claimed that the PKK's peace initiative had been influential in the EU decision.

Ocalan claimed that the PKK had never intended to found a separate state but had fought for Kurdish cultural rights. "The republic should acknowledge the historical-cultural-social identity of the Kurds, who are among its founders," he said in the written statement. "We have never sought separatism. We wanted our name,

our language and our culture," Ocalan said, stating that the PKK had never taken aim at the unitary nature of the state. He said that just as the republic had been established upon legitimate principles, a legitimate foundation for citizenship must now also be found [a reference to President Suleyman Demirel's concept of "constitutional citizenship"].

In his message, Ocalan said that the Helsinki summit of the EU was a turning point, indicating that the conditions were gradually ripening that would bring an end to the era of the denial and destruction of the Kurds' culture on the one hand, and an end to rebellion and conflict on the other.

Large groups of Kurds had demonstrated in Europe in support of Turkey being declared an EU candidate prior to the Helsinki summit.

France, Facing Baghdad Threat, Stalls UN Vote on Arms Checks in Iraq

By Barbara Crossette
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Hours before the Security Council's scheduled vote on a new arms inspection system for Iraq, France has asked to stop the clock, stunning council members and irritating others, by calling for more talks on a resolution that had been under discussion for more than six months.

A United Nations official described the move as "tragic," coming as it did just after the Russian deputy representative, Gennadi Gatilov, told reporters that Moscow would abstain, thereby removing the threat of veto from a measure that could send arms inspectors back to Iraq for the first time in a year.

No new date was set for a vote.

"This is not about the resolution," a diplomat said, adding that France appeared unable to take a stand that might damage its relations with Iraq. "People are very irritated, very angry that France is prolonging this needlessly."

Another envoy said the council was being held hostage to "domestic French politics."

Iraq, which demands that a nine-year-old embargo be lifted before inspections begin, threatened France last week with a diplomatic break and the loss of oil contracts being sought by French companies if Paris supported the resolution.

The French decision was conveyed late Tuesday to the British, the Security Council president this month and the sponsor of the resolution creating the inspection commission.

The British and Americans offered no explanation why they had acquiesced to the French, after insisting for the past week that the resolution was ready for a

vote and that there would be no further negotiations. Richard Holbrooke, the chief U.S. delegate, has not been involved in negotiations on the Iraq resolution, saying he had other pressing affairs.

The new inspection plan has been fine-tuned several times to take Russian and French concerns into account, including the addition of provisions that arms control experts say could reduce the independence of the inspection commission.

Secretary-General Kofi Annan appeared to confirm the apprehensions Tuesday when he told reporters that the UN disarmament department would help him draw up a list of staff members for the new commission. Arms experts say the list should be left to the commission's executive chairman, to be chosen by Mr. Annan.

Mr. Annan pointedly did not mention the last chairman of Unsc, the original inspection commission, now defunct, when talking about what kind of candidate he was seeking for the new position. The last chairman, Richard Butler, was known for his aggressive, direct style in dealing with the Iraqis, who are accused of trying to mislead and hamper the inspectors.

The unexpected council setback on Iraq came as the International Atomic Energy Agency, the UN entity responsible for all nuclear inspections in Iraq, was also meeting resistance in Baghdad as it tried to carry out monitoring unrelated to past or future UN inspections.

The atomic agency, based in Vienna, said that if Baghdad did not allow inspectors to check the Iraqis' store of low-enriched uranium this week, President Saddam Hussein would again be in violation of the 1968 Nuclear Nonproliferation Treaty.

Iraq violated the treaty consistently before the Gulf War in 1991, but those violations were not discovered until after the war, when caches of highly enriched uranium and plutonium were removed by UN inspectors.

This week, the agency assembled a team of inspectors to make a routine annual inspection of Iraq's remaining permitted uranium stocks, a spokesman for the agency said. The Iraqis have not issued the inspectors visas.

Although the United States has said that it does not have proof that the Iraqis have resumed building prohibited weapons — nuclear, biological or chemical — independent disarmament experts say that given a year without international inspections, it is more than likely that Iraq has continued to look for ways to reconstruct programs.

No atomic agency inspectors have been permitted to work in Iraq since they and the inspectors of Unsc, which monitored biological, chemical and missile systems, were evacuated before U.S. and British air strikes a year ago.

■ Iraq to Resume Oil-Food Deal

Iraq announced Wednesday that it would resume UN-sanctioned oil exports this week, The Associated Press reported from Baghdad.

The exports will be under a UN program that was renewed by the Security Council on Friday for a seventh six-month term. The program, an exception to UN economic sanctions, allows Iraq to sell oil worth \$5.2 billion every six months to buy food and other goods.

Iraq had halted the oil exports to protest a two-week extension when the sixth phase of the program ended Nov. 20. It was extended again by a week.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, DECEMBER 16, 1999

Onze membres du parti pro-kurde HADEP interpellés dans le sud-est

ANKARA, 15 déc (AFP) - 15h57 - Onze membres du parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), dont quatre dirigeants locaux, ont été interpellés mercredi lors d'une descente de la police au siège provincial du parti à Sanliurfa (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

Les interpellations sont intervenues après la découverte dans le bureau du parti de nombreux documents "interdits" qui sont de "nature à faire l'éloge du PKK (ndlr: Parti des Travailleurs du Kurdistan)" et visent l'"intégrité territoriale de l'Etat", a précisé l'agence, citant la police.

Les documents "insultent" en outre les forces de sécurité, a-t-on ajouté

Le HADEP, menacé de fermeture par la justice turque qui le considère comme une émanation du PKK, a remporté lors des dernières municipales en avril une série de grandes villes dans l'est et le sud-est, dont Diyarbakir, à majorité kurde.

Dans un communiqué, le HADEP a condamné un acte de "provocation" visant à saboter l'"atmosphère de paix et de fraternité" voulant être établie dans la région.

Le PKK, qui a lancé en 1984 une rébellion armée en vue d'obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est, a récemment annoncé qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, répondant aux appels de son chef, Abdullah Ocalan, pour une solution "pacifique et démocratique" au conflit.



A Washington, la Syrie réclame la restitution de tous ses territoires occupés par Israël

Les négociations de fond entre les deux pays pourraient commencer début 2000 aux Etats-Unis

Les négociations israélo-syriennes ont commencé, mercredi 15 décembre, à Washington. Le ministre des affaires étrangères syrien, Farouk El

Chareh, et le premier ministre israélien, Ehoud Barak, qui ne se sont pas publiquement serré la main, doivent convenir, avant la fin de la se-

maine, d'un calendrier. Les véritables discussions pourraient débuter au début de l'année prochaine. Elles devraient se tenir aux Etats-Unis.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les pourparlers de paix israélo-syriens ont débuté, mercredi 15 décembre, à Washington. Ehoud Barak, premier ministre de l'Etat hébreu, et Farouk El Chareh, ministre des affaires étrangères de Damas et proche du président El Assad, se sont rencontrés sous la houlette de Bill Clinton puis de la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, avant de se séparer en fin d'après-midi. Ils devaient se retrouver jeudi matin. Aucun propos n'a filtré et le porte-parole de la Maison Blanche a dû déployer tout son talent pour tenir une conférence de presse sans rien dire du tout, ni sur le fond ni sur la forme.

Une semaine après l'annonce de la reprise des négociations, l'atmosphère à Washington, où MM. Barak et El Chareh étaient arrivés mardi, était d'un optimisme tempéré de prudence. Au cours de trente et un entretiens téléphoniques avec MM. El Assad et Barak depuis l'été, Bill Clinton a réussi à rapprocher les points de vue et à circonscrire les divergences - cruciales - après trois ans et demi de suspension des derniers contacts. Mais le plus dur reste à faire, si l'on en juge par la brève apparition des trois protagonistes, qui n'ont pas échangé la

traditionnelle poignée de main.

« Ce à quoi nous assistons en ce jour, a déclaré le président américain dans le Rose Garden de la Maison Blanche, n'est pas encore la paix, et y parvenir nécessitera de l'audace et des choix difficiles. Mais aujourd'hui représenté un grand pas dans cette direction. (...) Pour la première fois dans l'histoire, il existe une chance de parvenir à une paix globale entre Israël et la Syrie, et même avec tous ses voisins. » Bill Clinton est prêt à « faire tout ce qui est possible pour aider les parties à réussir », car la tension actuelle est « bien plus coûteuse que la plus coûteuse des paix ».

LE FROID ET LE CHAUD

Sur un ton similaire, M. Barak a exprimé en quelques mots son souhait de parvenir, « de concert avec nos partenaires syriens, à un Proche-Orient différent dans lequel les nations vivent côte à côte dans des relations pacifiques, un respect et un bon voisinage mutuels ». Le terme de « partenaire », utilisé par un homme qui participa, l'arme à la main, à la conquête du plateau du Golan, est symbolique de son désir de réussir, même si la paix sera chèrement acquise, comme l'a reconnu son ministre de la justice, Yossi Beilin, qui a déclaré à CBS : « Nous allons parvenir à une paix globale au Proche-Orient pour

l'an 2000, et nous devons payer un prix très, très élevé pour cela. »

Mais M. El Chareh a rappelé que rien n'était encore réglé en soufflant à la fois le froid et le chaud. Il a tout d'abord réaffirmé que les négociations devaient reprendre « là où elles avaient cessé en 1996 » et aboutir « au retour à la Syrie de tous les territoires occupés ».

QUATRE POINTS

Ces propos auraient pu paraître peu encourageants s'ils n'avaient été suivis par l'expression d'un même désir de paix entre Israël et la Syrie, mais aussi avec le Liban : « Tout le monde réalise qu'un accord de paix (...) signifierait pour la région la fin d'une histoire de guerres et de conflits et pourrait conduire à un dialogue de civilisations et à une compétition honorable dans divers domaines, politique, culturel, scientifique et économique. (...) La paix à laquelle nous allons parvenir sera établie sur la justice et une légitimité internationale. »

Le diplomate syrien s'est par ailleurs livré à une sorte d'introspection sur l'impact du conflit sur l'unité du monde arabe dont le régime du président Hafez El Assad s'est longtemps présenté - verbalement du moins - comme le porte-drapeau : « La paix posera sans doute des questions à tous,

spécialement au monde arabe qui, après avoir réexaminé les cinquante dernières années, pourra se demander si le conflit israélo-arabe a seulement défié l'unité arabe ou s'il l'a contrecarrée. » Si les deux ennemis d'hier ne se sont pas parlé en tête-à-tête, ils n'ont pas eu besoin d'intermédiaire pour lancer la discussion, qui devait essentiellement porter sur la fixation d'un calendrier, l'ordre du jour étant déjà acquis. Celui-ci porte sur quatre points : le retrait israélien, le délai durant lequel il se déroulera, la nature de la paix qui en résultera et les dispositions concernant la sécurité. A moins d'une prolongation toujours possible, d'ici à la fin de la semaine, les deux parties devraient se retrouver début 2000, sans doute aux Etats-Unis, comme le souhaite la Syrie, et peut-être à Camp David.

Car Washington demeure la cheville ouvrière de la négociation, contrairement à ce qu'avait ouvertement souhaité M. Barak lors de sa première visite dans la capitale américaine, cet été. Les Syriens le demandaient, Bill Clinton le souhaitait. Car un succès redorerait son blason. D'où ses efforts pour amener les deux parties à faire les pas indispensables l'une vers l'autre.

Patrice de Beer

Turkey Tries Ocalan Again

Kurd in Dock Over Separatist Crimes Dating to the '70s

The Associated Press

ANKARA — The Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan went on trial again Wednesday, this time for crimes that allegedly took place more than 20 years ago.

Mr. Ocalan is charged with separatism, murder, extortion and membership in an armed gang along with 100 other defendants, including his estranged wife, Kesire Ocalan, and two top rebel commanders who have not been caught.

Mr. Ocalan, who is imprisoned on an island in the Marmara Sea, did not attend the trial. A state security court in June sentenced him to death for treason and separatism for launching a war for Kurdish autonomy in southeastern Turkey.

Mr. Ocalan's sentence was upheld by an appeals court last month, but his attorneys have taken the case before the European Human Rights Court.

The trial was adjourned Wednesday until Feb. 23 to wait for a formal confirmation of the appeals court decision and an answer from the Netherlands on Turkey's request for the extradition of a rebel commander, Murat Karayilan.

Mr. Karayilan, widely suspected of carrying out attacks on Turkish troops, appealed to Dutch authorities last month for political asylum.

Mr. Ocalan formed the Kurdistan Workers Party in 1978. The new charges against him predate the 1980 military takeover. For procedural reasons they

could not be merged with the June trial.

With its prospects for European Union membership improved, the Turkish government appeared cautious regarding Mr. Ocalan's death sentence, despite calls for his execution from the far-right wing of the government coalition.

"It is a contradiction to continue to oppose lifting the death penalty and to be in favor of EU membership," Prime Minister Bulent Ecevit, a longtime opponent of the death penalty, told Parliament on Tuesday. Death sentences must be approved by Parliament and by the president before they can be carried out.

The EU criticized the death sentence given to Mr. Ocalan and urged that it not be carried out.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

DECEMBER 16, 1999

Greece Wants Turkey to Make the Grade

ATHENS — The EU summit this week will decide whether Turkey should become a candidate for membership. Greece believes that if Turkey is willing to submit to the rigors of the process of candidacy, which apply equally to all candidate countries, then it should be accepted into the EU.

With the harrowing war in Kosovo still fresh in our memories, the Greek people are critically aware of the importance of good neighborly relations. We believe that our neighbor's strength is our strength. To exclude a country from the full benefits of international society is a sure path to the kind of crises we have faced for too long in Southeast Europe.

The heart of the European ethos lies in building the institutions and practices of inclusiveness.

Since I became foreign minister last February, I have consistently followed a policy of regional cooperation. Greece is committed to embracing all nations which strive for democracy within their frontiers, and peaceful cooperation beyond them, in the European family. This policy applies as much to Yugoslavia as it does to Turkey.

I believe that Greece and Turkey have no choice but to explore new avenues for cooperation. Our mutual interests can outweigh our political dif-

By George Papandreou

ferences. We can and must resolve these differences through peaceful means, through the International Court of Justice.

So Greece has initiated a process of constructive dialogue with Turkey — a process which began even before the Kosovo crisis and the earthquakes that shook both our countries.

In short, Greece has attempted to turn a new page. This policy of openness requires courage and determination.

While Greek foreign policy is guided by a genuine commitment to regional stability and prosperity, we also have a duty to safeguard our national interests. Our European allies appreciate that Greece has more to gain but also potentially more to lose from Turkey's European prospects than any other EU state.

Greece has created a window of opportunity for Turkey. The time has come for Turkey to prove that its intentions toward Europe are serious. If Turkey is willing to play by EU rules, we in Europe must back Turkey's candidacy.

We cannot condone double standards. The entry criteria set down in Copenhagen apply equally to all candidate nations. In Turkey's case, this means greater political and religious

freedom, independence of judiciaries, and free media. It means guarantees for the protection of human rights and minority rights. It means the settlement of disputes by peaceful means, and respect for international law.

With respect to good neighborly relations and the inviolability of borders, we are worried by Turkey's incessant violations of Greek airspace and its practice of placing restrictions on the ecumenical patriarchate in Constantinople.

Greece advocates a real and not a "virtual" candidacy for Turkey. Neither the EU nor Turkey can be satisfied with empty gestures of goodwill.

Turkey must now commit to concrete actions. The recent statement by my Turkish counterpart, Ismail Cem, that Turkey is prepared to resolve its territorial differences with Greece with respect to international law, and comply with the criteria set down in Agenda 2000, is a very positive step.

And of course we strive to reach an acceptable diplomatic solution to end the division of Cyprus, based on the relevant decisions of the United Nations. EU membership is the best way to guarantee progress on the Cyprus issue.

Cyprus is closest among all EU candidates to fulfilling

entry requirements. Entry would increase the security, stability and prosperity of both communities on Cyprus. The Turkish Cypriot community, now isolated from the rest of the world, would benefit the most.

Turkey continues to occupy 38 percent of the island with more than 30,000 troops. Can the EU accept any candidate country which forcefully occupies the territory of another candidate country? The Union has a responsibility to help break down the last Berlin Wall dividing a European capital.

Turkey still has a long way to go. Some of our partners in Europe believe that it is not yet politically, economically or socially stable enough to join Europe. Let Turkey prove its maturity by undertaking the necessary reforms. And let the EU provide a realistic framework for Turkey to undertake these reforms — a road map of conditions, criteria and deadlines.

Turkey cannot be expected to carry out painful reforms unless the EU demonstrates an unequivocal commitment to Turkey's European future. Greece has built half the bridge that will draw Turkey closer to Europe. Whether our European partners will build the other half remains to be seen at Helsinki.

The writer is foreign minister of Greece. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

Europe's Helsinki Summit: Now Make Turkey a Serious Offer

By Phil Gordon

PARIS — In Helsinki this Friday and Saturday, European Union leaders are to decide whether Turkey, which has been knocking on the door since 1987, can be officially named as a "candidate."

Such a designation, which would in fact imply nothing but that Turkey will be treated in the same way as other countries lining up to join, might seem fairly straightforward, but it is not.

Two years ago at the EU's Luxembourg summit, the Europeans named six countries that would begin accession negotiations right away (Poland, Hungary, the Czech Republic, Cyprus, Slovenia and Estonia), and five that would be official

"candidates" but not yet start negotiations (Lithuania, Latvia, Slovakia, Bulgaria and Romania). Turkey's desire for membership was merely acknowledged.

The Luxembourg decision on Turkey did enormous damage to European relations with Ankara, alienated those Turks who make the case that the country should continue its westward orientation, and provided fodder for those who argue that Europe is an ethnic-religious club that will never accept a country of 65 million Muslims.

All for no good reason, since candidacy status confers no

special rights on the candidate, which still needs to meet all the EU's tough membership criteria before it can actually join.

But keeping Turkey at arm's length was good politics for those European governments, in particular Germany's, which wanted to reassure their voters that their countries would not be flooded with Turkish workers any time soon.

The Helsinki summit offers an opportunity to right this wrong and put Turkey's relations with Europe on a new footing.

While most European governments seem to have accepted that the time is right to do so,

there are still two obstacles in Turkey's path. The first is an insistence in some EU countries (mainly Sweden) that any extension of candidacy status to Turkey be accompanied by a detailed "road map" that would tell the Turks what they must do between candidacy status and actual membership.

This insistence is not so much wrong as redundant — all candidates of the EU need to meet strict criteria on democracy, human rights, economic openness and diplomatic behavior.

The second potential obstacle is Greece. To its credit, the Greek government is now saying that it wants to help Turkey become a candidate, and

even arguing, quite plausibly, that Greece is in fact a stronger supporter of Turkey's eventual membership than many of the others. But Greece is also placing unspecified conditions on Turkey's candidacy and saying that it will not make up its mind until it sees just what the Helsinki text has to offer.

Greece has been seeking support from EU partners in disputes over sovereignty in the Aegean, and a promise that Cyprus can join the EU even if efforts to unify the island fail.

With elections likely next March, the Greek government's desire to be seen to get some-

thing tangible for what it feels is a major gesture toward Turkey is understandable. But it is also misplaced. A Greek decision to allow the EU to treat Turkey like other applicants is not only right, it is also more likely than anything else to encourage constructive Turkish policies on other fronts.

A new Greek veto of Turkey's candidacy would almost surely lead to a further cycle of resentment, a slowdown if not an end to the recent warming of relations between the two countries, and a guarantee that neither Cyprus nor the Aegean problem will be resolved soon.

It is not only up to the Greeks and the EU to take steps to improve relations, of course.

Turkey can help by taking advantage of the opportunities for peace in the country's war-torn southeast and allowing more cultural freedom for its Kurdish citizens; by expanding and ensuring implementation of new human rights legislation; by continuing the very positive economic reform that has already seen landmark legislation on banking reform and international arbitration; and by showing the Greeks, through a pledge of nonuse of force to resolve disputes and an agree-

ment to submit Aegean issues to international arbitration, that their bilateral rapprochement is not a one-way street.

All of these are things that the EU will be on firm ground to ask for if and when it takes advantage of its second chance at Helsinki and tells Turkey that it will be treated like everyone else.

The writer, a recent director for European affairs at the U.S. National Security Council, is a senior fellow at the Brookings Institution. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

The Cakici incident

- Alaattin Cakici, who was arrested and brought to Turkey on Monday night, raged like a storm. "I am ready to reckon with my enemies, inside or outside prison"
- Ecevit stated that the conditions on Cakici's return were connected to the fact that the death sentence is still valid in Turkey, but added that the death penalty should be abolished "as soon as possible"

HAKAN ASLANELI 15 December, 1999, Copyright © Turkish Daily News

Istanbul - Turkish Daily News

The notorious mafia boss Alaattin Cakici, who was recently extradited from France back to Turkey, caused unrest among many politicians and businessmen who are alleged to have had dealings with him.

Among them is Korkmaz Yigit who came to public attention with the awarding of the Turkbank contract, former minister Eyup Asik whose relations with Cakici have been uncovered and businessmen Cavit and Yuksel Caglar. Additionally, there are Huseyin Korkmaz and Hakan Cillioglu who are also among the famous names of the underground world.

Cakici, who was arrested in France, was brought to Turkey under tight security measures. He arrived at Istanbul's Ataturk Airport on an Air France flight at around midnight on Monday.

On his return Cakici said: "In that country [France], which is accepted as a cradle of democracy, I was exposed to bodily and psychological torture during my 16 months in a cell which was closed to the world. They wanted me to commit suicide, to kill myself and to go mad. Now I return to my country."

Cakici was taken to the Istanbul Police Headquarters' Directorate of Organized Crimes, where he spent the night before being brought to the Bakirkoy Court on Tuesday morning at 9:55 a.m.

The mafia leader testified before the public prosecutor for two hours and was then sent to prison for the crime of masterminding the shooting of journalist Hincal Uluc and establishing a gang.

The famous godfather was put into a single cell in Kartal Prison, which is known as the prison of celebrity. Cakici, whose men were shot one after another, has recently issued threats through his lawyer, saying that he was ready to reckon with his enemies.

Ecevit demands death penalty to be abolished

Prime Minister Bulent Ecevit stated that the conditions connected with Cakici's return were due to the fact that the death sentence was still valid in Turkey, and he added, "Many incidents like Susurluk have not been resolved, and I want the death penalty to be abolished as soon as possible."

In response to a journalist's question on whether France would demand that Cakici's other crimes be tried in Turkey provided that the death penalty is abolished, Ecevit said: "In many similar situations, foreign countries do not send the convicts back to Turkey because of the death penalty. If the death penalty is abolished, many incidents similar to the Susurluk incident would be resolved. That is why I want the death penalty abolished immediately."



For Syrians Forced From Golan Heights, Talks Revive Passions

By Douglas Jehl
New York Times Service

DAMASCUS — It was 32 years ago that Israeli forces drove Syrians by the many thousands from the Golan Heights. This week, many of those same Syrians are fixing eyes and ears on Washington, in the hope that they are witnessing a watershed.

"People are exhausted by this stalemate," said Ali Rahil, the headmaster of a primary school outside Damascus, who was relying on a satellite dish to monitor the news from abroad. "They want the talks to move forward."

Still, with Israeli-Syrian negotiations once again under way after a 45-month break, the Syrian government has been trying to keep optimism in check.

At the moment Wednesday evening when the foreign minister of Syria, Farouk Shara, and the prime minister of Israel, Ehud Barak, appeared together at the White House, Syria's two state-run television stations were broadcasting the dramas that are a staple of this Muslim holy month of Ramadan.

But even Damascus has begun to lift old restraints to provide Syrians with a taste of a possible future peace. On Wednesday morning, for the first time anyone here can remember, the front page of each of Syria's government-controlled newspapers displayed a photograph of a prime minister from Israel — which is still Syria's declared enemy — on his way to Washington.

And on the evening news, extensive Syrian television coverage of the scene in the White House Rose Garden included the full statement delivered by Mr. Barak, although some deft editing made it appear that Mr. Shara had spoken first.

In Syria, whose government has long worked overtime to control citizens' perceptions, the Internet and mobile telephones are still banned, except to a small elite sector.

Newspapers and television stations are not permitted to voice dissent, at least when it comes to foreign affairs and President Hafez Assad's policies.

One result has been the appearance of seamless consensus among citizens who tend to echo the government line.

"We all want peace, but it will come down to the land," said Michel Achkar, a 35-year-old electrical engineer. "Syrians believe in peace, but only if we get our land back."

Still, the national hunger for news often exceeds what the government is willing to provide. On Wednesday in particular, visits to homes and offices almost invariably found that stations were turned to foreign outlets, including Radio Monte Carlo, which provides Arab-language broadcasts, and even to an Arab-language Israeli television channel.

Mr. Rahil, the headmaster, now lives in a refugee camp about 10 miles south of Damascus. Now 40, he was just 8 in 1967, when the Golan was captured by Israel and his family fled.

His new home, once a field of tents

has evolved over the years into a village of cinder-block houses. The population, 50,000, is divided about equally between those who fled Palestinian lands in 1948 and 1967 and those driven from the Golan, a main battle zone of the 1967 Arab-Israeli war.

At least 500,000 Syrians, officials say, have roots in the Golan, out of a total Syrian population of 16 million. Today, the land, still furrowed with minefields and full of Israeli military outposts, is home to 17,000 Israeli settlers and about 20,000 Syrians, most of them Druze, who stayed behind after the conflict.

Even now, people like Mr. Rahil describe vivid memories of Israeli bombardment and of the truck that carried them northward, into Syrian territory.

These days, Mr. Rahil advertises his patriotism on school walls adorned with murals that pay tribute to Mr. Assad, Syria's ruler for the last 30 years. But Mr. Rahil still likes to hear the news from abroad, he said, and managed a few years ago to scrape up the \$100 necessary to buy a share in a satellite dish that makes foreign channel-surfing possible.

His mood remains cautious; the Israelis, he said, are experts in "procrastinating and prevaricating."

One street away, Abu Hassan Masri, 80, another Golan refugee, showed a darker side of the Syrian mood.

"It's not going to work," Mr. Masri almost spat when asked about the talks in Washington. "Peace doesn't work with the Israelis — only war."

Syria and Israel Approve New Talks

Negotiators Will Start Another Round in Washington on Jan. 3

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Israeli-Syrian talks wound up Thursday with agreement to meet here again on Jan. 3, a modest advance but one that left room for hope of progress toward a broader Middle East settlement.

"We are witnessing a new beginning in the effort to achieve a comprehensive peace in the Middle East with Syrian and Israeli negotiations off to a good start," a clearly upbeat President Bill Clinton said after two days of talks between Prime Minister Ehud Barak of Israel and the Syrian foreign minister, Farouk Shara.

Mr. Clinton also said that Israeli-Lebanese talks were expected to begin soon and he noted that Israeli-Palestinian negotiations were still on track.

"We can truly set our sights on a new and different Middle East," he said. Mr. Barak and Mr. Shara stood alongside the president, but did not speak.

After two days of sometimes strained talks — made more tense by unexpectedly confrontational opening remarks Wednesday by Mr. Shara — the White House said that both sides had, at least, confirmed their determination to achieve a lasting peace.

"We've brought them here to demonstrate they are serious about peace," said the White House spokesman, Joe Lockhart, "and now we know this."

Both Mr. Shara and Mr. Barak were looking forward to the further talks next month, their delegations said.

The two sides, under the mediation of Secretary of State Madeleine Albright, were able to move from discussion of

the general framework for future talks to consideration of the dynamics of an eventual Israeli withdrawal from the Golan Heights, the strategic border plateau that Israel occupied in the 1967 Arab-Israeli war.

Various confidence-building measures, which Israel has said will be necessary before it cedes any territory, were reportedly discussed in the talks at Blair House, the official guest residence across from the White House.

In the talks, a senior Israeli official told The Associated Press, Mr. Barak pressed Mr. Shara to clamp down on the Hezbollah guerrillas who regularly attack Israeli soldiers in southern Lebanon.

Mr. Shara reportedly replied that Syria, which wields considerable power in Lebanon, would take no action now but would confront any party acting against its interests once a peace deal was forged.

The talks got off to a rocky start Wednesday. Israeli officials were taken aback and U.S. officials frustrated when the Syrian official used what was to have been a brief opening ceremony at the White House as a platform to list long-standing grievances against Israel.

Foreign Minister David Levy of Israel described Mr. Shara's opening speech as unacceptable but said later that once negotiators convened in private, the atmosphere lightened.

"We also laughed, all of us, and the tone and the atmosphere also changed during the hours we spent talking," he told Israel Army Radio.

Mr. Shara, in an alternately hopeful and intransigent six-minute speech on Wednesday, had accused Israel of displacing a half-million Syrian villagers when it occupied the Golan Heights in the 1967 Arab-Israeli war. And he charged that the international community had "totally ignored" Arab suffering.

He asserted that it was not Syria that had started the Arab-Israeli war in 1967:

"It was the other side who insisted on provoking the Syrians."

Israelis later accused him of seeking to rewrite history.

Ill feelings over the speech apparently set back plans for a face-to-face meeting Wednesday with Mr. Barak, who had stood stiffly as he listened to Mr. Shara's comments.

U.S. officials, who have been working with both sides for months to restart this process, continued to press for a basic framework agreement on the January talks and on the general format of an eventual peace accord.

The key issues to be resolved will have to do with the extent of any Israeli withdrawal from the strategic Golan Heights — Syria has always demanded a complete withdrawal while Israel now appears ready to give up most of it — along with what security assurances can be provided for Israel. The future political relationship also will be discussed.

Israel is said to hope for a Syrian pledge to pressure the Hezbollah guerrillas in

Lebanon to halt attacks on Israeli troops in the buffer zone along the border.

Israel and the United States hope that a peace accord with Syria would pave the way for a settlement between Israel and Lebanon. Mr. Shara was to visit Lebanon on Sunday.

The Syrian presence at the same table with the Israeli prime minister constituted the first de facto Syrian recognition of Israel.

No one underestimated the high stakes involved. Failure at this point, Mr. Barak told reporters, could bring a disastrous worsening of relations.

Mr. Shara, while proclaiming a hope for peace, said in his speech that failure could yield a conflict "in which bloodshed can never stop."

In the Middle East, reaction to the opening of talks was cautiously hopeful.

King Abdullah II of Jordan welcomed the resumption, saying that it "opens the doors for a just, regional settlement."

LA LETTRE DE L'UGAB Samedi 18 décembre 1999

DÉGEL

Les milieux d'affaires turcs et arméniens veulent accélérer le processus de rapprochement entre les deux pays

Le Conseil pour le Développement des Affaires Turco-arméniennes, fondé en mai 1997, travaille depuis sa création à un rapprochement entre Turcs et Arméniens, pour accroître le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Arménie. Une délégation du Conseil a effectué début décembre une visite de quatre jours en Arménie, afin de donner une nouvelle impulsion aux relations commerciales entre les deux pays.

Dans un entretien exclusif accordé au quotidien turc de langue anglaise *Turkish Daily News* (11-12), le co-président turc du Conseil, Kahan Soyak, a indiqué que la délégation turque a eu durant sa visite à Erévan des entretiens avec le président Robert Kotcharian, le premier ministre Aram Sarkisian et de nombreux officiels de haut rang. «Il est très clair que l'Arménie veut avoir des relations chaleureuses et amicales avec la Turquie, a-t-il souligné. Mon sentiment est que nous pourrions tirer profit d'une amélioration des relations non seulement au niveau bilatéral, mais aussi aux Etats-Unis, en Russie et dans les anciennes Républiques soviétiques. Le lobby arménien est assez puissant aux Etats-Unis et en Russie. Nous pouvons trouver un moyen de tirer des bénéfices communs.» M. Soyak a confirmé avoir reçu des signaux en provenance d'officiels à Ankara, désireux d'entretenir des relations de bon voisinage avec Erévan.

Le co-président turc du Conseil a souligné que celui-ci menait depuis deux ans une campagne d'explication, en compagnie de son co-président arménien Arsen Ghazarian, auprès des Arméniens des Etats-Unis. Des rencontres ont été organisées avec pratiquement tous les lobbies et groupes arméniens intéressés aux USA, afin de «mobiliser le lobby arménien des Etats-Unis dans l'intérêt commun de la Turquie et de l'Arménie».

Interrogé par le quotidien d'Arménie *Yerkir* (03-12), Kahan Soyak a estimé que la frontière arméno-turque serait ouverte «dans deux à trois mois». «Dans un très court délai, a-t-il poursuivi, nous verrons les résultats de la dernière rencontre Kotcharian-Demirel d'Istanbul. J'ai entendu de sources fiables que la Turquie se préparait à des changements d'orientation très sérieux sur la question de la normalisation des relations arméno-turques.»

Interrogé sur le préalable posé par la Turquie - règlement du conflit du Karabagh avant tout rapprochement -, M. Soyak a estimé que sa qualité de président d'un Conseil d'Affaires ne l'empêchait pas d'œuvrer activement en vue du règlement des sujets de discorde. «Au vu de mes rencontres avec les officiels arméniens, j'ai l'impression que le problème du Haut-Karabagh est destiné à servir au processus de réconciliation. Ils pourraient tomber d'accord

sur une sorte de règlement dans un avenir pas trop lointain. Mais le problème ici est de convaincre le public de la nécessité d'une paix véritable et durable dans la région», a déclaré M. Soyak.

LES «ALLÉGATIONS ARMÉNIENNES» SUR LE «GÉNOCIDE»

Mais le problème «le plus difficile» demeure, bien entendu, «les allégations arméniennes sur le génocide». Soulignant le besoin urgent de créer une commission mixte d'historiens, appelés à examiner les archives pour savoir ce qui s'est réellement passé, M. Soyak a indiqué que le Conseil soutenait le principe d'une déclaration commune, effectuée une fois que les faits auraient été établis avec précision par la commission. «Nous avons proposé aux deux parties de mettre sur pied une commission chargée de conduire des recherches sur les revendications historiques, a révélé M. Soyak. La commission serait composée d'historiens arméniens et turcs, qui examineraient les archives ottomanes, britanniques, allemandes et russes, puis prépareraient un rapport sur ces allégations.» M. Soyak précise que la partie arménienne a salué l'idée, et que les Turcs ne l'ont pas rejetée à ce jour.

Le Conseil demande néanmoins à la partie arménienne de ne pas porter cette question devant les Parlements des pays européens, pour ne pas provoquer un regain de tension autour de cette question. ●

Des islamistes turcs accusent Ecevit de soutenir Moscou

15 décembre 1999

Par Elif Unal

ANKARA, 15 décembre - L'opposition islamiste turque a accusé mardi le Premier ministre Bulent Ecevit de soutenir l'offensive russe contre la Tchétchénie.

La Turquie entretient des liens étroits avec le Caucase et son opinion publique soutient les Tchétchènes. Cependant, en octobre, lors d'une visite à Moscou, Ecevit a signé un protocole de coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Aucun conflit n'était cité dans le protocole, mais il répondait à l'évidence aux craintes de Moscou, qui redoute que des combattants tchéchènes s'entraînent en Turquie, et aux inquiétudes d'Ankara, qui soupçonne des rebelles kurdes de trouver refuge en Russie.

"On dirait qu'un lobby russe opère à l'intérieur du système de l'Etat", a déclaré au Parlement Abdullatif Sener, député du Parti de la Vertu, principale formation d'opposition.

"Vous avez avalisé les atrocités en Tchétchénie en serrant la main du Premier ministre russe (Vladimir) Poutine, une main trempée dans le sang tchéchène", a-t-il poursuivi.

Ali Tekin, du Parti de la gauche démocratique d'Ecevit, a pris la défense du gouvernement. "La Turquie a beaucoup souffert du terrorisme. Il est hors de question pour la Turquie de soutenir aucun mouvement terroriste, en Russie ou dans un autre pays", a-t-il dit.

Mais un député de la coalition au pouvoir a abondé dans le sens de Sener. "Signer un tel protocole à un moment où les Tchétchènes sont confrontés à un génocide donne à penser que la Turquie soutient la Russie", a dit Ahad Andican, du Parti de la mère patrie (conservateur).

Ismail Kose, du Parti du mouvement nationaliste, membre de la coalition gouvernementale, a accusé Sener de porter atteinte à la crédibilité de l'Etat et il l'a sommé de retirer ses propos, faute de quoi son parti ne voterait pas une motion commune dénonçant l'opération russe en Tchétchénie.

Sener a refusé. Le débat a été interrompu par une échauffourée et la séance a été ajournée sans qu'un vote sur la motion soit intervenu. /NCD

.....

REUTERS

UE - Strasbourg émet des réserves sur la candidature turque

STRASBOURG, 16 décembre - Le parlement européen a émis des réserves, jeudi, sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne, acceptée par les Quinze la semaine dernière à Helsinki, en estimant que des négociations avec Ankara devraient être liées à l'évolution de la situation des droits de l'homme.

Dans une résolution sur les résultats du sommet d'Helsinki, le parlement "salue" la décision du Conseil d'entamer des négociations d'adhésion avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et Malte, mais se contente de "prendre note" du statut de candidat accordé à la Turquie.

Il "souligne toutefois que des négociations ne peuvent être ouvertes parce que la Turquie ne satisfait pas, tant s'en faut, aux critères politiques de Copenhague" sur la démocratie et les droits de l'homme.

Les eurodéputés ont toutefois approuvé un amendement proposé par les Verts, dans lequel ils "espèrent que l'octroi du statut de candidat à la Turquie suscitera dans ce pays les réformes qui s'imposent dans le domaine de la démocratie, de la primauté du droit et du respect des droits de l'homme et des minorités, s'agissant plus spécialement du règlement de la question kurde".

Ils "demandent à la Grande assemblée nationale (turque) d'abolir immédiatement la peine capitale". /GR

.....

Ocalan en prison, le conflit armé en voie d'extinction

18 décembre 1999,



ANKARA, 18 déc (AFP) - La capture du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan et la candidature turque à l'Union européenne ont bouleversé la donne sur la question kurde, entraînant une extinction progressive du conflit armé dans le Sud-Est et une ouverture des dirigeants turcs sur un sujet tabou.

Depuis que le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), arrêté mi-février au Kenya et condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme, a ordonné à ses troupes d'arrêter de se battre et de se retirer de Turquie à partir de septembre, les combats ont diminué de 90% d'intensité dans le Sud-Est à majorité kurde, selon des sources turques et kurdes.

"L'atmosphère est en train de changer et les pressions ont nettement diminué", reconnaissait récemment Hasan Kaya, directeur de l'Institut kurde d'Istanbul, où des centaines de milliers de Kurdes se sont réfugiés, chassés par les combats dans le Sud-Est encore partiellement sous état d'urgence.

Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts en 15 ans, en majorité des Kurdes.

Cette accalmie reste à confirmer. Mais déjà, il semble acquis qu'Ankara ne pendra pas Abdullah Ocalan, qui multiplie les appels à la paix, et s'avère plus utile vif que mort.

D'abord, son exécution en ferait un martyr et remettrait le feu aux poudres. Ensuite, la Turquie a été reconnue candidate à l'UE lors du sommet d'Helsinki le 10 décembre et doit, pour devenir membre, abolir la peine de mort, respecter les droits de l'Homme et des minorités, ce qui passe par une prise en compte des aspirations des Kurdes.

Jusqu'ici, l'Etat turc leur a dénié des droits singuliers, refusant de les inclure dans sa définition des minorités, uniquement basée sur la religion.

Théoriquement, Kurdes et Turcs sont égaux en droit et il n'y a pas de "question kurde" pour Ankara. Même si la Turquie a régulièrement affronté des rébellions kurdes depuis sa création en 1923.

Mais la perspective européenne fait évoluer le discours car la Turquie "ne peut adhérer à l'UE sans avoir réglé" le conflit, relevait récemment l'ancien Premier ministre Mesut Yilmaz, partenaire de la coalition gouvernementale de Bulent Ecevit.

Les dirigeants évoquent maintenant la perspective de changements vis-à-vis de leur population kurde, forte d'environ 12 millions de membres sur 63 millions d'habitants, une estimation en l'absence de chiffre officiel.

Le président Suleyman Demirel a déclaré après Helsinki que la Turquie allait "rectifier" leur situation si nécessaire. Le chef de la diplomatie Ismail Cem a estimé que les Kurdes avaient droit à une télévision dans leur langue.

L'armée avait donné le signal dès septembre: le chef de l'état-major, le général Huseyin Kivrikoglu, avait lancé qu'au fur et à mesure "des progrès de la démocratisation", les droits culturels souhaités par les Kurdes "seront aussi développés".

L'octroi de droits culturels est l'ultime revendication encore brandie par Abdullah Ocalan, loin du Kurdistan indépendant qu'il prônait au départ.

L'usage du kurde est permis dans la vie courante, les journaux et cassettes de musique, mais il est banni de l'enseignement, à la radio et la télévision, et dans la vie politique.

"Il n'y aura rien d'institutionnalisé, mais il y aura plus de tolérance envers l'utilisation du kurde à la télévision ou la radio", prédit un diplomate occidental.

Mais les dirigeants refusent toujours l'idée d'une autonomie, estimant qu'elle compromettrait l'unité et l'intégrité territoriale, au nom desquelles toute manifestation du nationalisme kurde, assimilée à du séparatisme, a été jusqu'ici sévèrement réprimée.

.....



Le PDK forme un nouveau gouvernement dans le nord de l'Irak

DUBAI, 21 déc (AFP) - 14h27 - Le Parti Démocratique du Kurdistan, une des deux formations qui contrôlent le nord kurde de l'Irak, a annoncé mardi la formation d'un nouveau "gouvernement" dirigé par M. Najervan Barzani, neveu du chef du PDK.

Dans un communiqué reçu à Dubai, le PDK de M. Massoud Barzani a précisé que ce "gouvernement" est formé de 23 ministres, membres du PDK ou de cinq petits partis alliés, dont le Parti communiste irakien et des formations représentant les minorités assyrienne et turkmène dans le nord de l'Irak.

La formation d'un nouveau "gouvernement", non reconnu par la communauté internationale, a été décidée lors du congrès du PDK début octobre, indique le communiqué.

Un autre "gouvernement" kurde dirigé par M. Kosrat Rassoul (Union Patriotique du Kurdistan) existe dans les régions du nord de l'Irak contrôlées par l'UPK.

Le PDK et l'UPK de Jalal Talabani se partagent le contrôle de l'Irak depuis qu'il a échappé à l'autorité de Bagdad en 1991. Ils avaient organisé en 1992 des élections et formé un gouvernement, non reconnu sur le plan international, au sein duquel ils se partageaient les sièges à égalité.

Cependant, des combats ont opposé les deux parties depuis 1994, faisant plus de 3.000 morts, et chaque formation a proclamé son propre "gouvernement" en 1996.

Les deux formations rivales se sont entendues fin octobre sur des mesures de normalisation qui n'ont pas été entièrement appliquées. Ils devaient procéder dans un délai d'une semaine à un échange de prisonniers, mais seule une partie des prisonniers a été libérée, a indiqué à l'AFP M. Rachid Latif, représentant de l'UPK à Londres.

"Le dialogue se poursuit entre les deux formations mais une petite partie de l'accord seulement a été appliquée", a-t-il ajouté.

Des délégations des deux partis avaient tenu une réunion en juin dernier à Washington, sous le parrainage des Etats-Unis, pour tenter de rapprocher leurs points de vue mais sans grand succès.

Décembre 1999

Hilda Tchoboïan : "Les Arméniens d'Europe doivent communiquer"

France-Arménie : L'acceptation de la candidature de la Turquie n'est-elle pas un chèque en blanc des Quinze à Ankara ?

Hilda Tchoboïan : Il est vrai que de tous les pays candidats, la Turquie est la seule à ne pas remplir la majorité des critères d'adhésion, sans parler d'un sujet à part entière que l'Europe ne prend pas en considération, celui du rôle déstabilisateur de la Turquie dans la région. Il y a des conflits latents avec la majorité des pays voisins, problèmes de territoires et d'eau. Il y a aussi les relations très tendues (sur lesquelles la communauté internationale ne dit pas un mot) avec l'Irak, sur la question du bombardement de ses territoires du nord, plus le blocus imposé à l'Arménie depuis une dizaine d'années. Ce facteur éminemment politique n'est pas pris en compte en Europe qui considère la Turquie comme un partenaire fiable parce que c'est aussi un partenaire fiable des Etats-Unis. Ceci étant, il faut tout de même relativiser. Il ne s'agit que de reconnaître le statut de candidat à la Turquie. Les négociations ne commenceront pas tant qu'il y aura des problèmes de droits de l'homme.

F.A. : Qu'est-ce qui a fait selon vous qu'au cours des six derniers mois l'Union européenne, et surtout la Grèce, ont progressivement modi-

fié leur attitude vis-à-vis de la candidature turque ?

H.T. : Ce sont les pressions des Etats-Unis sur la Grèce, qui bloquait le processus de rapprochement, qui ont fait évoluer la situation, mais aussi l'importance que prend la Turquie dans l'évolution de la stratégie américaine de déstabilisation de la Russie. La Grèce veut par ailleurs résoudre ses problèmes de conflits territoriaux en mer Egée et à Chypre et ainsi mettre les Européens devant leurs responsabilités.

F.A. : Le 18 juin 1987, le Parlement européen votait une résolution conditionnant l'entrée de la Turquie dans l'Union à la reconnaissance du génocide. Comment comptez-vous la faire respecter ? Y a-t-il une stratégie européenne des Arméniens en la matière ?

H.T. : Pour la France, nous avons fait des communiqués adressés au chef de l'Etat, au Premier ministre et au ministre des Affaires Etrangères. Dans chaque pays européen, des appels ont été lancés. Mais c'est vrai aussi qu'on ne met pas tous les moyens en œuvre : nous n'avons pas dix personnes qui travaillent en permanence là-dessus et qui harcèlent les gens tous les jours ! Quant à la stratégie européenne, je pense que dans un premier temps ce sont les communautés de chaque pays qui doivent communiquer localement auprès des médias. Par la suite il faut

dra mettre en place un réseau d'Arméniens pour qu'ils puissent travailler efficacement auprès des institutions européennes. Un réseau qui regroupe toutes les potentialités sans pour autant remplacer les organisations et associations. Si l'opinion publique exerce une influence sur les parlementaires, cela se retrouvera forcément sur leurs décisions.

F.A. La coopération européenne envisagée à Bruxelles en mai dernier va-t-elle se développer ?

H.T. : Les Comités de Défense de la Cause Arménienne ont déjà mis en place une coopération européenne dans neuf pays de l'Union. Maintenant, il faut surtout travailler la capacité de chacun à s'impliquer. C'est une question de méthode et d'approche selon les pays. Toutes les communautés ne sont pas politisées et c'est très difficile de le faire en raison de la mauvaise image qu'on se fait actuellement de la politique, ce qui fait beaucoup de mal à la maturation de la communauté arménienne. Si on ne fait pas ce travail, on a perdu la bataille d'avance.

Propos recueillis par Christophe Diremszian

Hilda Tchoboïan est directrice de la Maison de la Culture Arménienne de Décines et responsable du Centre Covcas pour la résolution des conflits et des Droits de l'Homme (Publication Covcas Bulletin).

Oléoduc Bakou-Ceyhan

Victoire diplomatique américaine

Les Etats-Unis parviennent à leurs fins :

réduire l'influence politique de la Russie et de l'Iran dans le Caucase

Bill Clinton peut pousser un "ouf" de soulagement. Dans la longue et difficile bataille pour le contrôle du pétrole de la mer Caspienne, les Etats-Unis ont remporté une victoire symbolique mais psychologiquement importante sur la Russie en obtenant, lors du sommet de l'OSCE à Istanbul le 18 novembre dernier, la signature de deux séries d'accords entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, l'une sur la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, l'autre - avec le Turkménistan - sur celle d'un gazoduc traversant ces mêmes pays. Les trois Etats ont mis en place une base juridique permettant notamment, pour l'oléoduc, la création d'une compagnie exploitante, la MEPCO (Main Export Pipeline Company). Les travaux devraient débuter en 2001 pour s'achever en 2004. Après plus de quatre ans d'efforts diplomatiques et de soutiens politiques appuyés, Washington s'offre ainsi la possibilité de mettre effectivement un pied dans la région, pourtant chasse gardée de Moscou et sur laquelle Téhéran a aussi des vues.

Les protocoles d'accord signés à Istanbul concrétisent le lobbying mené par les Américains depuis 1994 pour que l'acheminement des richesses énergétiques de la Caspienne s'effectue par d'autres moyens que les oléoducs russes, sans pour autant favoriser l'Iran, prêt à accueillir une voie alternative pour sortir de son isolement. Ces dix-huit derniers mois, Washington avait tout fait pour transformer le projet Bakou-Ceyhan en réalité : en mai 1998, un Centre de financement de la Caspienne était créé à Ankara par trois bailleurs de fonds publics (dont l'Agence fédérale du Commerce, et du Développement et la banque d'import-export Eximbank) et des émissaires spéciaux se rendent régulièrement dans le Caucase pour aller porter la bonne parole américaine (Richard Morningstar en juillet 1998, remplacé il y a cinq mois par John Wolf). Les Etats-Unis avaient aussi multiplié les pressions sur la Turquie pour qu'elle accorde quelques carottes fiscales aux compagnies pétrolières toujours pas convaincues de l'intérêt économique du projet. Pourtant malgré les moyens mis en œuvre, les Etats-

ARMÉNIE

Unis vont tarder à voir les résultats. En octobre 98, cinq pays - Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turquie - signent la déclaration d'Ankara, un document qui ne représente guère plus qu'un engagement politique à poursuivre le projet. Car les cordons de la bourse, eux, sont tenus essentiellement par le consortium AIOC, qui gère l'exploitation du pétrole azéri, et les actionnaires rechignent encore à participer au budget d'un projet onéreux (entre 2,7 et 3,3 milliards de dollars pour un tracé de plus de 1 700 km) et sans garantie de viabilité économique.

Les compagnies pétrolières pourront toujours se rassurer avec la signature par le Kazakhstan, parallèlement à l'accord du 18 octobre, de la promesse de faire passer une partie de son pétrole par les futurs tuyaux pour augmenter leur rentabilité. Pas rassurée en revanche, la Russie, n'a pas manqué de dénoncer "la pression politique" menée par l'administration américaine sur les compagnies participant à la construction.

Christophe Diresmzian

L'Irak reprend ses exportations de pétrole

L'Irak a confirmé samedi son retour sur le marché pétrolier international, au lendemain d'une résolution de l'ONU qui supprime le plafond imposé

auparavant à ses exportations (5,26 milliards de dollars par semestre).

Le pays a repris ses exportations conformément à l'accord « pétrole contre nourriture », après une suspension de trois semaines. Le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, a précisé que 2 millions de barils de brut ont été chargés dans la nuit au port irakien de Mina al-Bakr, sur le Golfe.

Les analystes estiment que la

levée des restrictions sur le volume des ventes irakiennes de brut n'aura dans l'immédiat qu'un impact psychologique sur le marché, l'Irak exportant déjà à pleine capacité. Sa capacité de production estimée atteint 2,8 millions à 2,9 millions de barils par jour (mbj), et une capacité d'exportation de 2,3 à 2,4 mbj. Les exportations augmentent en moyenne de 300 000 b/j par semestre.

LE FIGARO

LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

Irak : vers la levée des sanctions ?

EST-CE L'AVEU d'un échec ou le seul moyen de rétablir la surveillance de l'arsenal militaire d'un régime jugé dangereux ? Le Conseil de sécurité des Nations unies vient en tout cas de tourner une nouvelle page dans l'histoire agitée de ses relations avec Bagdad, en proposant, pour la première fois, en vertu de la résolution 1284 adoptée vendredi 17 décembre, de suspendre les sanctions draconiennes imposées à l'Irak en 1991 et reconduites quasi mécaniquement tous les six mois (*Le Monde* des 19-20 et 22 décembre).

La suspension des sanctions dépendra certes de la coopération de Bagdad avec des inspecteurs du désarmement. Mais il s'agira d'une nouvelle équipe de spécialistes, censée éviter les crises qui ont jalonné le travail de celle qui l'a précédée. Les sanctions ne seront levées que pour des périodes de quatre mois renouvelables. Mais hormis les produits à usage militaire, l'Irak pourra importer à volonté ce dont il manque, en passant par le seul filtre d'une commission

d'experts indépendants et non par le comité des sanctions de l'ONU, où Américains et Britanniques lui faisaient des misères.

Bagdad va pouvoir exporter du pétrole à discrétion, alors qu'il n'y avait droit depuis 1996 qu'à hauteur d'une certaine somme (5,2 milliards de dollars par semestre selon le dernier permis). Il pourra aussi acquérir à l'étranger les équipements destinés à remettre en état ses installations pétrolières. Ses flux financiers seront surveillés, mais cela est inévitable pour éviter le détournement des revenus à des fins militaires. Bref, la résolution 1284 laisse entrevoir à l'Irak cette « lumière au bout du tunnel » que le régime a si souvent réclamée. Elle aurait donc dû

emporter l'adhésion des vingt membres du Conseil de sécurité.

Et pourtant, trois des cinq membres permanents - la Russie, la Chine et la France - se sont abstenus. Et parmi eux, disent certains, la France a une importance particulière parce qu'elle indique à l'Irak la direction du vent. Alors pour-

quoi Paris, qui a d'ores et déjà affirmé qu'il « ne ménagera pas sa peine » pour faire appliquer la résolution dès lors qu'elle a été adoptée, s'est-il abstenu ? Parce que le mécanisme de suspension des sanctions demeure ambigu, celle-ci supposant la coopération de l'Irak « à tous égards » avec les nouveaux inspecteurs du désarmement, expliquait, vendredi, Hubert Védrine. Ce qui, ajoutait le ministre des affaires étrangères français, permettra à certains pays de dire « que la coopération n'a pas eu lieu et que l'embargo ne peut pas être suspendu ». L'allusion aux Etats-Unis est claire : tirant argument de la coopération insuffisante de Bagdad avec les inspecteurs de l'ONU, les Américains ont constamment refusé tout allègement des sanctions et rarement hésité à bombarder l'Irak en guise de punition.

C'était déjà pour briser ce cycle stérile sanctions-inspections-bombardements et donner ses chances à la levée graduelle des sanctions, qui pénalisent presque exclusivement le peuple irakien, que dès janvier 1999 Paris avait proposé un ensemble d'idées neuves, auxquelles se sont par la suite greffées des propositions de Moscou, Londres et Washington. D'inspiration anglo-néerlandaise, la résolution 1284 résulte d'une discussion de près d'un an sur toutes ces suggestions.

Paris aurait aussi voulu parvenir à un vote consensuel, qui aurait donné toute sa force à la

résolution et permis de mieux l'imposer à l'Irak ou de convaincre celui-ci de la nécessité de s'y plier. Mais l'insistance de Paris pour obtenir l'assentiment russe était telle que certains diplomates se sont demandés si un « oui » de Moscou n'aurait pas suffi à emporter l'adhésion de la France, quelles qu'aient été par ailleurs les dispositions du texte.

ALLÉGER LA SOUFFRANCE DE LA POPULATION

Quoi qu'il en soit, la résolution 1284 traduit une évolution des positions britannique et américaine. Londres et Washington ont toujours tenu un langage très dur vis-à-vis de Bagdad, associant l'exigence d'une parfaite soumission des Irakiens à la précédente commission chargée de les désarmer et la poursuite des raids aériens contre des cibles en Irak. Toutefois, soucieux,

comme Paris, d'assurer la reprise du contrôle de l'armement irakien - après une absence d'un an, consécutive au départ des inspecteurs onusiens - et désireux d'alléger les souffrances de la population irakienne, Londres et Washington ont dû assouplir leur position.

Pour accepter la levée de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad, les Etats-Unis exigeaient l'élimination des armes de destruction massive - élimination requise par la résolution 687 du Conseil de sécurité -, le respect par l'Irak de la résolution 688 relative aux droits de l'homme et la chute de Saddam Hussein. Pour parvenir à ce dernier objectif et se concilier un Congrès qui réclame une politique impitoyable envers Bagdad, l'administration s'est même engagée dans un soutien publiquement revendiqué à l'opposition irakienne.

Aussi, nombre de questions demeurent-elles

posées, en particulier dans l'hypothèse - vraisemblable - où le rejet déjà annoncé par Bagdad de la résolution 1284 ne serait pas irrévocable. Les Etats-Unis continueront-ils de s'impliquer dans le renversement du régime irakien ? Est-ce que Washington et Londres poursuivront les bombardements quasi quotidiens en Irak, en riposte à des « provocations » irakiennes ? Les zones d'exclusion aérienne imposées à Bagdad par Washington, Londres et Paris dans le nord et le sud du pays seront-elles maintenues ? Et si l'Irak refuse obstinément d'appliquer la résolution 1284, faudra-t-il recourir à la force pour la lui imposer ?

Mouna Naim

Iraq Rejects New UN Inspections but Leaves Opening

Agence France-Presse

BAGHDAD — Iraq's official press warned Sunday that Baghdad would not cooperate with a new UN resolution covering the return of arms inspectors in return for a suspension of crippling sanctions.

But the Baghdad government stopped short of rejecting the resolution completely, and a diplomat noted that talks among opponents of the resolution would intensify to find a solution to a new crisis.

"Iraq will not implement or respect this resolution," said the newspaper *Babel*, which is run by Udai Saddam Hussein, the eldest son of the Iraqi president.

"This criminal resolution turns Iraq into a protectorate led from the outside with Iraqi money and indefinitely maintains the embargo," the daily asserted.

The ruling Arab Ba'ath Socialist Party's newspaper, *Ath Thawra*, said that the resolution, "of U.S. father and British mother, is stillborn" adding that "all efforts to bring it back to life will fail."

■ Sanctions Could End in 2000

Barbara Crossette of The New York Times reported:

On Friday, after a year of intermittent debate, the Security Council offered the Iraqis a plan that would lead to a suspension of sanctions next year if arms inspectors working with a new disarmament commission were allowed to begin monitoring in Iraq.

If Iraq provides satisfactory answers to outstanding questions about its prohibited biological, chemical, nuclear and missile systems, the renewable 120-day suspensions could become a full lifting of the embargo that Iraq has lived under since its invasion of Kuwait in 1990.

The Security Council was divided over the plan, with China, France, Russia and Malaysia abstaining rather than voting for it. Some diplomats speculated that the public division would isolate the United States and Britain and strengthen Iraq's resolve to defy the United Nations.

At the same time, though the public rift in the Security Council seemed to be in Iraq's favor, the vote contained sev-

eral setbacks for the Iraqi leader, Saddam Hussein. No nation friendly to Iraq was prepared to veto the measure, although Iraq's deputy prime minister and go-between with the United Nations, Tariq Aziz, recently spent a week in

Few, if any, diplomats on the Security Council take Baghdad's rejection at face value.

Moscow apparently trying to persuade Russia to sink the plan.

The Iraqis had made other demands, including the elimination of the "no-flight" zones set up by the United States and Britain over northern and southern Iraq, where U.S. air raids take place nearly daily. Iraq also insisted that if any inspectors from the new UN Monitoring, Verification and Inspection Commission were admitted to Iraq, sanctions would have to end first or there would be no Iraqi cooperation.

Few, if any, diplomats on the Security Council take Iraq's first rejection of the

arms inspection plan at face value, as their speeches Friday before and after the vote demonstrated. In particular, the Russians and French, Iraq's closest friends and business partners, say that the United Nations should be prepared for a long period of haggling with Baghdad.

France's UN representative, Alain Dejammet, said it was im-

portant to recall the history of the oil-for-food program under which Iraq has been permitted to sell petroleum products to pay for food, medicine and other necessary civilian goods.

The Iraqis were initially offered that option in 1991, when the first arms inspection system was getting under way and it became apparent that disarming Iraq would take longer than planned. Baghdad rejected it.

Another version was offered in 1995, and it took almost a year of negotiating before Iraq accepted it, and another year before goods began to arrive in Iraq in any significant quantities. That program has now been folded into the new resolution.

Tough negotiations with Iraq are not likely to begin this time until the UN secretary-general, Kofi Annan, names

an executive chairman for the new commission and a body of experts assembles to begin work in Iraq. In the meantime, Iraq has seized on another provision of the resolution: the lifting of the ceiling on how much oil Iraq can export to pay for civilian goods and the reconstruction of Iraqi public services.

Iraq will also be able to import spare parts to upgrade its oil industry and may be permitted to open new export routes, possibly starting with an existing but unused pipeline to Syria. Legal Iraqi exports are now limited to a loading station at the Iraqi Gulf port of Mina al-Bakr and through a pipeline to the Turkish port of Ceyhan. Iraqi officials confirmed Saturday that oil exports, stopped to protest short-term extensions of the oil-for-food plan, had resumed at Mina al-Bakr.

Iraq will also benefit from another provision in the new resolution. Although the money earned from oil will still go into an escrow account managed by the United Nations, Iraq will no longer have to submit every contract purchase to the Security Council sanctions committee. Purchases by Iraq should now be approved more quickly.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, DECEMBER 20, 1999

Inspired by EU Prospects, Turkey Hopes to Puncture 60% Inflation

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Looking down at the cash he had just withdrawn from his bank, Mahmut Sakin, a shopkeeper, saw something he had been dreading.

"I wasn't surprised, because we were expecting it," Mr. Sakin said as he scowled at the reviled object in his hand. "But it sure is ugly."

Mr. Sakin was holding a 10 million-lira note, newly issued by the Turkish government and, with a value of less than \$20, a symbol of this country's inability to tame inflation.

"It makes you think about what's happened to our money," he mused. "This is a huge number, but you can't do much with it. It isn't even enough to get you through a Sunday stroll."

Turks have been living with inflation for years and have become accustomed to jokes about how easy it is to make a million in this country.

Now, with the prospect of membership in the European Union a step closer since the European group invited Turkey this month to join a years-long process to negotiate entry, these jokes no longer seem funny. Turkey must slay the inflationary beast if it wants to join.

As recently as 1970, it took just 14 Turkish lira to buy a dollar. Now it takes more than half a million. Restaurant checks are tallied in millions, telephone and electric bills in billions. Corporate managers and government ministers routinely speak in trillions.

These numbers are too big for many computers, calculators and cash registers. Bankers are urging the central bank, if it can do nothing else, at least to cut off a few zeros.

The inflation rate has fallen recently, but still stands at more than 60 percent a year, marking Turkey as one of the few countries in the world

that have not managed to break an inflationary cycle. Now, however, its leaders want to try.

Under a new accord with the International Monetary Fund, Turkey is expected to sell state-owned companies, reduce subsidies and price supports, raise the retirement age and cut the budget deficit.

Inflation in Turkey is also fueled by government spending on two hugely expensive projects that have together absorbed more than \$100 billion since the beginning of the 1990s. One, the war against Kurdish insurgents, is already subsidizing and may soon require far less money.

Turkey's other big-ticket project is a series of dams and reservoirs in southeastern provinces. Foreign countries have refused to provide aid for the project, arguing that human rights conditions in the region are unacceptable. If that now changes, and if the Kurdish conflict continues to wind down and Turkey moves toward the European Union, which has set human rights improvements as a condition for membership, these two great drains on the budget may be at least partly plugged.

"Inflation has started to come down," Prime Minister Bulent Ecevit said after returning from the summit meeting at which Turkey was made an official candidate for membership in the EU. "I believe we can bring the economy to a position ready for full membership in three years."

The Treasury Ministry is equally optimistic. It is predicting that inflation will drop to 25 percent by the end of 2000, then 10 percent by the end of 2001 and single digits in 2002.

Private forecasters agree that inflation will fall, although perhaps not that fast. They have also warned that groups affected by the cutbacks may protest.

"We know that the disinflation policy is not a painless one," said Selcuk Demiralp, a senior official at the Treasury Ministry. "We are truly committed to distributing the burden of adjustment

on different social groups on an equitable basis."

Since the EU named Turkey as a candidate state, much attention has been focused on the sweeping political reforms this country will have to make in order to meet European standards. It will probably have to reduce the role of the military in politics, repeal laws that restrict free speech and adopt a new attitude toward Kurdish nationalism.

Although these steps would be all but revolutionary, some experts say that making the required economic changes will prove even more difficult.

"Political problems can be solved in one day if you have the will," Dimitri Mardas, a Greek economist, said in a recent speech in Istanbul. As a nation that joined what was then the European Community in 1981, Greece knows both the economic and political adaptations that membership demands or helps create.

"You propose a law, you ratify it and the problem is over," Mr. Mardas said. "But economic problems are much more difficult. They can only be resolved very painfully over a long period of years."

Le PKK entend poursuivre ses efforts de paix en Turquie



ANKARA, 21 déc (AFP) - 16h52 - Le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a indiqué mardi qu'il allait poursuivre son cessez-le-tou et le retrait de ses derniers combattants, dans le premier communiqué publié par cette organisation depuis que la Turquie est candidate à l'Union européenne.

"Nous sommes décidés à honorer notre engagement de mettre un terme aux combats et de retirer notre guérilla de la zone des combats", précise le communiqué rédigé par la direction du parti et diffusé par l'agence de presse pro-kurde DEM, reçue par l'AFP à Ankara.

"Jusqu'à présent, nous ne pouvions pas évacuer complètement, en raison des opérations militaires de l'armée turque et des conditions hivernales. Quand les conditions seront réunies, le petit nombre de nos troupes encore présentes partiront", poursuit le communiqué.

Le PKK avait annoncé qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie à partir de septembre, suivant un appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme.

Le PKK, dans son communiqué, ajoute que la candidature de la Turquie à l'UE, lors du Sommet européen à Helsinki le 11 décembre, donnait une nouvelle dimension au processus de paix et impliquait l'adoption urgente de réformes démocratiques.

"L'annulation de la peine de mort de notre chef (Ocalan) et une solution démocratique à la question kurde", étaient les premiers pas que la Turquie se devait de faire, estime le PKK dans son communiqué.

Le président turc Suleyman Demirel a affirmé le 12 décembre que son pays devait tenir compte de la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme qui avait "invité" le 30 novembre la Turquie à surseoir à l'exécution du chef kurde rebelle Abdullah Ocalan.

Le PKK avait lancé en 1984 une rébellion armée en vue d'obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts, en majorité des Kurdes, selon un bilan généralement accepté.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
TUESDAY, DECEMBER 21, 1999

Turkey intensifies crackdown on Islamic Hezbollah group

Selcan Hacaoglu

Ankara - The Associated Press

Turkish police and military officers met to discuss ways of intensifying their fight against a militant Kurdish Islamic group that is using violence to eliminate its opponents.

The Hezbollah group is believed to have been behind hundreds of killings in the predominantly Kurdish southeast of Turkey during the past few years. It mostly targets people who oppose the group and has killed at least 60 members of Abdullah Ocalan's Marxist Kurdistan Workers Party or PKK.

Senior police and paramilitary officers met in the southeastern city of Diyarbakir to discuss the crackdown.

"We are debating the future struggle against the Hezbollah organization," said Gokhan Aydiner, the top state official in the southeast. He gave no further details.

The meeting of security officers comes during the holy Islamic month of Ramadan. The group frequently recruits in mosques, which are often crowded during Ramadan.

Plainclothes policemen have been assigned to attend sermons in mosques in Turkey's southeast to monitor suspicious activities.

Police say they have captured more than 1,200 Hezbollah members during the past year. The group is not related to Iranian or Lebanese groups of the same name.

The group's members are mostly religious, rural Kurds. They use swords and pistols to execute their enemies.

Some experts and foreign diplomats have speculated that the group, which is staunchly anti Marxist, received support from Turkish military intelligence during its formation in the 1980s. The experts say the military may have encouraged activists to attack their rivals in the PKK.

Like the far more powerful PKK, Hezbollah took up arms in 1984. But unlike the PKK, Hezbollah has largely concentrated its fight against its opponents and has not carried out any major attacks against Turkish targets.

Hezbollah and the PKK reportedly agreed to stop attacking each other in 1993.

Norway changes policy, allows missile sale to Turkey

Oslo - Reuters

Norway did an about turn and said it would permit the sale of anti-ship missiles to Turkey, ending a four-year ban on the sale of defense equipment to Ankara.

The Foreign Ministry said that defense equipment manufacturer Kongsberg Gruppen had been granted a license to sell 16 anti-ship Penguin missiles to the Turkish defense. The contract is worth around 300 million Norwegian crowns (\$37.49 million).

In September, the government rejected the export application. Norway stopped weapon exports to Turkey in 1995 because of its human rights record.

Victor Ronneberg, foreign ministry spokesman, said the shift in policy did not mean a general decision to restart weapon sales.

"Any application to export defense-related material to Turkey will be handled on a case-by-case basis," Ronneberg told Reuters.

He said the decision to allow the exports took into consideration that a civil war-like situation five years ago in the southeast of the country was over. Turkey had also stopped military operations in northern Iraq, he said.

He said that considerations also included the death penalty against Kurdish terrorist leader Abdullah Ocalan, which had been referred to the European Court of Human Rights.

Ocalan was sentenced to hang in June for spearheading an armed-rebel campaign for self-rule that cost 30,000 lives.

Turkey keeps the death sentence on its books but has not executed any convict since 1984.

"We believe there is good hope that the death sentence situation might change," Ronneberg said.

He added that the European Union's decision to offer Turkey EU candidacy might "further encourage positive developments in Turkish policy both in human rights and basic democratic principles".

A Gambler in Baghdad Has Been

By Thomas L. Friedman

Getting Lucky

WASHINGTON — Because of rising oil demand from Asia, and the OPEC cartel's limiting of its production, the oil market has been very tight for the past six months. In this tight market, Saddam Hussein's Iraq became the enormously powerful swing producer — the only country willing and able to suddenly turn on or off its oil tap.

When Saddam was pumping his 2 million barrels a day, prices stayed steady or fell. But if he suddenly stopped, oil prices could skyrocket.

On Nov. 23, Saddam suddenly stopped, sending prices soaring. He said he was doing this in protest at continuing UN sanctions. Don't believe it. Here is my guess at what he and his oil minister were really saying to each other:

Saddam: So, how did our strategy work out?

Oil minister: It worked like a charm. Last March OPEC agreed on production cuts in order to soak up world oil inventories and tighten up the market. After all those years of OPEC countries' cheating on their production, they actually did cut back. Just as we expected, that pushed prices up, from about \$10 to \$20 a barrel, and made our swing production that much more important.

In July and August we started buying oil futures through our front companies in Europe. We went long on oil futures at an average of \$20 a barrel. Over the months we bought 100 million barrels

of futures. Then when you suddenly stopped our production in November, and the price went to \$27, we picked up \$7 a barrel.

That's \$700 million, in just a few weeks. That's almost as good as buying Internet stocks.

Saddam: And you were ready when I moved last week?

Oil minister: Of course, Great Leader! As soon as you told me your plan to tell the United Nations by mid-December that you would resume pumping oil for food, I liquidated our oil futures at the top of the market and locked in our profits before the price fell.

All the money's been sent to your Beirut bank account — which is now The Mother of All Accounts. When will the Americans ever figure out how you've been funding yourself?

Saddam: And did you take care of our Chinese friends?

Oil minister: Just as you instructed. We tipped them off early to our plan. It is hysterically funny for me to read the oil newsletters. They've all been asking why it was that the Chinese oil companies suddenly started buying up all the North Sea oil they could get their hands on in early November.

Saddam: You know the Americans keep thinking that Alan Greenspan is the master of the universe. But he's not. I am. I have the power to shoot oil prices up or down any time I want. I can create a lot of inflation and maybe even force Greenspan to raise interest rates.

That wouldn't be good for the U.S. stock markets. The Pentagon can bomb me, but I can bomb the Nasdaq.

Oil minister: How will you handle the Syrians cozying up to the Israelis and Americans?

Saddam: The Americans think they can isolate me by pulling the Syrians to their side and then by having the UN Security Council vote for their imperialist resolution that suspends the economic sanctions on Iraq — provided I allow UN arms inspectors back here. But I don't want UN snoops here again, if I can help it.

The Americans should note that the French, Russians and Chinese all abstained from their UN resolution. That's because they look at the Syrian capitulation as another sign that the Americans want to run the whole Middle East. France, Russia and China believe that by supporting Iraq they can prevent U.S. hegemony.

There's a bet going on out here. Assad, Arafat, Mubarak, King Abdullah, they're all betting on the old order and the new emperor — Emperor Uncle Sam. Me, I'm betting that after all these leaders go, a new Arab generation will come of age that will want a new order and will turn to me, Saddam Hussein, to kick out the Americans and regain their independence.

I'm flush with cash right now, so, you wanna bet?

The New York Times.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, DECEMBER 22, 1999

EDITORIAL

La chance de Saddam Hussein

POUR la première fois depuis 1991, le président irakien a l'occasion de libérer son peuple de l'impitoyable régime de sanctions qui l'accable. Pour la première fois, Saddam Hussein se voit offrir une sortie honorable, la possibilité de soulager ses 35 millions de ressortissants, innocentes victimes d'un embargo économique qui a ramené l'Irak cinquante ans en arrière. En acceptant l'offre qui vient de lui être proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Saddam Hussein donnerait même un coup de pouce supplémentaire à la détente générale qui se dessine au Proche-Orient : progrès laborieux, dans le dossier israélo-palestinien ; reprise des pourparlers entre Israël et la Syrie, qui, à terme, pourraient favoriser un

retrait de l'Etat hébreu du Liban.

Si Bagdad sait la saisir, l'occasion est belle. L'Irak la doit largement à la France — que la presse de Bagdad n'a pourtant cessé d'insulter. Car c'est bien sous la pression répétée de Paris, à l'ONU, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont fini par évoluer sur cette affaire. Il y a longtemps que la France dit que la situation actuelle est intenable : elle pénalise, elle martyrise un peuple, et non le régime que l'on voudrait ébranler. Elle est d'autant plus absurde que depuis le retrait de la commission du désarmement de l'ONU (l'Unscop), en décembre 1998, Bagdad est en mesure de reconstituer en cachette son arsenal d'armes chimiques et bactériologiques.

Sagement, le Conseil de sécuri-

Le Monde

MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1999

té a donc adopté, vendredi 17 décembre, la résolution 1284, qui propose le marché suivant à M. Saddam Hussein : l'Irak accepte une nouvelle équipe d'inspecteurs du désarmement et, si celle-ci donne son feu vert, les sanctions sont suspendues, immédiatement. Les exportations de pétrole irakien ne sont plus soumises à aucune limite : l'Irak est autorisé à remplacer son équipement, à pomper toute l'« huile » qu'il souhaite et à reprendre toute sa place sur le marché pétrolier (ce qui, incidemment, aurait l'avantage, à terme, de faire descendre le prix du baril...).

Ce n'est pas tout à fait la levée du régime d'embargo. La suspension des sanctions est soumise à réexamen du Conseil tous les 120 jours. Las, la résolution est ambiguë et imprécise sur les

critères qui doivent alors guider le Conseil dans sa décision. C'est parce qu'elle juge que la marge d'interprétation ainsi laissée, tous les quatre mois, aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité est trop large que la France, paradoxalement, s'est abstenue de voter la résolution 1284, de même que la Russie et la Chine. Mais le gouvernement français s'est engagé à tout faire pour en faciliter l'application.

Le résultat est là : aucun membre du Conseil n'a voulu voter contre cette possibilité d'alléger la peine des Irakiens. Seul Saddam Hussein a déclaré rejeter la résolution. Au motif qu'elle ne lève pas inconditionnellement l'embargo. S'il campe sur cette position, il montrera, une fois de plus, qu'il n'a que faire de la misère de son peuple.

Le Monde

MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1999

Le maintien de l'embargo imposé à Bagdad favorise les trafics au Kurdistan irakien

Grâce au commerce avec la Turquie, Dohouk affiche une prospérité inconnue ailleurs dans le pays

Déjà favorisé par la répartition du produit de la résolution « Pétrole contre nourriture », le Kurdistan irakien profite aussi des trafics qui se développent

avec la Turquie. La ville de Dohouk, située près du point de passage d'Ibrahim al-Khalil, s'affirme comme la capitale économique d'une région auto-

nome de fait. Mais cette richesse attise les rivalités entre les deux factions kurdes, le PDK et l'UPK. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

DOHOUK

de notre envoyé spécial

Les traces courent sur le bitume jusqu'à la Turquie, comme des sillons. Talée, creusée, ravinée, la route accumule les ornières et les kilomètres jusqu'au point de pas-

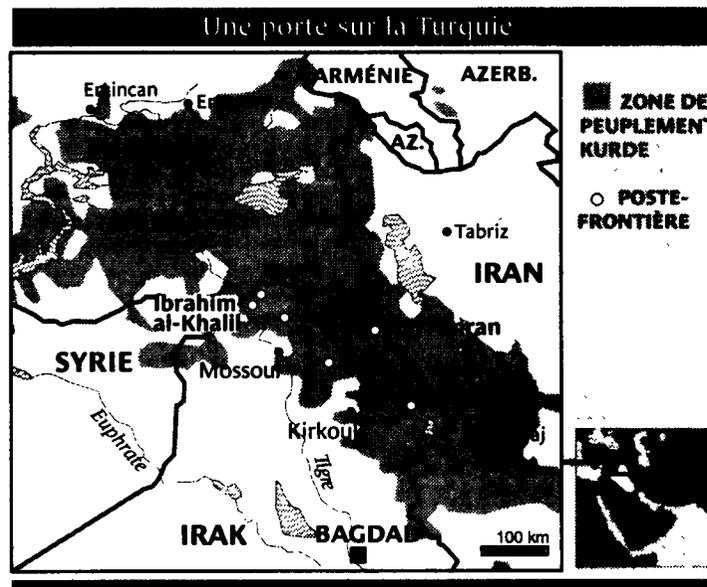
REPORTAGE

Ici, ordinateurs et autres matériels « dernier cri » passent en toute tranquillité

sage d'Ibrahim al-Khalil, porte de sortie du Kurdistan irakien, à la pointe nord-ouest du pays. Chaque jour, les milliers d'essieux qui se succèdent martyrisent un peu plus le goudron. Le convoi ininterrompu de camions-citernes irakiens ou turcs qui montent vers le nord croise une caravane semblable de poids lourds croulant sous les marchandises de toutes sortes. Sur une bonne centaine de kilomètres, jusqu'à la frontière, la route traverse la zone contrôlée depuis 1991 par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et, pour le plus grand profit du chef de guerre, un peu de cette richesse « tombe » des camions.

Cette prospérité nouvelle, le gouvernorat de Dohouk la porte en sautoir, sans vergogne. Les initiales du PDK gravées dans la montagne saluent les forçats du volant arc-boutés aux commandes de mastodontes antédiluviens, pendant que le marbre couvre les villas somptueuses du quartier chic où les agences des Nations unies ont élu domicile. Un coordinateur chargé de projets de développement le constate bien volontiers : « De toutes les villes du Kurdistan irakien, Dohouk est la plus active, la plus riche, la plus calme et la mieux équipée. »

Deux types de marchandises transitent par le nord vers l'Irak. Les premières entrent dans le cadre de la résolution 986 des Nations unies, dite « Pétrole contre nourriture »,



qui favorise déjà le nord (les Kurdes reçoivent 30 % de produits de plus que les autres habitants d'Irak). Elles sont strictement contrôlées par les agents de la firme suisse Cotecna, qui vérifient le moindre chargement. Les secondes, en revanche, ne font l'objet d'aucun contrôle. Quotidiennement, la résolution 661, adoptée en 1990 et établissant l'embargo sur l'Irak, est ainsi allégrement violée et contournée. Les ordinateurs et autres matériels électroniques dernier cri bloqués par le comité des sanctions, même dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture », passent la frontière en toute tranquillité. On les trouve à très bon prix à Dohouk et même à Bagdad pour les étrangers ou pour les Irakiens profiteurs de l'embargo, avec d'autres matériels importés par la Syrie ou par Dubaï.

« J'ai besoin de matériel pour mes bureaux et les prix sont très intéressants », confie un Occidental. « C'est même moins cher qu'à New York », ironise, à Erbil, capitale politique du Kurdistan irakien, un responsable des Nations unies fraîchement arrivé du siège de l'organisation. Dans

l'autre sens, le gazole irakien est exporté en fraude dans une égale quiétude et moyennant finances, parfois dans des camions brinquebalants dont les ridelles dissimulent à peine des citernes de fortune suintant le carburant.

A combien s'élèvent les taxes perçues au poste-frontière qui jouxte la petite ville de Zahro ? Les responsables du PDK se renvoient les uns vers les autres. « Cela dépend des périodes, des flux, des prix du pétrole. C'est bien inscrit au budget puisque c'est notre principale source de revenus, mais je ne saurais pas vraiment dire combien ça fait », répond évasivement un ministre du PDK dans son bureau d'Erbil.

Et pour cause. Installée à l'Est, la principale faction rivale du PDK, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK); de Jalal Talabani, n'a de cesse de réclamer sa part. De 1994 à 1997, cette querelle d'argent a justifié une guerre meurtrière au cours de laquelle le PDK, en grandes difficultés, s'est tourné vers Saddam

Husseïn. Ce dernier s'est fait un plaisir d'aider ses anciens ennemis à chasser l'UPK d'Erbil. Les troupes irakiennes se sont ensuite repliées mais, depuis, le Kurdistan est redevenu le terrain de chasse favori des services de renseignement de Bagdad.

SUPERMARCHÉ FLAMBANT NEUF

L'UPK, malgré ses deux grands barrages producteurs d'électricité, dépend de l'argent collecté par le PDK. En dépit de sa frontière ininterrompue avec la République islamique voisine, c'est encore en territoire PDK que se trouve le seul point de passage important avec l'Iran, au nord-est, à Haj Amran. Même si l'on trouve mille et un produits *made in Iran* à Souleymanié, fief de l'UPK, le volume des échanges n'a cependant rien à voir avec ce qui transite par Ibrahim al-Khalil. « Du côté de l'Iran, le business ne passe pas par les camions mais par les trains de mules », sourit un jeune Kurde.

Réconciliées, non sans efforts, par la diplomatie américaine il y a un peu plus d'un an, les deux factions se sont rencontrées en octobre et sont convenues de remettre à plus tard les discussions sur « les sujets qui divisent », c'est-à-dire la question de l'argent des taxes, afin de « faciliter les négociations » et dans l'espoir de « parvenir à des progrès ».

Pendant ce temps, le commerce transforme Dohouk en une ville sans égale en Irak. Un supermarché flambant neuf va ouvrir ses portes à l'entrée sud de la ville ; pour lui aussi, le marbre est utilisé sans barguigner. Des hôtels luxueux, selon les critères rudimentaires kurdes, s'édifient pour le confort des hommes d'affaires, et le parc automobile de la ville ferait désormais rêver à Bagdad.

Gilles Paris



RELATIONS INTERNATIONALES

TURQUIE, UNE AIDE SOUS SURVEILLANCE

Rapporteur: M. Philippe MORILLON (PPE/DE,F)
Doc. A5-0071/1999

01.12 - En présentant ses rapports, M. Philippe MORILLON (PPE/DE,F) a déclaré que si le Parlement veut être logique avec lui-même, il doit adopter demain les deux propositions de règlement.

L'Union se prépare ainsi à reprendre une aide économique décidée en 1995 dans le cadre de l'Union douanière. Cette aide était bloquée faute d'unanimité au Conseil.

M. Philippe MORILLON estime que le déblocage de cette aide aura une valeur incitative et permettra une amélioration de la situation des droits de l'homme. Il rappelle également que les rapports permettent une suspension de l'aide en cas de non-respect des droits de l'homme.

Soulignant l'intérêt de maintenir un dialogue fructueux avec la Turquie, le rapporteur a plaidé pour que l'on évite d'introduire des amendements qui bloqueraient ce type de dialogue. Il a encore fait valoir que, depuis la conclusion de l'Union douanière, le solde de la balance commerciale a doublé au bénéfice de l'Union européenne (passant de 4 à 8 millions d'Euro).

Au nom de son groupe, M. José SALAFRANCA (PPE/DE, E) estime que l'Union doit respecter les engagements contractés dans le cadre l'Union douanière.

Il considère également que l'on ne peut séparer ce rapport du contexte général dans lequel évoluent nos relations avec la Turquie. Il a rappelé la résolution adoptée en octobre par le Parlement et souligne, qu'au sein de son groupe, des désaccords subsistent quant à l'opportunité d'accorder le statut de candidat à la Turquie.

Il estime cependant que le Parlement s'étant déjà engagé par ailleurs, notamment sur la nécessité d'un moratoire sur la peine de mort, il n'y a pas lieu de reporter plus longuement l'adoption de ce rapport.

Nous devons être extrêmement clair, éviter d'adresser un message ambigu au gouvernement Turc. Si la Turquie a le droit d'accéder au statut de candidat, il faut également préciser que les négociations ne pourront commencer avant le respect total des critères de Copenhague.

M Pierre SCHORI (S) au nom du PSE, a déclaré pouvoir accepter ces rapports. Il estime lui aussi qu'ils font partie d'un tout qui est beaucoup plus large et que le message le plus important à adresser à la Turquie consiste à reconnaître que ce pays est habilité à être candidat à l'Union. Il est important pour nous de promouvoir une Turquie respectant les droits de l'homme et économiquement développée.

Il a lancé un appel au gouvernement Turc afin qu'il montre sa volonté de rentrer dans l'Union européenne, volonté qui doit s'exprimer au travers du respect des critères de Copenhague.

Au nom de son groupe, Baroness NICHOLSON (ELDR, RU) a demandé que la Turquie fasse preuve de bonne volonté et qu'elle respecte plus largement les droits de l'homme.

Evoquant le cas de M. Oçalan, elle a rappelé que la Turquie n'a pas appliqué, en pratique, la peine de mort depuis 1984 et espère que cette pratique ne sera pas mise à mal. Dans la mesure où une nouvelle loi doit être promulguée l'année prochaine, elle espère que la Turquie abolira une fois pour toute la peine de mort.

M. Ozan CEYHUN (D) au nom du groupe des Verts/ALE estime que l'Union européenne doit remplir ses engagements et plaide pour une adoption du rapport. Il insiste sur le fait que participer au développement de l'Union européenne doit aller de pair avec le respect des valeurs démocratiques qui sont les nôtres.

Pour ce qui touche à la peine de mort, nous devons nous poser la question de savoir comment nous allons traiter ce problème à l'avenir. Il

estime que la seule solution possible consiste à exiger la suppression de la peine de mort.

Son groupe appuie ces deux rapports comme contribution à la démocratisation de la Turquie.

M. André BRIE (D), au nom du groupe GUE/NGL, a considéré qu'il était difficile de prendre position. En effet, si la Commission estime qu'un processus de démocratisation a été entamé, elle ne dit cependant pas que l'évolution est actuellement positive. Cette dernière position lui semble plus réaliste, il considère en effet que la Turquie méprise ouvertement les considérations sur les droits de l'homme.

Sur le plan stratégique, il est pertinent d'envisager l'ouverture de l'Union à la Turquie. Toutefois, l'Union ne peut faire l'impasse sur un meilleur respect des droits de l'homme, le règlement de la question kurde et l'occupation de Chypre. Son groupe propose le renvoi de ces deux rapports.

M Luis QUEIRO (UEN, P), au nom de son groupe, a plaidé pour un renforcement de la coopération entre l'Union européenne et la Turquie. L'Europe doit lancer un signal très clair allant dans le sens de la nécessité de respecter les droits de l'homme si elle veut se rapprocher de l'Union européenne. Il demande des garanties pour que la peine de mort de M. Oçalan ne soit pas exécutée.

M QUEIRO propose lui aussi le report du vote de ce rapport. Il demande aussi que la Présidente du Parlement européen s'adresse au Sommet d'Helsinki afin que ce dernier adopte une position très ferme par rapport à la candidature turque.

Au nom de son groupe, M. Francesco SPERONI (NI, I) estime que la Turquie est entièrement anti-démocratique et qu'il n'y a pas de respect des droits de l'homme dans ce pays. Dans ce contexte, il estime que la situation n'est pas mûre pour prendre position sur la candidature turque.

Il se demande comment on peut demander d'adhérer à l'Union européenne et maintenir la peine de mort. Il s'étonne encore plus de ce que l'on puisse accorder le statut de candidat à un tel pays.

M. Bastiaan BELDER (EDD, NL) au nom de son groupe, a plaidé pour que l'on ne donne pas

de faux espoirs à la Turquie en lui accordant le statut de candidat.

Le Commissaire, M. Günther VERHEUGEN se réjouit de ce que le Parlement européen semble accepter que la stratégie européenne semble être le vecteur adéquat pour rapprocher l'Union européenne de la Turquie. Et, l'assistance financière fait partie intégrante de cette stratégie.

Il a rappelé les propositions de la Commission au Conseil européen et espère que celle-ci seront entérinées à Helsinki.

Les entretiens que le Commissaire a eu avec le gouvernement Turc laisse entrevoir une prise de conscience dans le chef des autorités turques quant à la nécessité d'une modification radicale. En conséquence, il faut briser le cercle vicieux qui consiste à dire que ce n'est que si la Turquie fait quelque chose que l'on donnera une réponse

positive. Le Commissaire souligne toutefois l'importance qu'il y a à contrôler à tout moment les progrès réalisés.

Le Commissaire a souligné différents éléments d'évolution positive en Turquie. Il a ainsi noté le rapprochement entre la Turquie et la Grèce, la volonté d'adopter une loi qui permettrait de sanctionner les fonctionnaires publics qui se livrent à des actes contraires aux droits de l'homme. Il a encore souligné les déclarations du Ministre en charge des droits de l'homme selon lesquelles il ne serait pas de l'intérêt de la Turquie d'exécuter Oçalan.

En conclusion, le Commissaire serait très reconnaissant si le Parlement européen adoptait ce rapport et respectait ainsi une vieille promesse de l'Europe.

VOTE :

02.12 - Avant le vote, M. Pedro MARSET CAMPOS (PSE,I) a demandé le renvoi des deux rapports de M. Philippe MORILLON en commission.

Le rapporteur, a pour sa part rappelé les bénéfices que l'Union européenne tire de l'Union douanière. En ce qui concerne la confirmation de la condamnation de M. Oçalan, M. MORILLON a insisté sur le moratoire de fait sur la peine de

mort qui prévaut depuis quinze ans et souligné que le but de ce rapport était précisément de passer d'un moratoire de fait à un moratoire de droit. Il s'est en outre demandé quelle serait la réaction des députés si dans nos pays, il y avait interférence entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique.

Mme Pernille FRAHM (GUE/NGL,F) estime que l'adoption de ces rapports ne peut dépendre des avantages obtenus par l'Union européenne mais qu'elle doit être conditionnée au respect des droits de l'homme.

Or, nous savons que le Parlement turc a accepté la peine de mort de M. Oçalan et nous devons poser comme préalable l'abolition de cette peine de mort. Il faut attendre que le Parlement turc démontre une plus grande volonté de respecter les droits de l'homme avant d'adopter ces rapports.

Pour M. Johannes SWOBODA (PSE,A), il faut adopter les rapports qui ne doivent pas pâtir de toutes les critiques que l'on peut adresser aux autorités turques.

Le Parlement européen a rejeté la demande de renvoi en commission.

Le Parlement européen a ensuite adopté les deux projets de rapports de M. Philippe MORILLON portant respectivement sur la mise en oeuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie (135 millions d'Euro sur 3 ans) et; sur la mise en oeuvre d'actions visant à approfondir l'Union douanière CE/Turquie (15 millions d'Euro sur trois ans). Ces propositions de règlement, présentés par la Commission en octobre 1998, suite à une demande du Conseil affaires générales, visent à débloquent l'assistance financière de l'Union européenne à la Turquie.

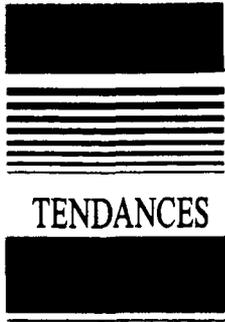
Si la proposition de règlement lié à l'Union douanière, basée sur l'article 235 du Traité, nécessite une adoption à l'unanimité au Conseil, le second règlement peut être adopté en codécision et permet donc une décision à la majorité. Le dédoublement des règlements se justifie par la volonté de sortir d'une situation de blocage au sein du Conseil. Dans la perspective du Sommet d'Helsinki, qui devrait décider d'accorder ou non à la Turquie le statut de pays candidat, l'adoption de ces propositions de règlement par le Parlement européen prend une importance toute particulière.

Dans les deux rapports, les amendements adoptés par le Parlement européen, après avoir rappelé que le Conseil de Luxembourg a confirmé l'éligibilité de la Turquie à "l'adhésion sur la base des critères en vigueur pour tous les pays", insiste sur l'importance du respect des droits de l'homme, de la promotion des pratiques démocratiques et de la participation de la société civile à ce processus.

Les rapports souhaitent qu'avant de mettre en oeuvre les actions prévues, la Commission établisse une liste des priorités et saisisse de sa programmation indicative les organes institués par l'accord d'association UE/Turquie (notamment la commission parlementaire mixte). Les rapports précisent que le Conseil peut, lorsque des obstacles s'opposent à la mise en oeuvre des projets et actions (plus

particulièrement dans le domaine de la démocratie, des droits de l'homme et de la protection des minorités) statuer à la majorité qualifiée sur proposition aussi bien de la Commission que du Parlement et décider de suspendre toute coopération.

Dans le cadre de la mise en oeuvre des actions visant au développement économique et social de la Turquie, le Parlement européen insiste sur la nécessité de contribuer aux efforts de la Turquie dans le cadre de son développement non seulement économique et social mais également politique. Des projets devraient également être entrepris afin d'assurer le respect, la protection et la reconnaissance de l'identité culturelle des minorités ainsi que l'aide aux initiatives en faveur de l'abolition de la peine de mort. La promotion du dialogue social à l'intérieur de la Turquie et entre la Turquie et l'Union européenne est également souhaitée



POURQUOI LES KURDES IRAKIENS VEULENT-ILS UN SYSTEME FEDERAL?

No 88 Decembre 1999

Par Dr Ali BABAKHAN
Chercheur kurde irakien résidant en France

Le peuple kurde de l'Irak et ses représentants sont convaincus que la forme fédérale est le meilleur système politique qui puisse régir le futur rapport entre le Kurdistan irakien et le pouvoir central de Bagdad. Lors de la première réunion du Conseil législatif kurde (élu par les habitants des deux tiers du Kurdistan irakien qui bénéficie de la protection aérienne de la coalition internationale depuis 1991), le 4 octobre 1992, a adopté une décision traduisant la conviction en question. Depuis, le système fédéral est devenu un choix stratégique sous-tendant la lutte kurde pour les droits nationaux dans le cadre de l'Etat irakien.

Quel que soit le régime qui s'installera à Bagdad, le peuple kurde de l'Irak veut que les rapports avec lui soient basés sur le système fédéral. Depuis l'adoption par le Conseil législatif du Kurdistan irakien d'une décision dans ce sens, les kurdes de l'Irak fondent toute leur lutte sur cette idée qu'ils ont réussi à faire admettre par le congrès de l'opposition irakienne tenu à New York du 29 octobre au 1er novembre derniers.

L'idée fédéral n'est pas nouvelle. Elle remonte à l'époque grecque et trouve des applications à l'époque islamique à travers le système des wilayas. Mais le système fédéral moderne est apparu à la suite du congrès de Philadelphie qui fut organisé en 1787 pour examiner les relations commerciales entre les Etats unis. Or, si son histoire est liée à celle de l'Amérique, ses applications peuvent être constatées partout: Suisse, Allemagne, Mexique, Emirats arabes unis, etc.. Il s'agit d'une indépendance dans le cadre d'un pouvoir central et d'un Etat unique, mais sur la base de l'égalité. Dans le système fédéral, le peuple d'une région a le droit à l'autonomie et à la participation à la gestion des affaires centrales.

NATION

Selon les fondements du droit international, les Kurdes réunissent toutes les conditions d'une nation: peuple, territoire, langue, patrimoine culturel. Ils représentent dans le paysage politique actuel, la plus grande nation dépourvue d'Etat. Ses territoires et son peuple ont été

divisés et annexés à quatre pays selon les intérêts colonialistes de l'époque et contre la volonté des Kurdes eux-mêmes. Conformément à la charte des Nations Unies, ceux-ci ont incontestablement le droit à l'autodétermination et à choisir librement leur système politique.

Le droit à l'autodétermination supporte deux possibilités: séparation et fondation d'un Etat indépendant ou union volontaire avec une entité unique. C'est cette dernière possibilité, qui signifie une adhésion libre et sans contraintes, que les Kurdes ont choisie.

En optant pour la formule fédérale pour régir leur relation avec le pouvoir central de Bagdad, les Kurdes exercent leur droit à l'autodétermination, tout en sauvegardant et renforçant l'union nationale et la souveraineté, empêchant par la même occasion la désintégration de l'Irak. Ce choix est d'autant plus révélateur de leurs bonnes intentions qu'il intervient alors qu'ils sont en position de force: leur territoire est sous protection internationale et le régime de Bagdad est affaibli sous l'embargo.

PARTITION?

A ceux qui ont exprimé des craintes que le système fédéral ne soit une introduction à la partition de l'Irak, le peuple kurde a répondu en affirmant qu'au contraire, un tel système représente une garantie contre la partition. Les arguments dans ce sens ne manquent pas:

■ Le système fédéral est fondé sur l'union volontaire, selon une constitution et des lois qui

précisent les droits et les devoirs de toutes les parties. Un Etat qui choisi des règles juridiques et qui les respectent ne peut craindre la partition. D'autant plus que le pouvoir sera exercé à travers les institutions dans lesquelles toutes les parties seront représentées.

■ Dans le système fédéral, les régions ne gèrent pas seulement leurs propres affaires, mais contribuent aussi au pouvoir central. Autrement dit, elles participent à la prise des décisions nationales, ce qui renforce l'union nationale et non pas le contraire.

■ L'Etat fédéral repose sur un ensemble d'éléments qui garantissent son intégrité nationale: l'unité du peuple sous la loi, l'unité monétaire, l'unité des régions, des institutions militaires, de la diplomatie, etc..

En réalité, ce qui risque de diviser l'Irak, ce n'est pas le système fédéral, mais bien le maintien du régime de Saddam au pouvoir. Régime qui n'a aucun pouvoir au Sud du pays comme au Nord et dont la présence ne fait que dilapider les richesses du pays et suspendre son progrès. De plus, il représente un danger évident contre la paix et la sécurité régionales, voire internationales. Le communiqué final, diffusé à la suite de la visite à Washington du deuxième vice-premier ministre et ministre de la Défense de l'Arabie Saoudite, l'émir Sultan Ben Abdel Aziz a clairement affirmé que la région du Golfe «ne connaîtra pas une véritable sécurité tant que Saddam Hussein reste au pouvoir».

INQUIETUDES

Les Kurdes ont-ils bien choisi lorsqu'ils ont opté pour le système fédéral? Tout indique que la réponse est oui. Certes, en annonçant leur choix, les Kurdes irakiens ont suscité des inquiétudes dans les pays voisins qui, pour des raisons diverses, ont considéré qu'un tel choix entraînerait la partition de l'Irak, mais cette attitude signifie que l'on veut empêcher les futures transformations dans la structure de l'Etat irakien. Les Kurdes souhaitent un système pluraliste régi par des institutions fortes et unifiées. Leur objectif est, avant tout, la stabilité, l'intégrité et la prospérité de leur pays. Une renaissance irakienne sous la forme fédérale peut, en fait, faire des émules dans la région, ce qui représente un danger pour certains régimes. Voilà ce qui expli-

que la campagne visant à mettre en doute les intentions du peuple kurde.

Un système pluraliste en Irak le sortira de son isolement international et contribuera à la stabilité et la prospérité régionale, et fondera des relations nouvelles avec les pays voisins frères tels que le Koweït et l'Arabie Saoudite. Cela risque de ne pas plaire à tout le monde.

Par ailleurs, l'expérience a montré que les Kurdes des zones libérées du pouvoir de Saddam, ont, malgré les interventions répétées de ce pouvoir et de certaines puissances régionales, largement réussi à gérer leurs affaires. Tous les rapports affirment que la vie économique du Kurdistan irakien connaît une relative prospérité en comparaison avec les zones centrale et sud du pays, malgré le double embargo dont souffre la région: celui du régime de Saddam et celui de la communauté internationale qui l'atteint dans la mesure où elle fait partie de l'Irak. De même, le rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), a montré que la mortalité infantine a baissé au Kurdistan tandis qu'elle a doublé dans la zone gérée par le régime. De plus, 60 % des villages détruits par Saddam dans les années 80 et 90 ont été reconstruits, tandis que des efforts sont déployés pour nettoyer la région des mines dont le nombre est évalué à près de 10 millions. Elles ont été posées par les soldats de Saddam pendant la guerre Iran-Irak et pour empêcher les Kurdes, révolutionnaires ou civils, de se déplacer librement dans leur territoire.

Notons enfin que, contrairement à d'autres régions irakiennes, le Kurdistan ne connaît pas la famine. Selon la résolution des Nations Unies «pétrole contre nourriture», la région a le droit à 13 % des vivres et des médicaments importés contre les exportations pétrolières. Au Kurdistan, ce sont les fonctionnaires des Nations Unies qui effectuent la distribution, tandis que dans les autres régions, c'est le régime qui s'en occupe.

Malgré les erreurs, qui ont généré parfois des affrontements sanglants entre les Kurdes, et malgré un voisinage plutôt hostile, l'expérience demeure, dans son ensemble, positive et prometteuse.

L'espoir est que cette expérience donne à réfléchir à tous les Irakiens, afin qu'ils luttent ensemble pour un Irak stable, pluraliste et prospère. ◆

TURQUIE

ANNIVERSAIRE DE SON PROCÈS

Appel à écrire à Leyla Zana dans sa prison

Le mois de décembre marque la date anniversaire du procès de Leyla Zana, symbole de la résistance des Kurdes.

Première femme kurde élue démocratiquement députée en 1994, elle est arrêtée pour avoir prêté serment en kurde à l'Assemblée nationale turque. Elle est torturée et condamnée à mort.

Femmes solidaires et la Fédération démocratique internationale des femmes, présentes à son procès, ont contribué activement à la solidarité internationale qui a sauvé Leyla de la peine capitale. Mais elle reste incarcérée à Ankara et sa peine d'emprisonnement est de 17 ans. Les conditions de sa détention se sont détériorées ces dernières semaines. L'élan de solidarité internationale en sa faveur avait permis que Leyla Zana soit seule dans une cellule. Or, depuis les émeutes qui ont eu lieu dans les prisons turques en octobre dernier, elle doit partager sa cellule avec cinq autres prisonnières. Le manque de place les contraint à se relayer pour dormir à tour de rôle. Il est urgent et important d'écrire à Leyla Zana dans sa prison, afin de lui témoigner notre soutien (*).

Dans le même temps, des rassemblements de solidarité vont avoir lieu en Europe et notamment en Allemagne.

L'aggravation des conditions de détention est d'autant plus scandaleuse qu'au moment de l'enlèvement d'Abdullah Ocalan, le gouvernement turc avait annoncé une amnistie générale et la libération des prisonniers n'ayant pas eu de liens avec les mouvements de lutte armée. C'est le cas de Leyla Zana.

NOUS DEMANDONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE.

*Source: Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDPEK)

Vous aussi vous pouvez agir en écrivant

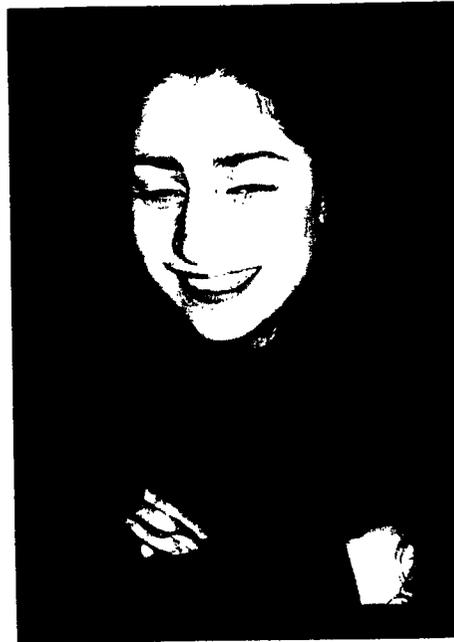
à l'ambassade de Turquie en France,
16, rue de Lamballe 75016 Paris,

pour exiger sa libération

L. Zana
Prison d'Ulucanlar, Merkez, Kapali, Cesaevi,
Ulucanlar, Ankara, Turquie.

Clara décembre 1999

propos recueillis par **Anne Cesbron**



La femme kurde

En mai dernier, Sibel Ceylan une jeune femme de vingt trois ans, d'origine kurde, est arrêtée illégalement à Istanbul en Turquie. Femmes Solidaires et Clara-Magazine se mobilisent alors pour dénoncer son emprisonnement arbitraire et la torture dont elle est victime. De visite en France, Sibel témoigne.

Lorsque l'on demande à Sibel quel jour elle a été arrêtée, la jeune femme ferme les yeux, hésite un instant et semble s'excuser. "Je ne sais plus exactement, enfin si, mais c'est tellement difficile." Sibel a été arrêtée le 6 mai 1999 à l'aéroport d'Istanbul. Au moment d'embarquer à bord de l'avion qui doit la ramener en Belgique, son pays, la police turque l'interpelle.

Sibel est interprète dans le bureau d'avocats qui assure la défense du leader kurde Abdullah Ocalan. Dans ses bagages, les policiers découvrent des communiqués de presse et l'acte d'accusation d'Ocalan. "Il s'agissait d'un prétexte pour m'arrêter. Tous ces documents auraient pu quitter le territoire turc par la poste comme n'importe quel courrier. Cette arrestation a été montée de toute pièce pour entacher le procès d'Ocalan. Cela faisait bien de montrer aux Turques que la police sévissait", explique Sibel.

Dans un fourgon, elle quitte l'aéroport pour un endroit tristement célèbre où se déroulent les gardes à vues dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Coupée du monde, sans autorisation de voir un avocat, Sibel connaît alors l'enfer, la crainte permanente d'être violée. Entre les interrogatoires, elle est jetée dans une cellule les yeux bandés. Jour et nuit, des cris de suppliciés résonnent dans les couloirs.

Après trois jours d'une garde à vue abominable, Sibel échoue dans la prison

mixte d'Umraniye. Pendant une semaine elle pleure et exprime le besoin d'être seule. Puis ses co-détenues vont lui redonner l'envie de sourire. Plus que ça, elles vont lui ouvrir les yeux sur la réalité kurde. "J'ai choisi d'être dans le dortoir des prisonnières politiques et non dans celui des criminelles. Ma place était avec celles qui luttent pour la construction d'une démocratie en Turquie, pour le respect des droits fondamentaux des hommes et des femmes turques et kurdes." Son regard sombre s'éclaircit lorsqu'elle évoque ces quarante trois femmes, jeunes mères avec leurs enfants, professeures, vieilles femmes fatiguées, de nationalité turque et kurde. "J'ai énormément appris de toutes ces femmes. J'ai découvert ma vraie identité. Mon témoignage n'est qu'un exemple de ce que vivent les Kurdes", insiste Sibel. Aujourd'hui, si elle est libre, la jeune femme ne peut se résoudre à être loin de ses sœurs de prison. Elle leur écrit beaucoup, mais ne trouve pas la force d'envoyer ce courrier. "C'est trop difficile, je ne vis plus les mêmes choses qu'elles". Elle reconnaît que c'est sa double nationalité belge et turque qui l'a sauvée. Certaines femmes sont en prison depuis plus de vingt ans sans jamais n'avoir commis d'autre crime que celui de vouloir vivre dans un pays démocratique. "Tu dois transmettre notre message de lutte", lui ont demandé les femmes de la prison. ■